

Conflits et « sous-conflits » en URSS

CEUX qui voient dans les relations entre Moscou et les seize Républiques qui composent l'URSS l'un des principaux casse-tête de M. Gorbatchev à l'heure actuelle ont bien évidemment raison, mais partiellement seulement. Le problème des nationalités soviétiques peut être en effet assimilé à une gigantesque poupée gigogne, avec une multitude de « sous-conflits » éclatant ici ou là.

En témoignent les événements actuels en Moldavie soviétique. Victime, comme les Républiques baltes, du pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 et arrachée à la Roumanie en 1940, l'ancienne Bessarabie n'a pas tardé à s'engager sur le chemin d'une « souveraineté » de plus en plus affirmée à l'égard de Moscou. Sans aller aussi loin que la Lituanie, le nouveau Parlement moldave élu ce printemps s'est prononcé pour une République souveraine, membre de l'ONU et « zone démilitarisée », bannissant le marxisme-léninisme de ses écoles et reconnaissant seulement une très vague « confédération » soviétique.

PARALLÈLEMENT, les liens avec la Roumanie voisine se sont resserrés depuis la grande manifestation de fraternisation qui vit 300 000 manifestants roumains franchir le Prout en mai dernier. Certes, le président moldave, M. Snegur, a récemment exclu un « Anschluss », mais les deux Républiques n'en partagent pas moins, outre la même langue, le même drapeau et, depuis peu, les mêmes émissions de télévision, tandis que Bucarest aide à la formation de 10 000 « carabiniers » moldaves.

Mais c'était sans compter avec les « mini-nationalismes » des autres habitants de l'ancienne Bessarabie : plusieurs milliers de Russes, à l'est, qui ont constitué à Tiraspol, en septembre, une « République soviétique de la Moldavie et du Dnestre » et surtout 150 000 Gagaouzes, une minorité turcophone de confession chrétienne vivant dans le Sud. Ceux-ci ont proclamé en août dernier la sécession de cinq districts (sur quarante que compte la Moldavie) et demandé à adhérer à l'URSS en tant que République soviétique à part entière. Les élections qu'ils organisent ces jours-ci ont provoqué une mobilisation de milliers de Moldaves venus de la capitale, Kichinev, pour arrêter cette action « illégale ».

CETTE réédition en URSS de problèmes analogues à celui que le Kosovo pose à la Serbie et à la Yougoslavie donne quelques avantages au grand fédérateur que se veut M. Gorbatchev. Tout en plaçant pour l'intégrité de la République, ce qui rassure les dirigeants de Kichinev, il a mis ces derniers en demeure, dans un discours le mois dernier devant le Soviet suprême, de choisir entre « l'appartenance à la communauté (soviétique) ou le simple concubinage ».

En même temps, le président soviétique ne peut pas ne pas voir que tout cela accentue le chaos général en URSS. Comme l'ont montré les affrontements entre Azeris et Arméniens dans le Caucase, ces « sous-conflits » peuvent ne pas affecter directement les intérêts russes, mais c'est l'ensemble du pays qui est exposé désormais à la guerre civile.

Lire nos informations page 44

M 0147 - 1027 0 - 5 00 F



L'Irak ayant accru ses effectifs au Koweït

Les Etats-Unis envisagent d'envoyer d'importants renforts dans le Golfe

L'Irak ayant accru ses effectifs au Koweït, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré jeudi 25 octobre, dans une série d'entretiens télévisés, que les Etats-Unis pourraient envoyer un contingent supplémentaire de 100 000 soldats dans le Golfe, ainsi

que des unités de blindés. « A un moment donné, il faudra interrompre le déploiement, mais nous n'avons fixé aucune limite », a-t-il conclu, en confirmant que les Etats-Unis avaient désormais 210 000 militaires dans le Golfe et ses environs.

M. Mitterrand et l'hypothèse de la guerre

M. Mitterrand est-il persuadé de l'inévitabilité et de l'imminence d'une guerre avec l'Irak ? A en croire le *Canard enchaîné* de cette semaine et l'*International Herald Tribune* du jeudi 25 octobre, la réponse est oui. Le président de la République l'aurait confié à certains de ses visiteurs et aurait même précisé que le créneau fatal se situe entre le 25 octobre et le 6 novembre, date des élections américaines.

Ces articles ont perturbé nombre de collaborateurs de l'Elysée. La présidence de la République a cependant choisi de ne pas réagir officiellement, mais ce silence n'implique pas un complet mutisme. C'est ainsi qu'on précise de très bonne source que si le président de la République a

pu faire allusion en privé à un grave risque de guerre d'ici aux élections américaines, c'est parce qu'une telle information avait été transmise il y a une quinzaine de jours par un responsable américain aux autorités françaises. Depuis, ajoute-t-on, les signaux en provenance de Washington sont de tout autre nature, et Paris ne dispose d'aucune information laissant prévoir une attaque américaine imminente.

Qu'il s'agisse des messages provenant de George Bush, de son conseiller pour les affaires de sécurité, Brent Scowcroft ou du secrétaire d'Etat James Baker, tous font état d'une volonté américaine de ne pas lancer à ce stade une opération militaire contre l'Irak et de continuer à se

reclamer de l'action des Nations unies et des résolutions du Conseil de sécurité. Tout cela, dira-t-on, ne prouve rien. Il serait fort étonnant que les Etats-Unis, s'ils avaient l'intention de tenter d'en finir avec Saddam Hussein, en informent bien longtemps à l'avance leurs alliés.

On ne peut pas exclure non plus, lorsqu'ils ont affirmé à un responsable français que la période allant du 25 octobre au 6 novembre serait cruciale, qu'ils aient surtout voulu convaincre de leur détermination non pas M. Mitterrand mais Saddam Hussein.

JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 3

Polémique entre l'opposition et le gouvernement

Le débat sur le rôle des RG s'envenime

L'affaire de la disparition de Joseph Doucé suscite une vive polémique entre le gouvernement et l'opposition, le groupe socialiste de l'Assemblée ayant empêché jeudi 25 octobre la création d'une commission d'enquête sur les Renseignements généraux. Les policiers des RG soupçonnés dans l'affaire Doucé contre-attaquent en tentant de lancer d'autres affaires.



Lire page 21 - section 8 les articles d'EDWY PLENEL et PASCALE ROBERT-DIARD ainsi que page 22 - section 8, la chronique de PHILIPPE BOUCHER

La « gauche tourangelle »

Epreuve politique pour M. Rocard, le débat sur la CSG peut aussi lui permettre d'incarner un réformisme expérimental

par Jean-Marie Colombani

« Qui est de gauche ?... Qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche ? » A ces questions posées par Michel Rocard dans son désormais célèbre discours de Joux-lès-Tours (le 20 septembre dernier), il existe un début de réponse, apporté par le chef du gouvernement lui-même, à travers son projet de contribution sociale généralisée. Importante en elle-même, par son dispositif et ses perspectives plus que par ses effets immédiats (*le Monde* du 20 octobre), la CSG pourrait

bien être la maquette, ou le banc d'essai, d'une certaine idée de la gauche. A condition, bien sûr, d'admettre avec M. Rocard que le temps n'est plus où « étaient réputés de gauche ceux que la direction du PCF reconnaissait comme tels ». Les dizaines de milliers de personnes qui ont défilé le 25 octobre à Paris et en province à l'appel de la CGT ne suffisent donc plus à priver ce projet de réforme de son label.

Avec la CSG en effet, M. Rocard surprend. Par le risque politique que comporte ce projet, alors que le premier

ministre était réputé ne pas en prendre. En s'obstinant, il va au devant, pour la première fois, d'une conjonction entre la droite et les communistes, et s'expose ainsi au vote d'une motion de censure à l'Assemblée nationale. Même si le premier ministre dispose, parmi les députés centristes, d'une « réserve » mobilisable en cas de danger (M. Raymond Barre a approuvé le principe de la réforme), personne n'a, en ce domaine, une certitude absolue.

Lire la suite page 20 et nos informations page 37 - section D

Lycée, terre promise

L'enseignement secondaire n'a toujours pas les moyens de ses ambitions. Inégalités et frustrations augmentent

par Gérard Courtois

Dans ce pays où la République a été façonnée par l'Ecole, où les diplômés sont classés monuments historiques, mités mais intouchables, où élites scolaires et sociales coïncident si étroitement, en France, donc, l'éducation nationale est une formidable machine à fabriquer des rêves et, bien souvent, à les briser. M. Jospin en fait l'expérience, aujourd'hui comme hier.

Hier, c'était les profs. Si séduits à l'automne 1988 par la perspective d'une revalorisation de leur métier qu'ils avaient fini par

attendre la lune. Le respect des grands équilibres budgétaires et la rigueur des arbitrages interministériels eurent tôt fait de les faire redescendre sur terre. Amers et frustrés, ils eurent le sentiment que les primes nouvelles ou les indices réévalués n'effaceraient pas grand-chose du mépris où ils pensent que les tient la société française.

Aujourd'hui, ce sont les lycéens. Ils étaient à peine au collège quand Jean-Pierre Chevènement lança, en 1985, le slogan de la décennie : 80 % d'une génération au niveau du bac.

Lire la suite et nos informations page 22 - section B

M. Joxe en Corse

Le ministre de l'intérieur annonce pour l'île un statut proche de celui des territoires d'outre-mer

page 19

La démission de M. Léotard

En quittant la présidence du PR, le député du Var se place pour la prochaine course à l'Elysée

page 19

Les Douze à Rome

Le conseil européen se réunit durant le week-end dans une conjoncture morose

page 8

Des projets pour Air France

Un entretien avec M. Bernard Attali, président de la compagnie nationale

page 37 - section D

Coupes claires chez Philips

35 000 à 45 000 suppressions d'emplois d'ici à l'été 1991

page 37 - section D

Mort de Norge

Le poète est décédé à Mougins à l'âge de quatre-vingt-deux ans

page 44 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D

Cartier

23, PLACE VENDÔME, PARIS
40.15.03.51

Madrid Un nouveau pôle économique et culturel

A bien des égards, 1992 sera une année exceptionnelle pour l'Espagne. Séville accueillera l'Exposition universelle, Barcelone les Jeux olympiques d'été, et Madrid, sa rivale de toujours, sera consacrée capitale culturelle de l'Europe. Elle s'y prépare activement, et Reina Sofía par exemple, le nouveau musée d'art contemporain qui n'ouvrira définitivement ses portes que dans deux ans, propose déjà au public diverses expositions.

Capitale culturelle, métropole européenne, Madrid est aussi aujourd'hui, avec sa région, le premier centre financier d'Espagne. Pour son maire, M. Rodríguez Salagun, c'est une macro-cité qui a réussi à garder une ambiance provinciale, une ville ouverte où personne ne se sent jamais étranger.

Lire pages 9 à 18

DÉBATS

Centre Pompidou

La culture en sarcophage

par Pierre Boulez

On fait volontiers l'amalgame entre l'usure ou le vieillissement du bâtiment du Centre Georges-Pompidou et le caractère prétendument dépassé du concept qui l'a suscité. Une fois de plus, Paris se révèle la capitale de la mode : vérité en deçà de 70, erreur au-delà ! Pascal n'a pas fini de faire des émules dans le genre haute couture... La pluridisciplinarité, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, mérite cependant une approche moins superficielle que celle du « radical chic », qui ne confonde pas insuffisances de réalisation avec validité et potentiel du concept. L'« objet culturel » n'est ni un bricquet ni un rasoir qu'on jette après usage : il dépend avant tout d'une définition et d'une insertion permanente dans la société, capables de se régénérer.

Commençons par la pluridisciplinarité, il sera alors temps d'examiner les difficultés d'application. Notre époque exige de chacun, dans sa profession, un haut degré de spécialisation qui va parfois jusqu'à l'« érotisme », rendant extrêmement difficile l'échange des savoirs, cela aussi bien dans les domaines scientifiques qu'artistiques. En revanche, on a pu observer à plusieurs reprises que des livres scientifiques écrits par des spécialistes à l'intention du grand public sur des sujets parfois très pointus remportaient un succès tout à fait surprenant.

Dans le champ littéraire comme dans l'univers pictural, certaines productions ou expositions apparemment très didactiques sont parmi celles qui ont marqué le plus fortement ces dernières années. Ce double niveau de la connaissance est la manifestation irrefutable des besoins d'une société qui désire suivre ses explorateurs pourvu qu'ils prennent la peine de lui parler. Encore faut-il qu'il y ait des réseaux, voire très précisément des lieux, qui reposent sur l'idée même de décloisonnement.

Il n'est pas question de faire endosser à chaque individu tous les aspects de la culture alors que ses préférences le mènent vers tel ou tel domaine de prédilection.

mais c'est un point de vue extrêmement réactionnaire que de vouloir renforcer chaque forteresse dans son autonomie et de créer ainsi des ghettos culturels, fiens de l'être. Les penchants d'un individu ne sont pas, comme on le croit souvent, des qualités innées ; ils dépendent, en grande partie, du mode d'éducation et des circonstances culturelles. Ainsi façonné, cet individu ignore peut-être sa disponibilité pour d'autres formes d'expression, et il faudra le hasard d'une rencontre pour lui révéler. Provoquer ce hasard fut l'enjeu novateur du Centre Georges-Pompidou ; cela demeure aujourd'hui encore le devoir essentiel de l'institution culturelle, même si un effet de mode pare de couleurs plus actuelles une pensée fondamentalement rétrograde qui s'en remet au cloisonnement des genres.

Savoir gérer la diversité

On va nous objecter que nous nous attachons à une utopie qui, après quelques manifestations de prestige, se serait révélée inopérante. A vrai dire, bien que l'œil du professionnel soit en mesure de déceler certaines carences et autres dysfonctionnements qui ont pu apparaître au fil des années, le public lui-même continue à manifester sa curiosité, voire son discernement à l'égard des manifestations proposées, dont le Centre est la seule institution parisienne capable d'assumer sous le même toit la grande diversité. Le vrai problème est la gestion efficace de cette diversité, ce qui conduit à redéfinir les modalités possibles d'une interaction entre les différentes entités du Centre Georges-Pompidou.

La collaboration peut s'établir à trois niveaux. Le premier, le plus élémentaire et le seul qui fonctionne actuellement, consiste en une juxtaposition d'activités spécifiques où la proximité du lieu joue un rôle capital ; même à ce stade, l'absence de concertation conduit inévitablement à une poussière de manifestations, ce qui n'aide aucunement le public à opérer son propre choix, ce qui l'induit, au contraire, à aller exclusivement vers son domaine de prédilection. Une juxtaposition fortuite risque d'aboutir à l'opposé de l'action fédératrice recherchée, elle renforce le cloisonnement.

Le deuxième niveau, qui a déjà été envisagé mais n'a jamais été mis en pratique, relève d'une pédagogie ponctuelle permanente. Certains espaces des collections et des expositions temporaires devraient

permettre aux visiteurs, s'ils le désirent, de s'informer de l'environnement culturel où se sont développées les œuvres exposées. Le catalogue joue certainement son rôle d'information, mais son coût en limite la diffusion, son impact est différé alors qu'une documentation audiovisuelle, aussi concise soit-elle, parfaitement ciblée selon les espaces visités, possède une efficacité immédiate.

Le troisième niveau se situe au plan des grandes manifestations qui, vu leur thème choisi, se prêtent à une collaboration directe entre les départements. Jusqu'à présent, elles ont été la grande carte de visite du Centre, essentiellement limitées à des rétrospectives. De telles entreprises n'ont d'ailleurs pas été sans susciter de sérieuses difficultés entre un nécessaire maître d'œuvre, primordialment les arts plastiques, et les autres disciplines considérées plus comme subordonnées que comme complémentaires.

La leçon à en tirer serait de s'ouvrir à des correspondances actuelles, d'élargir les thèmes de réflexion et de mener un travail d'équipe dès le début du concept, au lieu de s'arracher mutuellement des concessions au jour le jour. Cela n'est pas seulement une question d'organisation et de hiérarchie, mais bien d'intérêt personnel porté par chaque responsable aux activités des autres disciplines. Le renforcement de cette cohésion est un enjeu infiniment plus important et plus intéressant qu'une facile et stérile séparation de corps.

Un festival permanent

Il est aisé d'en rester aux déclarations d'intention. Cependant, on ne peut ignorer les réels problèmes que posent, d'une part une réévaluation de la structure même du Centre, d'autre part sa place par rapport aux organismes concurrentiels qui, après lui, ont vu le jour. L'expérience de ces quinze dernières années démontre que la seule juxtaposition des diverses directions de département, de la présidence et de ses services à compétence administrative ou artistique ne suffit pas à garantir entièrement la cohérence du calendrier et du contenu des manifestations.

Si l'on veut exister de façon convaincante aux trois niveaux décrits précédemment, et si les manifestations annexes – cinéma, spectacles, colloques... – doivent acquérir leur pleine signification par rapport aux projets départementaux, la notion s'impose de

« festival permanent » : au-delà de l'autonomie nécessaire à la vie de chaque département, il y a donc une activité de fédérateur artistique qui n'est pas remplie à proprement parler et qui représente une charge à plein temps.

Dès lors, deux choix s'offrent à nous : ou bien le président se consacre essentiellement aux missions administratives et de représentation, charges très lourdes dans un organisme aussi complexe, et il devient urgent de désigner à ses côtés un coordinateur de toutes les activités artistiques ; ou bien le président assume lui-même cette coordination, ce qui implique une indispensable expérience de terrain, et délègue à un adjoint l'ensemble des tâches proprement administratives.

Quantité et objectif

Cette perspective fédératrice implique que de tels responsables aient le temps de prendre connaissance des dossiers qui les attendent, qu'ils soient désignés après consultation des directeurs de département et dans un délai d'au moins six mois avant leur prise de fonctions, ce qui est pratique courante dans de grands organismes étrangers.

On se préoccupe, par intermittence, de la fonction du Centre Georges-Pompidou et de sa structure elle-même en lui opposant les monolithes que sont le Grand Louvre et Orsay – malgré leurs activités annexes – que sera la Bibliothèque de France. Cette vision de bloc homothétique aggrave de quelques fanfreluches n'est pas seulement en contradiction avec le projet initial du Centre, cela dit sans fétichisme ni nostalgie ; elle a, en outre, le tort de raisonner exclusivement en termes de quantité et non pas d'objectif.

Le Centre n'a pas pour mission première d'accumuler les richesses culturelles ; les problèmes d'espace engendrés par son développement et ses acquisitions doivent se résoudre dans une dynamique de réseaux et d'échanges couvrant la ville et le territoire. Il semble infiniment plus imaginatif et moins simpliste de donner à la culture d'aujourd'hui une qualité essentielle : la fluidité dans la répartition du bien commun, la multiplication et la dissémination des pôles d'attraction.

► Pierre Boulez est directeur de l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (IRCAM) du Centre Georges-Pompidou.

TRAIT LIBRE



Droits de l'homme

Combattons la torture

par Guy Aurenche

PAS une journée sans torture : Libéria, Sri-Lanka, Salvador, Koweït, Irak, Vietnam, Soudan, Turquie, Liban, Palestine, Colombie...

La torture a pris des formes nouvelles. Les disparitions « organisées » se multiplient, suivies de la découverte des cadavres mutilés. Les exécutions sommaires sont utilisées comme mode de règlement des conflits politiques dans de nombreux pays. Des groupes prétendant « incontrôlés » pullulent, permettant aux gouvernements de proclamer naïvement leur innocence. Ailleurs, l'État a purement et simplement disparu, privant d'interlocuteurs ceux qui veulent agir. Les camps de rééducation et les hôpitaux psychiatriques pour opposants n'ont pas fermé leurs portes.

Au cœur de cet océan de mort, il est presque indécent d'affirmer que des actions sont possibles. Plusieurs faits me poussent pourtant à cette incandescence.

Des milliers de femmes et d'hommes ayant subi la torture et venant de pays récemment libérés, affirment devoir leur survie aux actions de solidarité ponctuelle et patiemment organisées par des associations. Le grandement de la tempête couvre leurs voix qui disent : « Je suis vivant aujourd'hui parce que vous avez fait quelque chose pour moi hier. » Les appels

au secours continuent d'arriver... et de nombreuses interventions peuvent sauver.

Le prix Nobel que va recevoir le président Gorbatchev devrait revenir aux millions de personnes qui pendant des années ont permis par leur lutte que des changements se produisent. En ne désespérant pas, elles ont vraiment construit la paix.

Par ailleurs, la tension internationale actuelle ramène sur le devant de la scène le respect des engagements juridiques. Tous les pays membres de l'ONU ont promis de ne jamais torturer. Près de la moitié le font systématiquement. Dans les pactes universels, la pratique tortionnaire fait partie des gestes toujours interdits, sans exception. Dans quelques jours, le Comité contre la torture doit se réunir à Genève pour examiner, entre autres pays, l'action de la Turquie, du Cameroun, du Chili... Quel écho en sera donné ? D'autre part, des experts vont étudier la mise au point d'un système « de visites des lieux de détention en vue de la prévention de la torture ». Quels sont les pays qui auront le courage de soutenir cette initiative ? (CST, Case postale 1267, 1211 - Genève 2.)

Enfin, une rencontre internationale a choisi pour thème « Tortures, tortionnaires, espérance chrétienne ». S'agira-t-il de pieuses déclarations ? Certains membres des Eglises n'ont pas toujours eu une conduite irréprochable à l'égard de la torture. D'autres, depuis longtemps et dans de nombreux pays, sont aux avant-postes de la résistance, parfois au prix de leur vie.

C'est à travers des actions ponctuelles que l'espérance peut éclore. A demeurer spectateur de la complexité morose de la situation internationale, sans prendre d'engagement concret, nous risquons vraiment de désespérer l'espérance.

► Guy Aurenche est avocat, président de la Fédération internationale de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

250 ans de grands vins

Domaines du Château de Beaulieu

82 hectares sur deux 71 hectares

de vignes et de grands crus.

BOUCHARD PÈRE & FILS

Documentation LHM

BOITE POSTALE 70

51202 BEAUNE CEDEX

TEL. (80) 22 14 41

TELEX: BOUCHARD 300 630 F



AU COURRIER DU Monde

Cours d'histoire à Mauthausen

Pour faire parler les pierres, à Mauthausen, selon l'expression de Nathaniel Herzberg (*Le Monde* du 18 octobre), nous avons dû, aussi, bouger des montagnes – administratives. Mais les ministères de l'éducation nationale, de la défense et des anciens combattants (Mission historique) ont subventionné l'entreprise commune de l'Association de professeurs d'histoire et de géographie (APHG) et de l'Amicale de Mauthausen. Cette conjonction des volontés : professeurs, députés et... ministres, paraît assez rare pour qu'on le signale : des collectivités locales (Lyon, Pau, Boulogne-Billancourt, Meudon, etc.) et la Fédération Maginot ont également contribué au budget de 250 000 francs qui était nécessaire. Puisse-on nous reconnaître tant que nous pouvons témoigner.

JEAN GAVART
et PIERRE SAINT MACARY
Amicale de Mauthausen

Prélèvements mensuels

Je pense que la circulaire réf. 1802 datée du 21-09-90 que j'ai reçue de la trésorerie principale de ma commune (dans le Rhône) est également diffusée dans d'autres départements, informant les contribuables que dorénavant, à partir de 1991, ils pourront régler la taxe d'habitation par dix prélèvements mensuels de janvier à

octobre, conjointement avec le prélèvement qui se pratique pour l'impôt sur le revenu, donc le 8 de chaque mois, à raison de 10 % de la taxe annuelle. Donc, plus de déséquilibre en fin d'année. Je dis bravo, c'est moins douloureux. On nous laisse jusqu'au 31 octobre 1990 pour donner suite.

Avant de signer mon engagement, je me suis renseigné auprès de la trésorerie principale de ma commune pour savoir de quelle manière elle pensait rétribuer les contribuables pour les avances qu'ils consentent sur plusieurs mois, puisque la taxe est normalement due le 15 novembre. On m'a répondu par une fin de non-recevoir.

J'ai d'ailleurs fait une estimation des intérêts encourus par les dix prélèvements répétés et invariables de janvier à octobre le 8 de chaque mois pour la taxe due le 15 novembre : en admettant qu'on place ces avances sur un instrument financier approprié rapportant 10 % par an, on récupère sur le dos des contribuables 4,74 % de la taxe due, et ma proposition était d'en tenir compte lors du dernier prélèvement qui serait réduit d'autant, et se monterait donc à 5,26 % au lieu de 10 % de la taxe annuelle.

Il est évident que, sur le plan comptable, les contribuables payant d'avance sont lésés, comme le fisc est lésé lors de paiements en retard qu'il pénalise d'ailleurs de 10 % dès le premier jour.

Ceux qui sont partisans de ce mode de règlement devraient signer la circulaire en question avec la mention « sous réserve de remboursement de l'intérêt pour avance de fonds ».

JEAN-PAUL KRAHENBUHL
Caluire

BIBLIOGRAPHIE

L'aventure afghane

POUSSIÈRES DE GUERRE

de Christophe de Ponfilly
et Frédéric Laffont.
Editions Robert Laffont,
320 pages, 118 F.

POUSSIÈRES de guerre est le récit de deux guerres : celle que les Soviétiques ont faite contre les Afghans et celle que les Afghans ont soutenue contre les Soviétiques. L'enquête a été menée par deux équipes, une en URSS avec Frédéric Laffont, l'autre en Afghanistan avec Christophe de Ponfilly, au cours de l'année 1989. Récit, car ceux qui parlent sont les acteurs, les anciens combattants, moudjahidins comme Soviétiques, qui font leur mémoire et exhibent leurs blessures, physiques ou morales.

Mais les mémoires ne se souviennent pas des mêmes choses, et les deux guerres ne se ressemblent pas. Pour les Soviétiques, la guerre d'Afghanistan est l'occasion d'une introspection, parfois hargneuse, parfois nostalgique, voire masochiste, tristesse, remords, crise des valeurs, tous les « Afghans », les vétérans de la guerre d'Afghanistan, ne parlent en fait que d'eux-mêmes et de leur pays. L'Afghanistan reste pour eux un paysage, un pays vide d'habitants, c'est le décor d'une pièce de théâtre où l'on voit des jeunes gens se demander maladroitement qui ils sont et ce qu'ils font.

En face, au contraire, les Afghans parlent peu, gauchement et empruntent, dans leur silence que dans les morceaux de rhétorique débités par

le lettré de service. Ils ont la sérénité que donne non la victoire, mais la certitude. Pour eux, les Russes sont des sauvages, des extra-terrestres, qu'il est inutile de connaître plus avant. Sur un paysage de ruines, dans une société bouleversée par la guerre, ils ont sauvé ce qui, à leurs yeux, est l'essentiel : leur foi monothéiste. Les morts sont enterrés, reste à reconstruire les maisons.

Poussières de guerre fait ressortir l'absurdité de l'aventure afghane, choc de deux cultures qui s'ignorent dans le combat comme dans la paix.

OLIVIER ROY

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1986)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Bagdad

M. Mitterrand et l'hydre de la guerre

LA CRISE DU GOLFE

Bagdad continue à distiller la libération des otages

Alors que se prépare le départ des Français, l'Irak poursuit sa politique de libération au compte-gouttes des autres otages étrangers. Ainsi, M. Saddam Hussein a décidé, jeudi 25 octobre, d'autoriser six cent quatre-vingt-dix Bulgares à rentrer chez eux. Il s'agit de ceux « dont le contrat est arrivé à expiration ou dont la présence n'est plus nécessaire pour mener à bien leurs projets ». Cette mesure fait suite à la visite à Bagdad du vice-président bulgare, M. Atanas Semerdjiev, le plus haut responsable étranger non arabe à s'être rendu en Irak depuis la visite du président autrichien Kurt Waldheim. Un communiqué commun a été publié à l'issue de cette visite, rendant hommage « à la décision du président Saddam Hussein ».

Impressionné par la qualité de leur travail, le dirigeant irakien a aussi décidé de libérer vingt-huit ouvriers irlandais travaillant à la construction d'un nouveau palais présidentiel, a indiqué jeudi à

Amman l'un de ces otages. Leur libération aura lieu dans trois semaines, quand le palais sera achevé. En revanche, le premier secrétaire de l'ambassade irlandaise à Bagdad a été expulsé, en réponse à l'expulsion, en septembre dernier, de l'attaché militaire irakien à Dublin.

Cinq otages suédois sont arrivés jeudi à Amman. Le chef du département politique du ministère des affaires étrangères suédois s'était rendu la semaine dernière à Bagdad dans l'espoir d'obtenir l'élargissement de ses quatre-vingt-dix ressortissants. Pendant ce temps, à Lisbonne, le premier ministre portugais, M. Anibal Cavaco Silva, a affirmé jeudi que la libération de vingt-cinq Portugais avait été rendue possible à la suite de démarches « discrètes » de son gouvernement auprès de Bagdad.

A Ottawa, le chef de la diplomatie canadienne a indiqué jeudi que son pays était prêt à étudier la possibilité d'envoyer un émissaire en Irak pour aller

chercher ses ressortissants. M. Joe Clark a toutefois mis pour condition qu'« un tel geste ne soit pas en mesure d'être interprété comme un affaiblissement de notre détermination de voir l'Irak quitter le Koweït ». Il s'est refusé à ce que les quatre-vingts Canadiens se trouvant encore en Irak et au Koweït servent de « monnaie d'échange ».

A Bonn, le gouvernement allemand a exclu jeudi que M. Genscher se rende à Bagdad, condition qui, selon Washington, avait été posée par M. Saddam Hussein pour la libération des otages allemands. L'ancien chancelier Willy Brandt a également renoncé, « pour l'instant », à un voyage à Bagdad. Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron Crespo, a, quant à lui, repoussé une invitation des députés irakiens à se rendre à Bagdad pour discuter de la crise du Golfe. Un dialogue, a-t-il déclaré, est « tout à fait impossible tant que des citoyens de la Communauté européenne et d'autres étrangers sont

détenus en otage ou contre leur gré en Irak ». Cependant le gouvernement japonais envisage de dépêcher une personnalité de haut rang à Bagdad, a annoncé jeudi un des dirigeants du Parti libéral-démocrate au pouvoir.

Dans un entretien publié, vendredi 26 octobre, par le quotidien espagnol *El País* avant son arrivée à Madrid en visite officielle, M. Gorbatchev a déclaré que « la crise du Golfe est une sonnette d'alarme, qui avertit du danger persistant d'un retour aux temps de la politique de force et d'agression. (...) Pour la première fois depuis longtemps, il s'est dégagé des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies une solidarité unique entre les pays les plus différents. Le fondement de cette solidarité est la conscience de la responsabilité qui nous unit tous dans le maintien de la paix et la stabilité ». — (AFP, Reuter, AP.)

Les déclarations du secrétaire américain à la défense

M. Cheney n'exclut pas l'envoi de cent mille hommes de plus

Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, estimant, jeudi 25 octobre, que M. Saddam Hussein n'avait toujours donné aucune indication de son intention de se retirer du Koweït, a déclaré que les États-Unis allaient poursuivre le renforcement de leurs troupes dans la région du Golfe. Interrogé plus précisément à ce propos, M. Cheney, qui s'est exprimé sur plusieurs chaînes de télévision américaine, a ajouté : « Nous voulons être certains que nous avons là-bas des forces capables d'affronter tout imprévu. Nous n'avons pas encore fixé de limite maximale concernant le déploiement total. Aussi, pour plusieurs raisons, je m'attends à un flot continu de forces au cours de la période qui est devant nous ».

Refusant de donner des indications chiffrées sur le renforcement éventuel des troupes, M. Cheney, répondant à une question d'un journaliste de CBS sur la possibilité de l'envoi supplémentaire de cent mille hommes — un chiffre évoqué par le général Norman Schwarzkopf, qui supervise l'opération « bouclier du désert », — a cependant admis « qu'il était concevable que l'on en vienne à un tel chiffre ». Enfin, questionné sur la possibilité d'une offensive américaine, le secrétaire à la défense a réaffirmé le rôle « dissuasif » assigné pour l'instant aux forces américaines, tout en ajoutant : « C'est une possibilité que nous n'avons de toute façon pas écartée ».

Renforcement irakien

Confrontés à un renforcement important des défenses irakiennes au Koweït, les États-Unis envisagent depuis plusieurs jours d'envoyer des renforts importants dans le Golfe — vraisemblablement en blindés — afin de maintenir une capacité offensive « crédible », selon des responsables gouvernementaux américains. Une décision à ce sujet devait être prise vendredi 26 octobre, au retour d'Arabie saoudite du chef d'état-major interarmes américain, le général Colin Powell, qui devait rendre

compte au secrétaire à la défense des résultats de son séjour dans la région.

Mais déjà, les États-Unis ont constaté que le renforcement irakien au Koweït et le long de la frontière saoudienne confirmait que le président Saddam Hussein n'entendait pas abandonner ses conquêtes. Les Irakiens, avait indiqué mardi M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone, se sont lancés dans un programme de fortifications et de construction de routes stratégiques. Selon des responsables gouvernementaux ayant requis l'anonymat, cités dans le *Washington Post* dans son édition de jeudi, les Irakiens construisent actuellement une triple ligne fortifiée s'étendant vers l'Ouest, sur plusieurs centaines de kilomètres à partir du Cella.

A l'heure actuelle, 210 000 militaires américains, dont 150 000 troupes terrestres en Arabie saoudite, sont déployés dans la région. Au total, les effectifs des forces terrestres alliées sont de quelque 250 000 hommes, face aux 450 000 soldats de Saddam Hussein. Au Pentagone, on précisait sous couvert de l'anonymat que des unités de combat blindées actuellement en Europe pourraient être déployées face aux Irakiens. Quoi qu'il en soit, ces responsables ont indiqué que toute décision concernant une offensive alliée était encore éloignée de plusieurs semaines au moins, notamment pour des raisons de soutien logistique.

La sécurité au Proche-Orient ne sera pas assurée tant que Saddam Hussein demeurera au pouvoir, sauf si l'armement irakien est détruit, a estimé pour sa part, jeudi, le directeur de la CIA, William Webster. « Peut-on le faire rentrer dans sa boîte ? », a lancé sous forme de boutade le directeur de la CIA, invité à s'exprimer devant un groupe privé, le conseil national des organisations des affaires mondiales. — (AFP, UPI.)

M. Mitterrand et l'hypothèse de la guerre

Suite de la première page

Cela dit, ajoute-t-on de même source, M. Mitterrand continue à penser qu'il y a, aujourd'hui encore, plus de chances que l'épreuve de force du Golfe se termine par une guerre que par un retrait irakien du Koweït suivi d'une négociation. La libération promise par Bagdad des otages français détenus en Irak est considérée, de ce point de vue, plus comme une tentative de division de la coalition anti-irakienne que comme un geste de modération.

« Nous pensons que le songe de Saddam Hussein, visité par le Prophète qui lui reproche l'occupation du Koweït, est plus révélateur d'un début d'évolution de la position irakienne que la libération de nos otages », confie un haut responsable français après avoir réitéré le refus de M. Mitterrand de toute « négociation séparée ». Et d'ajouter que les indices témoignent d'une évolution de la position de Bagdad sont encore très minces et ne permettent de parler, dans la meilleure des hypothèses, que d'un « début d'un mouvement » : Saddam Hussein, fait-on remarquer, vient de répondre négativement à une nouvelle tentative de médiation menée par le roi du Maroc, celui de Jordanie et le président algérien.

Les messages dont est porteur — ou croit être porteur — Yasser Arafat sont décevants. Les propos tenus par le président irakien à l'envoyé spécial de M. Gorbatchev, M. Evgueni Primakov (qui en a rendu compte à M. Mitterrand la semaine dernière), iraient d'autre part beaucoup moins loin dans le sens de la conciliation qu'on ne l'avait prétendu.

La politique française, ajoute-t-on, reste donc dans la logique de l'embargo et des décisions du Conseil de sécurité en attendant que Saddam Hussein saisisse publiquement les perches qui lui ont été tendues, notamment dans le discours prononcé par M. Mitterrand devant les Nations unies.

En attendant, la France entend conserver son autonomie de décision sur le plan militaire. Le recours à la force n'est pas exclu mais ne pourrait procéder, à moins de provocation irakienne, que d'une décision du Conseil de sécurité. Dernière précision à destination du microcosme franco-francophone : il est bien évident qu'en cas de conflit les actions des forces françaises ne pourraient s'inscrire que dans une action multinationale, coordonnée par un commandement militaire unique, c'est-à-dire américain.

JACQUES AMALRIC

Le retour des ressortissants français pourrait coïncider avec la visite à Paris de M. Gorbatchev

Le retour en France des quelque trois cents otages français, dont Bagdad a décidé mardi la libération sans condition, devrait se faire « dans les quarante-huit heures », probablement à bord d'un avion irakien, a indiqué, jeudi 25 octobre, M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

M. Dumas a précisé que le gouvernement envisageait toujours la possibilité d'envoyer des « personnalités administratives de haut rang » à Bagdad pour y chercher les otages. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a précisé de son côté que cette question n'avait pas encore été définitivement tranchée. Il a déclaré « sans fondement » les informations selon lesquelles M^{me} Georgina Dufoix,

présidente de la Croix-Rouge française et ancien ministre, irait à Bagdad.

Les autorités françaises travaillaient jeudi sur l'hypothèse d'un retour des otages à bord d'un appareil des Iraqi Airways, tout en maintenant prêt à partir un avion d'Air France. La date du départ n'avait pas encore été définitivement fixée jeudi soir, mais compte tenu du week-end irakien (jeudi après-midi et vendredi), on estimait de source diplomatique à Bagdad qu'il n'interviendrait « probablement » pas avant samedi. Il n'est toutefois pas impossible que, pour des raisons de publicité, les autorités irakiennes fassent coïncider le retour des otages avec la visite à Paris, dimanche et lundi, du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Les diplomates français à Bagdad se sont employés jeudi à obtenir les visas de sortie pour les quelque trois cents Fran-

çais concernés, un chiffre qui exclut les diplomates et fonctionnaires français des ambassades de Koweït et de Bagdad.

Des situations délicates

Interrogé sur le sort de la demi-douzaine de diplomates français qui se trouvent toujours dans une situation extrêmement précaire à l'ambassade de France à Koweït, assiégée par les forces irakiennes, M. Bernard a cependant indiqué que leur évacuation était également « à l'étude ».

Le porte-parole du Quai d'Orsay a, par ailleurs, clairement laissé entendre que Paris conseillait fortement à tous les ressortissants français de quitter l'Irak. « Il paraît légitime de souligner l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils rentrent », a-t-il relevé, tout en reconnaissant que c'était une question « très diffi-

cile ». Outre certains Français qui pourraient souhaiter demeurer à Bagdad pour des raisons professionnelles, M. Bernard a évoqué le cas d'une vingtaine de femmes et d'enfants ayant « des attaches très fortes » avec le Koweït, c'est-à-dire des Koweïtiennes mariées à des Français.

A Bagdad, le journal irakien *Al Joumhouriya* écrit que « des sources bien informées, très proches du ministère français de la défense », ont affirmé à son correspondant à Paris que « la pression publique, de plus en plus forte, exercée sur le gouvernement français a été le catalyseur qui a ouvert toute grande la porte aux responsables de Paris pour qu'ils envisagent la solution de retirer certaines de ses troupes de la région du Golfe, un retrait qui pourrait être mis en œuvre dans les prochains jours ». A Paris, le service de presse des armées a démenti cette assertion. M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, interrogé sur France-Inter au sujet d'un éventuel désengagement français après la libération des otages, a estimé que ce « problème » ne concernait pas l'opinion française : « On peut imaginer que si la pression des Américains venait à se faire plus grande dans les jours qui viennent, il est possible que Saddam Hussein emploie la libération des otages américains pour déconcerter le président Bush de l'opinion américaine qui, elle, ne supportera pas que les boys soient envoyés pour libérer un ennemi, alors qu'il n'y a pas d'otages américains en jeu ». « En ce qui concerne la France, a-t-il ajouté, les choses sont un peu différentes. Néanmoins, il peut y avoir une évolution de l'opinion publique des lors que les otages seront libérés. Il faut donc être attentif à ce point-là. » — (AFP.)

En Arabie saoudite

La France remet en état ses matériels militaires vendus au Koweït

A la fin d'octobre, la France aura achevé d'envoyer en Arabie saoudite les équipes, industrielles et militaires, chargées de remettre en état de marche certains des matériels d'armement qu'elle avait vendus, bien avant l'invasion du 2 août, au Koweït et que leurs servants koweïtiens ont réussi à soustraire aux Irakiens, pour les ramener en Arabie saoudite.

C'est à la demande du gouvernement du Koweït en exil que la France a dû organiser une telle mission de remise en condition opérationnelle de ses matériels. Un accord a été signé — mais non officiellement annoncé à ce jour — entre les deux parties le 6 octobre dernier à Taïf, en Arabie saoudite.

Pendant les opérations militaires qui opposèrent l'Irak et le Koweït, durant la première semaine d'août, certaines des forces de l'Emirat, qui étaient composées de « mercenaires » étrangers, battirent en retraite pour se réfugier, avec leurs armements, en Arabie saoudite. Elles les y ont ensuite déposés, dans l'espoir qu'ils seraient remis en état de fonctionner.

Dans un premier temps, il s'est agi de l'équivalent d'un escadron de Mirage-F1 (le *Monde* du 23 août), soit quinze avions sur les quarante intercepteurs de défense aérienne que le Koweït avait acquis en France. Ces quinze appareils aux couleurs koweïtiennes se sont posés en Arabie saoudite aux premières heures des combats. Un détachement précurseur d'une dizaine d'experts et de techniciens français s'est rendu sur place, au début du mois de septembre, pour faire en sorte que les Mirage-F1 puissent retrouver toute leur capacité de vol.

Ces Mirage-F1 pourraient, en effet, sous certaines conditions, être directement pris en charge par l'armée de l'air française qui, pour sa part, a déployé huit Mirage 2000 et huit Mirage-F1 CR sur la base de

Yufuf, aux côtés de huit avions Jaguar d'attaque au sol, deux C-135 de ravitaillement en vol et de quatre cargos Transall de soutien logistique. Au total, on y recense sept cent cinquante avions français.

Des missiles français aux mains des Irakiens

A la fin du mois d'octobre, des équipes d'assistance seront à pied d'œuvre, en Arabie saoudite, pour remettre les Mirage-F1 koweïtiens en condition opérationnelle, c'est-à-dire avec leurs munitions, pièces de rechange et environnement technique suffisants pour être utilisables en cas de conflit.

Mais les Mirage-F1 ne sont pas les seuls matériels du Koweït que les Français ont accepté de refaire fonctionner. En abandonnant les combats face à l'Irak, les forces du Koweït ont ramené en Arabie saoudite certains de leurs hélicoptères achetés à la France principalement dans les années 1974-1976, puis en 1985. Ces hélicoptères font partie, eux aussi, de la demande d'assistance koweïtienne auprès des Français : il s'agit de douze Gazelle antichars (sur les dix-neuf précédemment acquis), de six Puma de manœuvre (sur dix) et de quatre Super-Puma (sur six). Une équipe française de remise en condition opérationnelle de ces hélicoptères doit bientôt débarquer en Arabie saoudite, après une évaluation — que vient de faire l'armée française — du travail à accomplir.

Les hélicoptères Super-Puma koweïtiens avaient été rendus capables, par un accord de 1987 avec la France, de tirer des missiles Exocet AM 39 contre les navires de surface. De même, le Koweït avait acquis auprès des Français des missiles Exocet MM 40 (qui ont beaucoup de parenté avec l'AM 39) pour armer six patrouilleurs rapides de conception ouest-allemande.

Après l'invasion du Koweït, on a eu l'assurance que les Irakiens étaient parvenus à capturer les six patrouilleurs en question et un total de quarante missiles Exocet, probablement dans les deux ver-

sions. Les Irakiens ont été parmi les clients étrangers les plus importants de ce type de missiles français antisurface, d'une portée de 50 et 70 kilomètres à partir de leur plate-forme de tir. En particulier, ils ont réussi à adapter eux-mêmes leurs Mirage-F1 et leurs hélicoptères lourds Super-Frelon de conception française au lancement des Exocet. En s'appropriant les missiles du Koweït, l'Irak s'est prémuni contre les risques de l'embargo de l'ONU.

JACQUES ISNARD



ANGELO
RINALDI
LA CONFESSION
DANS
LES COLLINES
roman
nrf
GALLIMARD

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARISCONDAMNATION PÉNALE
POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement contradictoire en date du 10 avril 1990, la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour fraude fiscale :

- A la peine de 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.
- M. SELZ Cyril-Gérard, né le 19 septembre 1935 à Paris (16^e), agent commercial et demeurant à PARIS (16^e), 139, rue de la Tour.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement, par extrait, dans le *Journal officiel* et dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 30 janvier 1989, pourvoi rejeté le 3 mai 1990.

- M. BLANCHET Alain, Patrick, né le 17 octobre 1949 à La Chapelle-Blanche-Saint-Martin (37) et demeurant à LEVALLOIS-PERRET (92), 83, rue Aristide-Briand.

A été condamné à 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.

Pour détention de documents falsifiés, corrompus ou toxiques, faits commis à PARIS le 9 octobre 1987.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal Le Monde* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 7 JOURS, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 236, boulevard Perceval à Paris (17^e), où M. BLANCHET Alain exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 2 avril 1990, la 31^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - BATTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS :

Pour avoir à Paris, le 5 septembre 1988, été responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III, du code du travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et, plus spécialement, les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exerce des travaux du bâtiment, des travaux publics ou tous autres concernant les immeubles en laissant travailler trois ouvriers de protection individuelle, collectives, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide, en omettant d'aménager des moyens d'accès sûrs pour atteindre la plate-forme de travail et de prendre toute mesure pour éviter que des personnes ou des matériaux ne chutent d'une hauteur de plus de trois mètres (2 salariés concernés).

- A la peine de 3 amendes de 5 000 F.
- M. COUTURIER Hubert, Guy, né le 8 juin 1942 à GLOUX (23), conducteur de travaux et demeurant à NEUILLY-sur-MARNE (93), 4, rue de Touraine.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel* et dans le *Moniteur des Travaux Publics*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

Condamnation pénale pour fraude fiscale. Par jugement contradictoire en date du 9 avril 1990, la 11^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale :

- A la peine de 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis.
- DUVIVIER Gérard, Jean-Charles, né le 8 mai 1949 à Paris (10^e), sans profession et demeurant à Paris (10^e), 31, rue des Vinaigriers.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel* et dans le *Moniteur des Travaux Publics*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

Condamnation pénale pour fraude fiscale. Par jugement contradictoire en date du 2 avril 1990, la 31^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : EMPLOI D'UN ÉTRANGER NON MUNI D'UNE AUTORISATION DE TRAVAIL SALAIRE.

Pour avoir, à Paris, courant 1990 et notamment le 13 mars 1990, engagé ou conservé à leur service deux étrangers non munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en FRANCE, en l'espèce OUDICH Abdelhakmane et NAGIB Hassan, de nationalité marocaine.

- M. BOUDIA Lounis, né le 29 mars 1963 à 99 Ain-el-Hamman

(Algérie), artisan boucher et demeurant à Paris (10^e), 177, rue Saint-Maur ;

- A la peine de 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 2 amendes de 20 000 F.

- M. BOUDIA Salah, né le 16 octobre 1950 à 99 Ain-el-Hamman (Algérie), artisan boucher et demeurant à Paris (10^e), 177, rue Saint-Maur ;
- A la peine de 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 2 amendes de 20 000 F.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de ce jugement par extrait dans le *Moniteur des Travaux Publics*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt en date du 12 mai 1989, devenu définitif, la Cour d'appel de Versailles a condamné :

- M. DIOURI Abdelmenem, sans activité professionnelle et demeurant à NEUILLY-sur-SEINE (92), 43, boulevard Victor-Hugo.

- A la peine de 100 000 F d'amende pour le délit de fraude en vue de se soumettre à l'établissement ou au paiement de l'impôt commis à Paris et à Nanterre de 1982 à 1984.

A ordonné l'affichage du dispositif du présent arrêt pendant 3 MOIS sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le contribuable a son domicile ;

A ordonné la publication du dispositif du présent arrêt au *Journal officiel* et dans le *Moniteur*.

Pour expédition certifiée conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

Par arrêt contradictoire du 3 juin 1988, devenu définitif, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence a déclaré :

- COHEN David, né le 23 avril 1939 à BREGUENT (Maroc) et demeurant à PANTIN (93), 2, rue Anatole-France, coupable de fraudes fiscales, commises courant 1979 et 1980, et en application de l'article 1741 du code général des impôts,

- A été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 70 000 F d'amende.

Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA
COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section A) de la Cour d'appel de Paris du 20 mars 1990.

- M. Jacques AUDRIERIE, né le 12 octobre 1948 à Périgueux (24) et actuellement détenu à Fleury-Mérogis (scron 184162 B), ayant demeuré chez M. et M^{me} VAILLANT, 1591, route des Vieux-Salins à Hyères (83) ;

- A été condamné à 3 ans d'emprisonnement, dont 18 mois avec sursis, et mise à l'épreuve pendant 3 ans et 30 000 F d'amende. Pour : escroquerie et publicité mensongère.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA
COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 26 février 1990.

- M. DEBULOIS François, né le 17 juin 1930 à Louhans (71) et demeurant à Paris (7^e), 6, rue du Pré-aux-Clercs ;

- A été condamné à dix-sept années de prison.

Pour : délit de non-régularité à l'inspecteur du travail d'un avis sur la sécurité et de non-remise par un entrepreneur du plan d'hygiène et de sécurité d'un chantier.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal Le Monde* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 JOURS, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 269 de la rue de la Garenne à Nanterre (92), où M. DEBULOIS exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 24 avril 1989, donne acte du déstement de son Pourvoi le 5 juin 1990.

- M. GOBERT Bernard, né le 24 juin 1942 à Dunkerque (59) et demeurant à NANTERRE (92), 269, rue de la Garenne.

- A été condamné à 3 amendes de 5 000 F chacune.

Pour infraction au Code du travail. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Monde* et *Le Moniteur des Travaux Publics*.

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 15 JOURS, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 269 de la rue de la Garenne à Nanterre (92), où M. GOBERT Bernard exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL
DE VERSAILLES

Par arrêt du 1^{er} mars 1990, NUGERON François, gérant de la société SOFRANEME, a été condamné à 20 000 F d'amende et à des réparations civiles pour avoir indûment reproduit, détenu et commercialisé des cartes postales reproduisant des images de films dont la société TRI STAR PICTURES détenait les droits.

La société SOFRANEME a été déclarée civilement responsable.

Pour expédition certifiée conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL
DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B) de la Cour d'appel de Paris du 22 mars 1990. — M. GOLDSTEIN Jacques, né le 7 novembre 1932 à Paris (4^e), et demeurant à Paris (16^e), 4, rue Mignot.

- A été condamné à 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende. Pour fraude fiscale.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Journal officiel*, *Le Monde* et *Le Figaro* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (16^e) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 8, rue Mignot à Paris (16^e), où M. GOLDSTEIN exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL
DE PARIS

Par arrêt de la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 9 février 1990. M. PEE Bernard, né le 26 septembre 1937 à PARIS (14^e), gérant de la société SOGEMO et demeurant à Sevigny-sur-Ogny (91), 53 rue Raoul-Lobon, de nationalité française.

- A été condamné à 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 3 000 F d'amende.

Pour infraction aux mesures générales de sécurité (Bâtiments et Travaux publics), faits commis à Paris les 3 mai 1988 et 10 mai 1988.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal Le Monde* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait pendant 15 JOURS aux portes de l'entreprise, où M. PEE Bernard exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL
DE PARIS

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 5 décembre 1988.

- M. DUROS Alain, Pierre, né le 14 septembre 1937 à BORDEAUX (33) et demeurant à PARIS (16^e), 33, avenue Mozart.

- A été condamné à 8 mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 F d'amende.

Pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Monde* et *Le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire rendu le 30 avril 1990, la 31^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur :

- M. MARUSIC époux WILLAME Cécile, née le 5 février 1939 à 99 NOVAS-VAS (Yougoslavie), commerçante, et demeurant à OLLAINVILLE (91), 3, Grande-Rue-de-la-Rochette.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal Le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition, N.Y. AYANT APPEL.

PROCHE-ORIENT

Un code de droit canon publié par le Vatican

L'autonomie des patriarches catholiques d'Orient sera limitée

Jean-Paul II a rendu public, jeudi 25 octobre, le premier code de droit canon pour les Eglises orientales unies à Rome. En remettant à jour la question des Eglises uniates, qui oppose orthodoxes et catholiques, actuellement en Ukraine, la parution de ce code pourrait entacher le dialogue œcuménique. « Ce code a été conçu et élaboré sur la base des principes du véritable œcuménisme », a pourtant déclaré le pape.



CITÉ DU VATICAN

de notre envoyé spécial

C'est la première fois qu'un code de droit canon est promulgué par Rome pour les Eglises catholiques de rite oriental. Alors que l'Eglise latine s'était dotée en 1917 d'un instrument législatif, révisé en 1983, le droit canonique oriental, lui, n'avait connu jusqu'à présent que des vicissitudes. Commencés en 1927, abandonnés en 1958, les travaux débouchèrent sur quatre synthèses, sans toutefois aboutir à un code véritablement unifié. Le code de droit canon oriental, qui révisait encore actuellement le mosaïque des vingt-deux Eglises catholiques orientales, Jean XXIII et le concile Vatican II avaient tenté, dans les années 60, de relancer le projet. La mise à l'étude effective avait été annoncée par Jean-Paul II à Rome en 1985 lors du synode extraordinaire des évêques.

Le contenu même du nouveau code, cependant, ne devait pas surprendre. Il suit les grandes lignes d'un « schéma directeur » publié en 1986. Pour le Père Patrick Valdrini, doyen de la Faculté canonique de Paris, c'est un « pis-aller, qui cache un problème humain délicat ». L'annonce du texte confirme déjà les craintes de bon nombre d'Orientaux de voir leurs Eglises « de plus en plus soumises, non seulement à l'autorité du pape, mais plus généralement à celle de l'Eglise latine ».

Le principal point d'achoppement réside dans la limitation territoriale

de l'autorité des patriarches, qui sont considérés par les communautés orientales comme des « pères et chefs » spirituels. Ceux-ci n'auront plus de pouvoir juridictionnel qu'autour de leur siège patriarcal et non sur leur diocèse à l'étranger. Or, actuellement au Proche-Orient, sous la pression socio-économique ou la montée du fondamentalisme islamique, ces communautés se vident. « A terme, estime Mgr Maximos V Hakim, patriarche des melchites, cela revient à condamner l'existence même de nos communautés ».

Une querelle de succession est venue illustrer récemment à Paris la difficulté des rapports entre Eglises orientales et Eglise latine. Mgr Nasrallah, curé de Saint-Julien-le-Pauvre à Paris, paroisse melchite, devait partir prochainement à la retraite.

La communauté melchite en France, comme toute les communautés orientales de faible importance numérique (sauf les Ukrainiens et les Arméniens, plus nombreux, qui dépendent d'un évêque particulier de leur rite), est soumise administrativement depuis 1954 à l'autorité d'un ordinaire pour les Orientaux : l'archevêque de Paris.

Le cardinal Lustiger avait décidé de nommer un Libanais melchite, le Père Boutros Abdo. Mais se sentant « court-circuité », avec trois autres noms en poche, le patriarche a fait appel à Rome. Invoquant la tradition, Mgr Maximos a fait remarquer qu'en Orient, aucun prêtre latin ne dépend d'un patriarcat catholique oriental. Ainsi les Orientaux se sentent-ils considérés comme des « frères mineurs ». « Il y a derrière ces querelles une profonde question d'identité culturelle qu'on veut faire disparaître », dit à Paris un fidèle melchite, professeur d'arabe à l'Ecole polytechnique.

Les patriarches orientaux rappellent que leurs Eglises devraient avoir les mêmes droits et prérogatives que l'Eglise latine. Aussi s'étonnent-ils que, face au droit canon latin, on regroupe aujourd'hui en un seul code toutes les Eglises orientales, alors que chacune est constituée par son droit propre. Ils évoquent les premiers siècles du christianisme, quand l'Eglise universelle reposait sur un schéma essentiellement patriarcal, avec prises de décision collégiales tout en reconnaissant une certaine primauté à Rome.

Risques
pour l'œcuménisme

Paradoxalement, si la parution de ce premier code ne fait pas l'unanimité au sein des Eglises catholiques orientales, elle les fortifie face à l'Eglise orthodoxe. Bien sûr, numériquement, ces petites communautés ne « pèsent » pas très lourd. Mais, par nature, les Eglises dites uniates ont toujours constitué une épave majeure dans les relations entre catholiques et orthodoxes. Qui plus est, la question de la primauté du pape, plus que les discordes théologiques, est l'un des obstacles essentiels à la réconciliation entre Rome, Constantinople et Moscou.

Alors qu'en Ukraine aujourd'hui, des paroisses, par centaines, reviennent de l'orthodoxie brutalement imposée par Staline et que « les grands changements en Europe créent une nouvelle urgence œcuménique », comme l'a souligné au synode le cardinal néerlandais Jan Willebrands, cette publication par Rome d'un droit canon oriental devra s'accompagner de paroles rassurantes.

René Metz, directeur honoraire de l'Institut de droit canonique de l'université de Strasbourg et consultant pour la Commission pontificale de révision du code de droit canonique oriental, calme le jeu : « Probablement, explique-t-il, les rédacteurs, en restreignant les pouvoirs des patriarches, ont privilégié des considérations d'ordre pratique » : l'éloignement des fidèles, par exemple. Néanmoins, il s'interroge : « Ne trouverait-on pas, au contraire, dans l'institution patriarcale, une solution aux problèmes que posent à l'Eglise les diversités socioculturelles de certains pays, voire de certains continents, comme l'Afrique ou l'Amérique latine ? ». C'est, en effet, le débat le plus pressant qui se pose à l'Eglise catholique. L'université est-elle synonyme d'uniformité ? La catholicité peut-elle donner l'impression de se réduire à la seule tradition latine ?

JEAN-MICHEL DUMAY

Une mosaïque très complexe

Les vingt-deux Eglises catholiques de rite oriental dépassent les limites géographiques du Proche-Orient, en raison de l'émigration massive, ces dernières années, des chrétiens orientaux vers les Etats-Unis, le Canada, l'Europe et l'Australie. On compte douze à quatorze millions de fidèles catholiques de rite oriental dans le monde.

Mise à part l'Eglise maronite, née au Liban au cinquième siècle, toutes les Eglises catholiques de rite oriental proviennent du retour à l'union avec Rome de tout ou partie d'Eglises qui s'en étaient séparées au cours des siècles. Ces dernières, communément appelées « uniates », ont toutes une homologie non catholique.

La constitution de ces Eglises résulte de l'histoire mouvementée et des schismes du premier millénaire de la chrétienté : après le concile d'Epheèse (431), qui marque la naissance de l'Eglise assyrienne de l'Est (ou « nestorienne ») ; après le concile de Chalcédoine (451), qui concrétise la scission des « monophysites » et la séparation d'Eglises dissidentes encore qualifiées aujourd'hui de « pré-chalcédoiniennes », comme l'Eglise copte ; enfin, le grand schisme d'Orient de 1054 (opposant Rome et Constantinople) à l'origine de la naissance des grandes Eglises « orthodoxes » d'Europe et du Proche-Orient.

En fait, sous l'appellation « rite oriental », on distingue cinq grandes familles de rite différent (alexandrin, antiochien, syro-occidental, syro-oriental, arménien et byzantin) issues des grands patriarchats « his-

toriques » d'Alexandrie, d'Antioche, de Constantinople... Les vingt-deux Eglises catholiques de rite oriental sont les suivantes :

- Eglise maronite : 4 millions de fidèles, situés au Proche-Orient, en Amérique du Nord, en Australie, en Afrique et en Europe. Le siège du patriarche Sfeir est à Bekké, près de Beyrouth.

- Eglise chaldéenne : 410 000. Proche-Orient, Etats-Unis, France. Le siège patriarcal est à Bagdad (Irak).

- Eglise arménienne catholique : 160 000. Proche-Orient, Iran, diaspora. Beyrouth (Liban).

- Eglise copte catholique : 155 000 en Egypte principalement. Mais dans ce pays, l'Eglise copte orthodoxe compte six millions de fidèles.

- Eglise syriaque catholique : 100 000. Proche-Orient, Beyrouth (Liban).

- Eglise melchite catholique : 800 000. Proche-Orient, Amérique, Europe, Australie. Damas (Syrie) et Beyrouth (Liban).

A ces six patriarchats s'ajoutent : les malabars catholiques (2,7 millions en Inde), les malankares, les Ethiopiens catholiques, ainsi que treize Eglises à dominante nationale : Eglises ukrainiennes, roumaines, grecques, yougoslaves, bulgares, slovaques, hongroises, russes, biélorusses, géorgiennes, etc.

Les Eglises de rite oriental, pour leur liturgie, utilisent leurs langues originelles (syriaque, arabe, copte, arménien, grec, langues slaves...). Leurs prêtres peuvent, dans la plupart des cas, se marier.

J.-M. DY.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris du 26 février 1990, M. CAVIER Daniel, né le 31 juillet 1961 à Milan (Italie), gérant de la SARL EDIEUROPE, de nationalité italienne, demeurant à Paris (16^e), 10, avenue Georges-Mandel.

- A été condamné à 50 000 F d'amende. Pour avoir à Paris et sur le territoire national, courant novembre 1988, commis le délit de contrefaçon, en l'espèce reproduction sans autorisation de 13 photographies.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Monde* et *France-Soir* sans que le coût de chaque insertion ne dépasse 20 000 F.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition, P.I.E. GREFFIER EN CHEF.

مسكنا س الامن

36 15
£ 311

Le service téléphonique
expert de l'emploi

PROCHE-ORIENT
L'omnie des patriarches
es d'Orient sera limitée

سكنا من الارض

• Le Monde • Samedi 27 octobre 1990 5

PROCHE-ORIENT

LIBAN : alors que s'alourdit le bilan de la journée du 13 octobre

L'Eglise maronite dénonce l'offensive syro-libanaise contre le général Aoun

Réuni en session extraordinaire sous la présidence du patriarche, Mgr Nasrallah Sfeir, le conseil des évêques de l'Eglise maronite a sévèrement critiqué, jeudi 25 octobre, l'offensive syro-libanaise contre le général Michel Aoun. D'autre part, le bilan de l'opération du 13 octobre s'alourdit de plus en plus, selon les dernières informations recueillies à Beyrouth.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Dans un communiqué publié au siège patriarcal de Bkerké, dans le Kesrouan, sous contrôle de la milice chrétienne des Forces libanaises, les évêques affirment notamment que « la réunification de l'armée de laquelle a eu lieu l'Etat ne s'est pas faite de manière à sauvegarder l'unité de cette même institution ». « Certains officiers et soldats ont été exécutés alors que d'autres comparaissent devant des instances militaires ou judiciaires non libanaises », poursuivent les évêques, qui, à aucun moment, n'ont cité nommément la Syrie. « Nous demandons au gouvernement d'œuvrer pour la libération des détenus », ajoutent-ils réclament aussi « l'évacuation de certaines institutions religieuses, pédagogiques et hospitalières, transformées en positions militaires ». Les évêques demandent encore « la vérité sur le sort de certains de leurs occupants qui ont disparu », tels deux curés de Beit-Méry.

Des soldats exécutés après les combats

Le silence de l'Eglise maronite avait été violemment critiqué par la population de l'ancien fief du général Aoun, et plusieurs évêques avaient été pris à partie par des fidèles qui leurs reprochaient, au

lendemain de l'opération militaire, de toujours intervenir trop tard. Deux semaines après l'éviction du général Aoun, le bilan d'une opération qui, semble-t-il, a été beaucoup plus meurtrière que prévu, n'est toujours pas définitif.

De bonne source on indique que l'armée libanaise et principalement les brigades alors fidèles au général Aoun auraient eu ainsi près de trois cents morts, dont plus de deux cents parmi les soldats et officiers du général Aoun.

Contrairement au démenti opposé par le ministre libanais de la défense, M. Albert Mansour, des soldats auraient bien été exécutés immédiatement après leur défaite et non au cours des combats. C'est notamment le cas à Dar-el-Wach, où l'on avance le chiffre de quarante-cinq personnes. Si la thèse de l'embuscade tendue à l'armée syrienne paraît en effet se confirmer - les défenseurs faisant mine de se rendre auraient laissé avancer vers leurs positions une unité des brigades spéciales syriennes avant d'ouvrir le feu sur elle - cela ne justifie en rien ce qui a suivi.

Ayant subi de très lourdes pertes humaines - deux cents morts environ, dont un lieutenant-colonel, quatre commandants, deux capitaines - et matérielles, les défenseurs du général Aoun ont utilisé à cet endroit des missiles antichars Milan et Tow. L'armée syrienne a ensuite fait une manœuvre d'encerclement pour prendre cette position. Arrivés à leurs fins, les soldats syriens auraient immédiatement exécuté tous les défenseurs restants, faisant environ - mais le chiffre est toujours sujet à caution - quarante-cinq morts.

Deux massacres semblables se seraient produits, le premier à la galerie Semaan, point de jonction avec la banlieue sud chiite de Beyrouth, où les soldats du général Aoun ont été les derniers à céder, et le second dans une position isolée près de Souk-el-Gharb, haut

lieu de défense du général Aoun, qui avait repoussé là, en août 1989, une attaque des miliciens druzes du PSP très fortement appuyés par l'artillerie syrienne. Entre dix et quinze officiers libanais, dont notamment le chef des services de renseignement de l'armée alors fidèle au général Aoun, le général Amer Chéhab, sont d'autre part toujours détenus par les services de renseignement syriens.

L'armée syrienne, pour sa part, aurait eu entre trois cents et trois cent cinquante morts environ, six cent cinquante blessés, dont un grand nombre gravement atteints. Un chiffre, dit-on, qui dépasse de loin tout ce à quoi s'attendait en réalité l'état-major syrien.

Du côté des civils le bilan est encore plus difficile à établir, nombre de familles ayant enterré leurs morts sans en référer aux hôpitaux débordés. Outre les quatorze personnes massacrées à Bous par l'armée syrienne, dix-huit civils avaient été tués dans la banlieue sud chiite et à Beyrouth-Ouest par la riposte de l'artillerie du général Aoun au début de l'opération. Le chiffre de trente-deux morts dans le Metn paraît, lui, en revanche, très sous-estimé. Globalement on chiffre à environ une centaine le nombre de civils tués au cours de l'opération.

FRANÇOISE CHIPAUX

ÉGYPTE

L'opposition parlementaire décide de boycotter les élections législatives

Les principales formations d'opposition, à l'exception du parti du Rassemblement patriotique progressiste unioniste (Tagamou), ont décidé de boycotter les élections législatives du 29 novembre prochain. Cette décision a été annoncée dans une conférence de presse conjointe, réunissant le parti Néo-Wafd (libéral), l'Association des Frères musulmans, le Parti du travail et le Parti libéral.

LE CAIRE

de notre correspondant

La principale raison avancée pour le boycottage est que la nouvelle loi électorale, adoptée par décret présidentiel à la mi-octobre, « ne garantit pas des élections libres ». Selon M. Maamoun El Hodeibi, le chef de file des islamistes dans le Parlement sortant, cette loi est en contradiction avec l'article 88 de la Constitution, qui stipule que le déroulement du scrutin doit être contrôlé par le pouvoir judiciaire.

La nouvelle loi, comme celle qui a été abrogée par référendum, limite la supervision judiciaire aux bureaux électoraux généraux alors

que l'opposition, soutenue par le club des magistrats, exigeait que ces derniers surveillent le déroulement du scrutin de A à Z.

Le gouvernement a répondu que cela était matériellement impossible, les bureaux de vote étant au nombre de 23 000 tandis qu'il n'y a que 6 000 magistrats. On a alors suggéré que les élections se déroulent sur trois jours pour résoudre le problème, mais la proposition a été rejetée par le gouvernement. Des membres de l'opposition ont déjà porté leur différend avec la majorité devant la Haute Cour, qui avait jugé anticonstitutionnelles les deux précédentes lois électorales.

Circonscriptions

« sur mesure »

L'opposition a, par ailleurs, accusé le gouvernement d'avoir découpé les circonscriptions « sur mesure » pour favoriser ses candidats, sans tenir compte de la répartition du nombre d'électeurs. Elle avait aussi exigé la suspension de l'état d'urgence, en vigueur depuis l'assassinat de l'ancien président Anouar El Sadate en 1981, et largement utilisé contre les islamistes

durant la campagne électorale. « Dans ces conditions, les résultats sont connus d'avance », a déclaré le chef du Néo-Wafd, M. Fouad Serag Eldine, qui a conclu que « la démocratie actuelle, où seule la liberté de parole est tolérée, n'est qu'un décor ».

Mais la décision de boycotter a déjà été battue en brèche par plusieurs anciens députés du Parti du travail et du Néo-Wafd qui ont décidé de se présenter aux élections, ainsi que par des partis qui n'étaient pas représentés au Parlement. Il s'agit du Rassemblement patriotique progressiste unioniste (marxiste-nassérien), du parti Oumma (islamiste) et de l'Union démocratique (nouveau parti de tendance libérale).

On note la mise à l'écart de plusieurs députés représentant la gauche du Parti national démocratique (au pouvoir), comme le ministre du Plan, qui était proche de M. Rifaat El Mahgoub, le président du Parlement assassiné. Un choix qui confirme le virage à droite amorcé depuis quelques mois par la majorité, dont l'aile libérale réclame notamment la privatisation d'une partie au moins de l'immense secteur public.

ALEXANDRE BUCCIANI

Une cérémonie à Paris pour les victimes chrétiennes

« Taëf, c'est la grande déchirure du pays »

nous déclare M. Amine Gemayel

Le Liban, ce jeudi 25 octobre à Paris, c'était cette jeune femme blonde, vêtue de noir, les yeux vides d'avoir trop pleuré, et épuisée. La fille aînée de Dany Chemoun, assassiné le 21 octobre, recevait les condoléances et l'hommage de ce peuple maronite de la capitale réuni en fin de journée à Notre-Dame du Liban, rue d'Ulm, pour assister à une messe de requiem à la mémoire des officiers assassinés et des victimes civiles de Beyrouth.

Simple et dépouillée, la liturgie maronite avec ses accents et ses chants venus des rives de la Méditerranée orientale est elle « tout ce qui reste aux chrétiens libanais », demande un jeune Beyrouthin. « Personne ne console notre ville, tous ses amis l'ont trahie », a-t-on pu entendre sous les voiles de l'édifice, quand l'un des officiers a lu les lamentations de Jérémie sur le sort de... Jérusalem. Dans la foule qui se pressait autour de l'autel, on remarquait de nombreux parlementaires français, dont M. Philippe de Villiers (UDF) et une forte délégation de députés RPR conduite par MM. Bernard Pons et Jean Tibéri, premier adjoint au maire de Paris.

La présence de M. Amine Gemayel au premier rang de l'assistance a marqué aussi

cette cérémonie. A l'issue de la messe, l'ancien président de la République a déclaré au Monde : « Je suis très ému. Cette cérémonie est l'expression de la solidarité du peuple français pour la souffrance du peuple libanais. C'est, pour nous, un réconfort. » Ajoutant : « Il faut préserver le Liban de cet assassinat collectif : citoyens, armée, valeurs. Nous vivons l'assassinat de la nation libanaise. C'est inadmissible. »

« Le Liban est à genoux », affirme le leader chrétien, avant de lancer comme pour conjurer le mauvais sort : « Nous préparons un nouveau projet pour la République du Liban. Nous voulons donner l'héritage de Taëf. Nous voulons un Liban démocratique, libéral, rassemblé, solidaire de toutes les confessions. » Et Amine Gemayel a précisé : « Nous étudions une plate-forme pour relever le défi de l'unité du Liban. Taëf, c'est la grande déchirure du pays. »

Et les Syriens ? « La confiance entre les deux peuples oui, la collaboration, non », réplique l'ancien président de la République, qui estime que « l'on peut avoir les meilleures relations avec la Syrie à condition que ces rapports soient basés sur le respect mutuel et la souveraineté nationale. »

JEAN PERRIN

36 15
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

TWA

New York.

Entre la
plus grande ville US
et la
plus grande compagnie US,
faites la liaison.

Quand vous vous rendez à New York, profitez dès Paris de toute la puissance de la première compagnie US en France. Une puissance que nous consacrons à vous faciliter la vie.

Parmi nos 14 liaisons hebdomadaires, vous trouvez facilement le vol qui s'ajuste au mieux à votre emploi du temps. Exclusivement desservi par Jumbo Jet 747, notre service vous assure des conditions de confort absolues.

A New York, vous découvrirez l'univers TWA. Seule compagnie de l'aéroport JFK à bénéficier de deux satellites, TWA met en effet à votre

disposition un véritable "domaine privé" réservé à ses seuls passagers. Gérées par le personnel TWA, les procédures de débarquement sont accélérées, les formalités de douanes et d'immigration simplifiées.

Si vous devez vous rendre à Manhattan, nous vous y conduisons directement en hélicoptère. Si vous gagnez l'intérieur des Etats-Unis, notre terminal vous offre les conditions optimales de correspondance vers 102 destinations.

Cette entrée à New York "par la grande porte" traduit notre volonté de vous apporter le meilleur de l'Amérique.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

TWA

ASIE

PAKISTAN : après son échec électoral

M^{me} Benazir Bhutto paraît se résigner à son rôle de chef de l'opposition

Le ton des éditoriaux de la presse pakistanaise ainsi que les commentaires des diplomates occidentaux traduisent la même perplexité, vendredi 26 octobre, vingt-quatre heures après l'annonce du résultat définitif des élections pakistanaises. Celui-ci accorde 105 sièges à l'Alliance démocratique islamique (IDA) contre 45 au Parti du peuple (PPP) de M^{me} Benazir Bhutto.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial
The Muslim, l'un des principaux journaux de langue anglaise, estime même que « deux tremblements de terre ont touché le Pakistan » : le premier (6,6 sur l'échelle de Richter) a été vivement ressenti jeudi à Islamabad et son bilan est d'un mort et d'une centaine de blessés, dans la région de Peshawar. Le second est politique, puisqu'il a permis à M^{me} Bhutto et à ses adversaires d'approcher de très près la majorité absolue (105 sièges) à l'Assemblée nationale.

L'ancien premier ministre, qui avait prêté des « troubles » dans le pays à la suite d'une fraude électorale qu'elle qualifiait de « musulmane », paraît accepter la nouvelle réalité politique tout en maintenant ses accusations. Alors que les responsables de son parti se

consultent sur la question de savoir s'il convient ou non de boycotter les élections provinciales de samedi, M^{me} Bhutto a d'ores et déjà appelé ses partisans à participer à ce nouveau scrutin pour défendre « les forces de la tyrannie ». L'enjeu de celui-ci est notamment de savoir si le PPP conservera la majorité dans le Sind, province méridionale du Pakistan, qui est à la fois son fief et celui de la famille

Bhutto. Affirmant avoir une « multitude de preuves » de la fraude, M^{me} Bhutto paraît cependant se résigner à son rôle de chef de l'opposition lorsqu'elle déclare que sa stratégie sera à l'avenir de provoquer la désunion au sein de l'IDA, coalition de partis et de personnalités alliés pour provoquer la défaite du PPP. Ces dissensions au sein de la nouvelle majorité pourraient apparaître rapidement, à

l'occasion de la désignation du nouveau premier ministre. Le président, M. Ghulam Ishaq Khan, a rappelé que, selon la Constitution, il n'a plus le pouvoir de nommer lui-même le chef du gouvernement (cette faculté expirait le 20 mars 1990), celui-ci devant dorénavant être élu par l'Assemblée nationale.

Trois prétendants

Au moins trois prétendants émergent pour ce poste : M. Ghulam Mustafa Jatoi, premier ministre par intérim, Mian Nawaz Sharif, président de l'IDA, et Mohammad Khan Junejo, président de la Ligue musulmane et ancien premier ministre. Une même ambition est également prônée à M. Ejaz ul-Haq, fils aîné de l'ancien président Zia, décédé en 1988, et qui a été élu député.

A l'occasion d'une conférence de presse jeudi à Islamabad, M. Jatoi a rejeté les accusations de M^{me} Bhutto concernant la fraude électorale, soulignant que telle est l'attitude « de tous les perdants ». Il a indiqué que son parti n'avait pas l'intention de supprimer les dispositions constitutionnelles (huitième amendement) qui donnent de larges pouvoirs au chef de l'Etat, notamment ceux de dissoudre les Assemblées.

LAURENT ZECCHINI

SRI-LANKA : selon le premier ministre

L'économie du pays est victime de la crise du Golfe

Le premier ministre sri-lankais, M. D. B. Wijetunga, actuellement à Paris pour une visite privée de quatre jours qui devait s'achever vendredi 26 octobre, a fait, jeudi, les comptes de la crise du Golfe. Colombo, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse, a perdu jusqu'à présent entre 150 et 200 millions de francs en devises étrangères, qui étaient auparavant envoyées par les quelque quatre-vingt-six mille Sri-Lankais vivant au Koweït. L'arrêt des ventes de thé à l'Irak, second acheteur de l'ancien Ceylan, a également entraîné une perte de près de 120 millions de francs.

L'enveloppe annuelle de plus de

5 milliards de francs accordée jeudi à son pays par la Banque mondiale, et qui s'ajoute à une ligne de crédits ouverte par le FMI, est donc la bienvenue, a indiqué M. Wijetunga, qui s'exprimait sa « satisfaction ».

Le premier ministre sri-lankais a coupé court aux questions sur les massacres de populations civiles lors des affrontements entre forces gouvernementales et rebelles séparatistes tamouls qui se poursuivent dans le nord et l'est de l'île. Se refusant à reconnaître l'existence de bavures, il a déclaré : « Comment voulez-vous distinguer un civil d'un terroriste » au cours d'un combat ?

AMÉRIQUES

CHILI : en raison des difficultés économiques

Le gouvernement de M. Aylwin perd de son appui populaire

Les partis de la Concertation pour la démocratie – la coalition de centre gauche au pouvoir – sont préoccupés par l'érosion de l'appui populaire au gouvernement, due, en grande partie, aux difficultés économiques du Chili.

SANTIAGO

de notre correspondant

Est-ce déjà le désenchantement, les lendemains qui déchantent, une fois dissipée la grisaille de la liberté retrouvée ? Certes, le président Aylwin, servi par son image de grand-père débonnaire, jouit toujours d'une belle cote de popularité. Ses adversaires eux-mêmes reconnaissent son habileté à contourner les chausse-trappes d'une transition démocratique qui s'annonçait plus mouvementée. Mais la stratégie oblique du chef de l'Etat et de son gouvernement, contrainte de composer avec l'opposition de droite qui est majoritaire au Sénat, exposés à l'hostilité de l'armée et aux incartades du général Pinochet, a rabattu l'enthousiasme de nombreux partisans de la coalition au pouvoir.

On s'en est aperçu le 4 octobre dernier. Ce jour-là, le président de la République revenait d'un voyage officiel dans plusieurs pays latino-

américains et aux Etats-Unis, où il prononça, devant l'Assemblée générale de l'ONU, un discours marquant la réintégration du Chili dans la communauté internationale. Désireux de lui faire une réception triomphale, les partis de la Concertation pour la démocratie appelaient les habitants de Santiago à venir massivement devant le palais de la Moneda. Mais les organisateurs de la manifestation en furent pour leurs frais : pas plus de cinq mille supporters vinrent ovationner M. Aylwin, alors qu'il y a neuf mois, un demi-million de personnes avaient assisté au meeting de clôture de sa campagne électorale dans la capitale.

Doublement du taux de l'inflation

La veille, il est vrai, la publication du taux d'inflation de septembre avait fait l'effet d'une douche froide : 4,9 %, soit le double de la moyenne des mois précédents. Même si le rajeunissement du prix du pétrole n'est pas étranger à ce chiffre inquiétant (le Chili importe 85 % du brut qu'il consomme), un camouflet était infligé à la politique gouvernementale.

De toute évidence, l'ajustement monétaire mené depuis le début de l'année, au moyen de taux d'intérêt

élevés, ne donne pas les résultats escomptés. Les producteurs répercutent sur leurs prix l'augmentation du loyer de l'argent, laquelle, évidemment, déprime l'activité économique.

Aussi M. Hernan Buchi, ancien ministre des finances du régime militaire et candidat malheureux des conservateurs à l'élection présidentielle, ne se prive-t-il pas de décocher des flèches contre son successeur. Le spectaculaire essor économique du dernier lustre, dont il fut le maître d'œuvre, n'est-il pas menacé par la stagnation ? Le marasme affectant l'industrie textile et le bâtiment n'annonce-t-il pas la récession ?

Mais la droite peut difficilement capitaliser le mécontentement social, en raison de son soutien passé à la dictature militaire. De même le Parti communiste, qui est secouru par une profonde crise interne. En revanche, le mouvement syndical élève la voix, au risque de rompre la trêve sociale observée depuis le retour de la démocratie. La guerre n'est cependant pas imminente, car la majorité des dirigeants syndicaux appartiennent aux partis démocrate-chrétien et socialiste, les deux principales formations gouvernementales.

GILLES BAUDIN

CANADA

Ottawa va accroître ses quotas d'immigration

MONTREAL

de notre correspondant

Alors que la plupart des pays occidentaux continuent à verrouiller leurs frontières, le Canada s'apprête à accueillir davantage d'immigrants au cours des cinq prochaines années. M^{me} Barbara McDougall, ministre canadienne de l'immigration, a annoncé, jeudi 25 octobre à Ottawa, que le nombre d'immigrants admis dans son pays passera de deux cent mille cette année à deux cent vingt mille en 1991, avant d'atteindre deux cent cinquante mille à partir de 1992. Ce dernier niveau – qui sera le plus haut des trente dernières années – correspond à près de 1 % de la population du Canada.

Le gouvernement canadien s'appuie surtout sur des raisons d'ordre démographique et économique pour justifier sa décision. La population du pays commencera en effet à décliner à l'aube du prochain siècle, si la natalité n'augmente pas (1,7 enfant par femme en âge de procréer actuellement).

A un moment où le Canada entre dans une phase de récession, M^{me} McDougall a fait valoir que les immigrants investisseurs (venus de

Hongkong surtout) ont injecté dans l'économie plus de trois milliards de dollars canadiens (13,5 milliards de francs) en 1988. Ottawa favorisera, en outre, plus nettement, les travailleurs sélectionnés à l'étranger en fonction de leur qualification dans des secteurs où la main-d'œuvre locale fait défaut.

Le Canada ne modifiera pas pour autant sa politique à l'égard des réfugiés, plus restrictive depuis l'arrivée d'un flot massif d'immigrants illégaux en 1989. Environ trente mille candidats au statut de réfugié, sélectionnés dans des camps pour la plupart, seront admis chaque année.

Pour favoriser l'intégration, de plus en plus aléatoire, de tous ces nouveaux venus, Ottawa dépensera cinq cents millions de dollars canadiens supplémentaires sur cinq ans. Les provinces, qui détiennent une grande partie des pouvoirs en matière d'éducation, réclament beaucoup plus. Le problème est particulièrement épineux pour le Québec, qui n'arrive pas à attirer suffisamment d'immigrants et qui doit recourir à des mesures incitatives souvent insuffisantes pour convaincre ceux qu'il reçoit d'apprendre le français.

MARTINE JACOT

PANAMA

Arrestation de l'ancien chef de la police

Mis en cause dans une tentative de coup d'Etat, le colonel Eduardo Herrera, ancien chef de la police panaméenne, a été arrêté jeudi 25 octobre à Panama, au lendemain de son retour dans le pays. Le gouvernement avait annoncé, le 18 octobre, avoir découvert un complot organisé par des unités de la police. Cinq policiers, dont le frère d'Eduardo Herrera, avaient été arrêtés. Selon la présidence, l'objectif des putschistes était de s'emparer de la province de Chiriqui, à la frontière du Costa-Rica.

Le colonel Herrera, qui se trouvait au Pérou, était rentré mercredi à Panama. « Le gouvernement confond mécontentement populaire et coup d'Etat militaire », avait-il déclaré aux journalistes à son arrivée. Lundi, il avait affirmé que « seul un suicide ou un kamikaze » pourrait chercher à renverser le gouvernement du président Guillermo Endara, mis en place après l'intervention militaire américaine de décembre dernier qui a chassé le général Noriega. (Reuters)

EN BREF

□ **BIRMANIE** : arrestation d'opposants. – La junte militaire au pouvoir en Birmanie a fait arrêter, mercredi 24 octobre, quatorze membres du principal parti d'opposition, la Ligue nationale pour la démocratie, ont indiqué, jeudi, des diplomates en poste à Rangoun. Parmi les opposants interpellés, figurent quatre membres du comité exécutif de la LND. (Reuters)

□ **BULGARIE** : explosion d'une bombe dans un local du parti de la minorité turque. – Une bombe a explosé, dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 octobre, à Choumen (nord-est de la Bulgarie), dans un local du Mouvement pour les droits et libertés (DPS) qui défend les intérêts de la minorité turque. On ne déplore aucune victime, mais le bâtiment a été « sérieusement endommagé ». Une tension existe dans les régions à forte minorité turque dans l'Est de la Bulgarie depuis la campagne d'assimilation forcée de la population musulmane d'origine turque lancée par l'ancien régime en 1985. (AFP)

□ **HONGRIE** : la circulation paralysée. – L'augmentation, à partir du vendredi 26 octobre, du prix de l'essence de 65 % a provoqué le mécontentement des chauffeurs de taxis et des transporteurs hongrois qui ont bloqué la circulation dans la capitale et dans de nombreux autres endroits du pays. (Corresp.)

□ **INDE** : soixante morts lors de violences religieuses. – Soixante personnes au moins ont été tuées en deux jours dans la vague de violence qui a débuté, mercredi 24 octobre, lors de la grève générale organisée par les intégristes hindouistes pour protester contre l'arrestation du chef du parti Bharatiya Janata (BJP) (le Monde du 26 octobre), a rapporté jeudi l'agence PTL. (AFP, UPI)

□ **KENYA** : le gouvernement renonce à son projet de liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud. – Le président Arap Moi a affirmé, mercredi 24 octobre, qu'il n'accepterait pas l'instauration de liaisons aériennes entre Nairobi et Johannesburg, « tant que l'abominable système d'apartheid ne sera pas totalement éliminé » en Afrique du Sud. A Johannesburg, la direction de la South African Airways (SAA) s'est déclarée « complètement surprise » par ce qu'elle considère comme une remise en cause de « l'accord négocié » avec Kenya Airways, prévoyant le lancement, dès décembre, d'un vol hebdomadaire entre les deux pays. Selon SAA, la récente visite de Nelson Mandela à Nairobi n'est pas étrangère à ce revirement du président Arap Moi. (AFP, UPI)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk a rencontré M. Abdou Diouf à Dakar

Lors d'une escale à Dakar, le président Frederik De Klerk, qui regagnait l'Afrique du Sud après une visite aux Pays-Bas, a eu, jeudi soir 25 octobre, pendant deux heures, une « discussion franche et en profondeur » avec son homologue sénégalais, M. Abdou Diouf, avec qui il a évoqué « le rôle important que jouent les pays stables sur le continent africain ». « Nous voulons jeter les ponts qui permettront à l'Afrique du Sud de faire partie de toutes les organisations africaines », a-t-il déclaré, au cours d'une conférence de

presse, « car l'Afrique du Sud fait partie intégrante de l'Afrique ».

« Nous avons établi des canaux de communication, nous allons avoir d'autres contacts, et je tiendrai régulièrement le président Diouf informé des développements de la situation dans notre région », a indiqué M. De Klerk. « Je suis sûr que je reviendrai, comme je suis sûr que j'irai bientôt dans d'autres pays africains. Il y a actuellement une grande force de communication entre mon pays et le reste de l'Afrique », a-t-il ajouté. (AFP)

ANGOLA : les promesses d'ouverture du président Dos Santos

Le multipartisme pourrait être instauré au début de 1991

Ouvrant, jeudi 25 octobre à Luanda, une session extraordinaire du comité central du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA-parti unique), le chef de l'Etat, M. José Eduardo Dos Santos, a affirmé qu'un système pluraliste pourrait être introduit en Angola « dans les tout premiers mois de l'année prochaine ». Selon lui, « il n'est pas nécessaire d'attendre la fin du conflit interne (entre le MPLA et l'opposition armée de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, dirigée par M. Jonas Savimbi) pour faire évoluer la société angolaise dans la voie du multipartisme ».

Il a toutefois ajouté qu'il est « indispensable que la paix et la stabilité soient instaurées dans le pays pour pouvoir organiser des élections générales multipartites ». Le président Dos Santos a indiqué que la révision de la Constitution aurait lieu douze mois après l'instauration du multipartisme et que des élections générales pourraient être organisées en Angola trois ans après la fin de la guerre civile.

Le programme de réformes politiques, élaboré durant cette session du comité central, sera présenté au troisième congrès du parti, prévu en décembre. (AFP)

□ **LIBERIA** : la faim, première cause de mortalité à Monrovia. – La famine est en passe de devenir la première cause de mortalité dans la région de Mogrovia, où une cinquantaine de personnes meurent par jour, a annoncé, jeudi 25 octobre, l'organisation Médécins sans frontières-Belgique (MSF). De 90 à 95 % des enfants ont un poids inférieur des deux tiers à la normale. Plusieurs navires transportant de l'aide ont été arrêtés, dont un par la France, le Santa Rita, arrivé jeudi soir dans la capitale libérienne. (AFP)

□ **PHILIPPINES** : sept morts au cours d'une grève générale. – Quatre personnes ont été tuées, vendredi 26 octobre, lors d'une fusillade entre rebelles communistes et forces de sécurité dans les faubourgs de Manille. Au sud du pays, un soldat et deux civils ont également été tués, tandis que sept autres étaient blessés, au cours d'un affrontement entre forces militaires gouvernementales et rebelles. Quatorze personnes, au total, ont trouvé la mort, en deux jours, dans les violences qui ont éclaté mercredi à l'occasion d'une grève générale organisée par l'extrême gauche. (Reuters, UPI)

□ **RWANDA** : lourdes pertes chez les rebelles. – Selon le ministère de la défense, le Front patriotique rwandais (FPR) aurait perdu trois cent vingt de ses hommes et une quantité importante d'armes, mardi 23 octobre, dans le nord-est du pays, lors d'une attaque menée par les forces régulières. Ces combats ont eu lieu avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu que les autorités rwandaises ont déclaré respecter depuis mercredi. (AFP)

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : les cendres de Jan Palach inhumées à Prague. – Les restes de Jan Palach, l'étudiant tchécoslovaque qui

s'était immolé par le feu en janvier 1969 pour protester contre l'occupation du « printemps de Prague » par les troupes du pacte de Varsovie quelques mois plus tôt, ont été inhumées à Prague jeudi 25 octobre. La dépouille de Jan Palach avait tout d'abord été enterrée au cimetière d'Olšany, mais la police secrète l'avait fait exhumer et incinérer en 1973 parce que sa tombe était devenue un lieu de protestation silencieuse des dissidents anti-communistes. (Reuters)

□ **TUNISIE** : enlèvement d'un diplomate. – Un diplomate tunisien, M. Lamari Dali, a été enlevé à Tunis, dans la nuit du 16 au 17 octobre, par des « miliciens para militaires en civil », a affirmé sa famille. M. Dali qui attendait d'être promu ambassadeur, avait été remplacé par un militaire au dernier moment, selon son fils. Il avait écrit au président Ben Ali pour protester « contre la militarisation croissante du corps diplomatique ».

D'autre part, le tribunal correctionnel de Tunis a condamné, jeudi, sept islamistes à des peines de prison ferme, allant de six mois à un an de prison, pour attroupement sur la voie publique et manifestation non autorisée, le 22 septembre, dans le centre de Tunis. (AFP)

□ **Décès du journaliste Michael Goldsmith**. – Michael Goldsmith, qui fut pendant quarante-cinq ans correspondant à l'étranger de l'agence Associated Press, est mort, mercredi 24 octobre, dans un hôpital de Grasse à l'âge de soixante-huit ans. Il avait couvert plusieurs guerres en Asie, au Proche-Orient et en Afrique, et passé tout récemment cinq semaines au Liberia. Son dernier poste avait été celui de correspondant en Afrique du Nord, basé à Paris.

Toutes les données linguistiques et les règles d'écriture

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ET ÉCRIT

Christiane TRICOT
correctrice-réviser au Monde
membre de l'European Association of Science Editors

280 F dans les FNAC et chez l'éditeur

320 F par correspondance et franc de port

COPFORMA et Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Denk, 75015 - PARIS
Téléphone : 40-60-06-01 Télécopie : 40-67-23-41

501 من الاصل

COTE-D'IVOIRE : première élection présidentielle avec deux candidats

M. Houphouët-Boigny en quête d'un septième mandat

Pour la première fois, les électeurs ivoiriens auront à choisir, dimanche 28 octobre, entre deux candidats à une élection présidentielle. Mais M. Houphouët-Boigny, en quête de son septième mandat, semble assuré de l'emporter largement face à M. Laurent Gbagbo.

ABIDJAN

correspondance

« Le ministre de l'intérieur a l'honneur de porter à la connaissance des électeurs que M. Houphouët-Boigny, candidat à l'élection présidentielle, et M. Laurent Gbagbo, professeur à Abidjan, ont été retenus comme candidats pour l'élection du président de la République. » Au soir du 13 octobre, grâce à ce bref communiqué administratif lu à la radio, les Ivoiriens ont appris que le face-à-face qu'ils espéraient tous aurait bien lieu.

Le planteur contre le professeur, le « vieux » contre le jeune, le « père de la nation » contre l'insolent qui, dès les années 70, avait osé lui tenir tête. Une candidature de l'opposition était certes dans l'ordre des choses possibles, dès lors que, sous la pression de la rue, il avait été décidé de renouer au système du parti unique.

Une longue carrière d'opposant

Possible mais pas probable, se disait l'homme de la rue. M. Houphouët-Boigny ferait tout pour être comme en 1960, 1965, 1970, 1975, 1980 et 1985, le seul candidat. D'ailleurs, après les turbulences du mois d'avril, n'avait-il pas repris l'initiative, reçu le pape solennellement, sans qu'aucun des incidents annoncés ne se produise, et remis de l'ordre à l'université, alors qu'on avait prédit une rentrée chaotique ?

De plus, comme à deux jours de la fin du délai de dépôt des candidatures, le gouvernement avait fait voter en urgence une loi exigeant le dépôt d'une caution de 20 millions de francs CFA (40 000 francs français) par chaque prétendant, l'affaire paraissait entendue : le « vieux » serait seul en lice, quant aux multi-candidatures, on ver-

rait plus tard... aux législatives et aux municipales.

L'homme de la rue se trompait : en quarante-huit heures, le professeur Laurent Gbagbo, candidat déclaré depuis longtemps, réunissait la somme nécessaire et la faisait porter triomphalement par son épouse aux services du Trésor, comme l'exigeait la réglementation. Gbagbo contre Houphouët : pour l'universitaire de quarante-cinq ans, natif de Gagnoa, le pays bété, cela veut déjà toutes les références.

Sa candidature couronne une carrière par toutes les brimades que ses actes d'hostilité au régime lui ont valu. En vingt ans, Laurent Gbagbo a, en effet, connu la prison pendant quinze jours en 1969, l'incorporation forcée deux ans plus tard dans l'armée pendant vingt et un mois, enfin l'exil en France en 1982. Son retour au pays fut l'événement politique de 1988. S'il était rentré, disait la rumeur, c'est qu'il avait fait allégeance. Après le pardon viendrait la récompense, et l'on verrait bientôt M. Gbagbo ministre.

Les choses se passèrent différemment. Certes, le « vieux » reçut son cadet en grande pompe. Mais, apparemment, sans le séduire ni l'impressionner. Il n'obtint pour seul remerciement qu'un nouveau geste de défi : l'organisation du premier congrès clandestin du Front populaire ivoirien (FPI), le parti que Laurent Gbagbo avait créé pendant son séjour à l'étranger et qu'il avait refusé de dissoudre.

Décidément, cet homme resterait irrécupérable. La conséquence et la sanction furent l'arrestation, quelques semaines plus tard, d'un des amis de Laurent Gbagbo, Anaki Kobenan, homme d'affaires soupçonné par le pouvoir d'alimenter les caisses du FPI, devenu pendant douze jours dans les sous-sols de la présidence et condamné ensuite à vingt ans de prison pour fraude fiscale.

Vint alors, après les soubresauts sociaux du printemps, la divine surprise du multipartisme. Laurent Gbagbo, qui l'avait réclamé sur tous les tons, fut bien sûr le premier à faire enregistrer sa formation et à

battre la campagne pour lui assurer une implantation véritablement nationale. Le « produit Gbagbo » allait pouvoir se mettre en orbite. Six mois plus tard, le résultat apparaissait plus que convenable : le FPI est devenu une réalité incontournable. Un réseau de militants existe. Le parti bénéficie du soutien du Parti socialiste français, qui lui apporte ses conseils et son réseau de relations. Il dispose enfin d'un présidentiable que la loi des 20 millions a laissé seul dans la course, ce qui a éliminé les candidatures de diversion que l'existence de vingt-cinq partis politiques aurait pu provoquer.

« J'ai le programme qu'il faut pour gouverner la Côte-d'Ivoire », marbait, depuis le début de sa campagne, Laurent Gbagbo : relèvement du niveau de vie des citoyens, modification du mode de rémunérations, création d'un système de sécurité sociale et de retraite. Ces mesures généreuses coûteront peut-être cher et inquiéteront sans doute les gens du Fonds monétaire international (FMI), qui ont mis le pays sous tutelle en contrepartie d'un soutien financier substantiel. Mais elles n'impliquent en rien un changement de société ou de régime. Gbagbo n'est pas un révolutionnaire.

Le rôle de l'administration

Alors, peut-il gagner, lui qui incarne le renouveau face à un appareil politique que l'on dit sclérosé, vieillissant et cramponné à ses privilèges ? Dans les « maquis » d'Abidjan, ces restaurants populaires qui sont l'équivalent local du Café du commerce, il n'y a personne pour oser tel pronostic. Pourquoi ? Il y a d'abord la force des habitudes et le poids de la tradition, surtout en milieu rural. La crise du cacao, subie par la paysannerie du fait de la chute des cours des matières premières, ne pousse pas nécessairement à l'audace et ne favorise donc pas le vote Gbagbo.

Mais il y a surtout la puissante machine du PDCI (le Parti démoc-

ratique de Côte-d'Ivoire), que, Félix Houphouët-Boigny a créé en 1946 et qui, depuis l'indépendance, s'est installé dans tous les rouages de l'Etat. L'opposition l'accuse déjà de préparer le truchement des élections. L'administration n'est pas neutre, dit-elle, et elle en veut pour preuve les nombreuses bavures qui ont marqué la délivrance des cartes électorales, bavures que le camp d'en face met sur le compte de l'informatic... ou encore de la lourdeur bureaucratique. Réticences face au changement, éventuelle tentation du tripotage ? Cela ne laisse pas beaucoup de chances pour l'alternance.

D'ailleurs, Félix Houphouët-Boigny peut-il perdre, lui qui a retrouvé, au fil des dernières semaines, sa combativité d'antan ? Au plus fort de la crise sociale, il aurait été, paraît-il, très affecté lorsque son entourage était venu lui rapporter les slogans hostiles scandés dans les rues d'Abidjan. « Qu'on me laisse partir la tête haute », avait-il alors confié à la presse internationale, « je ne m'accrocherai pas au pouvoir ». Le même homme, à qui les moins charitables de ses amis prédisaient un destin à la Bourguiba, s'est, avant tout le monde, transformé en candidat.

On l'a vu aux mois de septembre et octobre recevoir au palais présidentiel ou à sa résidence privée, très tard le soir malgré son grand âge (quatre-vingt-cinq ans), des délégations venues du « pays profond » lui manifester leur « indéfectible attachement ». On l'a aussi entendu, le 28 septembre, lors d'une rencontre avec tous les chefs de parti, refuser sèchement toute idée de conférence nationale et de gouvernement de transition. Ce scénario à la « Béninoise » était la revendication de beaucoup d'opposants et, pendant un temps, les amis de Laurent Gbagbo en avaient d'ailleurs fait la condition de leur participation au jeu électoral.

« Je gagnerai, même si le jour de l'élection je pars en voyage en Europe », avait lancé le président aux chefs de parti sur le ton de la

colère. Les « maquis » d'Abidjan en ont tiré la conclusion que le chef de l'Etat veut non seulement gagner, mais écraser son adversaire afin de prouver que personne, multipartisme ou pas, ne lui arrive à la cheville. Voilà pourquoi, à quelques

jours du scrutin, le petit jeu des pronostics se borne à évaluer le pourcentage des voix qui sera laissé à l'opposition : 2 %, 10 % ou 30 % ? Au lendemain du 28 octobre, beaucoup de choses dépendront de ces chiffres.

CLAUDE CIRILLE

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIERES

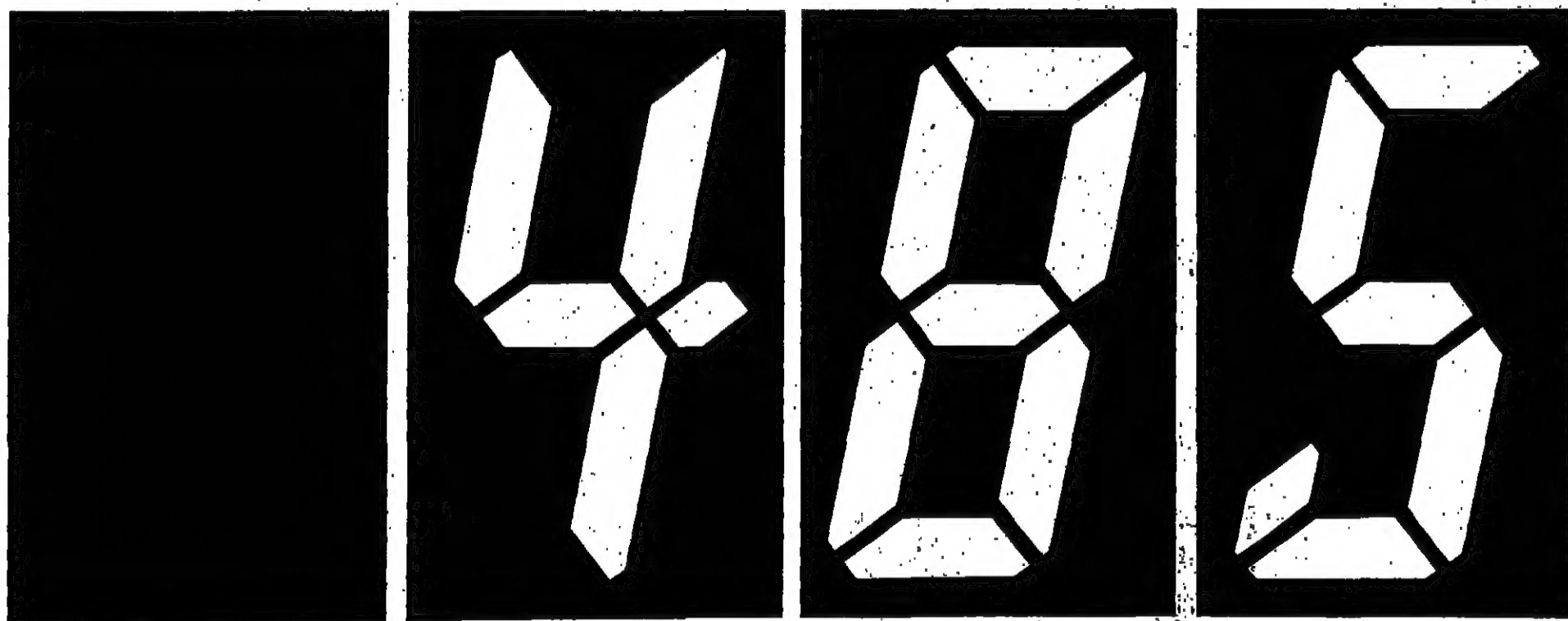
m etiez
-vous sans tarder à la généalogie
car, à ce que l'on dit
on a tous
un cousin
canadien

MONTREAL 1990 F

dans une cabane de rondins
...et du vrai sirop d'érable
nous attend à sa table

VOI ALER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIA MINIMUM
TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU 42 73 10 64

La jonction dans :



mètres.

Le 22.10.90, il ne reste
que 485 mètres à forer
dans le tunnel de service -
l'un des trois tunnels en
construction.

La mise en service du système
est prévue pour 1993.



3615 EUROTUNNEL

Traversez avec nous.

DIPLOMATIE

L'ouverture samedi du conseil européen de Rome

Les Douze se réunissent dans une conjoncture morose

La principale caractéristique du conseil européen qui se déroulera samedi 27 et dimanche 28 octobre à Rome est de se tenir alors que, pour la première fois depuis l'adoption de l'Acte unique en décembre 1985, la Communauté connaît l'épreuve d'un retournement de conjoncture. Les Douze devront réagir à l'avis récemment transmis par la Commission européenne.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Le marché unique et ses politiques d'accompagnement qui étaient supposés redonner du muscle à une économie européenne languissante connaissent aujourd'hui des ratés, comme en témoignent les difficultés, il est vrai relatives, de l'industrie automobile ou celles, plus préoccupantes, de la filière électronique-informatique avec la disparition de Nixdorf, la débâcle de Philips, les pertes de Bull, le rachat par les Japonais d'ICL, les menaces qui pèsent sur Olivetti et sur d'autres.

C'est dans cette ambiance où la morosité a gagné les esprits que les chefs d'Etat et de gouvernement vont délibérer des nouvelles entre-

prises qu'ils ont conçues au cours des années (union économique et monétaire) ou des mois passés (union politique) pour renforcer l'action collective. Les débats sur l'union politique et la mise en place progressive d'une politique étrangère et de sécurité commune n'en sont qu'à leurs débuts et, surtout, ne réclament pas de décision immédiate. Les Douze devront réagir à l'avis récemment transmis par la Commission européenne.

La question des pays de l'Est

Les divergences qui opposent la majorité des Etats membres, désireux d'aller de l'avant, aux deux ou trois pays plus réservés, conduits par le Royaume-Uni, ne sont, semble-t-il, à ce stade pas suffisamment vives pour créer des tensions, et la conférence intergouvernementale (CIG) prévue pour la mi-décembre, en même temps que celle ayant trait à l'UEM, devrait donc pouvoir être lancée sans problème.

Il n'en est précisément pas de même de la conférence intergouvernementale sur l'UEM. Soucieux d'assurer à ce projet une progression irréversible, M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, insiste pour que les Douze précèdent, dans une communication qu'ils adopteront à la veille de la conférence, que le passage à la deuxième étape de l'UEM, celle durant laquelle sera créée la banque centrale européenne, s'effectuera à une date qui pourrait être le 1^{er} janvier 1993 ou plutôt le 1^{er} janvier

1994. Comme lui, la grande majorité des Etats membres estiment qu'il est politiquement essentiel de fixer une date et de ne subordonner le passage à la deuxième étape qu'à des conditions objectives (telle l'inclusion dans les législations nationales des dispositions interdisant le financement des déficits budgétaires par des moyens monétaires), ne laissant aucune marge d'appréciation aux gouvernements. « Agir autrement reviendrait à donner un droit de veto aux plus hésitants », souligne M. Delors.

Il reste à savoir si les Britanniques acceptent le fait accompli. Cette question sera-t-elle tranchée dès cette première réunion de Rome? Il n'est pas exclu que, faute de temps, les Douze préfèrent ne l'aborder qu'au conseil suivant, en décembre.

Conformément aux décisions prises à Dublin avant l'été, les Douze délibéreront des orientations à donner à leurs aides aux pays de l'Est ainsi qu'à l'URSS. Enfin, les chefs d'Etat et de gouvernement devraient réagir aux recommandations que leur soumettra M. Giulio Andreotti à propos des sièges des institutions, dans l'hypothèse où le président en exercice de la Communauté ne renverrait pas également ce sujet au mois de décembre. La présidence italienne, de même que M. Delors, ne souhaite apparemment pas que s'ouvre à ce niveau le débat sur la tactique à suivre par la Communauté dans l'ultime phase de l'Uruguay round.

PHILIPPE LEMAITRE

Comment aider l'Union soviétique?

Au moment où les Douze se réunissent à Rome, M. Gorbatchev achève sa visite en Espagne et s'apprête à gagner Paris où il sera reçu dimanche 28 octobre au soir par M. Mitterrand. C'est dire que les dirigeants européens peuvent difficilement éviter d'aborder la question de l'aide à l'URSS qui fut l'un des principaux motifs de la convocation du sommet de Rome, mais dont aujourd'hui on parle moins.

Cette question avait en effet été l'un des thèmes dominants de la dernière rencontre des Douze en juin à Dublin: il fallait « aider Gorbatchev » et la Communauté le proclamait haut et fort. Sans en référer aux Etats-Unis qui s'apprêtaient à défendre leur point de vue sur cette question quelques jours plus tard au sommet des pays les plus industrialisés à Houston, les Douze s'engageaient sur le principe d'une aide et chargeaient la Commission de leur remettre fin octobre un rapport sur la situation économique et les besoins en URSS.

MM. Kohl et Mitterrand en particulier insistent sur l'urgence d'une aide financière. Dévelop-

pant avec M. Bush un débat qu'il comparait lui-même au débat sur l'antériorité de l'aide ou de la paix, M. Mitterrand estime qu'il ne faut pas faire de la réforme économique en URSS un préalable et que sans aide financière il risquerait de n'y avoir pas de réforme du tout.

De bonnes rentrées en devises

Il est peu probable cependant que les Douze prennent à Rome une décision sur le sujet. La crise du Golfe et la hausse du prix du pétrole qu'elle provoque entraînent pour l'URSS un surplus de rentrées en devises de l'ordre de 10 milliards de dollars sur un an dans l'hypothèse basse. Si l'on y ajoute le fait que les ventes soviétiques de pétrole aux pays de l'Est se négocient désormais en devises fortes, l'URSS devrait être en mesure de rééquilibrer sa balance des paiements d'ici à la fin 1991. L'idée d'une aide financière à la balance des paiements paraît donc désormais écartée.

On voit mal d'autre part comment les Douze pourraient s'engager sur une aide financière à court terme aux réformes économiques. Ces réformes ne sont pas engagées, il n'existe toujours pas en URSS le moindre

embryon d'une économie de marché et l'idée tend de plus en plus à s'imposer qu'aider financièrement une économie à ce point délabrée équivaudrait à « arroser le sable ». En outre, la future répartition des pouvoirs entre l'Union et les Républiques est source de nouvelles incertitudes. Surtout, les missions qu'a effectuées en URSS la Commission ne lui ont pas fourni les éléments nécessaires: l'absence de statistiques fiables autant que le retard pris par les réformes ont empêché Moscou de présenter des demandes précises à la Communauté.

L'aide technique affectée à des projets précis d'infrastructure ou de formation paraît en revanche recueillir l'assentiment de tous. Peut-être les Douze discuteront-ils aussi de l'opportunité d'un autre type d'assistance qui n'aurait pas été évoqué à Dublin: celui d'une aide alimentaire d'urgence qui aurait pour objet d'éviter les troubles que risque d'entraîner le manque d'approvisionnement des magasins soviétiques.

C. T.

M. Gorbatchev en Espagne avant sa venue à Paris

En se rendant en Espagne vendredi 26 octobre, pour une visite de trois jours, avant un séjour de vingt-quatre heures à Paris, qui devrait débiter dimanche en fin d'après-midi, le président Mikhaïl Gorbatchev poursuit la politique d'ouverture de l'URSS sur la Communauté européenne.

Ce premier voyage d'un chef de l'Etat soviétique dans l'Espagne de l'après-franquisme devrait donner lieu à la signature d'un accord de coopération dans les domaines scientifique et technologique, ainsi qu'un accord de protection des investissements.

Il s'agit là d'un cadre minimal que l'URSS a déjà rempli avec ses principaux partenaires européens, et M. Gorbatchev espère manifestement davantage d'un pays qui a connu l'un des développements économiques les plus spectaculaires de ces dernières années. Il a prévu une courte halte dimanche à Barcelone, pour y rencontrer des industriels de Catalogne. (AFP.)

Réunis à Tirana Les pays des Balkans se rallient aux principes d'Helsinki

Au terme d'une conférence de deux jours à Tirana, les ministres des affaires étrangères des six pays des Balkans - Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie - ont adressé, jeudi 25 octobre, un message au sommet de la CSCE, qui doit se tenir à Paris du 19 au 21 novembre, dans lequel ils s'engagent à se conformer à la loi, à la démocratie et à l'économie de marché.

Les ministres ont par ailleurs appuyé en bloc la candidature de l'Albanie à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Réunis pour réfléchir sur l'avenir de leur région, autrefois appelée la « poudrière de l'Europe », les pays des Balkans se rallient ainsi aux principes fondateurs de la CSCE, née en 1975 à Helsinki.

Les questions bilatérales, comme les problèmes frontaliers, ont soigneusement été évitées au cours de la conférence, qui s'est terminée par un appel au respect des droits des minorités dans la région. (Reuters.)

Le chef d'état-major soviétique reçu au siège de l'OTAN à Bruxelles

Le général Moïseïev, chef d'état-major de l'armée soviétique, a été reçu pour la première fois au siège de l'OTAN à Bruxelles, jeudi 25 octobre, par ses homologues de l'alliance atlantique.

Ces derniers ont notamment évoqué avec lui le déplacement par l'URSS, vers l'est de l'Oural, de quantités considérables de matériel militaire, lesquelles échappent ainsi au traité de désarmement conventionnel qui doit être prochainement conclu à Vienne. La zone couverte par ce traité va de l'Atlantique à l'Oural. En déplaçant des armements modernes - notamment des chars T-72 de la dernière génération - au-delà de cette limite, l'URSS évite d'avoir à les détruire une fois signés le traité.

Le général Moïseïev a, de son côté, mis en doute la nécessité du maintien des structures militaires de l'alliance atlantique. (AFP, Reuters.)

EUROPE

ALLEMAGNE

L'unité qui tue...

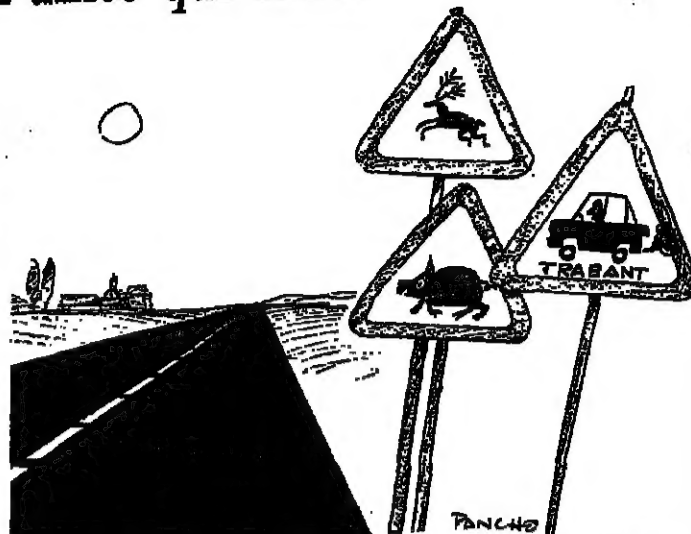
BONN

de notre correspondant

Entre 1981 et 1989, l'existence du mur de Berlin et d'une frontière interallemande hermétiquement close avait causé la mort de 192 personnes: des fugitifs abattus par les gardes-frontières, ou victimes de leur trop grande audace, qui ont péri dans des sous-marins bricolés ou des montgolfières s'écrasant dans les forêts entourant Berlin.

La chute du mur et la suppression des barbelés entre les deux parties de l'Allemagne ont été la cause indirecte d'un nombre cinq fois supérieur de décès, dus à l'augmentation spectaculaire du nombre de morts sur les routes.

L'ADAC, l'automobile-club allemand, vient de publier les statistiques d'accidents de la route sur le territoire de l'ancienne RDA entre janvier et septembre 1990. Rap- portées à la période correspondante de 1989, ils sont tristement parlants: le nombre des tués est passé de 1 082 à 5 107, soit une augmentation de 37,9 %, alors que ce chiffre est resté stable à 1 % près sur le territoire de l'Allemagne occidentale. Le nombre total d'accidents a augmenté de 37 %, et celui des accidents



ayant entraîné des dommages corporels de 50 % ...

Les causes de cette hécatombe sont multiples: moindre respect des limitations de vitesse (100 km/h sur les autoroutes et 70 km/h sur les routes), cohabitation difficile entre les petites Trabant, que le moindre choc fait littéralement exploser, et les voitures occidentales acquises en grand nombre par les Allemands

de l'Est après l'union monétaire, état lamentable du réseau routier et de la signalisation.

A cela, il faut ajouter la soif de déplacement qui s'est emparée d'une population trop longtemps confinée dans son espace national: le kilomètre moyen parcouru par l'automobiliste est-allemand s'est accru de 30 % au cours des neuf derniers mois. L. R.

URSS : l'Arménie soumise au blocus de l'Azerbaïdjan

« Votre joli Gorbatchev laisse pourrir la situation... »

En Arménie, où le Mouvement national arménien (MNA) est au pouvoir depuis l'été dernier, les élections locales prévues pour le 28 octobre ont révélé les critiques contre Moscou, provoquées par la situation dans le Haut-Karabakh, le blocus imposé par l'Azerbaïdjan et la paralysie des travaux de reconstruction après le séisme de décembre 1988.

EREVAN

de notre envoyé spécial

« Nous sommes reconnaissants du soutien que vous nous apportez pour lutter contre le communisme », déclarait début octobre le maire d'Erevan, M. Artach Karamian, en recevant une délégation du Parlement européen. En prévision des élections, il a d'ailleurs tenu à rendre sa carte de PC. Commentant la fermeture il y a plus d'un mois par les Azerbaïdjanais des gazoducs qui alimentent le pays - les réserves d'hiver seraient déjà épuisées - il affirme qu'« en laissant faire Bakou, Moscou veut nous mettre à genoux et démontrer ainsi que nous ne sommes pas capables d'organiser la démocratie ».

M. Vasken Manoukian, un dirigeant du Mouvement national arménien (MNA) devenu premier ministre, est tout aussi catégorique: « Le PC n'a pas changé. Aussi déplore-t-il que les communistes soient sortis vainqueurs des élections du mois de septembre dans l'Azerbaïdjan voisin. Ne croyant pas à la fédération de Gorbatchev, qui est un rêve », M. Manoukian plaide pour une réelle indépendance de l'Arménie. Afin que son projet soit crédible, pour un pays enclavé et aux voisins communistes, il propose de signer un traité de coopération avec la Turquie. Un sujet vivement débattu actuellement entre Arméniens, qui sont nombreux à y mettre une condition de taille: la reconnaissance par Ankara du génocide de 1915. Le mot d'indépendance, dont le principe a été voté par le Parlement arménien, est sur toutes les bouches mais personne ne précise ce que ce concept recouvre exactement. M. Igor Mouradian, député indépendant qui a eu des relations tumultueuses avec le MNA, préfère parler de « large autonomie dans l'union ». Pour lui, l'établissement de relations avec la Turquie suppose non seulement la reconnaissance du génocide mais aussi l'octroi de réparations, « y compris territoriales ». Une position traduisant la hantise du Turc, partagé par le Parti dachnak de la diaspora, tenu à couvrir le service avant d'avancer à visage découvert, dès le vote d'une loi sur le multipartisme.

Le rôle de l'Eglise

Dans le jeu actuel, l'Eglise a visiblement un rôle non négligeable. Le catholique d'Erichmazine a persuadé, après un entretien avec M. Gorbatchev, quatre députés arméniens en grève de la fâim à Moscou pour protester contre la situation au Karabakh, d'arrêter leur mouvement. A son retour triomphal à l'Assemblée arménienne, Vasken le bénissait, sous l'œil des caméras de la télévision, les premiers éléments de l'armée nationale arménienne. La véhémence verbale à l'encontre de M. Gorbatchev n'a pas

diminué, surtout chez les réfugiés d'Azerbaïdjan: dans une école désaffectée d'Erevan où ces derniers disposent d'un sanitaire pour cinquante personnes, les esprits s'échauffent au passage des parlementaires. Une femme demande l'élimination physique de M. Gorbatchev, une autre tente de la calmer mais sans succès.

Dans les zones toujours dévastées depuis le séisme de 1988, l'agressivité n'est pas moins forte: un habitant de Leninakan - qui vient de reprendre son nom de Kumiari - ironise sur les faveurs des pays occidentaux au Kremlin: « C'est votre joli Gorbatchev qui laisse pourrir la situation et mes petits-enfants mourront de froid cet hiver si le gazoduc reste fermé... » Des jeunes, attirés par l'agitation que suscite le cortège des officiels, nous glissent à l'oreille: « Ceux qui vous accompagnent ont vendu l'aide internationale à la Géorgie et aujourd'hui ils sont millionnaires ».

Dans la zone stratégique de Goris, à la frontière azerbaïdjanaise, les condi-

tions de vie sont meilleures, Bakou ayant ici laissé ouvertes les vannes de gaz qui alimentent l'industrie azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. Mais c'est dans les parages qu'opèrent encore des « milices d'autodéfense » contre les Azeris et la région est sous état d'urgence, tout comme le Haut-Karabakh, distant de 5 à 6 kilomètres.

Deux parlementaires européens - MM. Henri Saby (PS) et Antonio Coimbra (socialiste portugais) - qui voulaient s'y rendre ont été refoulés à leur descente d'avion à l'aéroport de Stepanakert, une décision que le commandement soviétique a justifiée par l'insécurité. Une bombe y aurait explosé la veille dans une ferme, faisant un mort et un blessé, l'incident utilisé dès le lendemain par le maire d'Erevan pour stigmatiser la politique de Moscou lors d'un débat télévisé. A la fin de l'émission, un militant dachnak, mi-figue mi-raisin, pronostiquait: « Karamian a déjà gagné les élections ».

MARCEL SCOTTO

ALBANIE : La défection d'Ismail Kadaré

Stupeur et colère dans les milieux officiels à Tirana

L'écrivain albanais Ismail Kadaré a obtenu, jeudi 25 octobre, l'asile politique en France. Il a immédiatement gagné, en compagnie de sa famille, un lieu de résidence discret où, selon son éditeur, M. Claude Durand, PDG de Fayard, il bénéficiera quelques temps d'une protection policière.

Bien qu'elle n'ait pas été annoncée par les médias officiels albanais, la décision d'Ismail Kadaré de rester en France (Le Monde du 26 octobre) a été presque instantanément connue à Tirana, en raison de la présence - exceptionnelle - d'un nombre important de journalistes étrangers venus suivre la conférence des ministres des affaires étrangères des pays balkaniques, mercredi et jeudi, dans la capitale albanaise.

« Des conditions de vie de millionnaire »

Mis au courant, eux, par l'émission du soir de La Voix de l'Amérique, des jeunes de Tirana, sans crainte de la police, ont exprimé aux étrangers de passage leur soutien à l'écrivain. Dans les milieux officiels albanais, en revanche, passé le premier moment de stupeur, la décision de Kadaré a provoqué un certain sentiment de colère à l'égard d'un homme qui faisait partie de l'appareil et bénéficiait d'une situation privilégiée par rapport au reste de ses compatriotes.

« Kadaré avait parlé des réfugiés des ambassades comme des éléments de la société albanaise,

maintenant il a agi comme eux », a déclaré à l'AFP un représentant du ministère albanais des affaires étrangères. « Je ne comprends pas. Il avait tout, des conditions de vie de millionnaire, on publiait ses livres, il se rendait à l'étranger quand il voulait », a renchérit le secrétaire général de l'Union des journalistes, M. Ymer Minxhosi. Les réactions ont été à peine moins sévères dans les milieux littéraires: « Même Vasken Havel n'a pas quitté son pays quand sa situation était difficile, après sa sortie de prison », a relevé un ami de Kadaré, le poète Rudolf Marku.

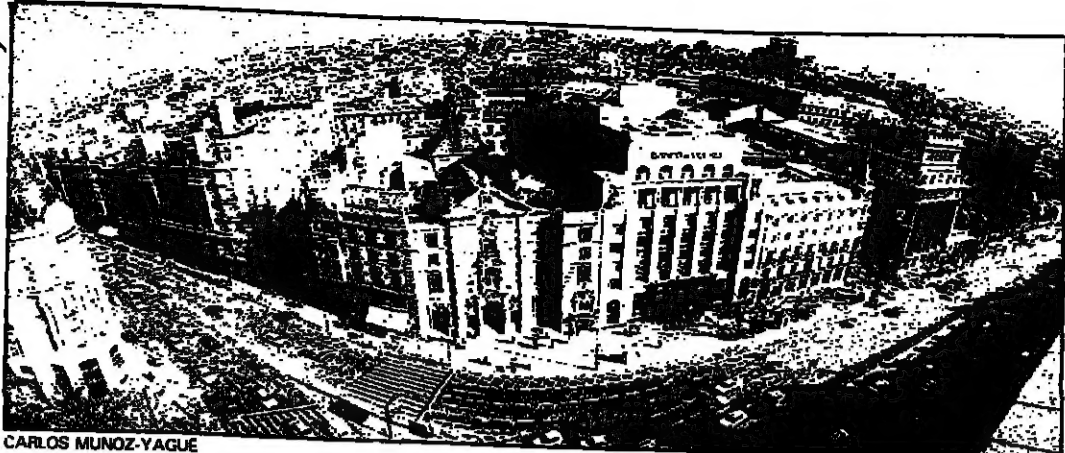
D'autres Albanais interrogés par les journalistes étrangers ont souligné que l'annonce de la défection de Kadaré était alors que Tirana accueillait une conférence internationale risquant d'entraîner tous les efforts de l'Albanie pour sortir de son isolement diplomatique. Pour Elisabeth Champseix, enseignante qui a passé six ans à Tirana et co-auteur d'un livre sur l'Albanie, le départ de Kadaré, « c'est la vitrine du pays qui s'écroule ».

Vice-président du Front démocratique, organisation de masse du régime dirigée par la veuve de l'ancien leader Enver Hoxha, Ismail Kadaré avait activement participé au printemps et au début de l'été, aux côtés d'autres intellectuels albanais, à une offensive des réformateurs du parti contre les conservateurs, notamment dans une interview très remarquée à l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, *Drita*. Il quitte son pays au moment où, selon les observateurs étrangers en poste à Tirana, le régime communiste doit faire face à une population de plus en plus frustrée et de moins en moins sujette à la peur.

nouveau po

Du jansénisme à l'hédonisme

سكس في الاصل



CARLOS MUÑOZ-VAGUE

Le vieux petit bourg de la Manche a pris sa revanche ! La Communauté autonome de Madrid n'est pas seulement aujourd'hui le premier centre financier d'Espagne. Sept cents des deux mille plus grandes entreprises du pays ont installé leurs centres productifs dans la capitale et sa région.

Madrid, nouveau pôle économique et culturel

Le saint patron de Madrid s'appelle san Isidro. Ce ne fut ni un fougueux apôtre du christianisme ni un vaillant martyr fidèle à sa foi, mais tout simplement un humble paysan qui vécut au onzième siècle sur le plateau fauve de Castille. La dulle que lui témoigne le peuple de Madrid n'est apparemment pas due à ses exploits, physiques en particulier. Réprimandé un jour par le propriétaire de ses terres parce qu'il avait interrompu le travail pour prier, san Isidro fut sauvé de justesse par deux anges qui se mirent à labourer à sa place.

Si ce miracle bucolique émeut encore l'âme des Madrileños, il n'en va pas de même, par contre, des Catalans et des Basques, pour lesquels il symbolise tout bonnement la faimée des habitants de la capitale. Car Madrid a trop longtemps souffert d'être considérée comme une ville paresseuse, indigne de sa suprématie politique. L'industrialisation de l'Espagne ne se produisit-elle pas, non en son centre, mais au contraire sur ses franges, avec les mélanges à tisser catalans, les hauts-

emprise et le pesant appareil d'Etat.

C'était là aussi que les fonctionnaires de la censure déployaient tout leur zèle. Pendant ce temps, à cinq cents kilomètres, la lointaine Barcelone jouissait, dans le domaine culturel, de cette marge d'autonomie à laquelle aspirait en vain Madrid. C'est dans la métropole catalane, et non dans la capitale, que tout artiste non conformiste recevait ses véritables lettres de créance et se voyait véritablement investi du diplôme « de contestation ». Les Madrileños en ont longtemps gardé une espèce de complexe, celui d'avoir symbolisé à leur corps défendant un régime dictatorial dont ils étaient pourtant, dans le fond, tout autant victimes que les autres.

A corps perdu dans la « movida »

Est-ce pour mieux expier ce passé incommode que Madrid semble désormais avoir jeté sa gourme ? Et que cette ville hier encore archétype de l'immobilisme s'est précipitée à corps perdu dans

Du jansénisme à l'hédonisme

fourneaux basques et les mines asturiennes ? Madrid, de son côté, semblait n'être qu'une cité de courtisans, de fonctionnaires et de paysans : la villa y corte, comme on l'a longtemps appelée, c'est-à-dire à la fois le bourg et le siège de la cour. Vieille dualité entre la ville des princes qu'a peinte Velázquez et celle du peuple qu'immortalisa Goya.

De la charrie à l'ordinateur

Cette image qu'a longtemps trainée bien malgré elle la capitale espagnole apparaît désormais au passé. La Madrid à la fois « aristocrate » et « cambrousarde » que dédaignaient Barcelone et Bilbao, industrielles et industrieuses, a fait place aujourd'hui à une Madrid bourgeoise et matérialiste, moteur du développement économique national, réceptacle privilégié des investissements étrangers et des technologies d'avant-garde (lire ci-contre).

San Isidro est passé sans crier gare de la charrie à l'ordinateur. Derrière ce bouleversement économique se profile d'ailleurs une autre grande mutation, sociologique celle-là : celle des mentalités. Le temps est loin désormais où Madrid symbolisait l'Espagne noire et l'inquisition. Où elle personnifiait aux yeux du monde le jansénisme le plus sévère. L'époque du franquisme était encore venue renforcer cette peu enviable réputation. Car la capitale espagnole supporta plus que toute autre le joug pesant de la dictature. C'était là, dans le palais du Pardo, à la sortie de la capitale, que le Caudillo avait élu domicile, et c'était là que se faisaient sentir toute son

la movida : un terme qui désigne tout ce qui bouge, tout ce qui innove, tout ce qui change (voir page 14). Voilà ainsi la capitale du jansénisme devenue celle de l'hédonisme ! Longtemps bridée par les tabous, Madrid les a tous rejetés en une fois. Un affranchissement d'autant plus spectaculaire qu'il a été l'affaire de quelques années à peine.

Le plaisir n'est plus sacrilège dans la Madrid d'aujourd'hui. La libéralisation des mœurs est notamment là pour en témoigner. Le sexe a retrouvé droit de cité dans une ville où il semblait jusque-là confiné au secret de l'alcôve. Fint le temps où une Église omnipotente limitait la relation sexuelle au strict cadre de la vie conjugale. Les jeunes Espagnols n'hésitent pas le cas échéant à prendre l'initiative dans leurs relations avec le sexe dit « fort ». Les homosexuels, de leur côté, sont sortis de leur oppressant ghetto. Le sexe n'est qu'une manifestation parmi d'autres de la soif de vivre, voire de l'urgence de vivre, qui s'est emparée de Madrid. Tout y est trépidant, frénétique, effréné. Le post-modernisme y a succédé au simple post-modernisme, et il n'est pas de manifestation culturelle extravagante qui n'y soit bienvenue. On n'y dort guère, ou peu. Les discothèques affichent complet toute la nuit. Les rues du centre sont bien plus animées à minuit qu'à midi, hiver comme été ! Comme s'il s'agissait de rattraper en une fois le temps perdu durant des décennies. Une course éperdue que résume à merveille cette expression que répètent avec délectation les autochtones : « Madrid me mata ». Madrid me tue ! Il est en tout cas, dans la capitale espagnole, des meurtres bien agréables !

Th. M.



« **M**ADRID n'est qu'un mélange de Kansas City et de bourg de la Manche peuplé de sous-sectaires. » Les réputation ont la vie dure. Celle de Madrid, cruellement résumée par cette formule lapidaire du récent Prix Nobel de littérature Camilo José Cela, ne fait pas exception. Longtemps, Madrid a souffert d'être considérée comme une ville indolente, qui ne devait son titre de capitale qu'au choix du prince : celui de Philippe II, qui décida en 1561 d'en faire le siège de la cour. Une ville saprophyte, selon le cliché établi, qui pompait sans vergogne la sève de la Catalogne et du Pays basque, véritables moteurs économiques du pays.

Un décollage récent dans les années 60

Et pourtant ! Longtemps à la mode dans certains milieux antifranquistes qui reprochaient en quelque sorte à Madrid d'être le lieu de résidence du

Caudillo, cette thèse est aujourd'hui résolument dépassée par les faits : la métropole politique de l'Espagne est également devenue une métropole économique.

Les chiffres sont là pour le démontrer. Madrid n'est pas seulement le premier centre financier et de services du pays. Parmi les deux mille premières entreprises espagnoles, sept cents ont leur principal centre productif dans la capitale (contre cinq cent cinquante à Barcelone). La province de Madrid est aussi la première du pays en volume de production industrielle.

Quarante-àix pour cent des investissements étrangers directs qui choisissent l'Espagne résident dans la capitale. La quasi-totalité des multinationales installées au sud des Pyrénées, tout comme l'ensemble des banques étrangères, ont leur siège social à Madrid. Les deux tiers des transactions des marchés de valeurs espagnoles correspondent à la Bourse de Madrid. Enfin, 40 % du personnel

employé dans la recherche scientifique et technique travaillent dans la capitale.

Vieille structure industrielle locale

Le petit bourg de la Manche a donc pris sa revanche ! Son véritable décollage, il est vrai, est récent. Ce n'est que dans les années 60 que le régime franquiste décida résolument de favoriser le développement industriel de la capitale, jusque-là avant tout centre de services. Il s'agissait, aux yeux du régime, de compenser le poids économique de cette Catalogne et de ce Pays basque dont les fâcheuses velléités centrifuges préoccupaient le Caudillo.

« C'était une décision politique, mais aussi économique », précise M. Gonzalo Lopez Aranguren, directeur général de la planification de la Communauté autonome de Madrid, la CAM, qui regroupe sur 8 000 kilomètres carrés la capitale et la région

environnante, et dont le gouvernement est socialiste. A Madrid se trouvaient non seulement les décideurs politiques, mais aussi la main-d'œuvre la plus qualifiée, et les grands clients institutionnels des secteurs industriels alors en plein essor, comme le ministère de la Défense, la Sécurité sociale ou la Compagnie des téléphones.

Des clients de premier plan, étant donné les trois secteurs qui allaient constituer l'ossature de la nouvelle Madrid : la construction automobile et aéronautique, l'industrie pharmaceutique, l'électronique et les télécommunications. Trois secteurs qui allaient redonner vigueur à la vieille structure industrielle locale, jusque-là essentiellement limitée aux constructions métalliques. Le « boom » fut effectivement spectaculaire : entre 1960 et 1975, l'indice de production industrielle allait augmenter dans la capitale de 10,5 % en moyenne par an.

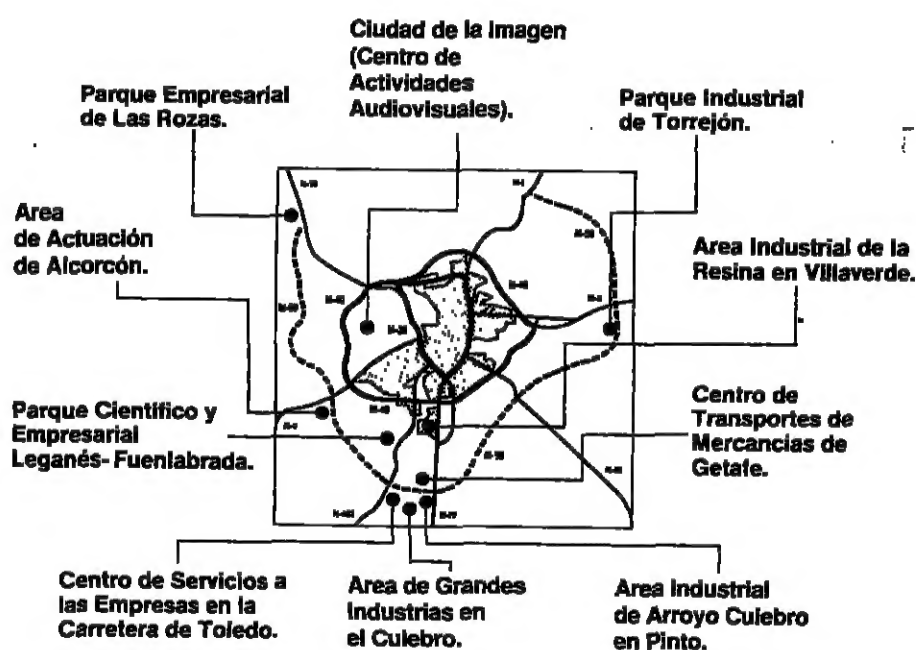
THIERRY MALINIAK
Lire la suite page 10

Les nouveaux Centres de Madrid-Région

Des centres créés à l'initiative de la Comunidad de Madrid et qui accueillent un grand nombre d'activités de tout secteur.

Des centres qui, par leurs emplacements et leurs qualités d'infrastructures, offrent des possibilités exceptionnelles pour l'installation d'entreprises et d'industries.

Des centres qui représentent un facteur important d'accroissement et d'équilibre pour une région qui offre des avantages incontestables à l'heure d'implanter des unités de production, de distribution ou de services.



ARPEGIO S.A.

Capitán Hoya, 61 - Madrid 28020
Tel.: 571 55 83 - Fax: 571 46 81



Comunidad de Madrid

• ARPEGIO est une entreprise publique appartenant à la Comunidad de Madrid dont l'objectif est la promotion et la gestion de sols industriels et tertiaires.

MADRID

Madrid, nouveau pôle économique et culturel

Suite de la page 9

L'industrie est donc jeune, et ce n'est pas là le moindre de ses avantages. « Trente pour cent des entreprises madrilenas correspondent à des secteurs considérés par la Communauté comme de forte demande, tandis que la moyenne au niveau national n'est que de quatorze pour cent », observe M. Eugenio Royo, « conseiller » (c'est-à-dire ministre) chargé de l'économie du gouvernement régional de la CAM.

Sans doute est-ce pour cette raison que la reconversion industrielle qui allait mettre l'Espagne à rude épreuve dans les années 80 fut à Madrid moins meurtrière qu'ailleurs. « Dans d'autres régions, il s'agissait de reconstruire des secteurs entiers, comme la sidérurgie au Pays basque, observe M. Lopez Aranguren, tandis qu'ici, il s'agissait simplement de reconstruire certaines entreprises : de les amener à se moderniser, non de changer d'activité. »

L'existence d'un fort secteur de services fit office d'amortisseur en termes d'emploi : alors que le taux de chômage, au plus fort de la crise, allait atteindre 26 % à Barcelone et à Bilbao, il ne fut, dans la capitale, que de 22 %. Il est aujourd'hui encore inférieur de quatre points à la moyenne nationale.

La reconversion allait en fait surtout se traduire, à Madrid, par une décentralisation productive : « Beaucoup d'activités et de services qui étaient réalisés par de grandes sociétés ont été séparés pour être confiés à de petites entreprises annexes, explique M. Royo. Ce qui s'est traduit par la constitution d'un réseau serré de petites et moyennes entreprises fabriquant des composants destinés aux grandes firmes. Et aussi par l'apparition de multiples sociétés chargées exclusivement de commercialiser ou de distribuer les produits de ces grandes firmes. »

Croissance à tout crin

Un phénomène qui, toutefois, ne présente pas que des avantages : les patrons madrilenos se sont trop longtemps habitués à travailler « entre eux ». « Il est bien plus facile d'approvisionner régulièrement une même grande entreprise locale : il suffit d'avoir un bon rapport qualité-prix, observe M. José Carlos Lopez de Lacalle, président de l'IMADE, l'institut madrilen de développement, qui dépend de la CAM et est chargé de favoriser les initiatives concourant au développement économique de la région. Par contre, lorsqu'on veut partir à l'assaut des marchés extérieurs, il faut se préoccuper de marketing, de réseau de commercialisation, ce que nos chefs d'entreprise ont tardé à faire. Rien d'étonnant si, durant des années, on voyait sur les foires internationales les patrons catalans et valenciens la servir à la main, alors qu'on cherchait vainement les madrilenos. »

Cette tendance à vivre en vase clos est toutefois battue en brèche. L'économie madrilenne se « multiplie » maintenant à toute vitesse : Madrid a dû faire sur les tas, en quelques années, l'apprentissage de l'ouverture sur le monde.

La croissance à tout crin qu'a connue Madrid ne va pas toutefois sans revers. Pollution, circulation chaotique, insécurité urbaine : la capitale espagnole commence comme ses consœurs à connaître les affres de l'« enfer urbain ». L'immigration depuis les campagnes, la reconversion, l'augmentation rapide du coût de la vie, l'explosion des prix de l'immobilier (lire page 12) ont créé de véritables ghettos de pauvreté. Selon les estimations de la CAM, dans la

région de Madrid, 670 000 personnes, soit 14 % de la population, vivent en situation de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de la moitié du revenu disponible moyen. On y compte en outre 11 000 toxicomanes graves.

Des infrastructures déficientes

Les infrastructures n'ont guère suivi le rythme du « boom ». Les autorités locales ont sans doute leur part de responsabilité. Elles sous-estiment de toute évidence, à la fin des années 70, le potentiel de développement de la capitale. Le secteur privé, aujourd'hui, se lamente des résultats. « Ni le réseau routier ni les télécommunications ne sont à la hauteur des ambitions de notre ville, souligne M. Adrian Fiera, président de la chambre de commerce et d'industrie de Madrid : il est par exemple impensable que Madrid, troisième capitale de la Communauté, soit également l'une des seules qui ne soit pas reliée aux autres par autoroute. Or qu'il n'existe toujours pas de voie de contournement pour les véhicules qui veulent traverser Madrid sans s'y arrêter. »

Même langage à la CEIM, la Confédération patronale madrilenne. « Le problème des infrastructures frise parfois le grotesque, souligne son président, M. Fernando Fernandez Tapias. Je connais des patrons qui ont conservé de travailler avec un téléphone mobile dans leur voiture parce qu'ils attendent depuis des mois l'installation de lignes dans leur entreprise. » Et d'ajouter : « Je suis persuadé que les déficiences des accès à Madrid contribuent à expliquer pourquoi la majorité des investisseurs japonais ont préféré s'installer à Barcelone. »

Face au danger de voir Madrid s'étrangler dans les rets de son propre développement, les autorités ont d'ailleurs commencé à réagir. Au printemps dernier a été décidé un grand plan de réformes des voies d'accès, par rail et par route, qui coûtera, en quatre ans, la bagatelle de 500 milliards de pesetas (27 milliards de francs). Baptisé « plan Felipe », ce projet témoigne de la préoccupation dont le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez fait personnellement preuve face à ce problème. D'autant que l'insuffisance des infrastructures dans les grandes villes et le mécontentement croissant qu'elle provoque chez les citoyens n'est pas sans rapport avec le récent tassement électoral des socialistes.

Les nouveaux vents d'austerité qui soufflent sur l'Espagne ont déjà amené les autorités à ralentir l'exécution du « plan Felipe ». Mais au-delà de ces changements de rythme liés à la conjoncture, une stratégie d'ensemble ne s'en dessine pas moins, élaborée par les autorités régionales et municipales, visant à « décongestionner » Madrid et à la rééquilibrer.

Paupérisation des banlieues

Il s'agit en effet d'affronter un déséquilibre territorial croissant. La hausse brutale des prix de l'immobilier dans le centre urbain a expulsé un nombre croissant de résidents vers la périphérie. La population de Madrid-ville, qui était de 3,2 millions d'habitants en 1975, s'est tassée, passant à 3,1 millions en 1988. Dans le même laps de temps, la population de l'ensemble de la province est passée de 4,3 à 4,9 millions d'habitants.

Les huit municipalités du sud de la capitale, appelées la « zone sud », sont devenues de gigantesques cités-dortoirs orphelines d'in-

frastructures et de services, qui semblent concentrer en leur sein tous les maux d'une croissance anarchique. On s'y entasse dans des HLM mités, fuyant les quartiers aux loyers prohibitifs du centre de Madrid, où les bureaux chassent impitoyablement les appartements. Et sans doute n'est-ce pas un hasard si c'est justement dans la « zone sud » que s'accumulent, à Getafe ou à Leganés, les entreprises industrielles les plus déshabillées, celles qui n'ont pas été touchées, ou si peu, par les vents de la reconversion.

« Soixante-dix pour cent des emplois restent concentrés dans la ville de Madrid alors que la main-d'œuvre ne cesse de la quitter, observe M. Eduardo Mangada, « conseiller » de l'aménagement du territoire de la CAM. Aucun système de transports publics, aussi perfectionné soit-il, ne peut compenser à lui seul un tel déséquilibre. Les infrastructures ne suffisent plus : il faut absolument réussir à rapprocher lieux de résidence et lieux de travail. » Ce qui signifie, aujourd'hui, non pas ramener la population vers le centre, mais au contraire attirer les entreprises vers la périphérie.

C'est ce qu'ont commencé à faire les autorités régionales en créant, par l'entremise de l'IMADE, divers parcs technologiques dans un rayon de 20 à 30 kilomètres autour de Madrid (voir encadré). Le pari pourra-t-il être tenu ? Madrid a certes bien des cartes dans son jeu : un marché de 3 millions de personnes, dont le revenu individuel est supérieur de 30 % à la moyenne nationale, une main-d'œuvre qualifiée et au coût encore inférieur à la moyenne communautaire, une qualité de vie qui reste supérieure à celle de la plupart des capitales de même importance, un climat enviable. Sur l'autre plateau de la balance pèsent cependant, outre le goulot d'étranglement des infrastructures, l'éloignement géographique. Alors que les grandes entreprises établissent de plus en plus leur stratégie en termes communautaires, Madrid ne risque-t-elle pas d'être considérée trop excentrique ? Surmont à un moment où l'ouverture de l'Europe de l'Est à l'économie de marché déplace davantage vers le centre du Vieux Continent les grands axes de gravité économiques.

Les atouts d'une capitale politique

Dans ces conditions, Madrid, métropole espagnole, peut-elle aussi aspirer à devenir métropole européenne ? Ses habitants veulent le croire, et le flux apparemment intarissable des investissements étrangers semble leur donner raison. « L'Espagne reste l'une des plate-formes les plus commodées pour pénétrer les marchés communautaires », soulignent les responsables de la CAM. « Notre pays constitue en plus un pont idéal vers les marchés latino-américains et nord-africains », renchérit M. Fernandez Tapias.

L'Espagne, oui, mais pourquoi Madrid, plutôt que Barcelone, par exemple, plus proche des grands axes européens ? « Parce que les entreprises s'installent là où se trouve le pouvoir politique et financier, c'est-à-dire dans la capitale », répond-on à la CEIM. Même si la capitale est loin ? « Plus la technologie des entreprises s'affine, et moins les distances constituent un obstacle déterminant, souligne-t-on à la chambre de commerce. Ce qui importe, c'est un environnement technologique favorable, et Madrid est aujourd'hui à même de l'offrir. Les Madrilenos, en tout cas, entendent bien en convaincre les hommes d'affaires étrangers qui se bousculent aujourd'hui chez eux ! »

THIERRY MALINIAC

Le parc technologique de Tres Cantos, une Silicon Valley hispanique

Le plus ambitieux des parcs technologiques de la région de Madrid, celui de Tres Cantos, au nord de la capitale, ambitionne de devenir une véritable Silicon Valley hispanique.

En décidant d'y installer une usine ultramoderne de circuits informatiques intégrés, le géant américain des télécommunications ATT a donné crédibilité au projet. En deux ans, les cent cinquante hectares du polygone industriel et du parc technologique de la zone ont été adjugés : sociétés de microélectronique, d'intelligence artificielle, de biotechnologie s'y sont donc rendez-vous dans un cadre champêtre, au pied de la montagne... et à une demi-heure de voiture du centre de Madrid.

Tres Cantos symbolise le type de tissu économique dont rêvent aujourd'hui les « décideurs » madrilenos : des industries « propres » et de technologie avancée, « basées sur la concentration des connaissances techniques et non sur celle de la main-d'œuvre », comme le souligne M. Lopez de Lacalle, président de l'institut madrilen de développement.

Nouvelle carte industrielle

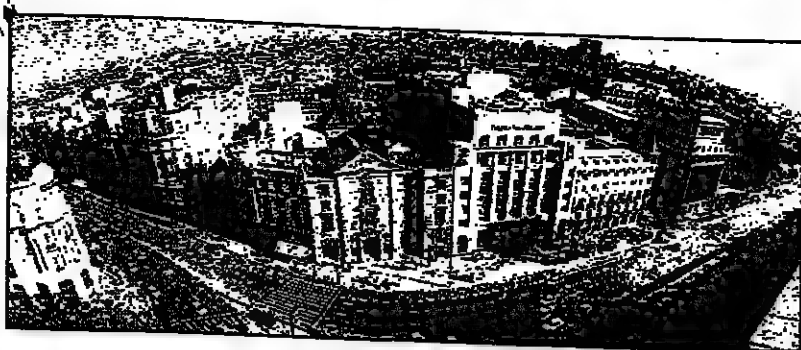
Et qui assurent un maximum de valeur ajoutée avec un minimum de personnel », renchérit M. Fiera. Sur ce point au moins, administration et secteur privé sont bien

d'accord ! D'autres parcs semblables verront bientôt le jour, comme celui de Las Rozas, au nord-ouest de la capitale. Pour mener à bien une telle stratégie, les autorités régionales disposent d'un atout de taille : de nombreux terrains aux alentours de la capitale leur appartiennent, et elles ont désormais commencé à les lancer sur le marché afin de contrer la folle spirale des prix fonciers et de modeler de manière plus rationnelle la nouvelle carte industrielle de Madrid. Il n'est pas jusqu'à la « zone sud » — où une université vient enfin d'être créée — qui ne soit appelée à disposer bientôt elle aussi de son parc technologique.

Th. M.

صكرا من الامم

MADRID



Un entretien avec M. Rodriguez Sahagun

Pour le maire de Madrid, « la Communauté européenne doit s'appuyer sur l'axe sud comme pôle de développement immédiat »

« **N**OTRE ville est devenue une macro-cité qui a réussi en même temps à conserver une ambiance provinciale : c'est ce qui fait tout son charme. » Si l'est un amoureux de Madrid, c'est bien son maire. Il a des accents bucoliques lorsqu'il s'agit de chanter les louanges de « sa » ville.

« Madrid est une ville ouverte, une ville d'intégration, où chacun trouve sa place, où personne ne se sent jamais étranger : dans combien de capitales européennes peut-on donc en dire autant ? observe-t-il, non sans raison d'ail-

Sa formation n'obtiendra alors que 15 % des voix, mais un pacte avec le Parti populaire (conservateur), deux ans plus tard, permettra à M. Rodriguez Sahagun d'accéder finalement en juin 1989 à la mairie de Madrid. Un pacte dont il n'était pas lui-même très partisan, et qu'il n'acceptera qu'après des sollicitations pressantes de M. Suarez.

Réticent au départ, M. Rodriguez Sahagun, depuis qu'il est devenu édile de la capitale, n'en a pas moins mis du cœur à l'ouvrage. Homme d'affaires dans l'âme, il sait vendre avec conviction son nouveau produit : Madrid, il le

qualités irrésistibles », poursuit-il, enthousiaste.

Bâtisseur de ville

Le maire de Madrid s'insurge au passage contre cette réputation de ville obscurantiste, de « capitale de l'Inquisition », qu'on lui fait parfois dans d'autres régions d'Espagne. « Le Siècle d'or a eu lieu à Madrid, Goya et Velázquez ont peint à Madrid, la génération des grands penseurs de 1898 a travaillé à Madrid, tout comme celle des artistes de la fin des années 20. Et

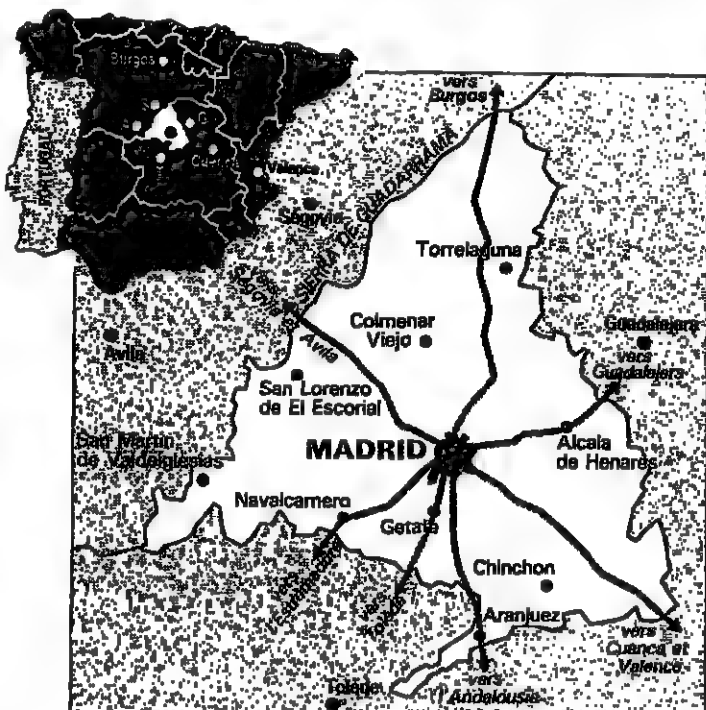
aujourd'hui, notre offre culturelle compte parmi les plus diversifiées d'Europe. »

Il n'est pas jusqu'à l'écologie à laquelle M. Rodriguez Sahagun ne fasse appel pour louer Madrid. « Le défi actuel des grandes cités, c'est celui de la qualité de vie, ce qui suppose une relation harmonieuse avec la nature : non la volonté de la dominer, mais bien de s'y intégrer. C'est pourquoi nous voulons faire de Madrid la capitale la plus verte d'Europe. Et nous sommes en bonne voie pour y parvenir. »

Comme Barcelone avec les Jeux

olympiques et Séville avec l'Exposition universelle, Madrid se prépare pour l'année-clé de 1992. L'année qui la verra proclamée capitale culturelle européenne. Aujourd'hui, le maire d'œuvre (même s'il risque de ne plus être maire à cette époque, les élections municipales étant prévues pour le printemps prochain), M. Rodriguez Sahagun projette, prévoit, construit, aménage en prévision de cette date magique. Bâtisseur d'entreprises, voilà décidément M. Rodriguez Sahagun devenu bâtisseur de ville !

Th. M.



leurs. Et puis, c'est une ville cachée, une ville de mille secrets auxquels les Madrileños eux-mêmes n'accèdent que progressivement. Une des rares grandes villes modernes où l'on a le sentiment qu'il y a toujours des coins cachés à découvrir. »

Cinquante-huit ans, marié et père de six enfants, M. Rodriguez Sahagun n'a pourtant rien d'un ingénu aux emballements faciles. Sa carrière le prouve : celle d'un vieux routier de la politique et d'un homme d'affaires à succès, qui pourrait aujourd'hui aisément vivre de ses rentes, mais incapable de résister aux vieux démons de la politique. Un homme qui se veut également ouvert au monde de la culture : il dirige une maison d'édition et se livre au commerce de peintures à grande échelle.

Libéral progressiste

C'est au lendemain de la mort de Franco qu'il apparaît sur le devant de la scène publique. Le monde des affaires est alors en train de se réorganiser pour faire face aux temps nouveaux, et M. Rodriguez Sahagun figure parmi les principaux promoteurs de la nouvelle confédération patronale espagnole, la CEOE. Il devient, en 1977, le premier président de la Confédération espagnole des petites et moyennes entreprises.

A ce poste, il fera la connaissance du chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez. Entre les deux hommes, c'est le coup de foudre et le début d'une inébranlable amitié. L'actuel maire de Madrid sera nommé ministre de l'Industrie du gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD), puis ministre de la défense. Une étape qui constitue sans doute le talon d'Achille de sa carrière politique : il sera pris au dépourvu, à ce poste, par la tentative de putsch du 23 février 1981. Tout comme le roi et l'ensemble de la classe politique, il est vrai !

Lorsque M. Adolfo Suarez, abandonné par la plupart des siens, quitte en 1982 l'UCD pour fonder une nouvelle formation, le Centre démocratique et social (CDS), M. Rodriguez Sahagun est l'un des rares à le suivre fidèlement dans une épreuve traversée du désert (« Je représente 50 % de la raison sociale du CDS », aime-t-il affirmer en privé). Porte-parole de son parti au Congrès, cet homme qui s'auto-définit comme « libéral-progressiste » sera ensuite tête de liste du CDS dans la capitale aux élections municipales de 1987.

proclame haut et fort, est « une des cités de demain ». « L'attrait de notre ville, ce sont ses potentialités, assurément : d'un point de vue politique, économique ou scientifique, nous sommes la capitale d'un pays en plein décollage. »

Point de rencontre entre trois continents

A un moment où la Communauté ne semble avoir d'yeux que pour les balbutiements de l'économie de marché en Europe de l'Est, l'Espagne et Madrid ne risquent-elles pas toutefois de passer quelque peu au second plan des attentions ? « Il est vrai que Berlin symbolise désormais un nouvel axe de l'Europe, en pleine consolidation, reconnaît-il, mais la Communauté a besoin de s'appuyer sur un second pied si elle ne veut pas être déséquilibrée. Et ce second pied, ce ne peut être que l'axe sud. La Communauté ferait preuve de myopie si elle ne se rendait pas compte de l'importance de la région méditerranéenne comme pôle de développement immédiat. Et si elle avait tendance à l'oublier, nous serions d'ailleurs là pour le lui rappeler ! »

Et de poursuivre : « Madrid peut être aussi le point de rencontre entre trois continents : point de rencontre de l'Europe avec l'Afrique, en raison de notre position géographique, et de l'Europe avec l'Amérique, grâce à nos relations historiques. Nous sommes donc à même nous aussi d'invoquer notre position stratégique. A condition, bien sûr, que nous puissions offrir des infrastructures adaptées à nos possibilités. »

Il n'a pas seulement recours à la géopolitique européenne pour vanter le futur de sa ville, mais aussi à la qualité de vie qu'elle offre à ceux qui la choisissent. « Le monde développé est en train de transformer progressivement les concepts de travail et de temps libre. Le temps consacré aux loisirs ne peut que s'élargir progressivement, et deviendra donc un élément important dans le choix d'une ville. Et, sur ce point, l'offre de Madrid est imbattable », assure-t-il.

« Madrid est une ville conviviale, extravertie, de chaleur dans les rapports humains, de rencontres : nous avons sans doute la première densité de bars au monde. Et puis, c'est une ville où l'on ne dort jamais : connaissez-vous une autre capitale européenne où la circulation dans le centre soit aussi intense à 3 heures du matin qu'à 3 heures de l'après-midi ? Lorsqu'on vient du nord de l'Europe, ce sont là des

NOVEMBRE MADRID

2
5

IBERPIEL
MARROQUINERIA

IBERPIEL-MARROQUINERIA
Salon du Cuir

6
9

EXPOMEDICA HOSPITALIA

EXPOMEDICA-HOSPITALIA
Salon International des Industries et Equipements Médico-Hospitaliers

16
23

s.i.m.o.

S.I.M.O.
Salon International de la Bureautique et de l'Informatique

23
2

FERIARTE

FERIARTE
Salon des Antiquaires Espagnols

INFOIFEMA (34 1)-470 10 14

IFEMA - Ayda, de Portugal, s/n
28011 MADRID Espagne Tlx: 44025-41674
Fax: (34 1) 464 33 26

Chambre de Commerce Franco-Espagnole

32, Avenue de l'Opéra
75002 Paris
Tel: (1) 47 42 40 66
Telex: (042) 212 259
Fax: (1) 47 42 70 02



Entreprises innovantes
de Madrid à Paris

MADRID

MADRID. L'ILE-DE-FRANCE UN ACCORD DE COOPÉRATION

Signé le 21 septembre 1989 par les présidents de la Communauté de Madrid et du Conseil Régional d'Ile-de-France, cet accord de coopération s'inscrit dans le mouvement des Régions Métropolitaines Européennes, appelées à jouer un rôle décisif dans la création du marché unique et se trouvant confrontées à des problématiques communes.

Parmi les actions prévues, la coopération économique figure comme étant l'une des voies essentielles au travers de laquelle les PME/PMI pourront affronter les défis de l'Acte Unique dans les meilleures conditions.

Dans cette optique, l'accord prend en considération tous les aspects périphériques comme la formation professionnelle, l'aménagement du territoire, l'engagement de l'Etat dans le développement des agglomérations des grandes métropoles et la culture.

1989. L'ILE-DE-FRANCE À MADRID

Dans le cadre de cet accord de coopération, l'année passée a eu lieu à Madrid les premières rencontres d'Entreprises innovatrices, dans lesquelles, ont été exposés les produits de plus d'une centaine d'entreprises de l'Ile de France, établissant un grand nombre d'accords de coopération entre entreprises françaises et espagnoles.

LA COMMUNAUTÉ MADRILÈNE, UN CENTRE ÉCONOMIQUE MAJEUR

Avec 4,5% de taux de croissance économique en 1989, la Communauté Autonome de Madrid se place parmi les régions européennes les plus dynamiques.

Sa croissance, fondée sur l'accélération du développement des activités tertiaires et industrielles, en fait aujourd'hui le premier centre tertiaire de l'Espagne et le deuxième pour les activités industrielles.

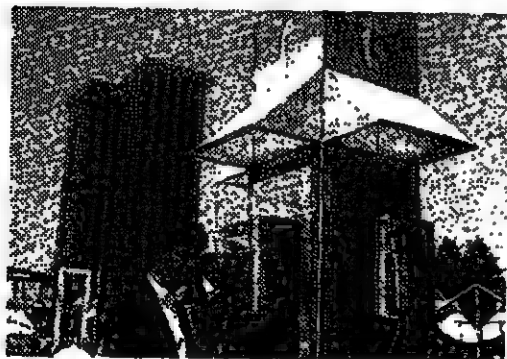
Véritable moteur de l'économie ibérique, Madrid réalise 17% du PIB national et attire plus de 40 % des investissements étrangers réalisés en Espagne.

Sur un territoire de 8.000 km² qui représente 1,6% du territoire national, la région madrilène regroupe 5 millions d'habitants soit 12,5% de la population nationale et 36% des actifs.

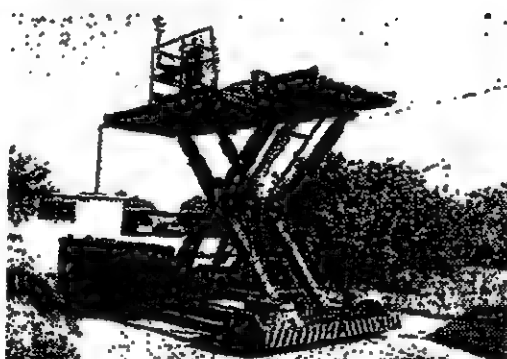
Près des 2/3 de la population active madrilène travaillent dans le secteur tertiaire qui compte pour 76% du PIB régional.

L'activité industrielle génère 1/3 du PIB régional et occupe 30% de la population active. Tournée vers l'avenir et disposant de 50% du potentiel national en matière de recherche scientifique et technologique, la région de Madrid a développé une industrie de pointe notamment dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique, les biotechnologies, de l'aéronautique et de l'industrie pharmaceutique.

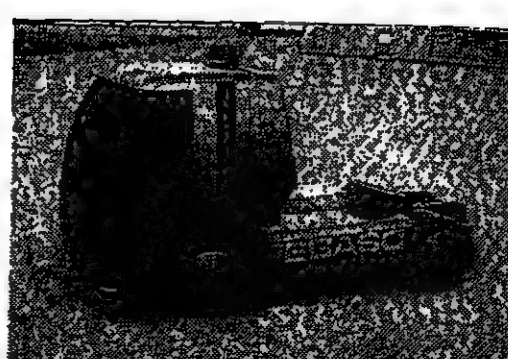
Ces produits et équipements, faits à Madrid, seront présents à l'Exposition du CNIT.



AMPER. Téléphone Public Modulaire pour extérieurs.



FCM. Container Loader CL-8.



PEGASO. Tête tracteur réalisée en matériaux composés en comprenant le châssis.



Comunidad de Madrid



CONSEIL REGIONAL
ILE-DE-FRANCE

IMADE

صكرا من الاصل

RID

INNOVATION

Exposition/Rencontres
CNIT/LA DEFENSE
6-7 Novembre 1990

1990. MADRID EN L'ILE-DE-FRANCE

Les 6 et 7 novembre 1990, un groupe d'entreprises madrilènes seront présentes à Paris, au CNIT sous l'emblème de l'innovation. Cette manifestation sera l'occasion de concrétiser une série de programmes de coopération et d'accords économiques préparés avec des PME/PMI d'Ile-de-France et s'inscrivant dans la perspective du marché unique.

Les entreprises madrilènes sélectionnées pour être présentes à Paris ont la volonté d'asseoir une image d'innovation, de dynamisme et de compétitivité dans les domaines de l'incorporation de nouvelles technologies dans le processus de production, de l'ouverture de nouveaux marchés, du développement de la recherche, de l'application de nouvelles techniques de gestion etc...

Placée sous le signe du concret, la participation des PME/PMI à ces deuxième rencontres d'entreprises innovantes offrira la possibilité de nouer des contacts directs avec des entreprises madrilènes sélectionnées et ciblées pour trouver des terrains commerciaux technologiques et financiers communs:

- La distribution de produits français en Espagne et vice-versa ainsi que dans des pays tiers.
- La création de relations commerciales stables.
- L'élaboration d'accords pour concourir sur les marchés publics.
- La réalisation de projets de recherche et le développement et le transfert de technologie.
- L'intégration en groupe d'entreprises pour développer le marché actuel et améliorer la compétitivité.
- La mise en œuvre d'une communication directe avec un collectif d'entreprises de qualité dans la perspective du marché unique.

ENTREPRISES PARTICIPANTES

AAP S.A., AENTEC; AEQ - A.P.D. S.A. - CENTUNION - CESELSA - ELIOP - ENSA - MIER COMUNICACIONES - PYMSA - SITRE - TECNOLÓGICA - TELECOMUNICACION Y CONTROL S.A. - TRANSTOOLS S.A., AGROTEST S.A., APRIM S.L., ARKTEC S.A., C.A.S.A., COMATOR, COMPAÑIA GENERAL DE SERVICIOS INDUSTRIALES, CONSUEGRA SOCIEDAD COOPERATIVA, CREACIONES MARSANZ S.A., ELECTRONICA ARANJUEZ S.A., EMC CONSULTORES S.A., ENASA-PEGASO, ENA TELECOMUNICACIONES S.A., ESTADO SOLIDO S.A., EFANSA S.A., GHESA S.A., GROUPE CENTRES TECHNOLOGIQUES DE LA COMUNIDAD DE MADRID, CAD MADRID, CEDIMA, IMT, MADRID-LASER, GROUPEMENT PTM: ALCATEL ESPACIO S.A. - AMPER DATOS S.A. - BIOMED - CENTRO NACIONAL DE MICROELECTRONICA - CENTRONICA S.A. - CRESA - CRISA - GROUPEMENT DYCEL S.A. - SOFTWARE DE BASE S.A. - EOLAB - EUOTRONICA - GLAXO S.A. - G.M.V. S.A. - I.D.S. - I.S.2 - SENER INGENIERIA Y SISTEMAS - SMITH-KLINE & FRENCH - SOLCER ELECTRONICA S.A. - SUPERSEED BIOTECH S.A. - TELDAT S.A. - TETRAMEDIC S.A., GRUPO AMPER, GRUPO INCOHINSA, GRUPSA, IBERMATICA S.A., I.G.S. S.A., INDUSTRIAS CICAR S.A., PRIBEM S.A., RAEIMA S.L., SANICOOP, SISTEMAS AVANZADOS DE CONTROL, TELEFONICA DE ESPAÑA, VIDEOBANCO Y MARKETING S.A.

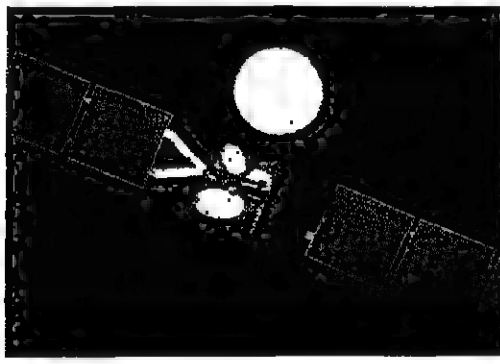
ORGANISATION DES CONTACTS

Les contacts entre les entreprises seront coordonnés par Price Waterhouse. Ils seront personnalisés tout au long de l'opération.

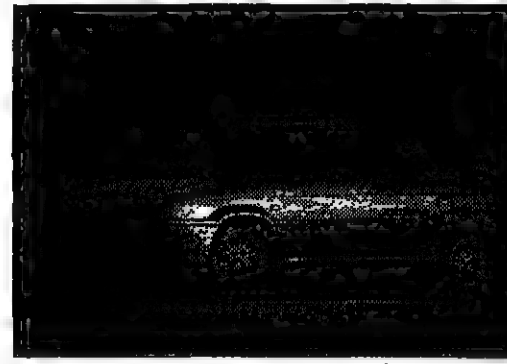
Price Waterhouse.
11, rue de Laborde
75008 PARIS
Tel.: (1) 42 94 45 45
Télécopieur: (1) 42 94 47 06



CASA. Avion EN-235, pour usage civil et militaire.



HISPASAT. Satellite espagnol de communications.



SEAT. Project Anibal, à partir du modèle Ibiza.

IMADE
Institut Madrilène
de Développement



ORGANISATION



AVEC LE CONCOURS
DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À BRUXELLES

MADRID

Le boom immobilier

« *Buscar piso* » (« chercher un appartement ») : cette expression mille fois répétée est devenue, pour des milliers de jeunes couples madrilènes, le symbole d'un interminable cauchemar. L'extraordinaire boom immobilier qu'a connu durant ces dernières années la capitale espagnole l'a en effet rendu véritablement inaccessible pour nombre de ceux qui rêvent d'y bâtir un foyer.

Selon l'estimation des autorités locales, la valeur du patrimoine immobilier de Madrid s'est multipliée par trois entre 1985 et 1988. Un emballement incontrôlé qui est le fait tant du marché de la construction que de celui de la location. Le secteur de l'immobilier ne fait ainsi que répercuter, en l'amplifiant, le boom économique généralisé que connaît l'Espagne depuis 1985, avec un taux de croissance qui compte parmi les plus élevés d'Europe. L'entrée de la ville dans la Communauté s'est traduite par un afflux d'investisseurs étrangers, pour qui la construction apparaissait comme un secteur particulièrement lucratif : les prix du marché immobilier madrilène étaient à l'époque nettement inférieurs à ceux d'autres capitales de même

importance. Il s'agissait donc de faire vite, avant que le nivellement ne commence à se produire. Nombre de sociétés étrangères, en outre, décidaient à ce moment d'ouvrir un siège à Madrid, ce qui allait contribuer à gonfler la demande de bureaux de haut standing.

Pour certains, l'immobilier constituait par ailleurs le secteur idéal pour « blanchir » de véritables fortunes non déclarées au fisc. Plus que partout ailleurs en Europe, il s'agit là en effet d'un domaine d'activité particulièrement opaque, où les sommes déclarées lors des transactions sont généralement sans aucun rapport avec celles effectivement déboursées.

75 % des familles sont propriétaires

La législation, elle aussi, allait contribuer à l'emballement des prix. En 1985, les socialistes allaient décréter la libéralisation des loyers, il est vrai jusqu'à l'extrême, mais ils s'abstenaient de réintégrer les multiples appartements que les propriétaires s'abstenaient de louer faute de rentabilité suffisante. Une mesure

jugée indispensable par les autorités dans ce pays où le marché de la location est particulièrement étroit : 75 % des familles espagnoles sont propriétaires de leur logement, le taux le plus élevé de la Communauté.

De généreux dégrèvements fiscaux à la construction – y compris pour la seconde résidence – achevèrent d'enflammer le monde de l'immobilier. Une telle spirale des prix – qui a toutefois commencé à se tasser depuis le printemps 1990 – a provoqué de sérieuses distorsions, la structure de la demande et celle de l'offre étant loin de coïncider.

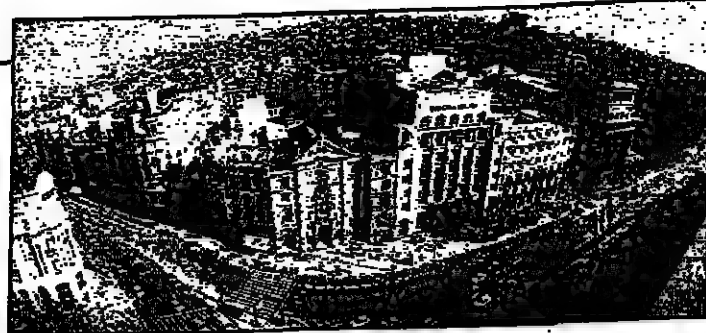
« Il existe tout un segment de population jeune qui ne peut se permettre de dépenser plus de 10 millions de pesetas pour acheter un logement, alors qu'à ce prix-là on ne trouve plus rien dans le centre de Madrid », souligne M. Julio Rodríguez, président de la Banque hypothécaire, équivalent espagnol du Crédit foncier français. Les entrepreneurs, eux, construisent des logements de 25 millions de pesetas au moins : au vu du prix du terrain, c'est le seul à partir duquel la construction est désormais rentable à Madrid.

Face à ce phénomène, le gou-

vernement a longtemps paru manquer de réflexes. D'autant que la complexe répartition des compétences dans ce domaine entre autorités nationales, régionales et municipales rendait plus difficile une stratégie cohérente des autorités. N'ayant d'yeux que pour la relance, les responsables économiques ne voulaient pas brider un secteur de la construction qui faisait figure de véritable « moteur » du boom. Pionniers de leur dogme tout neuf de « non-intervention » sur le marché, les « socialistes-libéraux » espagnols donnèrent longtemps l'impression de se contenter de laisser faire.

Aujourd'hui toutefois, ils ont commencé à réagir. Une nouvelle législation plus sévère vise à empêcher que l'immobilier ne continue à constituer un véritable « paradis fiscal » pour les fraudeurs de haut vol. L'offre de logements subventionnés par les pouvoirs publics a augmenté afin de répondre à la demande insatisfaite des segments les plus modestes. Mais tous ceux qui ont été contraints d'abandonner Madrid pour s'installer dans les cités-dortoirs de la périphérie risquent de considérer que ces mesures viennent un peu tard.

Th. M.



En 1992, Madrid sera consacrée à sa rivale de toujours, Barcelone,

Dieu sait si la movida madrilène a fait parler d'elle dans toute la péninsule ibérique et au-delà des Pyrénées. Au début des années 80, comme pour rattraper quarante ans de glaciation franquiste, la capitale espagnole suivait des cours du soir accélérés. Une débauche de musiques de toutes sortes, une floraison de journaux et de revues, une frénésie de spectacles et d'expositions accompagnaient la foule qui déambulait dans les rues jusqu'au milieu de la nuit, débordait largement des trottoirs et assiégeait les boîtes de nuit. Pour elle, rien n'était assez extravagant, coloré, pétillant. La municipalité accompagnait volontiers cette effervescence, et l'on se souvient encore du choc de la nuit des churros offert, plaza Mayor, pour 7 000 personnes, par le maire de l'époque, Tierno Galván. L'ivresse est maintenant retombée. C'est l'heure, disent les grinchus, de la gueule de bois.

« Avec la movida, explique Alejandro Masso, qui signe de nombreuses musiques de films – récemment celle d'*Eldorado* de Carlos Saura – on a voulu retrouver l'ambiance bohème du début de ce siècle. Ce fut, en réalité, la revanche – avec la bénédiction des autorités officielles – d'une certaine marge, l'exaltation d'un monde qui aime choquer gratuitement, porte au pinacle l'esthétique homosexuelle de Pedro Almodovar, et fait de Bibi Andersen, cet énorme travesti, son acteur fétiche. Mais aujourd'hui, le soufflé retombe. Je dois reconnaître que des personnalités apparues à cette époque sont restées, des metteurs en scène comme Almodovar, Fernando Colomo (Tigres en papier) ou Fernando Trueba (le Réve du singe fou), des comédiens comme Antonio Resines, ou des couturiers comme Sybilla. » Si les embouteillages inextinguibles ont repris le dessus et si les journaux parlent plus des récents scandales politico-financiers que des dernières excentricités d'Alaska, la travagante chanteuse mexicaine, la calle Huertas est toujours aussi animée.

Sur la route de La Corogne, les bandes de *pijos* – la jeunesse dorée – s'entassent dans les boîtes à la mode, Oh! et Four Roses, aussi intimes que des porte-avions, ou traînent du côté du stade Bernabeu. Les rockers se retrouvent au King Creole, et les *macarras* venus de la périphérie déambulent entre Gran Vía et Malasana. « La movida, c'était l'innovation à tous les coins de rue et surtout le plaisir pur de s'éclater, explique cependant cet étudiant nostalgique d'une époque déjà mythique. Aujourd'hui, on se contente de consommer, d'étaler son fric et, quand on en a les moyens, de rouler les mécaniques en Golf GTI. Pour être dans le vent, il faut faire des études d'économie ou fréquenter une école de commerce. Surtout pas afficher des états d'âme ou des convictions politiques. »

Une devanture brillante et factice

Pourtant, déterminante ou superficielle, la movida n'est pas apparue ex abrupto, dans un paysage culturel lunaire. Tapies représentait l'Espagne à la Biennale de Venise et José Luis Alonso – qui vient de disparaître – montait Brocht, Pinter et O'Neil au Théâtre national. « Il faut relativiser les choses, ajoute Javier Pradera, responsable d'une revue. Claves, née dans l'orbite du tout-puissant quotidien *El País*, l'émotion culturelle dont on a tant parlé au début des années 80 n'est pas née de rien. Depuis le milieu des années 60, le franquisme était idéologiquement mort et une nouvelle génération de créateurs avait pris la relève dans toutes les disciplines. C'était très sensible à Barcelone, ouverte sur le reste de l'Europe, proche de la frontière, où l'on respirait mieux qu'à Madrid, siège de la dictature. Quand les socialistes sont arrivés au pouvoir, la nouveauté, ce fut une offre massive de spectacles, d'expositions et de concerts, en grande partie soutenue par la municipalité. Le public madrilène a répondu avec enthousiasme à ces propositions. »

C'est aussi le constat d'Alfredo Bryce Echenique, écrivain péruvien installé depuis un quart de siècle en Europe et qui, après de longs séjours à Paris, Montpellier et Barcelone, vit maintenant à Madrid. « Depuis la démocrati-

tion, explique-t-il, Barcelone, qui était le centre culturel du pays, consacre une énergie considérable à se regarder le nombril et à rechercher ses racines. Le catalan est une merveilleuse musique, mais le catalanisme est une maladie infantile dont la Catalogne guérira un jour. En attendant, la scène madrilène a changé. Cette ville de bureaucrates, à la bourgeoisie compassée, s'est ouverte : nouvelles générations, nouveaux habitants venus de tout le pays, nouveaux talents, fixés ici parce que cette capitale austère est désormais un carrefour. Je pense à ces écrivains – José María Guelbenzu, Luis Landero ou Pedro Zarrabuki – souvent édités à Barcelone, mais qui préfèrent vivre ici. Les pouvoirs publics ont accompagné cette mutation par des investissements importants : Madrid est aussi la vitrine de l'Espagne démocratique. C'est même son principal handicap : n'être qu'une devanture brillante et factice de la vie urbaine. »

Une vie urbaine qui se repaît, plus qu'aillères, de rumeurs et de rancœurs : un célèbre académicien, que l'on dit partout défiguré après une sauvage agression nocturne, sirote, le profil intact, son café à une terrasse de la Castellana. L'adaptation cinématographique d'un roman érotique – *Los Edoes de Lulu* – écrit par Almudena Grandes, trente ans, ex-pensionnaire du Sacré-Cœur, fait couler beaucoup de salive. Angela Molina, la comédienne découverte par Bunuel, aurait refusé le rôle principal. Très à la mode aussi, le colloque et la conférence – « A Madrid, dit-on souvent, si vous ne donnez pas une conférence à 7 heures du soir, c'est qu'on vous la donne. »

Le monde artistique bouge

Le Cercle des beaux-arts, naguère endormi, est très actif dans ce domaine. On y organise aussi des expositions (de photos notamment). Des artistes y donnent des cours informels à des élèves qu'ils ont choisis sur dossier. La mode, celle des couturiers, est de nouveau présente, après une longue éclipse. Jesús del Pozo est une sorte de Jean-Paul Gaultier en moins fâché. Paul Gaultier, vingt-six ans, est la parfaite Madrilène des années 90 : son père est argentin, sa mère polonaise, elle est née à New-York. Elle emprunte, dit-elle, les couleurs de ses vêtements à Velázquez et à Murillo. Il faut encore citer Agata Ruiz de la Prada qui est la seule à pouvoir porter ses créations excentriques. Les autres couturiers habitent la nouvelle bourgeoisie qui hante les vernissages.

Si, il y a vingt ans, l'Espagne ne comptait dans l'art contemporain que par ses illustres exilés, de Picasso à Chillida en passant par Joan Miró, Antonio Saura et Eduardo Arroyo, le monde artistique s'est mis à bouger de plus en plus vite au rythme du marché international. La rénovation du Prado est achevée. La villa Hermosa, en travaux, doit accueillir la collection Thyssen. Quant aux galeries, elles se multiplient. Les plus anciennes sont toujours établies du côté de Salamanca, d'autres ont franchi la Castellana pour gagner la calle Barquillo, et se rapprocher du Centre Reina Sofía (lire page 17) qui ouvre ses portes progressivement en proposant une série d'expositions. Celles-ci culmineront au début du mois de janvier avec la préfiguration d'un musée d'art contemporain déjà contesté. Enfin, la capitale espagnole est le siège d'une foire annuelle, ARCO, dont l'ambition est de concurrencer ses rivales européennes (lire page 16) et de puissantes fondations privées aux collections aussi riches que des musées.

Si les arts plastiques sont florissants, le cinéma n'est pas au mieux de sa forme, en dépit du succès de Pedro Almodovar qui s'exporte plutôt bien. Certes, on peut désormais voir, à Madrid, tous les films en version originale, de Godard à Peter Greenaway. Mais ces films ne restent pas très longtemps à l'affiche des complexes où ils sont programmés, l'Alphaville ou le Renouir. En dix ans, la moitié des cinémas madrilènes ont fermé leurs portes. Le marché de la vidéo en pleine expansion rareté des recettes déjà maigres. Les déclarations du ministre de la culture, Jorge Semprun, annonçant une refonte complète du système des subventions a provoqué une belle

La vitrine du renouveau

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

de l'Europe

A suivre.

Les Jeux Olympiques de Barcelone. L'Exposition Universelle de Séville. Le V Centenaire de la Découverte de l'Amérique. Et Madrid, Capitale Culturelle de l'Europe. 1992 sera "l'Année de l'Espagne". Mais Telefónica travaille pour bien plus qu'une année.

Telefónica
Au delà de 92

501 من الاموال

MADRID

La vitrine du nouveau espagnol

capitale culturelle de l'Europe, un prix de consolation à l'heure accueillera les Jeux olympiques et Séville l'Exposition universelle

émotion. « Jorge Semprun prétend sortir le cinéma espagnol de l'assistanat, soutient Agustín Almodóvar, frère de Pedro et responsable de sa maison de production, El Deseo. Mais Semprun ne connaît rien à l'industrie cinématographique, qui est très fragile. La solution, ce n'est pas de couper les crédits. Il faut, en revanche, normaliser une profession qui ne connaît pas de règles. Traquer la fraude qui sévit dans le monde de la vidéo et au niveau des guichets : 20 % à 30 % des places ne sont jamais déclarées. L'émergence d'un cinéma indépendant passe par la conquête des salles. » En dépit de ce pessimisme partagé par beaucoup, le ministre de la culture entend bien que Madrid soit demain l'une des capitales du cinéma européen. Il a le projet d'élever une « Cité du cinéma » aux portes de la ville, avec école, plateaux de tournages et laboratoires.

Festival d'automne

Le monde du théâtre est plus gâté. Un véritable plan d'urgence a permis la rénovation d'une vingtaine de salles madrilènes, privées comme publiques. Et l'Opéra - le Théâtre royal - devenu un simple auditorium sous Franco - va retrouver sa vocation originelle. Le Théâtre classique, destiné au répertoire du Siècle d'or espagnol, trop rarement joué, a été créé dans les années 80, avec un énorme succès. Le Festival d'automne, inspiré de celui de Paris, associe théâtre, danse et musique. Avant de diriger le Théâtre de l'Europe à Paris, Luis Pasqual a été, pendant six ans, à la tête du Théâtre national de Madrid. « Dans cette ville, raconte-t-il, il y a toujours eu une tradition théâtrale. Et un public. Les amateurs de zarzuelas, ces comédies musicales espagnoles, les provinciaux qui, passant par la

capitale, viennent voir une pièce de boulevard et, naguère, ceux qui communiaient avec les symboles d'une résistance à la dictature. Ces publics ont changé et se sont rejoints. Les troupes sont devenues plus professionnelles, les textes se sont améliorés. On s'est mis à aller au théâtre pour le plaisir d'aller au théâtre, rassuré par de grands textes joués sans arrière-pensées, et non plus pour manifester son hostilité au régime. Mais, comme dans toute l'Europe, on assiste à un certain épuisement du répertoire. Les nouveaux auteurs manquent et les textes contemporains font un peu peur. »

Explosion libératoire

Pourtant, deux œuvres de Koltès ont été montées, il y a quatre mois, au Théâtre national. Et surtout les grandes compagnies internationales ont intégré Madrid et Barcelone dans leurs tournées européennes. La venue du Mahabharata de Peter Brook a été un événement. Comme celle de Merce Cunningham. « La movida, explique Luis Pasqual, c'était l'explosion de la vie nocturne dans une ville qui a déjà un très fort penchant pour ce mode d'activité, une explosion libératoire après quarante ans de frugalité. Mais aussi une époque où l'on travaillait beaucoup, sans fatigue. Aujourd'hui, les acteurs de la movida se sont calmés. Pour des raisons biologiques d'abord. Ils avaient trente ans. Ils en ont dix de plus. C'est très visible dans le monde du théâtre où l'on ressent plus qu'ailleurs cette lassitude, un besoin de retrouver une réalité sociale et politique. On est en train de passer, ici, de l'excitation à la réalité. Nous vivons le moment douloureux où nous comprenons que si la démocratie est la moins mauvais des systèmes, c'est aussi un mot qui ne résout pas

tout. » Le développement rapide de Madrid réclame, en particulier, des solutions urgentes. Mais ces solutions passent souvent par un grand « dessein ». En 1992, Barcelone accueillera les Jeux olympiques, et Séville, une Exposition universelle. Madrid n'a décroché qu'un prix de consolation : elle sera, cette année-là, la capitale culturelle de l'Europe.

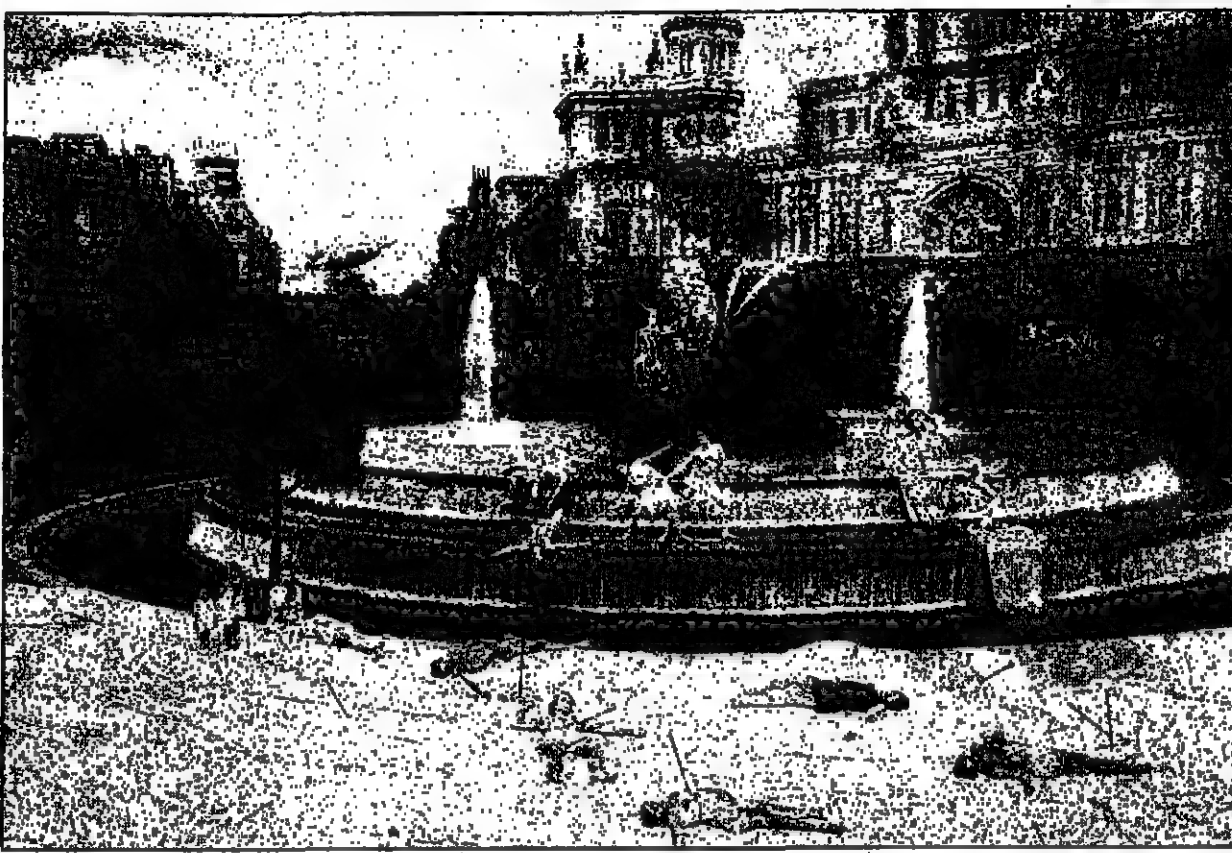
EMMANUEL DE ROUX



Le cinéaste Pedro Almodóvar et une de ses actrices, Carmen Maura.



CARLOS MUNDO-VASLE



Soirées branchées pour la jeunesse dorée. Aujourd'hui, l'ivresse est retombée.

La place Cibeles vue par Ouka-Léa. Les arts plastiques sont florissants.

ICI MADRID CARREFOUR DES EVENEMENTS



CAMPO DE LAS NACIONES

Un Palais des Congrès est en construction dans le complexe du Champ des Nations, d'une surface de 32.000 m², muni d'un grand auditorium pour une capacité maximum de 2.500 places; un magnifique complexe

hôtelier; un terrain de golf; une salle omnisports; des lacs et des rivières navigables... Le tout dans le meilleur des cadres, parfaitement desservi par le centre de Madrid.

Par sa situation privilégiée, ses immeubles de bureaux, ses magasins, ses salles d'exposition, son parking, etc., le Champ des Nations constitue un point de rencontre parfait.

Dans le but de contribuer au succès de Madrid en tant que Capitale Culturelle de 1992, L'Entreprisa Municipal de la Gare Sud des Cars a été chargée d'un projet municipal destiné à améliorer les accès à la Capitale.

La nouvelle Gare Sud des Autocars va être construite sur une surface de 250.000 m², pourvue des meilleures communications, entourée d'un grand centre commercial, d'immeubles de bureaux et de bâtiments industriels.

Les travaux de construction vont être assurés par l'Entreprisa FERROVIAL, tandis que les bureaux ont été commandés à des entreprises garantissant leur qualité, telles que:

ESTACION SUR DE AUTOBUSES
FOCSA INMOBILIARIA, S. A.,
REINHOLD, S. A., INDOCASA, S. A.

Oficina de Congresos
* Madrid Convention Bureau

Le Bureau des Congrès de Madrid est un organisme officiel de la Mairie de Madrid. Il se trouve à votre disposition pour garantir les succès de votre réunion.

Si vous voulez connaître toutes les possibilités que vous offre Madrid, demandez gratuitement notre "Nouveau Guide des Congrès".

Je souhaite recevoir gratuitement un exemplaire du nouveau "Guide des Congrès".

Nom _____

Entreprise _____

Poste _____ Tél. _____

Rue _____

Ville _____ Pays _____

OFICINA DE CONGRESOS DE MADRID
(BUREAU DE CONGRES)
C/Mayor, 69
28013 MADRID
Téno : 588.29.00
Fax : 588.29.30

Ayuntamiento de Madrid



PARCELLE	UTILISATION	SURFACE	SURFACE DE CONSTRUCTION	ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
N° 1	Bureaux	5.080 m ²	17.522 m ²	FERROVIAL, S. A. VALLERMOSO, S. A.
N° 2	Centre International du Commerce	10.160 m ²	35.044 m ²	IBERVIAL, S. A. VALLERMOSO, S. A. CONSTRUCCIONES Y CONTRATAS, S. A. CORPORACION DE OBRAS INTERNACIONALES, S. A.
N° 3	Bureaux	5.080 m ²	17.522 m ²	FERROVIAL, S. A. VALLERMOSO, S. A.
N° 4	Dotations et Services municipaux	2.418 m ²	8.340 m ²	DESPROSA
N° 5	Palais des Congrès	9.490 m ²	32.733 m ²	Dessiné par Boffil
N° 6	Hôtels Solitel et Novotel	9.490 m ²	32.733 m ²	ACCOR, S. A. S. A. E. SERES
N° 7	Bureaux de Marques et dépôts	2.418 m ²	8.340 m ²	
N° 8 y 9	Bureaux	3.540 m ²	14.446 m ²	SSM NACIONES, S. A.
PARC		220 Ha.	—	—
TERRAIN DE GOLF		59 Ha.	—	DESPROSA

MADRID



Le peintre Miquel Barceló, comme beaucoup de ses confrères, s'est installé à Paris.

Des arts florissants

Madrid est devenue un carrefour artistique européen et la capitale culturelle du pays

FONDÉE par Juana de Aizpuru il y a dix ans, la Foire internationale d'art contemporain (ARCO) est aujourd'hui dirigée par Rosina Gomez Baeza : « ARCO a d'abord un aspect pédagogique. Elle a donné au grand public espagnol l'occasion de découvrir le monde de l'art contemporain, en particulier celui des avant-gardes, expliquée-t-elle. Les gens se sont familiarisés avec les œuvres. Ensuite, elle a favorisé l'émergence d'un marché national et multiplié le nombre des collectionneurs. »

En février 1991, la Foire se tiendra pour la dernière fois dans les pavillons de l'IFEMA, à la Casa de Campo. Elle s'installera ultérieurement dans le nouveau Parc des expositions, près de l'aéroport international de Barajas. L'année dernière, elle a accueilli 220 galeries – dont 62 espagnoles – de 25 pays différents, 140 000 personnes l'ont visitée. Le montant des transactions s'est élevé, officiellement, à 4 500 millions de pesetas (environ 240 millions de francs). Mais, fait-on remarquer à Paris, à Cologne ou à Bâle, cette manifestation « privée », « commerciale », est largement « dopée » par les autorités espagnoles qui inter-

viennent financièrement pour « offrir » à telle ou telle prestigieuse galerie le voyage, voire la location du stand.

Ce sont, en réalité, les grandes fondations privées qui ont été, dans le domaine des arts plastiques, les véritables pédagogues de toute l'Espagne. La plus ancienne d'entre elles, la Fondation Juan March, a été créée en 1935. Elle occupe un bloc de marbre de six étages, au coin de Castello et de Padilla. Dans son vestibule trône la statue de son fondateur, Juan March, qui réalisa une bonne partie de son énorme fortune sous Franco. Grâce à lui furent exposés, à Madrid, les classiques du vingtième siècle. La Fondation a ouvert des centres d'art contemporain à Palma-de-Majorque et à Grenade et possède une collection d'un millier de pièces. La Caixa de pensiones et la Caja de ahorros y pensiones, deux énormes mastodontes financiers, viennent de fusionner. Tous deux gèrent d'innombrables institutions culturelles (musées, bibliothèques, maisons de la culture, festivals de musique).

Liens privilégiés avec New-York

A Madrid, la Caixa possède un vaste hall d'exposition sur Serrano. Maria Corral, une puissante à Madrid, est directrice des expositions : « Ces fondations ont remplacé les institutions étatiques déclinées, la lourdeur administrative en moins, estime-t-elle. De Duchamp à Morandi, nous avons décliné tous les aspects de l'histoire de l'art contemporain, en choisissant des chemins un peu parallèles, en insistant sur ceux qui ont changé notre vision de l'art. Fontana ou Morandi, plutôt que sur ceux qui ont opéré les grandes ruptures. Un organisme privé comme le nôtre peut se montrer plus audacieux qu'une institution officielle. Nous avons privilégié Gorky plutôt que Rothko, Duchamp plutôt que Pollock. »

Maria Corral souligne les liens privilégiés que Madrid entretient avec New-York : « Pendant la dictature,

nous étions au ban de l'Europe, affirme-t-elle. Les artistes ont donc naturellement regardé de l'autre côté de l'Atlantique et nous nous sommes aperçus qu'à New-York on ne nous considérait pas comme des peijerres : en 1960, le Musée Guggenheim et le Musée d'art moderne ont consacré deux rétrospectives à l'art espagnol contemporain. Depuis que Madrid est véritablement devenue la capitale culturelle de toute l'Espagne, on y retrouve une atmosphère, un esprit, une circulation des personnes qui, toutes proportions gardées, sont proches de New-York. » Mais la Caixa ne se contente pas d'organiser des expositions. Elle s'est donné les moyens – un million et demi de dollars par an – d'acquérir une collection qui prétend être la première d'Espagne.

A partir des années 80, grâce à Carmen Jimenez, le ministre de la culture s'est engagé à son tour dans une grande politique d'expositions, à commencer par les principales figures de l'art espagnol : Miro, Tàpies, Chillida, Saura. La movida contribua à exalter (superficiellement) les arts plastiques. « Un jeune de dix-huit ans, à cette époque, voulait soit faire du rock, soit de la peinture, explique Juan Manuel Bonet, écrivain et critique à ABC. Les passerelles entre les deux mondes étaient pourtant étroites. Broto a dû réaliser une ou deux pochettes de disque. Certains ont collaboré à la Luna de Madrid, une revue grand format sur papier journal. Mais, curieusement, la plupart des artistes qui ont connu le succès à cette époque sont maintenant installés à Paris. C'est le cas de Miquel Barceló, Dario Basso, Antonio Tócorral, José Broto, José Maria Sicilia ou Carmen Calvo, qui y ont rejoint des tempéraments aussi différents qu'Antonio Saura et Eduardo Arroyo. Et presque tous se sont engagés dans des voies – du néo-expressionnisme italien au néo-expressionnisme allemand – qui les mènent loin de leur héritage espagnol. »

E. de R.



La Foire internationale d'art contemporain (ARCO) a permis l'émergence d'un marché national et multiplié le nombre des collectionneurs.



La Caixa de pensiones est un puissant mécène qui gère d'innombrables institutions culturelles.

L'ALBUM 90

UN VAGUE SOUVENIR !



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

Le Monde
PLANTU

La sélection
de ses
meilleurs dessins

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 50 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 55 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75501 Paris cedex 15 - France.

1/2 1/2

صكرا سا الاميل

MADRID

Le Centre Reina-Sofia raconte une histoire différente

Le nouveau musée d'art contemporain, qui ouvrira définitivement ses portes en 1992, propose déjà au public des expositions et prépare une nouvelle lecture de l'art du vingtième siècle

MADRID s'est doté, en 1986, d'une sorte de Centre Pompidou, mais ici, pas de tubulures multicolores ou de matériaux transparents. Les murs de granit approchent les deux mètres d'épaisseur : le bâtiment est un ancien hôpital du dix-huitième siècle, dont l'architecture a non seulement été respectée, mais aussi exaltée par Antonio Fernandez Alba, un ancien membre du groupe El Paso. Les cloisons abattues ont permis de dégager des salles immenses, voûtées, percées de fenêtres régulières, particulièrement propices à l'art contemporain. Aujourd'hui, sa transformation est achevée sous la direction de Tomas Llorens.

Ses cinq niveaux vont s'ouvrir au public, les uns après les autres, au gré d'expositions nouvelles : l'art italien du vingtième siècle (le 31 octobre), Tâpies (le 7 novembre), Giacometti (le 14 novembre), une biennale de la vidéo (le 12 décembre), les chefs-d'œuvre du Guggenheim (le 17 janvier), la bibliothèque et le centre de documentation (cinquante mille volumes sur l'art contemporain) seront accessibles à partir du 23 novembre. Le 23 janvier, enfin, une préfiguration de la collection permanente sera accrochée. Le musée d'art contemporain devrait ouvrir définitivement ses portes en 1992.

La très riche dation Miro

L'histoire de ce musée est pleine d'ambiguïtés. Un musée espagnol d'art contemporain fut en effet créé vers 1890. Section du Prado, à l'origine, il acquit vite une autonomie de droit, mais fut promue de bâtiment en bâtiments. Un an avant sa mort, en 1974, Franco inaugura, près de la Cité universitaire, un édifice spécifique qui contenait trois mille pièces, dont trois mille peintures. Parmi celles-ci, il faut bien le dire, peu d'œuvres remarquables. Quelques Picasso (une *Dame en bleu* de 1901) et des natures mortes des années 40), trois Juan Gris, une série de Dali précoces et des peintres espagnols, comme Solana, qui ne se reliaient pas à la modernité. C'est mince pour présenter au Centre Reina-Sofia un panorama du vingtième siècle. On peut ajouter à ce modeste noyau les tableaux de notre siècle déposés au Prado. C'est-à-dire, outre deux toiles cubistes de Juan Gris et deux importants Miro, l'énorme *Guernica*, de Picasso, une composition chargée d'un poids symbolique très lourd, actuellement exposée dans une



uns regrettent que la plupart des pièces amassées dans l'ancien musée d'art contemporain - « indicatrices d'une tendance non négligeable de l'histoire de l'art espagnol » - soient éliminées du Reina-Sofia, cet accrochage demeure une énigme pour la plupart des Madrileños.

Négation de la vision linéaire

Deux séries d'expositions doivent montrer : d'une part, une Espagne qui s'ouvre à l'art international, avec des artistes qui travaillent à l'étranger ; et de l'autre, des artistes isolés (comme Solana) qui ont travaillé en marge de la modernité. Mais le projet de Tomas Llorens est plus ambitieux. D'abord, il voudrait que le Centre Reina-Sofia soit une base qui puisse nourrir le renouveau des arts plastiques en Espagne. Il aimerait ensuite que ce musée soit l'occasion d'une relecture de l'histoire de l'art du vingtième siècle : « Il y a une histoire canonique de cet épisode, estime-t-il. La MOMA de New-York l'a parfaitement décodée. C'est une vision chronologique où chaque moment s'enchaîne, où les avant-gardes se succèdent harmonieusement, de l'impressionnisme au cubisme, le surréalisme, etc. Mais on peut aussi considérer que cette succession est pleine de trous. On doit classer Klee et Giacometti ? Maxson n'est-il que le précurseur de Gorky, Pollock et Rothko ? Quelle est la place de sculpteurs comme Lipchitz, Laurens et Gonzalez ? L'œuvre de Picasso est la négation de cette vision linéaire. Les élites ont parfois une grande hypocrisie - le dadaïsme, par exemple - il faut savoir les oublier et regarder les œuvres elles-mêmes. On peut essayer de raconter une histoire différente. C'est celle-là que j'ai envie de raconter. »

E. de R.

annexe du musée. Pour Alfonso Perez Sánchez, directeur du Prado, « ce déplacement ne peut être qu'une décision politique, puisqu'il a expressément été légué par le peintre au musée, et qu'il n'est physiquement à Madrid que depuis le retour de la démocratie ». Mais le Reina-Sofia pourra récupérer la très riche dation Miro (35 peintures, 50 sculptures, plus de 300 gravures et une trentaine de gouaches et aquarelles). Il pourra également compter sur une bonne partie de l'héritage Dali. Mais tout cet ensemble ne suffit pas à faire un musée cohérent. Aussi, depuis deux ans, Tomas Llorens s'est-il lancé dans une politique d'achats très éclectique.

« Nous avons voulu mettre en relation le surréalisme espagnol - Dali, Miró - et notre peinture d'après-guerre, indique Tomas Llorens. Renforcer notre fond de peinture non ibérique. Mais après 1965, nous ne pouvons pas montrer de collection cohérente. Pourtant, pour bien montrer notre projet, nous exposons dès le 31 octobre trois œuvres récentes de trois artistes de générations différentes : Barnett Newman, Richard Serra et Anish Kapoor. » Pour ces achats, il dispose de 580 millions de pesetas (environ 32 millions de francs), le budget global du Reina-Sofia étant de l'ordre de 3 500 millions de pesetas (environ 190 millions de francs). Si quelques-

La collection Cambo au Prado

Le 9 octobre dernier, « les reyes de Espana » sont venus inaugurer l'exposition Cambo : 2 salles du Musée du Prado, 80 tableaux, une accumulation de chefs-d'œuvre réunis en moins de dix-sept ans par Francisco Cambo, juriste et homme politique. C'est en visitant le Prado que ce dernier décida de consacrer une partie de son importante fortune à combler les « trous » des collections nationales.

Entre 1920 et 1937, il multiplia les achats de pièces de tout premier plan : des primitifs italiens - une superbe *Annonciation* du Maître de la Madone de Cini - quatre Botticelli, une femme à sa toilette du Titien, un portrait du Tintoret, une version du *Charlatan* et du *Menuet*, de Giandomenico Tiepolo, plusieurs natures mortes de Zuberan, une curieuse allégorie de Goya, un pastel de Quentin Latour, un formidable portrait de Fragonard, l'Abbé de Saint-Nor. Il faudrait citer aussi les noms de Rubens, Cranach ou du Gréco dont des toiles figurent également dans la collection Cambo.

Pendant la guerre civile, une partie de ces œuvres furent sai-

sies par le gouvernement légal, les autres restèrent en Suisse, certaines suivirent leur propriétaire à Buenos-Aires où il mourut en 1947. Après des difficultés sans nombre, la collection fut finalement répartie entre Barcelone et Madrid, deux tableaux restant entre les mains des héritiers de Francisco Cambo. C'est donc pour la première fois qu'elle est rassemblée, dans son intégralité, dans un seul lieu.

Tableaux dans les réserves

Mais cette exposition repose le problème de l'avenir du Prado. Le réaménagement du musée est pratiquement achevé, après quinze ans de travaux. Le nouvel accrochage est plus aéré, comme le veulent les canons de la muséologie contemporaine. Aussi un nombre non négligeable de tableaux, naguère exposés, se trouvent actuellement dans les réserves du musée : « Nous ne pouvons présenter que 30 Ribera sur les 50 que nous possédons, affirme le directeur du Prado, Alfonso Perez Sanchez. Et nous ne dis-

posons plus d'espaces pour les grandes expositions temporaires. » En effet, la ville Hermosa, de l'autre côté de la Castellana, qui accueillait les grandes rétrospectives - Goya, Velasquez - organisées par le musée avec un énorme succès, est aujourd'hui en travaux, pour y loger la collection Thyssen. Celle-ci est prête pour dix ans à l'Espagne. Et certains se demandent aujourd'hui s'il est sage d'investir des sommes aussi importantes dans la transformation d'un bâtiment, alors que personne ne sait si le prêt du milliardaire helvétique pourra, un jour, se transformer en don. « On dépense des millions de pesetas pour montrer des tableaux qui vont rester chez nous quelques années, estime cette personnalité proche du ministère de la culture. Pendant ce temps-là, on retire des salles du Prado quantité d'œuvres pour des raisons de place. » On repart donc de l'extension du Prado (au Musée de l'armée, tout proche, ou au ministère de l'Agriculture). Mais les investissements culturels de l'Etat, déjà lourds, ne sont pas extensibles.

E. de R.

Le Monde NUMERO SPECIAL

MUTATIONS A L'EST

Pologne
Hongrie
RDA
Tchécoslovaquie
Bulgarie
Roumanie
Albanie

En moins d'une année les pays du pacte de Varsovie ont connu plus de bouleversements qu'en deux décennies d'immobilité forcée.

Parce que ces bouleversements ne se limitent pas à la chute du mur de Berlin et à la réunification allemande, le Monde procède à une analyse détaillée des mutations à l'Est, par pays : Pologne, Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie et Albanie.

Le Monde retrace les grandes journées de lutte des populations pour la démocratie ; il rappelle les liens historiques de ces pays avec l'URSS ; il dresse un panorama économique, politique et social, et analyse les principaux faits de société de ces nations en mouvement.

« Mutations à l'Est », un numéro spécial du Monde avec des chiffres récents, des cartes, des chronologies par pays des événements des deux dernières années, des reportages, des analyses et des commentaires de ses envoyés spéciaux et de ses correspondants.

132 PAGES - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : MUTATIONS A L'EST

NOM : _____ PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
 PAYS : _____
 FRANCE (métropole uniquement) : _____ Nombre d'ex. : _____ x 35 F (hors taxes) = _____ F.
 DOMINION ÉTRANGÈRE : _____ Nombre d'ex. : _____ x 40 F (hors taxes) = _____ F.
 Bulletin et règlement à retourner à : _____
 Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguère, 75001 Paris cedex 15 - France LMI/4

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT :

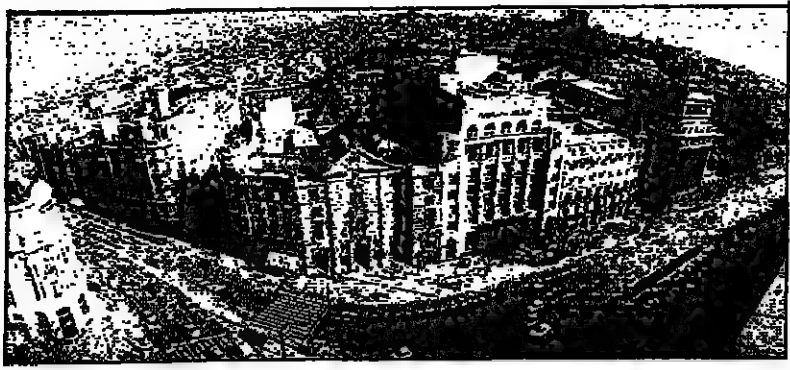
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4344



MADRID

D'autres trésors à exploiter

Dans un marché de plus en plus sophistiqué, comment mettre en valeur le riche héritage du passé pour devenir une étape obligée du tourisme haut de gamme

DANS le livre Guinness des records, il figure au titre de « plus vieux restaurant du monde » Le diplomate trône d'ailleurs en bonne place, parmi d'autres, à l'entrée de l'établissement : Sobrino de Botín (le neveu de Botín) au 17 de la calle de Cuchilleros (couteillers), dans le vieux Madrid. Une maison fondée en 1725, où les muletiers et les marchands s'arrêtaient pour déguster les cochons de lait et les agneaux grillés comme aujourd'hui encore. Le jour à bois date de cette année-là.

Un art de l'accueil

Depuis lors, la boutique n'a jamais fermé, à l'exception d'une année, en 1936, pendant la guerre civile. Les propriétaires se sont succédés dans cette *posada* depuis son créateur, un Français qui a donné son nom à cette gargote où on ne prétend pas faire de la grande cuisine, comme le souligne humblement José González Gozalbo, lequel entend maintenant sans tapage une tradition on ne peut mieux établie. Il se demande même si Guinness n'a pas un peu exagéré. Qu'à cela ne tienne. Sobrino de Botín ne court plus depuis longtemps après les titres !

A l'inverse, chez Principe y Serano, tout le chemin reste à faire. Le registre n'est pas le même. C'est celui de la cuisine de qualité que veut défendre ce haut lieu de la gastronomie madrilène créé il y a seulement deux ans. Son chef, Antonio Ortega, sera en janvier prochain un candidat sérieux au Bocuse d'or, qui se déroulera à Lyon.

Du fond de son assiette, mais pas uniquement, faut-il le préciser, Madrid apparaît enracinée dans un passé solide dont témoigne la

richesse de sa culture et tournée vers un avenir dont les contours sont en gestation. Madrid veut donner pleinement ce qu'elle a à offrir pour devenir non seulement un pôle économique mais aussi une étape touristique obligée, avec tout ce que cela comporte comme prolongements à un héritage capable d'attirer les curieux du Prado et du Rastro.

Pour ce faire la direction générale du tourisme vient de créer un organisme - TurMadrid - dont la raison d'être est de promouvoir un tourisme de qualité en incitant les autorités à développer les atouts d'une ville qui a besoin d'équipements collectifs lui permettant de capter une clientèle d'affaires qui lui échappe encore. « Un art de l'accueil » que M^{me} Marta Gutiérrez Reson veut voir se traduire à ce niveau.

Allier travail et loisirs

La Communauté de Madrid dispose d'une capacité hôtelière de bonne qualité et suffisante, puisqu'elle offre près de 50 000 places, dont le taux d'occupation en 1989 n'a été que de 62,3 %. Comme le précise M^{me} Françoise Butscher, directrice à TurMadrid, la capitale espagnole n'est que la quatrième en Europe pour les congrès, conférences et autres colloques. Un secteur à développer, d'autant que la Communauté de Madrid - un triangle équilateral de 130 kilomètres de côté, d'une superficie de 8 000 kilomètres carrés - a plus qu'il ne faut pour divertir et attirer le businessman qui veut allier travail et loisirs.

Car Madrid est plus que Madrid. Elle est le centre géographique d'un royaume dont les responsables de la Communauté découvrent les joyaux. Des richesses de tous ordres qu'il

convient désormais d'exploiter, d'autant que les côtes ibériques attirent beaucoup moins que par le passé les amateurs de *sol y playa*, parce que ces deux éléments ne suffisent plus aux touristes en quête d'un plus et surtout parce que le rapport qualité-prix est loin d'être aussi avantageux que par le passé. Depuis l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, le coût de la vie, dans de nombreux domaines, s'est aligné sur celui de ses partenaires.

Un carrefour de noctambules

Alors, il faut s'adapter aux nouvelles exigences d'un marché plus sophistiqué, de clients qui ne veulent plus bronzer idiots. La Communauté de Madrid vise le touriste d'un certain rang en vantant les mérites du golf de la Herreria, au pied de l'Escorial, en louant les charmes des nuits madrilènes, qui, comme chacun sait, se terminent très tard. Elles sont animées et embouteillées, ce qui réduit quelquefois les ardeurs de « fiesta ».

Ce n'est plus uniquement le flamenco mais des spectacles de qualité avec des artistes venus du monde entier et des endroits branchés comme le Teatrín, restaurant, bar, dancing, lieu de rencontre baroque moderne, conçu par Philippe Stark dans les locaux de l'ancien théâtre Beatriz. Un carrefour de noctambules venus respirer l'air d'une Espagne sortie de ses complexes, de son archaïsme, ayant perdu ses œillères.

Madrid : capitale à part entière, qui veut faire jeu égal avec ses concurrents européens, d'autant qu'elle en a les moyens potentiels, disent et redisent les responsables de la direction générale du tourisme.

Madrid ville ouverte, carrefour de la Méditerranée européenne, trait d'union avec l'Afrique, escale des Amériques et exemple d'une sortie des ténèbres caractérisée par la *movida*.

La cité de Philippe II a définitivement rompu avec une certaine frilosité. Elle offre ses charmes et ceux de sa communauté. Une constellation de châteaux, pas moins de sept itinéraires de balades à travers les sierras, de monastère en église, de jardin en pinède, de Guadajara à Guadarrama et au col de Navacerrada avec ses pistes de ski. En espérant que les bâtisseurs en tout genre ne gâchent pas davantage le paysage avec des chalets *ad hoc* qui fleurissent un peu partout, barrant l'horizon de cicatrices de brique.

Quatre siècles d'histoire

A tout seigneur tout honneur, l'Escorial, huitième merveille du monde, qui accueille un million de visiteurs chaque année dans ce quadrilatère imposant, austère qui ne comporte pas moins de trois mille fenêtres et mille deux cents portes. Panthéon de la royauté espagnole où reposent quatre siècles d'histoire de la monarchie, souverains d'un côté, reines de l'autre, dans des tombeaux massifs de 2 tonnes. Versailles espagnol du seizième siècle, le palais-monastère de San Lorenzo-del-Escorial est planté à flanc de montagne, à 50 kilomètres de Madrid, impénétrable et grave comme Philippe II qui l'a fait construire, en granit gris, et dont la forme rappellerait celle du gril sur lequel San Lorenzo est mort en martyr.

Plus contestable aux yeux des Espagnols est le monument élevé à la mémoire des victimes de la guerre

civile non loin de là, dans un site grandiose qui a été baptisé vallée de los Caídos (vallée des Morts). Des colonnes monolithes dressées de part et d'autre de la route d'accès donnent tout de suite le ton à ce témoignage controversé d'une page d'histoire douloureuse, que symbolise une croix géante de 125 mètres de long et de 46 mètres d'envergure. L'œuvre de Francisco Franco, qui y repose en compagnie du fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, dans une basilique souterraine gigantesque, est toujours considérée comme un héritage du franquisme, bien que 40 000 soldats des deux bords y reposent.

L'histoire proche ou passée n'est jamais loin en Espagne. Elle surgit partout au détour des montagnes, des routes, des rues. A Alcalá-de-Henares, ville industrielle proche de la capitale, rien a priori ne permet de penser que derrière les habitations d'une bourgade ordinaire se cachent des trésors architecturaux comme l'université ou des monastères que la fondation Colegio del Rey, dirigée par Angel González Villamayor, veut faire revivre. Celui-ci est fier de faire visiter la maison où Cervantes est né, le plus vieux hôpital d'Espagne, dans lequel ignace de Loyola a exercé des talents peu connus de cuisinier bien avant de fonder l'ordre des jésuites, et la grande rue, autrefois peuplée de juifs avant leur expulsion d'Espagne en 1492. Pour M. Villamayor, Alcalá-de-Henares est l'exemple même d'un passé enfoui qu'il est temps de faire resurgir pour les besoins d'une industrie touristique culturelle. Il ne manque pas de projets d'ailleurs, notamment dans le domaine archéologique.

Rien de tel à Chinchón, où les touristes se pressent sur la plaza Mayor tous les étés pour assister aux courses

de taureaux ou déambuler dans les ruelles pittoresques de cette paisible cité à l'origine de la découverte de la quinine parce qu'un jour la comtesse des lieux avait fait tomber sa fièvre grâce à un remède fabriqué à partir d'écorce de quinquina. Aujourd'hui, la célébrité de Chinchón est due surtout à la fabrication d'eaux-de-vie et d'anisette.

L'anneau du Tage

De Chinchón à Aranjuez, il n'y a que quelques encablures pour se perdre dans « l'oasis de la Castille ». Ville royale tournée vers son château et son patrimoine culturel, auquel un plan de revitalisation entend donner un essor nouveau afin d'attirer ceux qui veulent fuir les chaleurs de la capitale pour glisser au fil des eaux vertes du Tage comme le faisaient naguère les monarques. Un musée d'ailleurs une variété de *palmas*, dont une, cadeau vénitien à Philippe V, qui n'a jamais pu prendre l'eau en raison de la lourdeur des décorations de bois sculpté et doré.

De là, on peut pousser jusqu'à Tolède toute voisine, blottie dans une boucle du Tage. Ce serait se priver d'un plaisir que de s'arrêter aux limites de la Communauté de Madrid et ne pas découvrir la ville du Greco, à 70 kilomètres de la capitale. Pourquoi aussi ne pas s'évader vers Ségovie et Avila, voisines également. C'est dire à quel point Madrid est plus que Madrid. Qu'il faut franchir ses limites étroites pour en faire une conquête totale et donner une respiration profonde à cette ville qui a redécouvert sa joie d'exister.

MICHEL BOLE-RICHARD



La réponse espagnole
au défi des télécommunications

AMPER GROUP
INTERNATIONAL DIVISION
MARIA DE MOLINA, 37-BIS - 28002 MADRID (SPAIN)
TEL. 34-1-563 03 82 - FAX 262 49 70

VOS PROJETS SONT LES NOTRES

Quand il y a le désir de réussir quelque chose, le Banco Hipotecario est là. Nous offrons notre expérience. Nous créons des services. Nous mettons toutes nos ressources à votre disposition. C'est pour quoi nous menons le secteur de l'immobilier depuis plus d'un siècle. Nous offrons toute une gamme de crédits pour construire, restaurer ou agrandir. Nous laissons des projets de nos clients, les nôtres.



BANCOHIPOTECARIO
La Nueva Banca Pública

SERVICIOS CENTRALES
Paseo de Recoletos, 10 y 12
Tel. (91) 575 46 00
Fax. (91) 435 30 29
28001 MADRID
ESPAÑA

صندوق الاستثمار

POLITIQUE

Renonçant à la présidence du Parti républicain

M. Léotard veut prendre une longueur d'avance dans la course aux « primaires » présidentielles

Dans une lettre aux militants de son parti, en date du 24 octobre, M. François Léotard annonce son intention de ne pas briguer un nouveau mandat de président lors de la prochaine réunion du conseil national du Parti républicain, le 24 novembre, à Cannes. Le maire de Fréjus entend « se consacrer à d'autres tâches » et propose pour sa succession M. Gérard Longuet. Dans un entretien publié vendredi par le *Figaro*, M. Longuet indique que, personnellement, il ne souhaitait pas cette décision de M. Léotard, mais qu'il accepte de prendre la tête d'une « liste d'union » afin de maintenir le PR « au plus haut niveau d'efficacité ». Quant à l'attitude de son parti vis-à-vis du Front national, le secrétaire général du PR se montre plus circonspect, précisant qu'il « est responsable d'un parti politique, non d'une école de pensée ». M. Michel Noir s'est félicité, jeudi, de la démarche de M. Léotard, qui pourra contribuer, estime-t-il, « à définir la nouvelle donne nécessaire au véritable renouveau de la vie politique ».

Huit ans, ça suffit ! Etrange clin d'œil de l'histoire : promu, le 25 septembre 1982, par la volonté de M. Valéry Giscard d'Estaing, à la tête du Parti républicain, M. Léotard abandonne son poste à cause de M. Giscard d'Estaing... Ce raccourci n'explique évidemment pas toute la profondeur des états d'âme du député du Var, mais l'emprise de plus en plus forte de l'ancien président de la République sur l'opposition n'a sans doute pas peu contribué, même s'il doit s'en défendre, à pousser M. Léotard à ce choix.

Le plus surprenant, c'est que, au fond, cette décision ne surprend pas. Depuis à peu près deux ans, ce n'était en effet un secret pour personne que le rôle de chef de parti ne passionnait plus vraiment M. Léotard. Certains, même, allaient jusqu'à prétendre que c'était la politique tout court qui commençait à l'ennuyer et qu'il serait bien capable, du jour au lendemain, de quitter la scène. L'intéressé n'en faisait pas mystère. Il lui arrivait de rappeler, par boutade, que son rêve d'enfant était de devenir gardien de phare... Plus sérieusement, il confiait sa passion pour les joies et les mystères de l'écriture, laissant entendre que cette quête-là pourrait bien, un

jour, remplir sa vie. Citant volontiers le mot d'un de ses amis : « C'est avec les jeunes Turcs qu'on fait les vieux... », il aimait à dire qu'il voulait « rester disponible pour d'autres chemins que ceux qu'il empruntait aujourd'hui » (1).

En novembre 1988, quand il avait réclamé le fauteuil tout neuf de président du PR pour abandonner son siège de secrétaire général à son ami Longuet, son souci de se décharger des contingences subalternes, inhérentes à la marche d'une formation politique, était évident. On le vit de moins en moins au parti, de plus en plus dans son « antenne » particulière, rue du Faubourg-Saint-Honoré, entouré d'experts de tous ordres. Vint, l'année suivante, l'ambère déception de son échec face à M. Charles Millon pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Choc doublement rude, car, pour la première fois, il pouvait mesurer la rançune de M. Giscard d'Estaing après les déclarations de M. Léotard minimisant sa performance aux élections européennes de juin. Pour la première fois, aussi, il avait la révélation d'une évidence trop souvent oubliée dans le cénacle : une stratégie de communication, si performante soit-elle, ne fait pas une politique.

Désert et vraies rencontres

Au début de cette année, l'aventure de la Force unie, avec M. Michel Noir, n'aurait été qu'un trimestre. Le couple Giscard d'Estaing-Chirac montant en première ligne, M. Léotard ne pouvait qu'assister, impuissant, à la victoire de ses idées et se mordre les doigts d'avoir trop vite quitté, un an auparavant, les sentiers peu battus des rénovateurs.

Le politique a rejoint, le psychologue. Souvent spectateur de lui-même sur une scène jugée désormais trop étroite et trop maladroite pour capter les Français, M. Léotard pouvait être conduit par ses déceptions des deux dernières années à cette sorte de réaction. « Il n'y a que dans le désert que l'on fait les vraies rencontres, confiait-il en août dernier (2). Je peux passer, désir trop fréquent, deux ou trois jours sans politique. Je n'ai pas mis tous mes œufs dans le même panier. Cela m'est impossible. Quand je regarde les autres, les Chirac, les Giscard, je vois qu'ils n'enlèvent pas une minute de leur vie à la politique. Moi, si, mais je ne peux pas faire autrement ».

Faut-il, pour autant, être dupe du vague à l'âme de M. Léotard, que l'on aurait grand tort de croire candide ou imprévoyant ? Avoir-il réellement le choix ? Après avoir

beaucoup servi le Parti républicain, devenu la deuxième force de l'opposition, mais s'en être, aussi, beaucoup servi, sa position de chef de parti ne lui procurait plus un point de plus dans des sondages devenus, depuis un certain temps, moins confortables. Au contraire, vu l'état d'esprit de l'opinion, cette tâche-là, pensent ses proches, serait plutôt devenue un handicap. S'il consent encore à être un homme politique, M. Léotard veut se débarrasser au plus vite du costume élimé de l'homme d'appareil, emmêlé dans les fils de la politique à la petite semaine.

Liberté de parole

M. Léotard espère retrouver une liberté de parole et d'action pleine et entière. Par rapport au Front national, d'abord : depuis des mois, le maire de Fréjus tient vis-à-vis de l'extrême droite un discours sans ambiguïté, réitéré d'ailleurs dans sa lettre aux militants, quand il les convie « à tracer entre les dirigeants d'extrême droite et eux la frontière nécessaire, sans laquelle la confusion l'emporterait » ; or, cette attitude est loin de faire la majorité au sein du PR. Par rapport à l'opposition, ensuite, prise dans le carcan de l'Union pour la France : en abandonnant la présidence du PR, M. Léotard quitte son siège au bureau politique de l'UDF et au bureau national de l'UPF ; il tente, ainsi, de se dégarer du piège actionné au-dessus de lui par MM. Giscard d'Estaing et Chirac.

Cette initiative inhabituelle pour un homme politique présente des risques. « Au mieux, avouait un de ses lieutenants, c'est une démarche balladurienne, peut-être barbare. J'espère qu'elle ne sera pas joberiste... » M. Léotard va se replier davantage rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il s'est désigné pour succéder M. Longuet, de préférence au numéro deux actuel du parti, M. Alain Madelin. Pas de surprise. L'élection de M. Longuet à la présidence paraît acquise d'avance. Quels seront, une fois qu'il sera installé, ses rapports avec M. Léotard ? Bien qu'il ne semble guère dépourvu de moyens, M. Léotard aurait obtenu, en échange, de pouvoir toujours compter sur la caisse du PR, précaution qui relativise l'aventure.

M. Léotard n'a pas, d'autre part, distendu ses liens avec M. Michel Noir et les promoteurs ambitieux de la défunte Force unie. De ces contacts pourraient bientôt naître un club de pensée, une revue visant à resserrer rapidement les contacts entre les acteurs d'une même génération, mus par les mêmes valeurs. Le combat contre le Front national pourrait servir de piste de décollage... Au bout du compte, cette opération personnelle de M. Léotard pourrait, à l'avenir, apparaître comme la première étape d'une candidature automatique au premier tour des « primaires », dans l'opposition, pour l'élection présidentielle. Question de temps, de persévérance, mais, aussi, de résistance. Plutôt que de garder un parti, M. Léotard a choisi de monter sa propre « écurie », à l'américaine. Une révolution sur le circuit politique français ?

DANIEL CARTON

- (1) A mots découverts, entretien avec François Léotard, novembre 1987 (*Grasset*).
- (2) Entretien au *Nouvel Observateur* du 2 août 1990.

□ Légions d'honneur à l'Elysée. — M. François Mitterrand a remis, jeudi 25 octobre, la grande-croix de la Légion d'honneur à M. Jules Roy. M. François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel, a été fait grand officier de la Légion d'honneur ; notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française, officier ; M^{me} Eve Ruggieri et M. Pascal Lamy, directeur du cabinet de M. Delors, chevaliers.



M. Joxe à Bastia, Sartène et Ajaccio

Le nouveau statut de la Corse se rapprochera de celui des territoires d'outre-mer

M. Pierre Joxe espère faire adopter par le Parlement, avant la fin de l'année, un nouveau statut de la Corse. Si le projet qu'il va présenter, mercredi 31 octobre, au conseil des ministres, est approuvé, l'île ne sera plus une « région » sur le modèle de celles du continent, mais une « collectivité territoriale », d'un genre unique, dotée d'institutions se rapprochant de celles des territoires d'outre-mer. Cette réforme n'entrainera en application qu'après les élections régionales de mars 1992, mais, avant celles-ci, le ministre de l'Intérieur propose que soient entièrement refondues les listes électorales, opération qui devrait empêcher de nombreux non résidents de continuer à voter dans l'île. C'est cet aspect du projet qui, pour l'heure, nourrit le plus de commentaires. Au cours d'un voyage sur place, jeudi 25 octobre, M. Joxe a pu constater que son programme ne provoque pas de réelle opposition.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Une fois encore, ils ont été sous le charme. M. Pierre Joxe s'est tellement pris de passion pour la Corse, il donne à ce point l'impression d'avoir parfaitement intégré les spécificités de la mentalité insulaire, qu'à chacun de ses voyages les élus de l'île, même ceux qui pourraient être, ou qui sont, ses adversaires, sortent enchantés des multiples entretiens qu'il leur accorde. L'homme qui, à Paris, a la réputation justifiée de ne pas ménager ses opposants, découvre les vertus de la conciliation dès qu'il survole la Méditerranée. Il doit y prendre grand plaisir, puisqu'il a déjà fait dix-huit fois le voyage depuis sa première nomination au ministère de l'Intérieur.

Le charme a encore joué, jeudi 25 octobre. Pourtant, cette fois, ce que M. Joxe est venu vendre aux élus Corse est presque révolutionnaire. Il leur a proposé un nouveau statut de l'île qui reconnaît à ce point sa spécificité que son caractère dérogatoire du droit commun soulève quelques difficultés constitutionnelles. Le premier statut particulier, celui de

Gaston Defferre en 1982, n'avait fait, pour l'essentiel, que prendre un peu d'avance sur la transformation de toutes les régions métropolitaines en collectivités territoriales de plein exercice. Cette fois, le ministre de l'Intérieur va bien au-delà, puisque ce qu'il propose s'apparente, sur bien des points, à la situation institutionnelle des territoires d'outre-mer.

La Corse serait administrée par un « conseil exécutif » de sept membres disposant de réels moyens d'action puisque les offices spécialisés, créés depuis quelques années dans l'île, deviendraient des établissements publics régionaux présidés par des membres de cet exécutif. Celui-ci serait responsable devant une assemblée délibérante de 51 élus (au lieu de 61 à l'heure actuelle), qui pourrait donc le renverser ; mais pour éviter l'instabilité, la « motion de censure » devrait, sur le modèle allemand, indiquer la composition de l'exécutif de remplacement. Le président de ce conseil serait différent de celui de cette assemblée. Celle-ci serait élue par un scrutin de liste proportionnelle à deux tours, avec une « prime » de 6 élus pour celle arrivée en tête ; pour obtenir des élus, il faudrait avoir recueilli au moins 5 % des voix au tour décisif, mais dans l'état actuel du projet, toutes les listes, quel que soit leur résultat au premier tour pourraient fusionner avant le second.

La chasse aux électeurs fantômes

Le plus « révolutionnaire » n'est pourtant pas là. Pour éviter que tous les Corses du continent ne votent dans leur village d'origine, M. Joxe avait proposé à l'automne 1988 que l'on ne puisse voter que là où l'on réside. Il y a renoncé. Mais dans son projet, un autre biais devrait permettre d'aboutir à un résultat assez proche. Avant les prochaines élections régionales, les listes électorales seront entièrement refondues. C'est-à-dire que les listes actuelles seraient annulées, et que tous les électeurs seraient contraints de faire une demande d'inscription sur celles de leur commune. Or le ministre de l'Intérieur compte bien, à cette occasion, faire strictement appliquer la jurisprudence actuelle qui précise que le seul fait de posséder un bien en indivision dans une commune ne suffit pas pour avoir le droit d'y voter.

La « pilule » pourrait être dure à avaler pour des élus habitués à vivre sur un confortable matelas

d'électeurs aussi disciplinés qu'éloignés. Mais M. Joxe a su habilement jouer de la soif de rénovation quasi générale en Corse. Il est vrai qu'il s'efforce d'amadouer des dirigeants qui pourraient être réticents. Venu en Corse officiellement pour inaugurer un terrain de sport à Sartène, il a commencé par faire un saut à Bastia dans le seul but de rencontrer les trois parlementaires de Haute-Corse, alors qu'il sait qu'il n'a rien à attendre d'au moins deux d'entre eux : MM. François Giacobbi, sénateur MRG, et Emile Zuccarelli, député MRG. Puis il fit un détour en hélicoptère, simplement pour aller chercher chez lui M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR et actuel président de l'assemblée de Corse, avant de le convier à déjeuner, dans un village de montagne, avec les deux autres parlementaires de Corse-du-Sud.

La discussion, cette fois, fut fructueuse : à la sortie du repas, le « renard argenté » reconnaissait qu'il ne pouvait soulever une « question préjudicielle » devant le projet du ministre, puisque « nous sommes tous d'accord sur l'incertitude de la situation actuelle ». Il se félicitait même du système électoral projeté, et des moyens retenus pour renforcer « la stabilité et la cohérence de l'exécutif ». Mais il continuait à s'inquiéter pour « l'unité de la République », car il reconnaît que son île doit être « une région française à statut dérogatoire », il ne veut rien qui puisse inciter d'autres autonomistes à s'inspirer du modèle corse. C'est pourquoi, comme tous ceux qui s'opposent à cette réforme par crainte des conséquences de l'autonomie, il n'accepte pas la reconnaissance de la spécificité du « peuple corse » qui figure dans l'article premier de l'avant-projet.

Cette notion n'a d'ailleurs pas été admise par le Conseil d'Etat, qui a examiné ce texte jeudi. M. Joxe, au cours d'une entretient avec la presse, a reconnu que « tous les avis sont utiles, y compris ceux du Conseil d'Etat. J'en tiendrai compte, comme de toutes les consultations que j'ai eues ici ». Le ministre a un week-end pour réfléchir, avant de mettre la dernière main au projet qui doit être présenté au conseil des ministres du mercredi 31 octobre. Le débat sur une expression sans valeur normative, aussi riche de symbole soit-elle, va-t-il prendre le pas sur la discussion d'une profonde réforme institutionnelle et électorale ?

THIERRY BRÉHIER

Les élus du Vaucluse se mobilisent pour le maintien des missiles du plateau d'Albion

Réunis autour de M. Pierre Boyer, maire (PS) d'Apt et vice-président du conseil général du Vaucluse, une cinquantaine de maires de communes voisines du plateau d'Albion, où sont entreposés depuis 1972 dix-huit missiles nucléaires, ont décidé de créer une coordination pour obtenir le maintien du groupement stratégique dont la modernisation, après l'an 2000, est en discussion au sein du gouvernement.

Le problème du remplacement, ou non, du plateau d'Albion est au centre des travaux de révision de la programmation militaire entrepris au ministère de la Défense, à la demande du chef de l'Etat (le *Monde* des 17, 21-22 et 24 octobre).

M. Boyer a annoncé qu'il doit être reçu le 8 novembre par M. Jean-Pierre Chevènement, et le lendemain par M. Michel Rocard. Il a précisé qu'aucune décision, à sa connaissance, n'avait été prise sur le sort final du plateau d'Albion et qu'une modification, si elle devait être arrêtée, du dispositif nucléaire français ne pourrait intervenir avant l'horizon 2000.



Le projet de loi sur l'administration territoriale

M. Perben (RPR) dénonce les « dérives » du ministre de l'Intérieur

M. Dominique Perben, député RPR de Saône-et-Loire et maire de Chalon-sur-Saône, président de l'ANDL (Association nationale pour la démocratie locale) qui succède à l'ANELARS (Association nationale des élus locaux adhérents du Rassemblement — pour la République — et sympathisants), a dénoncé, jeudi 25 octobre, les « dérives préoccupantes » contenues, selon lui, dans le projet de loi de M. Pierre Joxe sur l'administration territoriale. Pour le président de l'ANDL, le texte va aboutir à faire naître des « degrés supplémentaires » d'administration avec les communautés de communes et les associations de régions. Il s'agit là, a-t-il dit, de « péchés contre l'esprit ».

Après avoir fait part de sa « crainte profonde » d'un alourdissement de la fiscalité locale en raison, notamment, de la création de

communautés de communes et de communautés de villes, M. Perben a dénoncé la remise en question des libertés communales à laquelle aboutirait le dispositif de regroupement des communes prévu par le projet. L'un des effets du dispositif consisterait, a-t-il expliqué, à priver les petites communes de tout pouvoir de décision autonome.

M. Perben considère qu'il est « symptomatique » de prévoir que le droit des minorités doit être respecté. Mais il voit surtout un « risque » de contestation du système représentatif dans les modalités d'organisation des référendums locaux, dès lors que l'initiative revient aux « battus » du suffrage universel. D'autre part, le maire de Chalon-sur-Saône a jugé que ce n'est pas à l'Etat, « qui en faisait tellement moins, de dire que les régions n'en font pas assez » pour les lycées.

Les soixante-quatorze ans de M. Mitterrand

M. François Mitterrand a fêté, vendredi 26 octobre, son soixante-quatrième anniversaire, le dixième depuis son arrivée à l'Elysée, le 10 mai 1981. Sur ce point, M. Mitterrand se retrouve « à égalité » avec le général de Gaulle. Né un 22 novembre et élu à la présidence de la République le 21 décembre 1958, Charles de Gaulle avait quitté l'Elysée le 28 avril 1969. Il détenait jusqu'à aujourd'hui ce « record ».



سكنا من الامل

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 8

22 Éducation : les lycéens restent mobilisés.
- M. Jospin satisfait de la rentrée universitaire.

23 Cinéma : « Le Château de ma mère », d'Yves Robert.
- Un grand musée pour les arts d'Afrique et d'Océanie.

24 Théâtre : « Platonov » au Théâtre de la Ville.
25 Le championnat du monde d'échecs.

Les polémiques provoquées par l'affaire Doucé

Vérités et mensonges aux RG

Soupçonné d'être impliqué dans la disparition du pasteur Doucé, l'inspecteur Dufourg contre-attaque en lançant des accusations infondées

Il y avait une affaire Doucé, il y avait maintenant deux affaires Arpaillange et Guilhaume. La première passe au second plan, bien qu'il y ait là, tout de même, des faits, irréfutables : intimidations, violences et menaces policières, enlèvement par des individus se présentant comme des policiers et, sans aucun doute, aujourd'hui, mort d'homme. En revanche, les secondes occupent médias et parlementaires, bien que, jusqu'à preuve du contraire, elles ne reposent que sur des déclarations tardives de deux policiers des Renseignements généraux - les inspecteurs Jean-Marc Dufourg et Gilles Azéma - dont on verra qu'ils ont menti, de bout en bout, à leur hiérarchie comme à la justice, sur leur rôle dans la disparition, voire la mort, de Joseph Doucé, pasteur déchu et militant homosexuel.

Et c'est ainsi que, sans aucune enquête ni vérification, sans aucune réserve sur l'authenticité de la vie privée, la calomnie et la diffamation, que contient cette rumeur pour ceux qu'elle atteint, il se dit et s'écrit que des responsables policiers ont ordonné « de recruter un jeune homosexuel chargé d'offrir ses charmes et de compromettre deux personnalités », en l'occurrence l'ancien garde des sceaux et l'actuel PDG d'Antenne 2 et FR3. La contre-attaque de l'inspecteur principal Dufourg et de son avocat M. Jacques Vergès a donc apparemment réussi. Soupçonné, depuis le jeudi 13 septembre, par la police judiciaire et le juge d'instruction d'être directement impliqué dans la disparition du pasteur, M. Dufourg s'est brusquement soulevé, le 27 septembre, sur procès-verbal dans les locaux de la brigade criminelle, puis le 20 octobre dans les colonnes du *Figaro*, et, enfin, le 22 octobre devant les caméras du journal d'Antenne 2, des séquences missions que lui auraient confiées ses chefs.

De deux choses l'une. Ou ce que dit le policier est vrai, et, dans ce cas, il s'agit d'un des plus graves scandales policiers de ces vingt dernières années qui appelle d'énergiques sanctions et démissions. Ou ce qu'il dit est faux, et, dans ce cas, il s'agit d'une pure stratégie de la provocation, réminiscente peu glorieuse de la « stratégie de rupture » hier prônée, pour des causes autrement courageuses, par M. Vergès. Aussi, avant de passer au troisième, le service de renseignements - et ce fut le cas lors de l'affaire Greenpeace - la vérité est a priori insaisissable : cloisonnement, intoxication et manipulation y sont la règle, les traces écrites manquent, la moindre curiosité excessive de tel ou tel fonctionnaire peut se retourner contre lui si, d'aventure, il risque d'avoir à s'expliquer devant un magistrat sur le fond du dossier.

Après avoir rencontré les uns et les autres, aux RG comme à la PJ, à la préfecture de police comme au ministère de l'Intérieur, après avoir lu les

rapports rédigés par quelques-uns des acteurs de l'affaire Doucé, il est néanmoins permis d'avancer les quatre informations suivantes :

- Dans l'affaire Doucé, les quatre policiers du « groupe Azéma » des RG parisiens n'ont cessé de mentir, et cette succession de mensonges en fait toujours les principaux suspects de l'enquête en cours ;

- Les affirmations de l'inspecteur Dufourg sur les pièges sexuels tendus à des personnalités ne sont corroborées par aucun fait précis et, à l'exception de son collègue Azéma, aucune source policière ne les confirme ;

- Il y a bien eu des enquêtes des RG concernant les activités de M. Guilhaume, l'entourage de M. Arpaillange et la secrétaire d'un avocat marseillais, dont l'inspecteur Dufourg n'eut pas la charge et à partir desquelles il brode ;

- Une dérive des RG dans une recherche du renseignement « opérationnel », où la fin justifie les moyens au mépris de la déontologie, est sensible, prouvée par un cambriolage des locaux de SOS-Racisme (fin janvier 1987), sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, et poursuivie par certains des responsables nommés après mai 1988.

Les mensonges du groupe Azéma

L'affaire Doucé commence, pour les RG de la préfecture de police de Paris, le 1^{er} juin dernier. Ce jour-là, le commissaire Denis Tromeur, responsable de la cinquième section, chargée de la presse, remet à M. Claude Bardon, le « patron » du service, une note « verte » faisant état de soupçons de pédophilie, de trafic d'enfants et de photos de mineurs autour du Centre du Christ libérateur animé par Joseph Doucé. Soucieux de savoir à quel s'en tenir avant d'alerter la police judiciaire, M. Bardon décide de confier une mission conjointe à la cinquième section et au groupe d'enquêtes et de recherches (GER), dirigé par le commissaire Didier Adam. « La mission ne suppose aucune prise de contact mais au contraire d'être discret », expliquera ce dernier aux enquêteurs de l'IGPN. La section presse fera des photographies, puis le GER construira des écoutes téléphoniques « administratives » (non contrôlées par un juge) sur les objectifs qu'elle lui indiquera.

Au sein du GER, M. Adam désigne pour cette tâche le groupe de M. Gilles Azéma, qui n'existe que depuis la fin avril, quand les trente-sept fonctionnaires du GER, hier répartis en trois groupes, ont été versés aux huit groupes de taille plus réduite. Constitué par cooptation, le « groupe Azéma » ne comprend, outre son chef, que trois autres policiers, tous originaires du Sud-Ouest : les inspecteurs principaux Jean-Marc Dufourg et Eric Didier, l'enquêteur principal Pascal Passamonti. Du 8 juin au 10 juillet, Azéma prend ses contacts annuels. Aux réunions des chefs de groupe du GER, tous les mardis à 10 heures, autour de M. Bardon, Dufourg le remplace, étant le plus ancien dans le grade le plus élevé. Le groupe est théoriquement occupé par un affaire de stupéfiants. Le dossier « pédophilie » n'avance guère et, assure un témoin, « même lorsqu'il est indirectement interrogé sur son avancement, Dufourg ne nous fait part d'aucun élément nouveau ».

Fin juin, Dufourg annonce cependant qu'il a trouvé un « agent », un

informaticien pédophile, assure-t-il, qui pourrait s'infiltrer dans l'association du pasteur Doucé. On lui donne un nom de code : « Athénée ». A ce stade, et durant trois mois, Dufourg n'est pas tenu de dire à ses chefs la véritable identité de cet informaticien. Suivront deux « notes de contact » où l'inspecteur fera part de « l'excellente collaboration » d'Athénée, sans plus de précisions. Absent du 4 au 18 juillet, le chef du GER, le commissaire Adam rentre le 19 juillet à Paris. On ne lui signale « aucun fait saillant » et on ne lui fait « aucun compte rendu particulier ». Le soir même, le pasteur est emmené de chez lui par deux hommes se présentant comme des policiers.

Ce n'est que le 24 juillet que la nouvelle de la disparition parvient aux chefs des RG parisiens. Deux jours plus tard, le 26, le chef du nouveau cabinet de délégation judiciaire, chargé d'éclaircir cette disparition, contacte le GER : le compagnon du pasteur, M. Guy Bondar, fait état de pressions de policiers des RG. Le 19 juillet, ceux-ci auraient fait du tapage à la porte de leur domicile. Interrogé, Dufourg affirme à son chef qu'avec Didier et Passamonti, il se trouvait, pour une autre affaire, au bout de la rue du domicile du pasteur quand il a vu des individus qui faisaient du scandale. Il se serait alors précipité mais serait arrivé en même temps qu'un car de police secours. Interrogés dans les locaux de la brigade criminelle, à laquelle l'enquête est désormais confiée, Dufourg et Passamonti - l'inspecteur Didier est en vacances - finissent par craquer : le tapage, c'était eux, mais il mettait leur comportement sur le compte de l'alcool.

L'agent Athénée

Non seulement ils n'ont jamais signalé l'incident à leur hiérarchie mais, de plus, ils ont obtenu de l'équipage de police secours qu'il ne fasse pas de rapport. A l'issue de leur garde à vue, les deux policiers sont relâchés, le 28 juillet. Interrogé par la hiérarchie, le chef de groupe Azéma assure que ses hommes ne sont pour rien dans la disparition du pasteur : le soir du 19 juillet, avec Dufourg et Passamonti, tous trois, jure-t-il, étaient « en planque » à Saint-Maur pour une affaire de stupéfiants. Pour M. Bardon, il y a donc un « verrou Azéma », ce fonctionnaire étant a priori de confiance.

Ce verrou va sauter début octobre. Le 13 septembre, Dufourg et Passamonti sont confondus sur un second mensonge. Athénée s'est de lui-même signalé. Il n'est ni homosexuel ni pédophile mais bien informaticien et se nomme Pierre Didier. Dans la nuit du 3 au 4 juillet, l'inspecteur Dufourg, pour impressionner et le forcer à collaborer, n'a pas hésité à tirer une balle dans la porte de son appartement, à Sévres. Un rapport des RG locaux avait déjà fait état de l'incident sur la foi des confidences de l'informaticien qui, affolé, avait fait une tentative de suicide. Mais M. Bardon assure ne pas l'avoir reçu

tandis que la direction centrale des RG affirme qu'il est bien parvenu aux RG parisiens.

Dufourg et Passamonti sont dès lors inculpés pour leurs méthodes qui, contrairement à ce qu'affirme aujourd'hui le premier, ne sont en rien des procédés « d'intimidation indirecte » couramment admis aux RG. Avant ce rebondissement, Dufourg, qui est officiellement en vacances à Biarritz, est en fait resté à Paris où il a pris contact avec M. Vergès. Entendu une nouvelle fois par la brigade criminelle le 27 septembre, il commence alors le grand déballage des missions que lui aurait confiées sa hiérarchie. Entendu à son tour le 5 octobre, son chef, Gilles Azéma, tient brusquement le même discours. Désormais, pour la hiérarchie policière, il n'y a plus de doute : cette contre-attaque masque la complicité de Dufourg, Passamonti et Azéma dans l'affaire Doucé.

Car tous nos interlocuteurs s'accrochent à la mission confiée au « groupe Azéma » n'était ni urgente ni importante et elle ne s'inscrivait pas dans une vaste opération de déstabilisation de personnalités. Qu'en est-il exactement ? M. Arpaillange ? Les RG ont bien enquêté sur l'entourage de l'ancien garde des sceaux, en 1989, quand la présence à son cabinet d'une avocate, d'origine réunionnaise, ayant travaillé un temps aux cabinets de M. Vergès et Paul Lombard, suscita une certaine inquiétude. M. Guilhaume ? Les RG ont bien enquêté, début 1990, sur des sociétés commerciales où le PDG d'A2-FR3 avait des intérêts - une affaire d'ailleurs dévolue par le *Canard Enchaîné* - ainsi qu'en 1989 sur une rumeur qui faisait le tour des rédactions à propos du comportement privé de M. Guilhaume aux États-Unis. Un avocat marseillais ? Il y eut bien une enquête, finalement négative, sur la secrétaire d'un avocat soupçonné d'être impliquée dans une affaire de blanchiment d'argent.

Aucune de ces enquêtes, assurément, ne fut confiée à l'inspecteur Dufourg. Quant à la manipulation de prostituées, il y eut bien un cas récent : le recrutement d'une prostituée - nom de code : « Junon » - pour infiltrer une secte luciférienne, quand cette piste fut évoquée dans l'affaire de Carpentras, parce que des rites de passage particuliers seraient exigés dans ce milieu. La révélation de cette pratique n'en suscite pas moins des questions sur la dérive des RG. Tout comme la confirmation d'un cambriolage, fin janvier 1987, après l'affaire Malik Ouselle, dans les locaux de SOS-Racisme, qui permit d'amener à la direction centrale des RG deux sacs poubelles de documents.

En ce sens, bien qu'apparemment infondées, les accusations de l'inspecteur Dufourg, tout comme son propre comportement, dévoilent un climat, des pratiques, des excès que les responsables des RG n'ont pas su prévenir ni décoder, quand, pour certains, ils ne les ont pas encouragés.

EDWY FLEMER
Lire également, page 22, le « Journal d'un amateur » de Philippe Boucher

Les députés socialistes empêchent la création d'une commission d'enquête

La polémique sur la disparition du pasteur Doucé et le rôle des renseignements généraux a rebondi, jeudi 24 octobre, à l'Assemblée nationale. Le matin, la commission des lois, saisie d'une proposition de résolution déposée par le groupe RPR tendant à la création d'une commission d'enquête sur la fonctionnement des renseignements généraux, a, en estimant qu'il n'y avait pas lieu de débiter sur cette question, adopté une question préalable. Cette décision a suscité l'indignation des députés RPR, qui sont venus protester en séance publique en prenant à partie M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, dont le budget était au même moment soumis à la représentation nationale.

Le règlement de l'Assemblée nationale est formel : aucune commission d'enquête parlementaire ne peut être mise en discussion lorsque « la garde des sceaux fait connaître que des poursuites judiciaires sont en cours sur les faits ayant motivé le dépôt de la proposition ». C'est sur cet article 141-2 du règlement que le rapporteur de la commission des lois, M. François Massot (PS), s'est appuyé, pour juger irrecevable la proposition déposée par trois députés RPR, MM. Jean-Louis Debré, Jacques Toubon et Henri Cuq, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des renseignements généraux.

La « guillotine » de l'article 141

Soulignant, dans l'exposé des motifs, que les trois députés avaient fait explicitement référence à « l'enquête liée à la disparition du pasteur Doucé », M. Massot a observé que l'article 141 du règlement s'appliquait puisque le garde des sceaux avait fait savoir au président de l'Assemblée nationale que deux informations judiciaires avaient été ouvertes sur ces faits, par les procureurs de la République, de Paris et de Nanterre. Les rédacteurs de la proposition de résolution soulignent, en effet, dans leur exposé des motifs, que « l'on peut légitimement s'étonner de voir des policiers chargés d'assurer des tâches relevant de la police administrative s'occuper d'une affaire de meurtre qui relève de notre droit, de la compétence exclusive de la police judiciaire ». Ils estiment que cette absence de contrôle du pouvoir judiciaire sur des policiers « constitue une atteinte grave aux principes fondamentaux de notre droit ».

Mais la « guillotine » juridique que constitue l'article 141 n'avait pas échappé aux trois députés RPR qui avaient précisé que cette commission de contrôle n'avait pas

pour but « d'enquêter directement sur les responsabilités liées à l'affaire Doucé ». Au cours du débat en commission, les députés de l'opposition, dont M. Henri Cuq, signataire du texte et ancien commissaire des RG, ont donc estimé qu'il était de « l'honneur du Parlement » de créer une commission d'enquête pour déterminer « si l'on assistait ou non à une déviation d'un service de police nationale ».

A ces arguments, le rapporteur de la proposition a opposé, et fait adopter, par la majorité des députés socialistes présents en commission, la « question préalable », selon laquelle il n'y a pas lieu de débiter sur le texte soumis. Le recours à cette procédure, qui constitue une première dans les annales de l'Assemblée nationale, a soulevé la colère des députés de l'opposition, puisqu'elle pourrait empêcher l'inscription du débat à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, en séance publique.

Saisissant l'occasion de multiples rappels au règlement, les députés sont donc venus protester violemment contre cette méthode en séance publique. M. Toubon a accusé la majorité socialiste « d'avoir voulu empêcher l'Assemblée d'évoquer le dévoiement des services de police au profit du pouvoir » tandis que M. Pascal Clément (UDF-PR) estimait que « le rôle du Parlement est de contrôler le gouvernement. Pour le Parti socialiste, c'est de le soutenir jusqu'à l'aveuglement : c'est une grave erreur ».

Le débat a dérapé lorsque M. François d'Aubert (UDF-PR) a évoqué l'entrevue accordée le matin même au *Figaro* par l'inspecteur des RG Jean-Marc Dufourg, principal protagoniste de l'affaire de la disparition du pasteur Doucé, dans lequel il met en cause l'ancien garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, et l'actuel président d'Antenne 2 et FR3, M. Philippe Guilhaume. M. d'Aubert a pris à partie le ministre de la culture, M. Jack Lang. L'évocation, par un député, de ces « révélations », a indigné M. Ségolène Royal (PS), qui a estimé que jeter ainsi la suspicion sur la moralité des responsables politiques « en rapportant des rapports de confident sans les avoir vérifiés » revenait à « faire le lit de Le Pen ».

Le précédent du Service d'action civique

M. Lang s'est, de son côté, étonné que des députés puissent s'appuyer ainsi sur les propos d'un inspecteur « inculpé, qui fait l'objet d'une enquête administrative, qui a été suspendu et doit prochainement comparaître devant un conseil de discipline », et il a qualifié « de champions toutes catégories dans l'art de la manipulation policière et de la domestication des médias » ceux qui, « sur le fondement d'articles de presse », mettent ainsi en cause plusieurs personnalités.

L'incident ne devrait pas en rester là. A la demande de l'opposition, la conférence des présidents, voire le bureau de l'Assemblée, seront saisis de la question de l'opportunité de la procédure utilisée en commission des lois. D'autant que l'interprétation faite par le rapporteur, M. Dolé, de l'article 141 du règlement n'a pas toujours été aussi stricte dans le passé. En juillet 1981, le groupe communiste avait déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les activités du Service d'action civique (SAC).

Cette proposition, qui avait été adoptée grâce au soutien des députés socialistes, faisait explicitement référence, dans son exposé des motifs, à la « tuerie d'Aurélien » pour justifier la commission d'enquête en estimant que ce fait divers posait « avec une force renouvelée la question de l'existence du SAC et de ses activités ». Or les faits relatifs à ce crime faisaient au même moment l'objet d'une information judiciaire...

Le groupe RPR, en outre, fait savoir, dans un communiqué diffusé jeudi après-midi, qu'il venait de déposer une proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle (et non plus d'enquête) sur le fonctionnement des RG.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le « suicide » d'une détenue à la maison d'arrêt de Saint-Etienne La mort par consentement mutuel

Joëlle Scortini avait tout prévu. Une lettre à son avocat pour avouer qu'elle allait « se donner la mort ». Des tranquillisants qu'elle amassait depuis plusieurs années, elle les avait donnés à son compagnon de cellule de la maison d'arrêt La Talaudière, à Saint-Etienne.

Mardi 24 octobre, au réveil, sa co-détenue l'a regardée prendre ses cachets, lui a passé une ceinture de poignet autour du cou qu'elle a serrée de toutes ses forces. Comme promis. Par amour pour cette jeune femme de trente

et un ans, inspectrice des PTT, que tout le monde disait « brillante », mais qui un soir de février 1989, avait fait supprimer son ex-mari pour obtenir la garde de son enfant.

Berthe Peire, quarante-deux ans, inculpée pour meurtre en février 1990, inquiétait les proches de Joëlle. L'administration pénitentiaire envisageait donc un transfert, et en avait averti la jeune femme. Joëlle n'en a pas voulu. Elle a préféré demander à son amie un dernier service.

NOTRE HISTOIRE

LES ÉVANGILES: REPORTAGE OU FICTION?

En 1988, le film de Scorsese *La dernière tentation de Christ* provoque des manifestations dans le monde entier : depuis 2000 ans, les Évangiles ne cessent de faire question...

- Où et quand sont nés ces quatre petits livres explosifs ?
- Pourquoi Jésus n'a-t-il rien écrit ?
- Qui se cache derrière les noms de Matthieu, Marc, Luc, Jean ?
- Faut-il accorder valeur historique à des comptes-rendus rédigés 50 ans après les événements ?
- Pourquoi des auteurs juifs écrivent-ils en grec ?

Une grande enquête de NOTRE HISTOIRE, réalisée avec des experts de niveau international. Nombreuses illustrations.

A ne pas manquer chez votre marchand de journaux : 35 F, dès le 28 octobre ou sur commande à NOTRE HISTOIRE, VPC, 163, bd Malesherbes 75017 Paris

LES ÉVANGILES: REPORTAGE OU FICTION?

En 1988, le film de Scorsese *La dernière tentation de Christ* provoque des manifestations dans le monde entier : depuis 2000 ans, les Évangiles ne cessent de faire question...

- Où et quand sont nés ces quatre petits livres explosifs ?
- Pourquoi Jésus n'a-t-il rien écrit ?
- Qui se cache derrière les noms de Matthieu, Marc, Luc, Jean ?
- Faut-il accorder valeur historique à des comptes-rendus rédigés 50 ans après les événements ?
- Pourquoi des auteurs juifs écrivent-ils en grec ?

Une grande enquête de NOTRE HISTOIRE, réalisée avec des experts de niveau international. Nombreuses illustrations.

SOCIÉTÉ

Malgré l'annonce de la création de nouveaux postes de surveillants

Les lycéens restent mobilisés

Les vacances de la Toussaint seront un test décisif pour le mouvement qui agit les lycéens depuis deux semaines. Les Parisiens devaient manifester, vendredi 26 octobre, de la place Saint-Michel à l'hôtel Matignon. Mais la province les a devancés : dans une quarantaine de villes, les élèves des lycées sont descendus en nombre dans la rue, jeudi 25 octobre.

Toutes les régions ont été touchées. Les manifestants étaient 6 000 à Saint-Etienne et 5 000 à Strasbourg ; à Lille, 5 000 le matin et 3 000 l'après-midi ; 5 000 lycéens sont descendus dans la rue à Angers, 3 000 à Montpellier, 2 000 à Limoges, au Havre, à Mont-de-Marsan, Cherbourg, Rouen, Nice, et Charleville-

Mézières, 1 500 à Nîmes, Perpignan, un millier à Toulouse, Rodez, Saint-Gaudens, Metz, Mulhouse, Saint-Malo et Lorient. Des incidents ont eu lieu au Havre, entraînant la fermeture, jusqu'à vendredi soir 26 octobre, des douze établissements de la ville.

Le ministre de l'éducation nationale a tenté de calmer le jeu en annonçant, jeudi 25 octobre, qu'il créerait dès la rentrée de novembre cent postes de surveillants pour les établissements scolaires les plus démunis. Une mesure qualifiée d'« insuffisante » par la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens) et de « dérisoire » par le Syndicat national des enseignants de second

degré (SNES), compte tenu des « cinq mille postes supprimés depuis des années et des besoins nationaux ou même ceux de la région parisienne, qui compte 471 lycées ».

Le SNES demande l'inscription au budget 1991 de postes de surveillants, mais aussi de conseillers d'éducation, de documentalistes, d'enseignants et de personnel de service, afin « d'améliorer les conditions de vie et de travail et de diminuer les effectifs ». Le syndicat demande également que soit doublée la dotation régionale d'équipement scolaire, subvention de l'Etat aux régions pour la construction et l'entretien des lycées.

de la démocratisation. La plupart des hommes politiques en charge du dossier l'ont compris. Mais, depuis quinze ans, aucun n'a osé en tirer toutes les conséquences. De Joseph Fontanet, dès 1973, à Christian Baudouin, en passant par M. René Haby, de M. Alain Savary à M. Jean-Pierre Chevènement, chacun a souhaité adapter le lycée : caser ses hiérarchies implicites, faire évoluer ses programmes éducatifs, bousculer ses pratiques pédagogiques souvent surannées. Et tous s'y sont cassés les dents, reculant devant la crainte de heurter trop brutalement le système.

La clarté de l'urgence

Notons au passage qu'il y a une quelconque incidence, de la part de certains tenants de l'opposition, à jouer aujourd'hui les redresseurs de tort, quand on se rappelle, au fil des années 70, puis pendant l'épisode de la cohabitation, la facilité avec laquelle ils ont accablé, à coup de spéculations immobilières, la dégradation sociale et urbaine, taillé dans les budgets de l'éducation, laissé l'école en friche et l'université à l'abandon. Comme on se sentait vite une virginité en politique, à coup de

bons sentiments et de sollicitude de façade !

Reste devant M. Jospin un dilemme impossible. L'éruption lyonnaise de ces derniers jours rend-elle plus urgente – ou plus impraticable – la réforme des lycées, une nouvelle fois envisagée par le ministre de l'éducation qui a commandé, pour le mois de novembre, un rapport sur ce dossier au Conseil national des programmes ?

L'urgence est claire. A laisser le lycée dériver sur sa pente actuelle, on risque aujourd'hui, et plus encore demain, de renforcer les menaces de fractures sociales, culturelles et scolaires d'une institution en crise. A laisser sans réponse la question centrale – comment ouvrir plus largement l'accès au savoir tout en préservant la sélection des élites intellectuelles et scientifiques ? – on risque également de déstabiliser l'ensemble du système scolaire.

Mais le danger n'est pas moins clair. On peut supposer que tout projet de réforme, quel qu'il soit, souffrirait aujourd'hui à fournir à une agitation encore fébrile le motif qui lui manque pour devenir un mouvement social. Le pire, cependant, serait de faire l'autruche.

GÉRARD COURTOIS

Constructions nouvelles et meilleure orientation

M. Jospin est satisfait de la rentrée universitaire

Le ministre de l'éducation nationale a dressé, jeudi 25 octobre, un premier bilan positif de la rentrée universitaire. Il a par ailleurs précisé les grands dossiers de sa politique en matière d'enseignement supérieur pour les mois à venir : mise en œuvre de la nouvelle carte universitaire et refonte des premiers cycles.

C'est avec le sentiment du devoir accompli que M. Jospin a présenté, jeudi 25 octobre, les résultats de la rentrée universitaire qui s'achève ces jours-ci. « Une rentrée difficile mais qui semble maîtrisée », s'est-il soulagé. La sérénité ministérielle – même si elle reste prudente – résulte d'un triple constat.

Tout d'abord, le plan d'urgence lancé en janvier dernier pour préparer la rentrée de cet automne et qui prévoyait la construction ou l'aménagement de 200 000 mètres carrés supplémentaires a été « tenu » et même « dépassé ». À la fin octobre, a précisé le ministre, ce sont 226 000 mètres carrés, qui ont été mis en service dans les universités et ce chiffre sera porté à 273 000 mètres carrés au début 1991. Un tiers de ces surfaces supplémentaires est dû à une accélération de programme décidée antérieurement, plus de 40 % sont de nouvelles créations réalisées au cours des derniers mois et 25 % correspondent à des locations ou à des locaux mis à disposition par les collectivités locales. Le ministre n'a toutefois pas précisé la répartition de ces nouveaux locaux entre les universités et les écoles d'ingénieurs ou instituts universitaires de technologie (le Monde du 11 octobre).

Le deuxième élément de satisfaction pour le ministre est la meilleure répartition des nouveaux étudiants entre les différentes filières de l'enseignement supérieur. Sur les 30 000 nouveaux inscrits dans le supérieur, 17 000 sont entrés en première année d'université (plus 8 % environ), mais 8 400 (plus 12 %)

sont entrés dans les sections de techniciens supérieurs, 2 700 (plus 8,5 %) dans les instituts universitaires de technologie et 2 100 (plus 6 %) dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Autrement dit, les premiers cycles universitaires n'ont pas été les seuls à subir le choc des flux supplémentaires d'étudiants.

La réforme des premiers cycles

Enfin, M. Jospin s'est réjoui – malgré quelques imperfections – de l'efficacité accrue du système de pré-inscription téléphonique (Ravel) mis en place en région parisienne. Pour l'an prochain, il souhaite en généraliser complètement l'usage en Île-de-France, et l'étendre à toutes les grandes villes universitaires.

La rentrée achevée, l'année universitaire sera dominée par trois grands dossiers. Tout d'abord, la définition de la nouvelle carte universitaire française. La quasi-totalité des « schémas régionaux de développement de l'enseignement supérieur » doivent être transmis dans les jours qui viennent au ministère qui effectuera une première évaluation de projet. La concertation s'engagera ensuite avec les collectivités locales. L'arbitrage gouvernemental sur l'ensemble du plan devrait intervenir d'ici le 15 mars 1991 et fera l'objet, a précisé M. Jospin, d'un débat parlementaire lors de la session de printemps.

Autre dossier délicat : la réforme des premiers cycles actuellement à l'étude et dont le projet sera soumis officiellement à la concertation dans les prochaines semaines. Reste le plan social étudiants (bourses et prêts, logement et transports notamment) esquissé en juillet dernier et sur lequel le ministre espère aboutir à la signature d'un « relevé de conclusions » avec les organisations étudiantes. Mais cela ne préjuge pas des arbitrages interministériels sur le dossier. Et, pour l'heure, rien ne semble acquis.

G.C.

PHILIPPE BOUCHER

Terre promise

Suite de la première page

Depuis ils n'ont cessé de l'entendre dire, répéter et amplifier. Et ils ont fini par y croire. Non seulement le slogan a pris force de loi depuis juillet 1989 puisque la loi d'orientation sur l'éducation rappelle, dans son article 3, cet « objectif de la Nation ». Mais les chiffres sont plus éloquentes encore. Pour la première fois cette année, 60 % des jeunes Français sont entrés en classe de seconde de lycée, en route vers le baccalauréat. Il y a six ans seulement, ils n'étaient que 40 %.

La « rage » contre l'exclusion

On mesure, à travers ces deux chiffres, le basculement qui s'est opéré à grande vitesse. Au milieu des années 80, l'accès au lycée restait le privilège d'une minorité. Et d'une minorité socialement bien identifiée : un quart environ des enfants d'ouvriers parvenaient en classe terminale contre plus des trois quarts des enfants de cadres supérieurs, professions libérales ou enseignants. Bref, la cause était entendue : le lycée était affaire de

bourgeois, grands et petits, exception faite de quelques brillants et méritants boursiers qui légitimaient l'élitisme républicain.

Au début de la décennie 90, les exclus du lycée sont devenus minoritaires et ressentent d'autant plus durement cette mise à l'écart. Ce sont eux, bien souvent, qui ont provoqué incidents et violences dans quelques établissements de la banlieue parisienne au début du mois d'octobre. Avec une « rage », comme disent les manifestants de ces derniers jours, aiguës par le sentiment d'exclusion sociale et ethnique. Sur fond de chômage et de cités prolétaires.

Pour les heureux élus, le lycée devait être la terre promise. Et il suffit d'entendre avec quelle énergie ils défendent aujourd'hui « leur » lycée pour comprendre la force du rêve. Ils ont pourtant le sentiment confus qu'il y a tromperie sur la marchandise. Ils découvrent en effet que la frontière qui les séparait du lycée s'est déplacée à l'intérieur même du lycée et que la hiérarchie entre filières cloisonnées les laisse en réalité en marge de la voie royale qui conduit vers les bacs nobles, l'université ou les grandes écoles. Il est facile de relever que, jusqu'à présent, les manifestations lycéennes, à Paris plus encore qu'en province, ont rassemblé des cortèges venus des lycées professionnels et des filières technologiques. Les établissements plus huppés du centre des villes et les élèves des sections générales, conscients de leurs privilèges, se sont tenus à l'écart ou ont fait preuve d'une solidarité lointaine, presque glacée.

La prise de conscience progressive par ces « nouveaux » lycéens qu'ils ne sont que de seconde zone a été d'autant plus amère qu'ils découvrent le plus souvent des locaux dégradés, des classes surchargées, des enseignants débordés et mal préparés à prendre en charge une population d'élèves beaucoup plus hétérogène qu'auparavant. Bref, le lycée n'a pas changé quand les lycéens, eux, se sont métamorphosés profondément.

Le prix de la démocratisation

Les avertissements pourtant n'avaient pas manqué. Dès 1982, dans son rapport sur les lycées, M. Antoine Prost avait cette phrase cinglante : « Le mépris n'est bon ni pour les méprisés ni pour ceux qui méprisent et l'on ne saurait fonder une démocratie sur le mépris, comme si la réussite ou l'échec scolaire l'autorisait. » Quelques années plus tard, en 1987, M. Jacques Lesourne revenait à la charge. L'opération des 80 % « tournera à la catastrophe si les jeunes sont insérés dans un système qui n'est pas préparé à les recevoir ». M. René Rémond, enfin, en 1990, dans le rapport de la commission du X^e Plan, soulignait que « le risque d'exclusion est plus grave dans la société d'aujourd'hui et de demain qu'il ne l'était dans le passé ». Pour accueillir 80 % d'une classe d'âge, le lycée va donc devoir payer le prix

SCIENCES

□ Découverte d'une galaxie géante. – Le plus grand ensemble galactique de l'univers connu à ce jour vient d'être observé par des astronomes américains de l'université de Michigan, à partir de l'observatoire national de Kitt-Peak (Arizona). Selon le dernier numéro de la revue Science, cette structure céleste, appelée Abell 2029, possède une taille soixante fois supérieure à notre Voie lactée. Situé à un milliard d'années-lumière de notre système solaire, cet amas galactique possède un diamètre de six millions d'années-lumière et regrouperait plus de 100 000 milliards d'étoiles, soit trente mille fois plus que notre propre galaxie. – (IPL)

MÉDECINE

□ Un chercheur inculpe d'exercice illégal de la médecine. – M. Mirko Beljanski, chercheur qui propose un traitement contre le sida très contesté par les autorités médicales, a été inculqué à sa demande, jeudi 25 octobre à Saint-Etienne, d'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie. Pour sa part, M. Pierre Silvestri, président de Cobra (association pour le développement de la recherche et de la lutte contre le cancer, le sida et les maladies graves), qui soutient l'action de M. Beljanski, a été inculqué de complicité.

□ Un malade israélien en phase terminale obtient le droit de mourir. – Un malade en phase terminale qui demandait le droit de mourir a obtenu, jeudi 25 octobre à Tel-Aviv, gain de cause auprès des tribunaux israéliens. Ceux-ci ont estimé que les médecins n'encouraient pas de poursuites s'ils accédaient à la demande de leur patient de ne pas être branché sur un appareil destiné à le maintenir artificiellement en vie. L'avocat du malade a déclaré que cette décision de justice ferait jurisprudence en Israël. « Pour la première fois, a-t-il dit, un tribunal reconnaît le droit d'un homme sur son corps ». – (AP)

□ Transplantation d'une partie d'un pommou d'une mère sur sa fille. – Pour la première fois, un donneur vivant, une mère, a donné une partie de son pommou à sa fille, atteinte d'une rare maladie pulmonaire (dysplasie broncho-pulmonaire). L'intervention, qui a eu lieu, jeudi 25 octobre, à l'hôpital de l'université Stanford (Californie), sous la direction du professeur Vaughan Starves, s'est bien passée. Selon le professeur Starves, un tel protocole devrait permettre d'éviter au maximum les risques de rejet alors que la moitié des quatorze enfants à qui il a greffé des pommous provenant de donneurs cliniquement morts ont rejeté le greffon. – (AFP)

□ L'imuthiol est autorisé en Nouvelle-Zélande. – Le ministère de la santé néo-zélandais vient d'accorder à l'imuthiol (ditiocarbène sodique) une autorisation de mise sur le marché. Ce médicament, un immunoprotecteur produit par Pasteur-Mérieux, est utilisé expérimentalement dans le traitement du sida.

JOURNAL D'UN AMATEUR

Les donnait mardi, à l'Opéra royal de Versailles, un divertissement musical dont le prétexte était Beaumarchais. Un comédien en costume de l'époque (M. Yves Guvill) apportait le fil conducteur des partitions choisies en disant, de l'écritain, sa Lettre aux abonnés de l'Opéra qui voudraient... aimer l'Opéra, petit morceau parlé qui n'a rien perdu de son actualité.

L'orchestre (la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, que dirige M. Jean-Claude Malgoire) joua l'ouverture des Noces de Figaro, M^{me} Colette Alliot-Lugaz chanta Chérubin, M. Nicolas Rivenc, Figaro : on ressuscita le peu joué Tarare et son compositeur Saliéri ; on entendit M. Chris De Moor dans l'Air de la calomnie, morceau de bravoure, si l'on ose dire, de Basile dans le Barbier de Séville. Le passé s'empara du présent. Qu'on en juge par ce qui suit et qu'on ne cite jamais trop.

« La calomnie, monsieur ? », s'étonne Basile auprès de Bartholo qui veut gagner de vitesse Almaviva pour épouser Rosine. Vous ne savez guère ce que vous dédaignez : j'ai vu les plus honnêtes gens près d'en être accablés. Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de comédie absurde, qu'on ne fasse adopter aux oisifs d'une grande ville en s'y prenant bien ; et nous avons ici des gens d'une adresse !... » « D'abord, poursuit Basile, un bruit léger, rasant le sol comme une hirondelle avant l'orage, planissimo, murmure et file, et sème en courant le trait empoisonné. Telle bouche le recueille et piano, piano vous le glisse en l'oreille adroitement. Le mal est fait, le germe, il rampe, il chemine, et renforçant de bouche en bouche il va le diable ; puis tout à coup, ne sais comment, vous voyez calomnie se dresser, siffler, s'enfler, grandir à vue d'œil ; elle s'étale, étend son vol, tourbillonne, enveloppe, arrache, entraîne, éclate et tonne, et devient, grâce au Ciel, un cri général, un crescendo public, un chœur universel de haine et de proscription. Qui diable y résisterait ? » C'était hier, c'est tout aujourd'hui.

COMME s'il ne suffisait pas d'avoir tenu pour rien, si ce n'est pour le réprimandable, l'action de M. Pierre Arpaillange place Vandôme, il fallait que, dans l'esprit public, la vilénie de l'homme s'ajoutât à l'inculte du ministre.

Comme s'il ne suffisait pas que, en plein Paris, un homme ait été enlevé, séquestré et conduit à la mort par des policiers dévoyés, il fallait qu'une rumeur se greffât sur la forfaiture, comme pour lui trouver une raison d'être, comme pour atténuer le crime en lui découvrant une utilité. Restait à l'inventer et à mêler le tout.

Un policier jurant qu'il était étranger à l'enlèvement, mais se montrant fort savant sur ses a-côtés, se fit l'outil de cette rumeur. Il fut aidé en cela, sinon inspiré, par M^{re} Vergès, son avocat, qui s'est fait une spécialité de médire et de nuire. Voilà comment on vous monte une petite affaire Markovic sur le modèle de ce qui fut imaginé en 1968-1969 contre le couple Pompidou.

Basile

L'enlèvement ne serait – sursure à grands cris ce policier – que la partie d'un tout qui devait compromettre « un ministre » et « un président de chaîne de télévision ». L'habile précaution que cette antonomase qui feint de préserver l'individu en livrant sa fonction. Le piano devient rinforzando.

Chacun y va de son hypothèse. Chacun, au nom de la vérité, fait mine de s'écarter pour donner la solution d'un mystère qui n'existe pas. Trouvons les acteurs d'une pièce qui n'est pas écrite.

La boue n'est pas discrète : le policier nimbe de son repentir prend la parole sur une chaîne de télévision. On le cite sur une autre, puis ailleurs. Citer, n'est-ce pas, cela ne signifie pas reprendre à son compte ce qui est rapporté. Au nom de l'information, on s'interroge sur l'inévitable, on répand l'impossible. Au nom de la vertu, on dépeint l'image sale en contribuant à ce qu'elle le soit, on s'afflige de la réputation gâchée pour mieux souligner qu'elle serait atteinte.

Le prétendu mystère éclate. M. Pierre Arpaillange, dont la chute tardait, et M. Philippe Guillaumes, qui osait se maintenir à son poste, devaient succomber à une pauvre chose vivante de ses charmes entre Trocadéro et rue Sainte-Anne via Pigalle et dont les pas auraient été guidés vers ses cibles par des policiers faisant métier de proxénètes, à moins que ce ne soit l'inverse.

Dès lors, tout est clair et le chœur est à son plein : si le piège est ainsi bâti, c'est qu'il est ce qui convient pour que la proie y tombe. Le piège a été construit en fonction de la proie, donc la proie lui ressemble. En fait de procès d'inquisition, on ne saurait mieux faire. Il n'est pas difficile, dans ces conditions, de convaincre un végétarien de cannibalisme. Et la presse d'informer, et la foule de s'étonner, et les amis de faire relâche.

APRÈS cela, que faire ? Poursuivre ? Attaquer ? Allons ! Qu'un homme public soit injustement accusé d'avoir pîché dans la caisse, il peut, faisant litère de l'économie privée, demander justice aux tribunaux, le cas échéant, tenter la pire des exorcises, celui de la preuve négative, dont on connaît les embûches quasiment infranchissables. Bref, il peut revendiquer l'accusation pour s'en laver.

Mais se défendre sur le terrain des mœurs, ce mot qui, en soi, sonne comme un soupçon, se risquer sur le terrain des désirs secrets, des pensées inavouables, des pulsions de la chair qui ont plus de pouvoir encore que la soif de puissance ou l'appât du gain, quelle folie ! Invoque-t-on, fit-ce pour en attester la pureté, ce domaine retiré sinon pour confesser quelque péché mortel ?

Ne sait-on pas ce qui peut germer dans l'esprit du plus respectable des magistrats, du plus intègre des comptables, du plus paisible des pères de famille ? Un curé d'Urfurte dort dans les plus pieux ecclésiastiques pour, comme leur pair égaré, prendre matrasse, en avoir un enfant, puis tuer l'un et l'autre, ainsi doubler le crime devant Dieu d'un autre devant les hommes. Un Gilles de Rais sommeille sous l'hermine. S'il se sait, c'est de honte, bien sûr, et le silence devient un aveu.

On peut défendre M. Christian Nucci, soutenir M. Jacques Médéric, épauler M. Jean-Michel Boucheron. Mais bondir sur le devant de la scène, crier que cela suffit, que l'abjection doit s'interrompre, que c'en est assez d'humilier et de salir, qu'il y a risque ? Comme si d'éventuels défenseurs, parce qu'ils seraient aux côtés de l'accusé, cet accusé que nulle loi, nul fait, nul propos ne permet de désigner, parce qu'il est accusé comme jadis on crucifiait ; comme si ces défenseurs qu'on cherche en vain craignaient que la calomnie ne les atteigne à leur tour et qu'on ne leur découvre, à eux aussi, des rêves qu'ils ne maîtrisent pas puisqu'ils n'existent pas. M. Arpaillange reste seul. La protection que peuvent exiger les fonctionnaires de leur ministre n'est pas due à ce dernier par ses collègues de naguère. La boue que déverse un unique égout peut continuer d'être recueillie par la presse à l'égal d'une source d'information.

Pourtant, que les ministres ne s'y trompent pas. Il n'est pas un d'entre eux qui puisse être assuré que l'ignominie ne le visera jamais. Si la dignité ne leur suggère rien, si l'honneur les laisse sourds et muets, qu'au moins la prudence les anime, à défaut l'intérêt.

150 سال الامل

CULTURE

CINÉMA

Jean Galmot, conquistador



La vie de Jean Galmot méritait bien un film. Mais aucun film ne parviendra jamais à raconter la vraie vie de Jean Galmot, aventurier, qu'incarne fièvreusement Christophe Malavoy. Même une bande dessinée ne suffirait pas à illustrer le destin fabuleux de cet enfant du Périgord, né en 1879, mort en 1928, qui rechercha toute sa vie l'eldorado à travers l'enfer vert guyanais.

Mousse, pilote aux îles Caraïbes, marchand, journaliste au Petit Nicolas, défenseur de Dreyfus, protecteur des Amérindiens, chercheur d'or, député des «sauvages» en 1919 au Palais-Bourbon, industriel richissime, capable du meilleur avec les humbles comme du pire avec ses rivaux en affaires, pionnier dérangeant, trahi, ruiné, écrivain colonisé, emprisonné, empoisonné, Jean Galmot, plus qu'un aventurier, fut peut-être le dernier des conquistadors.

Il se réclamait lui-même de l'armée des ombres errantes en lutte quotidienne avec la nature entre le Maroni et l'Oyapock. La forêt vierge était sa drogue. A une époque où la Guyane ne possédait pas encore son fil d'Ariane, cet homme montrait la voie au cortège des éternels conquérants de l'impossible. Il avait juré, dans un serment signé de son sang, d'affranchir ses frères noirs de l'esclavage

politique et cela lui valut les foudres de l'administration coloniale. Les négociants métropolitains, jaloux de son beau-père, un milliardaire américain, lui firent payer le prix fort en l'accusant de complicité avec l'escroc Stavisky.

Blaise Cendrars en fit le héros de son *Rhum* et, en Guyane, depuis soixante ans et sa mort mystérieuse (son cœur fut volé) la tombe de cet «homme d'action» est toujours fleurie.

Avocat débutant et néanmoins futur président du Sénat, Gaston Monnerville, qui avait plaidé sa cause, en 1924, disait de lui : «C'était un homme du seizième siècle, une sorte de Florentin en ce sens qu'il était extrêmement imaginaire, un poète, un romantique moderne.»

Contribuant à sa propre légende, Jean Galmot se référait souvent à l'Océan, sur lequel tout avait commencé, pour lui, un jour, sur le port de La Rochelle : «Je ne connais d'autres livres que le livre de la Jungle et le livre de la Mer...» Mais la véritable clé de cette vie soudain ressuscitée et magnifiée par le cinéma tient en une autre courte phrase d'un autre roman : «Un mort vivait parmi nous», écrit par Jean Galmot lui-même, en 1918 : «L'âme exaspérée des hommes et des choses est comme un arc tendu à se rompre...»

ALAIN ROLLAT

Tristes tropiques

«Jean Galmot, aventurier» en «Lawrence d'Arabie» à la mode guyanaise. Espoir déçu

Difficile de trouver une vie plus savoureuse et plus prometteuse d'aventures et de grand spectacle que celle de Jean Galmot, journaliste dreyfusard débarqué en Guyane au début du siècle. Celui que les Guyanais appelaient Papa Galmot inspira *Rhum* à Cendrars. Hélas ! il inspira aussi un film à Alain Maline.

Premières images : sur coucher de soleil recyclé d'un calendrier des postes et pirogues typiques descendant les fleuves impossibles, la voix off de Christophe Malavoy articule «Ma vie est pareille à une barque désemparée sur le fleuve». Et le cent trente minutes qui suivent sont de la même eau. Il fallait pour évoquer la saga Galmot un torrent furieux d'événements et d'émotions, c'est un marais embourbé de clichés.

EN BREF

□ Un chœur celtique pour les aveugles. - Le chœur d'hommes Marazion Apollo, composé de soixante chanteurs, tous habitants du village de Manzion, en Cornouailles, donne deux concerts à Paris : le 26 octobre, à 13 heures, au Palais de l'UNESCO, et le 27 octobre, à 20 heures, à l'Eglise américaine, au bénéfice de la Bibliothèque anglophone des aveugles.

► Eglise américaine. 85, quai d'Orsay, 75007.

□ Un calice byzantin pour le Louvre. - Les chérubins Charles Heidsieck viennent d'offrir un calice byzantin du septième siècle au Musée du Louvre. C'est l'une des toutes premières fois qu'une entreprise française offre aux collections du musée une œuvre d'art à caractère patrimonial. Estimée à plus de 1 million de francs, cette pièce essentielle pour l'histoire byzantine était le seul calice byzantin que le Louvre pouvait encore espérer acquérir.

Certes, les producteurs n'ont pas lésiné, entourant Malavoy en héros douloureux de Roger Hanin, Roger Planchon, Ute Lemper... La profusion de décors, le soin apporté aux costumes, la foule de figurants disent et répètent que tout cela a dû coûter son pesant de pépètes. Mais quelle bâtisse de style colonial, quelle robe de Poiret pourrait faire oublier l'indigence des dialogues, la mollesse d'une mise en scène atteinte d'une mortelle langueur tropicale ? La vox populi prétend que seuls les Anglo-Saxons s'y entendent aux fresques biographiques et exotiques. On aurait aimé que Galmot la fasse mentir.

JEAN-MICHEL FRODON

Le *Château de ma mère*, est, on le sait, la suite de la *Gloire de mon père* dans les souvenirs de jeunesse de Marcel Pagnol et du deuxième volet du diptyque réalisé par Yves Robert. Chère Provence du début du siècle avec Marseille, le soleil, l'arrière-pays des collines et cette famille unie dans un calme bonheur. La chronique continue, tante Rose et oncle Jules s'effacent mais arrivent de nouveaux personnages, et, toujours, la voix de Jean-Pierre Darras vient nous remuer le cœur, tant elle ressemble à celle de Pagnol, avec cet accent piqué de saveur méridionale, de chaleur, que ni la gloire, ni la vie à Paris n'avaient ternies, effacées. Marcel Pagnol est là, quelque part, dans le film, et plus présent, en somme, que dans le premier car le ton a changé, et vite, sur la fin, à la nostalgie et à l'émotion.

Ici - c'est très important - Augustine découvre le personnage central. La couturière, épouse de l'instituteur qui tenait son ménage et s'occupait des marmots, attend sans rien perdre de sa simplicité, de sa générosité, de son dévouement, et de sa tendresse, le rang de figure emblématique. Marcel, bon élève, prépare le concours des boursiers, mais éprouve l'envie dévorante de retourner dans les

collines de ses vacances. Un Noël, à ce mas de la campagne, se réveille, chez Augustine, le même désir, de cette bonne épouse, cette bonne mère, va soudain tout faire pour que son mari et sa nichée, Marcel en premier lieu, retrouvent le mas chaque fin de semaine. Elle invente le week-end. Mais, la route à faire à pied est longue, après le terminus du tramway, et fatigante, à porter les paquets, plus la filleule dernière-née. Augustine a beau donner l'exemple, galvaniser les énergies, les heures passées à marcher réduisent le plaisir.

Un parfum d'aventure et de clandestinité

C'est alors que surgit Bouzigue (Philippe Uchan), type de fonctionnaire de la Belle Époque qui pourrait venir enrichir la galerie des sauteurs de Provence. Bouzigue est chargé de surveiller un canal qui longe une suite de châteaux avec jardins dont il possède les clés. Il sait comment les faire communiquer. Il sait que la dernière ouvre sur le village où se rend la famille. Passer par là, c'est gagner deux heures, à l'aller, mais au retour. Oui, mais c'est défendu. Qu'importe, dit Bouzigue, on ne voit jamais personne. Et

il prête une clé à la famille Pagnol. C'est à partir de là que le film change de ton et qu'Augustine entre, avec les siens, dans l'illégalité. A la première traversée clandestine, on s'amuse des précautions, de l'attitude de ces gens qui se faufilent entre buissons et parterres, le long du canal, en évitant de regarder les châteaux aux fenêtres aveugles. Et puis, quelque chose de nouveau s'insinue dans le récit et dans la mise en scène d'Yves Robert : un parfum d'aventure et de clandestinité, un rappel des contes où des enchanteurs et des Bêtes surgissent de demeures mystérieuses pour réclamer le châtiment...

L'admirable est que, à répéter les situations, Yves Robert, loin de lasser l'attention, la renforce. Sous les yeux de son fils aîné, Augustine devient la belle dame tremblante des contes de fées. Même si, en fin de compte, c'est Joseph qui risque le plus à cause d'un gardien de propriété ivrogne et accompagné d'un chien, sorte de magicien plus ridicule que redoutable (Jean Carmet), Augustine semble empiéter l'écran. Elle est la Princesse, la Dame à la licorne...

Mais le dernier château est celui de la peur et, lorsque cesse la hantise du trajet interdit, lorsque tout

revient dans le monde prosaïque, Augustine doit transmettre à Marcel son imagination. Si tous les interprètes sont attachants, Nathalie Roussel, ici, se transfigure.

La fin - brusque avancée dans le temps, rebondissement dans l'histoire du *Château* - est belle, filmée avec tant de délicatesse qu'elle fait pleurer doucement, en hommage à Augustine disparue. A la mère toujours regrettée, comme l'a si bien compris Yves Robert.

JACQUES SICLIER

□ La Trilogie de Pagnol en vidéo. *Marius, Fanny, César...* L'histoire de la célèbre famille pagnolienne, qui, depuis les débuts des années 30, fait partie de l'histoire du cinéma français et de la vie des générations de spectateurs, est désormais éditée en vidéo par la Compagnie Méditerranéenne de films (société créée par Marcel Pagnol). La trilogie marcelleuse inaugure la collection complète des films de Marcel Pagnol, dont les titres sont destinés à paraître prochainement. Certains, comme *la Fille du puits*, ont besoin d'être restaurés, particulièrement pour le son, mais les cassettes seront meilleures que les copies circulant à la télévision.

Le temps de la paresse

«Les Aventuriers du timbre perdu» et «Premiers pas dans la mafia» :

Michael Rubbo et Andrew Bergman ne se sont pas fatigués

Voici le temps des petites vacances et des enfants à la maison, dehors il pleut, au cinéma on donne une histoire spécialement pensée pour cette circonstance : *Les Aventuriers du timbre perdu* du Canadien Michael Rubbo. Sans Indiana Jones et avec des gémissements qui font des bêtises, mais gentils au fond. L'un d'eux fait collection de timbres, son père aussi. Un autre n'arrête pas de magouiller. A la suite de quoi un timbre précieux est perdu et le premier gamin s'en va le rechercher. Pour voyager sans problèmes il diminue jusqu'à s'incruster sur le timbre d'une lettre en partance pour l'Australie avec arrêt en Chine. Leçon de géographie sous forme de cartes postales. Peu importe, les enfants s'intéressent surtout à cette possibilité de rétrograder. Les répliques sont séparées par des blancs, comme dans les leçons de langue étrangère en cassette, les jeunes acteurs semblent mal à l'aise devant la caméra, et ça, c'est vraiment étrange.

Arnaque

Autre film pour vacances paresseuses : *Premiers pas dans la mafia*, d'Andrew Bergman, présenté au Festival de Deauville (le Monde du 7 septembre), où l'on voit Marion Brando figurer une succulente autarcature du *Parrain*, et Matthew Broderick tenir le coup face au mastodonte, qui pourtant ne lui fait pas de cadeau. Malheureusement, une fois passée la première rencontre, le film se traîne et se perd dans les méandres d'une arnaque idiote, mal ficelée, dans une série de clins

d'œil pesants, de pastiches qui se voudraient cinéphilie. Si on veut faire de la fantaisie burlesque, la première règle est d'en établir les codes de façon rigoureuse afin de devenir crédible - ça n'est pas simple. Mais si le spectateur ne croit pas à une réalité, rien ne lui paraît absurde, tout lui semble stupide.

Le scénario aurait pu donner un film à la Woody Allen sur les déviations mentales des cinglés du cinéma, et on comprend que Brando l'ait accepté. On comprend aussi qu'il en ait dit des horreurs, car Bergman n'est pas Allen.

COLETTE GODARD

□ Chansons de cinéma. - Où Carette chantait-il *Si tu veux faire mon bonheur*, Marguerite ? Dans combien de films entend-on *Johnny be Good* ? Qui a écrit l'inoubliable *Raindrops keep falling on my head* qui rythmait le ballet vélocipédique de Paul Newman dans *Butch Cassidy et le Kid* ? Pour se souvenir, pour jouer, pour briller en société, et même pour travailler, voici un dictionnaire de centaines de chansons de films agrémentées de commentaires écrits sans être pesants. On espère qu'un jour existera un tome deux, avec les paroles des chansons. (Réponses : dans la *Grande Illusion*, huit, Hal David et Burt Bacharach)

► Histoire des plus célèbres chansons du cinéma. Marion Vidal et Isabelle Campion. M. A. Editions 250 p. 148 F.

ARCHITECTURE

Mort de Berthold Lubetkin

Lubetkin aura été, avec le groupe Tecton, l'un des principaux, sinon le principal architecte de la modernité anglaise de l'entre-deux-guerres. Presque l'autorité d'un Le Corbusier en France, si les différences de vie et de carrière ne les opposaient plutôt. Né en 1901, non pas en Suisse, comme l'illustre inventeur de l'unité d'habitation, mais à Tiflis, en Géorgie, Lubetkin commence ses études à Moscou, les poursuit à Paris avec Auguste Perret, retourne à Moscou, pour choisir enfin Londres et la Grande-Bretagne comme patrie en 1930.

La - au contraire du maître solitaire - il crée bientôt le groupe Tecton avec six jeunes autres architectes. Ensemble, ils construisent bientôt à tour de bras, considérés comme l'agence britannique la plus productive de l'entre-deux-guerres.

Première étape importante Highpoint Flats, à Highgate, dans le nord de Londres. Deux immeubles datés de 1936 et 1938, reprennent nombre des principes de Le Corbusier, anticipent sur ses propres constructions. Ils susciteront d'ailleurs l'approbation du maître français. On note que la structure de l'immeuble fut calculée par Ove Arup lui-même, qui devait rester l'ingénieur du groupe, et fonder la plus brillante agence d'ingénierie d'Europe.

Le deuxième immeuble avait d'ores et déjà tendance à pêcher par «formalisme», péché impardonnable s'il en était déjà dans les milieux d'avant-garde, mais qui plaisait au public. Lubetkin et le groupe Tecton devaient aller beaucoup plus loin, dans le parc zoologique de Londres dont ils construisirent la maison des gorilles et le bassin des pingouins, œuvres tout à la fois modernes et sculpturales, singulièrement inventives en tout cas. Mais Le Corbusier lui-même n'est-il pas tout à tour

l'artiste inspiré de la chapelle de Ronchamp, l'architecte de la «maison du fada», à Marseille, et l'inventeur redouté du plan Voisin pour Paris ?

Ce serait là une ressemblance si Lubetkin avait été lui-même un véritable théoricien. Mais il est sans doute avant tout un constructeur inspiré qui se sent mal dans les vêtements de plus en plus vastes de l'urbanisme, ou sur qui vont par trop peser les commandes de l'Etat, que Tecton inaugure en 1938, à Finsbury, toujours dans l'agglomération de Londres.

Pendant la guerre, Tecton se disperse, et Lubetkin devient fermier peu ordinaire. Sa ferme devient un modèle, et un refuge pour les animaux du zoo de Londres. 1945... Le groupe se retrouve, à plus petite échelle, mais on lui demande de plus vastes projets. Manifestement les architectes n'ont plus la foi, ou contraire de Le Corbusier, qui pousse, et parachevé à partir des années 50 son génie conceptuel, tout autant que sa stature d'universel génou.

Lubetkin, lui, bien que nommé urbaniste des premières villes nouvelles anglaises en 1948, ne pourra plus véritablement s'exprimer, même s'il trouve à construire, notamment à Finsbury. Son projet pour la ville de Peterlee, dans le comté de Durham, est refusé aussitôt que conçu, pour des raisons «économiques et politiques».

Dans ces cas-là, il n'y a plus rien à dire, et c'est ce que fait Lubetkin, qui se retire sur la pointe des pieds de la scène architecturale anglaise. Il n'y est revenu brièvement qu'en 1985, pour défendre la «modernité» des propos peu amènes du prince de Galles.

FREDERIC EDELMANN

ARTS

Un grand musée pour les arts d'Afrique et d'Océanie

Le musée de la porte Dorée devient le douzième département des musées de France

Les arts africains et océaniques vont sortir de leur ghetto. Jacques Salois, le directeur des musées de France, vient de l'annoncer officiellement : le musée des arts d'Afrique et d'Océanie de la porte Dorée (MAAO) devient le douzième département des musées de France (voir le Monde du 10 octobre 1990). Cette décision n'est pas seulement une mesure administrative. Un département est un véritable pôle scientifique qui favorise l'étude et la recherche, une référence vers laquelle convergent les spécialistes.

C'est pourquoi le musée sera doté d'un important centre de recherche et de documentation et d'un conseil scientifique international constitué sous l'autorité du professeur Jean Devise. Cette annonce est aussi la reconnaissance par le monde des

musées de ces arts «périphériques», et donc rejetés comme tels, loin du saint des saints, le palais du Louvre.

Collections oubliées

C'est ainsi que l'Ecole du Louvre inaugure depuis cette année un cours consacré aux arts africains et que le concours de recrutement des conservateurs du patrimoine comporte désormais une option Afrique/Océanie. Enfin des collections oubliées dans les greniers de certains établissements vont pouvoir se déployer dans le musée renoué de la porte Dorée : celles, polyépiques, du musée de Saint-Germain-en-Laye, par exemple, dont la plupart des pièces ont été collectées dans la première partie du vingtième siècle. En revanche celles du musée de Lille

sont toujours confondues avec les coquillages et les animaux empaillés des salles d'histoire naturelle.

Pourtant, cette décision ne suffit pas à régler tous les problèmes posés par le nouveau MAAO. Le bâtiment doit être rénové, sa distribution repensée, une salle d'exposition temporaire installée, une grande librairie implantée. Il faut faire un inventaire de toutes les pièces contenues dans le bâtiment (1), qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, n'a jamais été réalisé. Il doit être étendu à tous les musées de France, mais, à peine entamé, il a révélé bien des surprises. La politique d'acquisition, déjà plus muséale depuis un an, doit s'écarter encore.

La direction des musées de France entend, en outre, faire du MAAO un point d'ancrage pour les fouilles archéologiques qui confirment

actuellement la grande richesse de l'Afrique, mais se transformant, trop souvent, en entreprises de pillages quand elles sont organisées clandestinement.

Reste enfin, et c'est le problème le plus épineux, à régler les rapports qui devraient exister entre le musée des arts d'Afrique et d'Océanie et le musée de l'Homme, dont les richesses sont immenses, qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, campe dans un délabrement superbe sur la colline de Chaillot, et reste sourd, pour l'instant, à toutes les offres de coopération.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les collections d'art colonial, qui sont entreposées dans les réserves du MAAO, pourraient être installées à Boulogne-Billancourt, dans un musée qui relève de la ville.

PETIT MONTPARNASSE
18320
A PARTIR DU 30 OCT.
MARGUERITE
YOURCENAR
ALEXIS
OU
LE TRAITÉ
DU VAIN COMBAT
Spectacle conçu et interprété
par Jean-Charles MOUËT
21h
CATHERINE
ZARCATE
— RACONTE —
BAZAR
DE NUIT
«Le conte n'est pas fait pour
endormir les enfants mais
pour éveiller les adultes»
LOC. 43.22.77.30
AU FOURNEN DE
ASSISTANCE GÉNÉRAL ET VÉRIFICATION

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

28 OCTOBRE A 11 HEURES

ORCHESTRE DE CHAMBRE DE VIENNE

direction
PHILIPPE ENTREMONT

Schubert Mozart

43 25 70 32

GRANDE SALLE A PARTIR DU 3 OCTOBRE

SANS TITRE

FEDERICO GARCIA LORCA

LLUIS PASQUAL

ROUNDJA 14 oct. à nov.

LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE L'UNE ET QUE L'AUTRE

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE-GRENIER DE BOURGOGNE

LE PILON FLAMBOYANT

du 4 au 28 octobre

Centre Culturel Jean-Henri Dunant • La Courneuve 23, avenue de Général-Ledoux • réservations: 03.83.11.44 et 3 Fax

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT:

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

CULTURE

THEATRE

Un mur qui ne dit pas tout

Georges Lavaudant présente au Théâtre de la Ville la première pièce de Tchekhov, « Platonov »

Vingt ans ou à peine plus : Tchekhov est jeune quand il écrit cette très longue pièce, *Platonov*, qu'il cachera aussitôt dans le fond d'une malle, sans plus jamais en dire un mot, jusqu'à sa mort.

C'est déjà le grand domaine dans le sud de la Russie, c'est déjà la famille, les voisins et amis qui traînent, le médecin de campagne, la propriété qu'il faut vendre, les courtoisies plus ou moins tristes et les échecs plus tristes encore, mais les gestes, dans *Platonov*, sont plus cassants, les mots plus durs, plus méchants, les faits plus brusques, les

rires plus cruels que dans les pièces qui suivront. Il y a aussi, en contrepoint, une figure de vrai délinquant, voleur, Ossip, que Tchekhov ne gardera pas dans son théâtre futur.

Tchekhov avait prévu plusieurs lieux, un salon de la grande datcha, un jardin, une école près d'une voie de chemin de fer, puis retour à la datcha, dans un autre coin. Lavaudant et le décorateur Jean-Pierre Vergier optent pour un seul décor, de toute beauté, très émouvant par lui-même, un très haut et long mur de pierres grises comme dévastées par l'histoire, cela sans recul, près

de la rampe (d'un acte à l'autre ce mur change un peu). Les événements actuels de Jérusalem aidant, et comme Tchekhov effleure la situation juive dans *Platonov*, ce mur fait penser au mur des Lamentations. Le climat d'ensemble s'en trouve altéré. Lavaudant, par ce décor nu, a voulu sans doute une écoute et un regard plus simples, plus libres, en même temps plus universels, et il y est parvenu, pour une part, malgré ce rappel d'Israël qui plane.

Mais il y a aussi, de par ce non-figuratif, des contre sens. Par exem-

Un arabe très léger

Goldoni a écrit « le Café » à la hâte : ce n'est pas sa meilleure pièce

En 1749, Goldoni, principal auteur sous contrat du Théâtre Saint-André, essuie son premier gros échec : « Je donnais l'Heureuse Héritière, comédie en trois actes. Elle tomba, comme je l'avais prévu. Le public ne pardonne pas quand il s'est ennuyé. Un autre événement, bien plus fâcheux, et d'une conséquence plus dangereuse, vint nous troubler en même temps : Darbes, ce Pantalone excellent, fut demandé pour le service du roi de Pologne. Il quitta la comédie sur-le-champ, pour ne s'occuper que de son voyage. »

Panique : le bruit court les quais, les canaux, que Goldoni est terminé, et que sans Darbes le Théâtre Saint-André est fichu. Les spectateurs se désabonnent, par paquets. Il faut les récupérer par un gros « coup de pub », dirons-nous aujourd'hui. Goldoni le trouve : il annonce qu'il va écrire, et faire jouer, dans l'espace de douze mois de la saison qui commence, seize pièces. Un tour de

force. Les spectateurs, médusés, regagnent leurs places.

« Je n'avais pas un seul sujet dans ma tête. Cependant, il fallait tenir parole ou crever », a avoué Goldoni, qui ajoute : « Cet engagement pouvait me coûter le sacrifice de ma santé ou celui de ma réputation. »

Mais non : Goldoni tint son pari. Il donna même dix-sept pièces, au lieu de seize. Il engagea un nouveau Pantalone, Antoine Martuzzi. Goldoni ne tomba pas malade. Simplement les dix-sept pièces écrites sur des chapeaux de roue ne sont pas des sommets de son art. Et le *Café* est du nombre.

Quand Goldoni, trois ans après sa création, édita la pièce, il tenta de lui donner un peu plus de « corps ». Les deux meneurs de jeu, figures classiques de la comédie dell'arte, qui étaient bien sûr masqués, le caletier Brigella et le tennancier de tripot Arlecquin, il en fit deux rôles sans masque,

psychologiques, qu'il appela Ridolfo et Trappola. Il récrivit en toscan de bonne compagnie le texte, qui était d'abord du vénétien, bien plus drôle et vil.

La mise en scène de Jean-Louis Jacopin, au Théâtre-Français, choisit l'esprit de la deuxième option : l'étude de caractères plutôt que la plaisanterie — ce que justifie, il est vrai, le croquis assez souligné, et aigu, de quelques passants. Alain Pralon est d'ailleurs remarquable en cafetier bonne pâte bon cœur, qui ne songe qu'à rabibocher les gens. François Beaulieu, Gérard Giroudon, Catherine Ferran, font de leur mieux. Ce n'est quand même pas un soir faste, par la faute de Goldoni lui-même plutôt que par celle du metteur en scène et des comédiens, et, comme l'écrivait Jean Cocteau à propos de tout autre chose : « Et ça dure ce que durent trois actes, c'est vous dire ! »

M. C.

C'est un instant, pas plus. La présentation de Georges Lavaudant a beaucoup de style, de précision, d'élan de vie immédiate surtout. L'amerume abrupte et les traits grotesques, sous-évidents de Tchekhov ici, sont bien éclairés. L'interprétation, dans l'ensemble, est intelligente et forte, elle fascine à partir du moment où le spectateur admet que l'« apparence slave » soit résolument écartée. Sylvie Orcier a un jeu direct, jeune, vrai, et sous le cynisme désinvolte transparaît une fêlure, mais aussi une enfance.

Mario-Paule Tristram, Annie Perret, Delphine Salkin, expriment beaucoup en bougeant peu, bravo ! Bernard Levy, Marc Berton, Carlo Brandt, sont excellents impossibles de dérouler les mentions, ils sont une foule sur scène. Enfin Gilles Arbona, qui joue Platonov, « interprète les signes du texte », comme disait Vitez en songeant aux devins anciens, avec beaucoup d'à-propos, de tenue, et d'imagination. Mais, et c'est là bien sûr un sentiment tout personnel, il n'est guère Tchekhov, guère Russie, guère Platonov, c'est bête de dire ça, mais il y a tout de même des dissemblances qui font écran, parfois, et, parallèlement, cela n'empêche pas d'admirer l'art d'un si bel acteur.

MICHEL COURNOT

Théâtre de la Ville, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

APRÈS "LA GLOIRE DE MON PÈRE", DEUX HEURES DE SOLEIL EN PLUS.

PHILIPPE CAUBERE NATHALIE ROUSSEL DIDIER PAIN THÉRÈSE LIOTARD

LE CHÂTEAU DE MA MÈRE

UN FILM DE YVES ROBERT

D'APRÈS L'ŒUVRE DE MARCEL PAGNOL



avec la participation de **JEAN CARMET • JEAN ROCHEFORT • GEORGES WILSON**

avec **JULIEN CIAMACA • VICTORIEN DELAMARE • PAUL CRAUCHET • JORIS MOLINAS • JULIE TIMMERMAN • PHILIPPE UCHAN**

réalisé par **VLADIMIR COSMA**

producteur délégué **ALAIN POIRÉ**

سكرا من الاصل

METEO FRANCE

TEMPÉRATURES maximales - minimales en degrés Celsius

FRANCE	ÉTRANGER
Paris 15-20	Madrid 10-15
Nice 18-25	Rome 12-18
Bordeaux 14-19	Bruxelles 11-16
Strasbourg 13-18	Amsterdam 10-15
Montpellier 16-21	Stockholm 5-10
Angers 12-17	Helsinki 3-8
Limoges 13-18	Oslo 4-9
Toulouse 14-19	Reykjavik 0-5
Orléans 13-18	Copenhague 6-11
Caen 12-17	Varsovie 8-13
Nantes 11-16	Berlin 9-14
Reims 12-17	Moscou 2-7
Metz 12-17	Kiev 1-6
Cluses 10-15	Prague 7-12
Annecy 11-16	Bratislava 8-13
Chamonix 5-10	Vienna 10-15
Val d'Aoste 8-13	Budapest 11-16
La Thuilleries 12-17	Belgrade 10-15
St. Gervais 10-15	Sofie 12-17
La Plagne 5-10	Bucarest 13-18
Val d'Isère 8-13	Atenas 14-19
Courmayeur 5-10	Thessalonique 15-20
Chamonix 5-10	Constantinople 16-21
La Plagne 5-10	Bagdad 20-25
Val d'Isère 8-13	Tripoli 21-26
Courmayeur 5-10	Cairo 22-27
La Plagne 5-10	Le Caire 23-28
Val d'Isère 8-13	Le Caire 24-29
Courmayeur 5-10	Le Caire 25-30
La Plagne 5-10	Le Caire 26-31
Val d'Isère 8-13	Le Caire 27-32
Courmayeur 5-10	Le Caire 28-33
La Plagne 5-10	Le Caire 29-34
Val d'Isère 8-13	Le Caire 30-35
Courmayeur 5-10	Le Caire 31-36
La Plagne 5-10	Le Caire 32-37
Val d'Isère 8-13	Le Caire 33-38
Courmayeur 5-10	Le Caire 34-39
La Plagne 5-10	Le Caire 35-40
Val d'Isère 8-13	Le Caire 36-41
Courmayeur 5-10	Le Caire 37-42
La Plagne 5-10	Le Caire 38-43
Val d'Isère 8-13	Le Caire 39-44
Courmayeur 5-10	Le Caire 40-45
La Plagne 5-10	Le Caire 41-46
Val d'Isère 8-13	Le Caire 42-47
Courmayeur 5-10	Le Caire 43-48
La Plagne 5-10	Le Caire 44-49
Val d'Isère 8-13	Le Caire 45-50
Courmayeur 5-10	Le Caire 46-51
La Plagne 5-10	Le Caire 47-52
Val d'Isère 8-13	Le Caire 48-53
Courmayeur 5-10	Le Caire 49-54
La Plagne 5-10	Le Caire 50-55
Val d'Isère 8-13	Le Caire 51-56
Courmayeur 5-10	Le Caire 52-57
La Plagne 5-10	Le Caire 53-58
Val d'Isère 8-13	Le Caire 54-59
Courmayeur 5-10	Le Caire 55-60
La Plagne 5-10	Le Caire 56-61
Val d'Isère 8-13	Le Caire 57-62
Courmayeur 5-10	Le Caire 58-63
La Plagne 5-10	Le Caire 59-64
Val d'Isère 8-13	Le Caire 60-65
Courmayeur 5-10	Le Caire 61-66
La Plagne 5-10	Le Caire 62-67
Val d'Isère 8-13	Le Caire 63-68
Courmayeur 5-10	Le Caire 64-69
La Plagne 5-10	Le Caire 65-70
Val d'Isère 8-13	Le Caire 66-71
Courmayeur 5-10	Le Caire 67-72
La Plagne 5-10	Le Caire 68-73
Val d'Isère 8-13	Le Caire 69-74
Courmayeur 5-10	Le Caire 70-75
La Plagne 5-10	Le Caire 71-76
Val d'Isère 8-13	Le Caire 72-77
Courmayeur 5-10	Le Caire 73-78
La Plagne 5-10	Le Caire 74-79
Val d'Isère 8-13	Le Caire 75-80
Courmayeur 5-10	Le Caire 76-81
La Plagne 5-10	Le Caire 77-82
Val d'Isère 8-13	Le Caire 78-83
Courmayeur 5-10	Le Caire 79-84
La Plagne 5-10	Le Caire 80-85
Val d'Isère 8-13	Le Caire 81-86
Courmayeur 5-10	Le Caire 82-87
La Plagne 5-10	Le Caire 83-88
Val d'Isère 8-13	Le Caire 84-89
Courmayeur 5-10	Le Caire 85-90
La Plagne 5-10	Le Caire 86-91
Val d'Isère 8-13	Le Caire 87-92
Courmayeur 5-10	Le Caire 88-93
La Plagne 5-10	Le Caire 89-94
Val d'Isère 8-13	Le Caire 90-95
Courmayeur 5-10	Le Caire 91-96
La Plagne 5-10	Le Caire 92-97
Val d'Isère 8-13	Le Caire 93-98
Courmayeur 5-10	Le Caire 94-99
La Plagne 5-10	Le Caire 95-100

SUR MINITEL

Prévisions météorologiques

Temps observé à 14h

26-15 Temp. 14h

AGENDA

VENDREDI 26 OCTOBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Clochemerie (1947-1948), de Pierre Chanal, 16 h ; Il pleut toujours où c'est mouillé (1973), de Jean-Daniel Simon, 19 h ; Jean Giono et le cinéma : l'Eau vive (1989), de François Villiers, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : la Point de Sterntrom (1980, v.o. traduction amnésique), de Carl Theodor Dreyer, la Quatrième Alliance du danois Marguerite (1920, v.o. traduction simultanée), de Carl Theodor Dreyer, 14 h 30 ; Pages arrachées du livre de Saïon (1913-1921), de Carl Th. Dreyer, 17 h 30 ; Cris et Chuchotements (1973, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris, le cinéma des photographes : A. Kertész et G. Freund : André Kertész, photographe américain (1981) de Sylvain Roumette, Paris Kertész (1984) de Christian Caujolle, Jean-François Dars, Anne Papi-laut, Nouvelles Distorsions de Kertész (1984), A chacun sa vérité (1984) de Jean-Daniel Vorhaeghe, Glorie Freund (1982) d'Elisabeth Lannard, Photographie et Société (1984) de Teri Wein-damash, 14 h 30 ; Photo chantage : le Dossier 51 (1978) de Michel Deville, 18 h 30 ; Brassat et Man Ray : la Photographie de Picasso, Brassat (1966) de Francis Warrin, Brassat ou les yeux d'un homme (1960) de Francis Warrin, Bande à Man Ray (1937) de Jean-Marie Drot, 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnés, 19 h : Actualités Gaumont, Spot Kenzo (1990), Bande annonce : Céline et Julie vont en bateau (1974) de Jacques Rivette, la Bergère en colère (1970) de Francis Warrin, la Fille du magicien (1989) de Claudine Bories, 20 h ; Raymond Depardon : Syma : une agence photo (1980) de Fernand Maszkowitz, Reporters (1981) de Raymond Depardon, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-63-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

LES AFFRANCHIS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-63-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-67-77). ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 6 (42-78-47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-67-57-41) ; v.f. : 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Pathé Hautes-Fr., 1 (46-33-79-38).

BAD INFLUENCE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46).

BIENVENUE AU PARADIS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8 (45-81-10-80) ; La Bastille, 11 (45-07-48-60).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-67-57-41).

CASTE CRIMINELLE (Fr., v.o.) : Utopie Champollion, 5 (43-26-84-55).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CHARLIE (A. v.f.) : Le Barry Zibère, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU. Film canadien de Michael Robbo, 14 (42-78-47-86) ; Épée de Bois, 5 (43-67-57-41) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (à partir du vendredi 9-93) : 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-67-59-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

JEAN GALMOT AVENTURIER. Film français d'Alain Maline : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-39-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-74-94-94) ; UGC Odeon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-32-52) ; UGC Normandie, 14 (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9 (47-

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 26 octobre

TF 1

- 20.35 Variétés : Tous à la Une. Avec Michel Boujenah, Francis Cabrel, Eddy Mitchell, Maurane, Zouk Machine... Magazine : Et si on se disait tout ? 23.40 Journal, Météo et Bourse. 0.05 Concert : The Wall.

A 2

- 20.40 Variétés : Avant que le ciel ne nous tombe sur la tête. Avec Alain Souchon, Eddy Mitchell, Jean-Marie Bigard, Liane Foly, Bruno Mesure, ... Magazine : 21.55 Variétés : Magazine littéraire de Bernard Rapp. L'amour. Invités : Boris Cyrulnik (Sous le signe du lion), Marc Lambron (La nuit des masques), Jean-Durand Wolffromm (La légende inaugurale), Marie Nimier (Anatomie d'un chœur). 23.15 24 heures sur l'A 2. 23.30 Journal et Météo. 23.35 Cinéma : Cécilia. ■■ Film américain de George Stevens (1955). Avec Elizabeth Taylor, Rock Hudson, James Dean (v.o.).

FR 3

- 20.40 Magazine : Tréma. Mémoires de brumes, d'Alain-Michel Blanc. 21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit. De Robert Knight (3^e épisode). 22.35 Journal et Météo. 23.00 Magazine : Mille Brèves. 23.55 Magazine : Musicales

CANAL PLUS

- 20.05 Sport : Football, Championnat de France, Caen-Auxerre, en direct. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Magazine : Exploits. Présenté par Marc Toesca. Cinéma : 23.00 Le maître de guerre. ■ Film américain de Clint Eastwood (1986).

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Poursuite meurtrière. Série : L'inspecteur Derrick. 22.20 Série : L'inspecteur Derrick. 23.25 Magazine : Nomades. 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Une mauvaise plaisanterie. De Fred Walton. 22.25 Série : Brigade de nuit. 23.15 ► Magazine : La 6^e dimension. La violence c'est bon signe. Magazine : Avec ou sans rock. 0.15 Capital. 0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Huitième jour du neuvième mois lunaire. 21.00 Napoléon et l'Europe. Time code. 22.00 Documentaire : Parcours d'un peintre. De Marie-Dominique Dhaling. 22.45 Portrait (La biotope). 23.00 Documentaire : Il était une fois dix-neuf acteurs.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Boris Vian. C'est reparti pour un tour. 21.30 Musique : Black and blue. Bass and boss, de Pierre Michelot. 22.40 Les nuits magnétiques. Les promeneurs solitaires. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 7 octobre à Sarrebruck) : Symphonie n° 8 en sol majeur, de Haydn ; Poèmes symphoniques d'après Arnold Böcklin op. 12 (L'amitié au violon, Au gré des vagues, L'île des morts, Bacchanale), de Regar ; Mélodies sur des poèmes de Michel-Ange pour baryton et orchestre op. 145, de Chostakovitch, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Carlos Kalmar ; sol. : Siegmund Nimsgern. 22.20 Cycle accoustique. Concert du GRM : Mobilis in mobile, de Duchenne. 23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 27 octobre

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. 13.50 La Une est à vous. 13.55 Feuilleton : Salut les homards ! La Une est à vous (suite). 14.45 Tienré à Auteuil. 15.45 La Une est à vous (suite). 16.00 Série : Formulaire 1. 17.25 Divertissement : Mondo dingo. 17.55 Magazine : Trente millions d'amis. 18.25 Jeu : Une famille en or. 18.50 Série : Marc et Sophie. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto. 20.40 Variétés : Succès fous. Emission présentée par Christian Morin, Philippe Rissol et Patrick Roy. 22.25 Magazine : Ushuaia. Présenté par Nicolas Hulot. 23.25 Formulaire sport. 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 13.20 Magazine : Résistances. 14.10 Magazine : Animalia. 14.55 Magazine : Sports passion. 17.00 Hit NRJ. 17.40 INC. 17.45 Club sandwich. 18.50 Magazine : Télé-zébre. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Feuilleton : Le pouvoir et la gloire. De Buzs Kulik, avec Peter Strauss, Sam Nadi. 22.15 Variétés : Étoile-palace. Emission présentée par Frédéric Mitterrand. Autour de François Reichembach, Julien Clerc, Jean Marais. 23.50 24 heures sur l'A 2. 0.05 Journal et Météo. 0.10 Série : La loi est la loi.

FR 3

- 13.00 Télévision régionale. 14.00 Magazine : Rencontres. De 15.00 à 19.00 La SEPT. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 20.00 à 0.00 La SEPT. 0.00 Série rose : La gageure des trois commères. De Michel Bolognini, d'après Jean de La Fontaine. 0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Une femme parfaite. De Charlotte Brandstrom.

- avec Rosanna Arquette, Carole Fisher. 15.00 Snooker. 16.00 Magazine : Exploits. 16.15 Cinéma dans les salles. 16.40 Série : Zorro. 17.05 Les superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30 — Dessins animés : Décade pas Bunny. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : De mémoire de rose. D'Yves Amoureux, avec Gabrielle Lazure, Nicolas Farmon. 21.55 ► Les Nuls... l'émission. Invité : Jean Reno. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Evil dead 2. ■ Film américain de Sam Raimi (1987). Avec Bruce Campbell, Sarah Berry, Dan Hicks. 0.35 Cinéma : Sans pitié. ■ Film américain de Richard Pearce (1986). Avec Richard Gere, Kim Basinger, Jeroen Krabbe.

LA 5

- 13.35 Série : L'homme de l'Atlantide. 14.35 Série : La belle et la bête. 15.40 Série : La cinquième dimension. 16.05 Série : Chasseurs d'ombres. 17.00 Série : Superkid. 17.30 Série : Arnold et Willy. 18.00 Série : Happy days. 18.30 Série : TV 101. 19.00 Journal images. 19.10 Jeu : Télé-contact. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Téléfilm : Le procès de l'incroyable Hulk. De Bill Bixby, avec Bill Bixby, Lou Ferrigno. 22.25 Sport : Football. Résultats du championnat de France (et à 0.10). 22.30 Série : Deux flics à Miami. 23.25 Magazine : Désir. 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.55 Série : Dakari. 14.45 Série : Laramie. 15.30 Série : Poigne de fer et séduction. 16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Conslé (rediff.). 16.15 Série : Le saint. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Six minutes d'informations. 18.05 Variétés : Multitop.

LA SEPT

- 13.30 Napoléon et l'Europe (4^e épisode). 14.30 Série : Time code. 15.00 Magazine : Dyrano. 15.30 Claude Berri rencontre Ernst Mayr (2). 16.20 Documentaire : Parcours d'un peintre. 16.45 Série : Portraits. 17.00 Magazine : Anicroches. 18.00 Mégamix. 19.00 Documentaire : Henri Dutilleul. Court métrage : La veille. De Jean-Marc Roulot. 20.00 Histoire parallèle. 21.00 Téléfilm : Trois amours. 22.40 Soir 3. 22.55 Documentaire : Les documents interdits. 23.05 Documentaire : Commedia 50.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Jean-Luc Monterosso, directeur de Paris-Audiovisuel et du Mois de la photo. 20.45 Dramatiques. Le chant de l'arsignée, de Serge Vinnin ; Confiteur, d'André Gounthert. 22.35 Musique : Opus. Randy Weston, entre New-York et l'Afrique. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert de jazz (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Trio pour violon, violoncelle et piano n°4 en mi bémol majeur op. 100, D.929 ; Quintette pour piano et cordes en la majeur op.114, D. 867, de Schubert, par l'Ensemble Amadeus, Hato Beyers, alto, Marc Marder, contrebasse, Georges Pudemacher, piano. 23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 28 octobre

TF 1

- 10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.20 Magazine : Auto-moto. 11.50 Jeu : Tournez... manège. 12.25 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc. 15.10 Divertissement : Vidéo-gag. 15.40 Série : Côte Ouest. 16.40 Tienré à Longchamp. 16.45 Dessins animés : Disney parade. 18.05 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7/7. Invité : Raymond Barre. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : Retour vers le futur. ■■ Film américain de Robert Zemeckis (1985). Avec Michael J. Fox, Christopher Lloyd, Les Thompson. 22.40 Magazine : 22.45 Cinéma : Les trente-neuf marches. ■■ Film britannique d'Alfred Hitchcock (1935). Avec Robert Donat, Madeleine Carroll, Lucia Mannheim. 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 11.00 Messe. Célébrée en l'église paroissiale de Sarcoy. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Giver. 15.45 Dimanche Martin (suite). 16.35 Série : Aïoli 1. 17.35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18.25 Magazine : Stade 2. Jeu à XII : Finale de la poule des As ; Football : Championnat de France, portrait de Laurent Blanc ; Rugby : Barbarians All Blacks (résumé), portrait d'Alain Rolland ; Basket-ball : Championnat de France ; Les résultats de la semaine ; Cyclisme : Finales de la Coupe du monde ; Ski nautique : Coupe du monde ; Gymnastique : Coupe du monde ; Judo : Championnat d'Europe par équipes ; Tennis : Open de Paris à Bercy. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Série : Renseignements généraux. Épisode de Claude Barra, avec Victor Lanoux. 22.10 Magazine : Musiques au cœur. Elisabeth Schwarzkopf. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Sport : Gymnastique. Coupe du monde. 0.50 Musique : Masterclass.

FR 3

- 10.30 Magazine : Mascarnes. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : AGF Biarritz ladies Open ; Marathon : Elden de Paris ; Gymnastique artistique. 17.30 Magazine : Montagne. 18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.10 Série : Benny Hill. 20.40 Théâtre : La double inconstance. Récit de Marivaux, mise en scène et réalisation de Marcel Bluval, avec Claude Brasseur, Jean-Pierre Cassol, Evelyn Dandry. 22.40 Magazine : Le divan. D'Henry Chaplin. Invité : Claude Rich. 23.00 Journal et Météo. 23.20 Cinéma : L'aventure. ■■ Film italien de Michelangelo Antonioni (1958). Avec Léo Massari, Monica Vitti, Gabriele Ferzetti (v.o.).

1.35

- Musique : Carnet de notes. Trois valses sentimentales n° 13-24-34, de Schubert, par Michel Daberto, piano.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00 — 12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Sandrine Bonnaire. 13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes. 14.00 Téléfilm : Le cri du renard. De Witold Szarek, avec Magie O'Neill, David Threlfall. 15.05 Magazine : 24 heures (rediff.). 16.10 Concert : Knebworth 90. Dire Straits, Elton John, Eric Clapton, Paul McCartney. 17.10 ► Documentaire : Les mystères de l'Égypte ancienne. De Michel Mare. Cinéma : La terre des pharaons. ■■ Film américain d'Howard Hawks (1955). Avec Jack Hawkins, Joan Collins, Alexis Minotis. En clair jusqu'à 20.40 — 19.40 Flash d'informations. 19.45 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dan. 20.30 Dis Jérôme... 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire. 20.40 Cinéma : Sur la route de Napoléon. ■■ Film britannique de Michael Radford (1987). Avec Greta Scacchi, Josef Altman, Sarah Miles. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : Flash sport ; L'événement ; Football américain. Cinéma : Nîco. ■■ Film américain d'Andrew Davis (1987). Avec Steven Seagal, Pamela Grier, Henry Silva (v.o.).

LA 5

- 10.55 Série : Shérif, fais-moi peur. 11.50 Série : Wonder woman. 12.45 Sport : Inshore. Résumé du Grand Prix de Toulon. 13.00 Journal. 13.35 Série : Simon et Simon. 14.40 Série : Bergerac. 15.45 Téléfilm : Mal à l'âme. De Jon Avnet, avec Farrah Fawcett, Coleen Dewhurst. 17.55 Série : La loi de Los Angeles. 18.45 Journal images. 18.50 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : La course à l'échalote. ■■ Film français de Claude Zidi (1975). Avec Pierre Richard, Jane Birkin, Michel Aumont. 22.30 Cinéma : Le prix du danger. ■■ Film français d'Yves Boisset (1982). Avec Gérard Lanvin, Michel Piccoli, Marie-France Pisier. 0.15 Le Journal de minuit.

M 6

- 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : M6 express. 12.05 Magazine : Sport 6 première. 12.15 Série : Mon ami Ben. 12.40 Série : L'ami des bêtes. 13.30 Série : Madame est servie (rediff.). 14.00 Série : Murphy Brown. 14.30 Série : Dynastie. 16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. 16.15 Série : Médecins de nuit. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Six minutes d'informations. 18.05 Série : Clair de lune.

- 18.55 Magazine : Culture pub. 19.25 Série : La famille Ramdam. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Cinéma : Ulysse. ■■ Film italien de Mario Camerini (1954). Avec Kirk Douglas, Silvana Mangano, Anthony Quinn. 22.20 Six minutes d'informations. 22.25 Capital. 22.35 Cinéma : Mort ou vif. ■■ Film américain de Gary Sherman (1986). Avec Rutger Hauer, Gene Simmons, Robert Gulliams. 0.05 Six minutes d'informations. 0.10 Médecins de nuit (rediff.). 1.05 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 12.00 Cours d'italien (2). 13.00 Série : Objectif amateur. 13.30 Documentaire : Histoire parallèle. 14.30 Documentaire : Mir et Mrs Thaw sur la route de la soie (1). 15.50 Cinéma d'animation : 25 octobre, 1^{er} jour. 16.00 Palettas. D'Alain Jaubert. 16.30 Préfaces (Isaac Babel). 17.00 Documentaire : Il était une fois 19 acteurs. De François Moncaus. 18.00 Danse : Roses et last look. De Paul Taylor. 19.00 Documentaire : Paris black night. 20.00 Histoire de la bande dessinée (8). 20.35 Cinéma : Le maître de poste. ■■ Film soviétique de Sergueï Soloviov (1972). 21.35 Cours métrages. 22.30 Cinéma : Céline et Julie vont en bateau. ■■ Film français de Jacques Rivette (1974).

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Qui ça ? Shikley Goldfarb. 22.35 Musique : Le concert (donné à Strasbourg le 29 septembre) : Trio for strings, de La Monte Young, par le Trio Basso. The well-tuned piano (extraits), Théâtre de la musique étendue (extraits), Improvisations de saxophone soprano par La Monte Young de 1963, avec les membres du futur Velvet Underground : John Cale, violon, et Tony Conrad, guitare.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre de la Ville) : Grands maîtres de la musique classique française. Asghar Bahari, kamantché ; Jafar Shennaz, tar ; Farmanz Payer, santur ; Mohammad Esmaili, zarb ; Sharam Nazeri, chant. 23.05 Poussières d'étoiles. Concert (donné le 15 septembre par la Fondation Royaumont) : Une création de Huber ; Kyrle, d'Ockeghem ; Canticos de Circulo Gyrate pour soprano, alto, baryton, de Huber, par l'ensemble Les Jeunes Solistes, dir. Rachid Saïf et l'ensemble Contrachamps, dir. Giorgio Bernasconi.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec AMÉLIE COLEMAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 25 octobre 1990 Le Monde / SOFRES-NEILSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	56,7	Sainte-Barbara 20,8	McGiver 11,0	Act. rég. 19,5	Nulle part 1,9	Télé contact 1,7	Fête maison 2,2
19 h 45	62,0	Roue fortune 26,2	McGiver 14,7	19-20 Info 13,4	Nulle part 3,0	Journal 2,2	Roseanne 2,5
20 h 16	70,9	Journal 29,2	Journal 17,5	Le classe 10,3	Nulle part 3,3	Journal 4,4	Madame... 5,6
20 h 55	74,0	Football 29,3	Envoyé spéc. 18,3	Complot fem. 13,7	Comédie été 0,5	Au nom de... 7,0	Le Triporteur 8,1
22 h 8	62,8	Football 28,3	Choix Sophie 10,0	Complot fem. 12,9	Comédie été 0,7	Au nom de... 7,5	Le Triporteur 8,4
22 h 44	30,7	Ex libris 3,5	Choix Sophie 12,4	Soir 3 5,8	Sociétés... 0,3	Reporters 5,9	L'éclaircie 2,9

LE BÂTIMENT INTELLIGENT A TROUVÉ SON ÉNERGIE



Aujourd'hui l'énergie qui libère votre créativité, l'énergie des grands projets et des bâtiments intelligents, c'est l'électricité. L'électricité assure une décroissance des coûts qui vous permet de concilier gestion et imagination. La diversité des solutions électriques permet de répondre à tous les besoins du bâtiment tertiaire et aux impératifs des nouvelles technologies... du chauffage à la connectique.

L'ELECTRICITE: L'AVENIR AU QUOTIDIEN



صكرا من الاعمال

S A N S V I S A

La Perse en pèlerinage

Revenir en Iran plus de dix ans après la révolution islamique, c'est s'exposer à bien des surprises dont la moindre n'est pas que la vieille Perse a su, bien souvent, amortir le séisme khomeinyste. De Méched à Nichapour, de Khadangah à Teos, en passant par Qom et Téhéran revisitées, carnet de route d'un voyageur attentif à l'ambiance et à la température des grands lieux saints.

Méched. A peine arrivé dans le chef-lieu du Khorasan, on prend une leçon de modestie, en entendant que cette ville sainte du chiisme est aussi « le premier lieu de pèlerinage mondial avant Lourdes, La Mecque ou Bénarès ».

Selon les chiffres communiqués par la Fondation du seuil sacré, onze millions de pèlerins ont pérégriné en 1989 sur le mausolée d'argente de l'imam Reza (1), huitième descendant de Mahomet, enseveli ici en 818 après avoir été empoisonné par le fils du plus fameux des califes de Bagdad, Haroun el Rachid. Déjà, les Irakiens nuisaient à l'Iran...

Même en sachant qu'on peut pèleriner vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an dans le gigantesque complexe de mosquées aux portiques et coupoles recouverts de feuilles d'or pur, même en regardant ces foules compactes et allégres, pénétrant nuit et jour dans les cours ou les salles dallées de marbre ou d'onyx d'un rafraîchissant vert aqueux, on ne peut s'empêcher de calculer que l'Iran n'a qu'une cinquantaine de millions d'habitants, musulmans à 99 % certes, mais chiites à 84 % seulement.

Les sunnites ne sont pas indésirables à Méched, mais eux-mêmes ne se contentent guère attirés par un sanctuaire où le tombeau d'Haroun el Rachid (mort en 809), placé à côté de celui de Reza, reçut longtemps un discret coup de pied - déchaussé - il est vrai.

AU SOMMAIRE

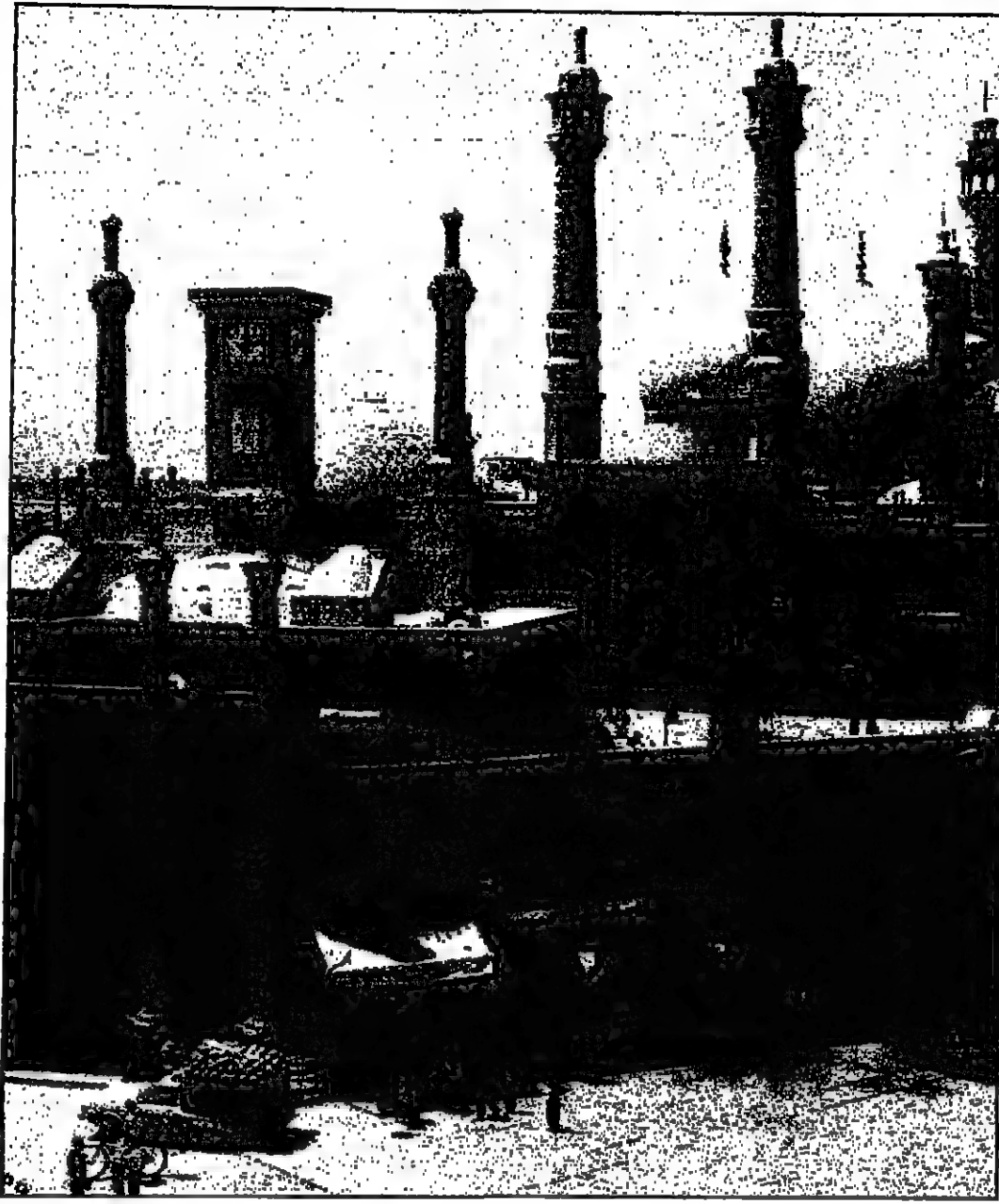


Briare et son pont-canal, ou l'art de mettre de l'eau à l'horizontale dans une ville en pente p. 31

Le vin ne déteste ni les coups de tabac, ni les vagues, ni le roulis p. 35

Céline a beaucoup voyagé sur la mer. En quelques escales, l'itinéraire d'un errant au bout de sa nuit p. 33

Escapes (p. 30) Têtes (p. 30)
Jeux (p. 34) Gastronomie (p. 35)



Qom, la ville où Khomeiny se fit un nom comme professeur de théologie islamique et où les Iraniens viennent se recueillir près du tombeau de Fatima, sœur de l'imam Reza.

des fervents de l'imam assassiné. Dans un souci de concorde, on a fini par faire disparaître sous le dallage les restes de l'illustre calife, correspondant de Charlemagne.

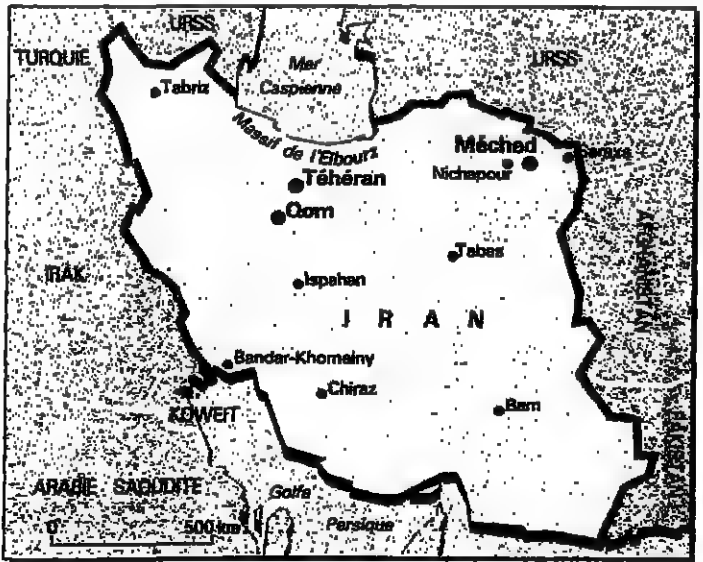
Le nombre géant de visiteurs, vous explique-t-on dans la cité bénie, est dû au fait que « chaque chite iranien, digne de ce nom » vient plusieurs fois à Méched dans sa vie, qu'une bonne fraction des six ou sept millions de Khorasaniens s'y rend pratiquement chaque année, et qu'à ces nationaux s'ajoutent des chiites du Pakistan, de l'Inde, d'Afghanistan, du Liban et de l'Irak et des républiques musulmanes de l'ex-empire soviétique. (Sur près d'un milliard de musulmans dans le monde, on dénombre, selon les estimations les plus favorables, environ 125 millions de chiites.)

Quelques jours plus tard, à Téhéran, à plus de mille kilomètres de là, prenant un taxi à l'aéroport, nous apprendrons du chauffeur, un trentenaire, qu'il s'est déjà rendu quatre fois, avec sa famille, à Méched... Restons donc encore un moment dans cette ville si attractive où des banderoles reproduisent volontiers cette phrase de Khomeiny : « Le Seuil sacré est le centre de l'Iran ! » L'ayatollah révolutionnaire n'était pas de la région et durant sa décennie de pouvoir, il ne visita pas l'imam Reza. Quant au Khorasan, il est confiné entre l'Union soviétique et l'Afghanistan. Mais, percevant les premiers craquements de l'aire communiste, le tombeau du chah eut peut-être la vision d'une Asie centrale rendue à elle-même et libérée de l'athéisme, et où Méched deviendrait à la fois Samarcande et La Mecque, cail magique de l'univers chite.

Déjà passée en trente ans de 200 000 à 1 750 000 habitants (dont 300 000 réfugiés afghans, assez bien intégrés), fonctionnelle

et soignée, affichant l'ambition de rapprocher foi et savoir, sous les auspices de quatre ou cinq universités (50 000 étudiants) et de la plus vaste bibliothèque moderne d'Iran, Méched a des moyens que

nom du saint imam mort depuis douze siècles, la Fondation possède et gère de nos jours à peu près la moitié de l'espace bâti de Méched (15 000 hectares), sans préjudice de quelque 450 propriétés rurales



ne peut aligner en ce moment aucune autre conurbation iranienne, aucune métropole orientale entre Ankara et Lahore.

L'iranologue Bernard Hourcade nous dit pourquoi : Méched est, depuis le règne des Séfévides (1502-1722) sous lequel le chiisme se généralisa en Iran, « le pèlerinage le plus important du pays. Au cours des siècles, des centaines de milliers de fidèles (de Perse et d'ailleurs) ont légué à l'Astan-Qods [le Seuil sacré] une partie de leurs richesses. Ce waqf [bien inaliénable d'une fondation pieuse appelée ailleurs ouaouf ou habous] est ainsi devenu le plus grand d'Iran, sinon du monde ».

Encore un record ! En effet, au

(400 000 hectares) dans le seul Khorasan ; sans compter ses biens dans d'autres provinces persanes ou au Pakistan, en Inde, etc., et ses dizaines d'entreprises fournissant aussi bien du magret de canard que des vaccins, du sucre, de la vaisselle, ou le fameux « pain réza ».

La princesse Achraf, sœur jumelle de Mohamad Reza Chah, ne dédaigne pas, elle-même, de prendre en ferme les pommaraies sans fin possédées par le Seuil sacré, près de Kazvin, au sud de la Caspienne. Quant à l'empereur, il présidait de droit la Fondation, fonction exercée depuis la révolution par le majestueux ayatollah Tabassi (dont le nom rappelle

agréablement à tous les Iraniens la funeste équipée du commando hélicoptère dépechée à Tabas, au sud-ouest de Méched, par le président Carter...)

Alors que partout étaient détruites les marques pahlavides, magnanime, l'ayatollah, président de la Fondation, n'a pas fait dépendre le lustre de cristal offert par l'impératrice Farah pour le saint des saints (côté femmes) ; politique, il vient de suspendre (côté hommes), l'énorme lustre de cristal et or qu'a apporté à Méched, en septembre dernier, le « musulman douteux » (2) qu'est, aux yeux de la plupart des fidèles de Mahomet, le général Hafez el Assad de Syrie.

Même archisaïnifié, l'air des mosquées finit par se raréfier. Filons donc un moment vers le plein air, par exemple à Sarax, à une centaine de kilomètres à l'est, sur la frontière du Turkménistan. Mais là encore s'étend le Seuil sacré, dans ce gros bourg agricole modèle, lustré comme un sou neuf. Les paysans, pourtant, n'y sont pas tous aux anges de travailler sous « l'aile protectrice » de la Fondation.

A l'époque de l'ultime chah, le volet agricole de la révolution blanche, présenté alors, de par la terre entière, comme une imposture, permit bel et bien à la majorité des fellahs iraniens, non propriétaires, de le devenir, en ponctionnant une partie des latifundiaires.

Le Pahlavi n'osa guère procéder de même avec les waqfs, mais grignota tout de même, pour sa réforme agraire, un millier d'hectares de la Fondation, autour de Sarax.

Après la révolution islamique, la plupart des distributions impériales de lopins ont été respectées par les nouveaux gouvernants, mais à Sarax, la Fondation, en dépit d'une mission parlementaire de Téhéran, acquise aux ruraux, exige jusqu'à présent que les attributaires du temps du chah restituent leurs biens en échange d'autres terrains que le Seuil sacré se

procure hors du waqf. Généralement, les paysans refusent.

Pour nous soustraire à cette atmosphère assez lourde, nos hôtes iraniens nous emmènent à travers champs au mausolée de Lokman-Baba penthé comme la tour de Pise dans une Beauce asiatique, tranchée par la frontière « russe ». Ici ni or ni argent, pour ce mystique médiéval qui « demanda et obtint d'Allah d'être délivré de sa raison afin de se livrer sans frein à l'amour divin »... Les dévots du coin lui tissent de petits tapis qu'elles font suspendre aux murs. On y voit même, cas rarissime en islam, une figuration des traits supposés de Mahomet, avec barbe et turban noirs ressemblant fort au mollah moyen de notre temps.

Demain, une fois Méched retrouvée, nous bifurquerons vers les régions moins incertaines et plus sophistiquées du Khorasan occidental : vers Nichapour dont les assiettes blanches du dixième siècle, juste ornées d'une frise de caractères arabes, disent dans les vitrines du Louvre ou du Met de New-York, la grandiose simplicité de l'art islamico-iranien. Mais les ménagères d'aujourd'hui (et les concepteurs des faïenceries imam Reza) préfèrent l'Arcopal...

Les environs de l'ex-Limoges de la Perse ne sont que gras vergers et alignements de peupliers sur fond de montagne nue. Station obligatoire au monument funéraire d'Omar Khayyam (1047-1123), manière de château d'eau serti de faïences colorées, élevé en 1934 par les Pahlavi, soucieux de ne pas être en reste face à une Europe fraîchement entichée des vers rubiconds d'un poète qui, pour l'Iran, fut d'abord un mathématicien et un astronome.

Jean-Pierre Péron-Hugot
Lire la suite page 32

(1) Raza, en arabe.
(2) Le président Assad appartient au petit courant syncrétique des alaouites, issu du chiisme, mais qui n'est reconnu ni par les chiites ni par les sunnites.

REVEILONS AU PAYS DU PERE NOEL

Decouvrez le PERE NOEL, ses rennes, ses lutins, ses cadeaux... au cœur de la LAPONIE FINLANDAISE et les multiples activités qu'offre ce paradis : SKI, LUGE, MOTONEIGE, TRAINEAU A CHIENS, SAUNA...

SCANDITOURS

Demandez la brochure "LAPONIE 90/91" à votre Agence de Voyage ou à la MAISON DE LA SCANDINAVIE 36 Rue Tronchet - 75009 PARIS Tél.: (1) 47 42 38 65

A black and white caricature of a man with a very large, prominent nose, wearing a suit and a bow tie. He is standing behind a sign that reads "RECEPTION". The drawing is done in a sketchy, expressive style with heavy black lines.

Philippe Bogelo

**Sélection établie par
Patrick Francès
et Danielle Tramard**

Guide

[illegible]

صكرا من الاعمال

Briare les eaux rassemblées

On voit passer des Anglais, de l'orge et du maïs. On rencontre des curieux qui posent des questions. Il y a de quoi. Voici l'ouvrage le plus orné que la science des canaux ait conçu. Un ouvrage d'art en tenue de soirée, une chimère de la technique, pont et canal, un canal qui fait le pont, un canal-pont : Briare.

ARRIVER à Briare avant la tombée du jour. Trouver le pont-canal. Ne pas manquer le moment où s'allument, clin d'œil dans le crépuscule court et rosé de l'automne, les soixante-douze réverbères en fonte, lanternes de ville égarées, impossibles pourtant, si la Loire en rajoute et envoie un léger brouillard pour corser l'affaire, s'engager sans vertige (il n'y a que 11 mètres, mais il y paraît le double) le long des trottoirs suspendus dans la nuit relève de l'exploit.

Autour, l'usine éolatoire ronronne, le grand bassin où patientent les péniches, quand il y en a, et où dorment des plaisanciers, quand c'est l'été, des maisons basses, avec jardinets. Du silence. En bas, la Loire, lointaine. On peut se contenter du spectacle ; il est très beau. Laisser sa place au mystère. Ou bien vouloir comprendre.

Henry IV avait-il pensé aux marins anglais qui voudraient un jour traverser la France avec leur bateau et rejoindre la Méditerranée par le plus court chemin ? Le plus court, le plus lent, le plus aimable aussi. Ce chemin passe par Briare, sur la Loire, et par le canal qui porte son nom, canal de « Loyre en Seine » qui unit par leurs affluents les plus proches deux fleuves qui n'étaient pas nés pour se rencontrer. Un défi à la

nature, à la géographie, aux lois de la pesanteur.

« L'idéal du canal, c'est la rivière, comme l'oiseau est celui d'écure », écrit Pierre Pinon. A Briare, le paradoxe est porté à son comble, le canal est aérien : lourdes, lentes, les péniches sont lancées au-dessus du vide, en toute sérénité, en toute rectilignité. On en a l'intuition sur place. Devant cet ouvrage d'art, on devine que cette eau plate en dit long sur la science des ingénieurs, la volonté des politiques et la suite dans les idées que les uns et les autres ont manifestée. Point d'orgue, à la fin du dix-neuvième siècle, d'une entreprise lancée au tout début du dix-septième siècle, Briare, la Loire, le pont-canal et le canal racontent trois siècles de notre histoire.

« Autant que les rois, les canaux ont fait la France », affirme François Beaudouin, expert et passionné, qui a créé et qui dirige le Musée de la batellerie de Conflans-Sainte-Honorine. Si le Nil est à l'origine d'une civilisation, notre pays n'avait aucun destin tracé par sa géographie ; au contraire. Les régions avaient toutes les raisons de s'ignorer. La France est le résultat d'une volonté très ancienne et l'eau a joué un rôle essentiel dans ce projet de réunir, relier, approvisionner, créer des débouchés, des liens commerciaux, une unité finale.

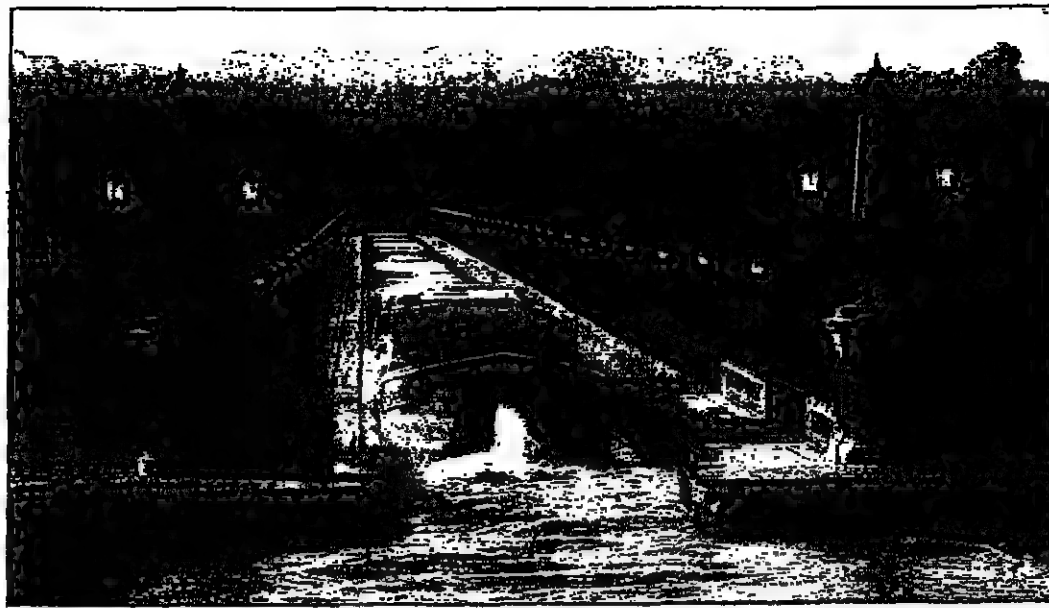
1604-1896. C'est au dix-neuvième siècle que l'on construit le canal latéral à la Loire de Digoin à Briare. C'est en 1896 qu'on met en service le pont-canal qui parachève l'ensemble. De Briare, en parcourant 18 kilomètres, on peut reculer de trois siècles et voir combien l'entreprise initiale était osée : à Rogny-Sept-Ecluses, l'ouvrage (qui a servi jusqu'en 1887) pharaonique dans son genre, l'escalier d'écluses, terminé en 1642, qui a permis le franchissement artificiel de la ligne de partage des eaux, la réunion des deux bassins de la Loire et de la Seine.

« Les Phéniciens n'en ont pas fait autant », François Beaudouin est formel. Il y a des ouvrages de l'antiquité plus longs, plus grands. Mais c'est « char à bancs,

comparé au moteur à explosion ». A l'Occident, on doit reconnaître deux inventions majeures. La première, on la doit à Léonard. « Il est plus connu pour la Joconde, mais le rôle joué par l'écluse à sas à deux portes busquées qu'il introduisit dans notre pays est sans doute plus essentiel ». L'autre est française : Adam de Craponne, au seizième siècle, met au point à Salon-de-Provence, le principe du canal de jonction à point de partage avec alimentation extérieure. Henri IV et Sully s'en emparent avec la volonté de le réaliser : Briare sera le premier.

Dans sa classification, Pierre Pinon le dit bien. Canal de dérivation, canal latéral, bon ; mais le canal-roi, c'est le canal de jonction. Portes busquées, biefs de partage. Sans utiliser la technique, on peut dire qu'il s'agit d'un escalier d'eau, qu'il faut construire l'escalier et remplir d'eau les marches ; qu'il faut choisir le point de passage le moins haut, bien sûr, mais qu'il doit être alimenté par des réserves d'eau situées de préférence plus haut. Facile ! Entre « Loyre et Seine », les ingénieurs de 1604 choisirent d'unir le Loing (à Montargis) à la Trézée, qui se jette dans la Loire à Briare : 55 kilomètres, trente-deux écluses et un itinéraire encore en service aujourd'hui, car il a été mis au « gabarit Freycinet », ce qui n'est pas le cas de plusieurs autres canaux, en Bourgogne notamment.

Autant Briare fait « ville », autant Rogny en est le versant rustique. Village de maisons basses, ponts et passerelles bossues, carrefour de canaux et rivières (les sept écluses ont été remplacées il y a cent ans par un passage plus commode et moins monumental de cinq portes seulement). Mais en 18 kilomètres, ou bien en longeant à pied le chemin de halage, si on prend le temps, on comprend tout de l'audace des aténateurs. Mais il faut



B. HENRY/CEORI

faire un effort, s'informer, savoir déjà en quelque sorte : les panneaux explicatifs sur place sont uniquement descriptifs : longueurs, largeurs, chiffres, rien qui explique le projet. Et puis les monuments se remarquent mieux quand ils se dressent à la verticale. On n'est pas habitué à déchiffrer le message horizontal, qui se fonde dans le paysage, le recrée à sa manière, échappe aux départementales, répareit ici, exige un plan, une coupe, une carte pour être saisi dans son ensemble.

Enfin, la culture technique, l'archéologie industrielle, même si on en parle beaucoup depuis quelques années, ne sont pas encore entrées dans nos mœurs : les Britanniques, les Allemands, les Suisses, nombreux à s'arrêter à Briare, sont plus curieux de ces choses.

« De la culture, nous, Français, ne retenons que les beaux-arts », regrette François Beaudouin, dont le musée reçoit pourtant chaque année 40 000 visiteurs.

A Briare, l'office de tourisme est actif, fait son possible, et reçoit beaucoup d'étrangers, justement, des Britanniques, des Néerlandais. Des promenades en bateau sont organisées, des brochures disponibles. Mais celui qui se rend directement sur place ne reçoit qu'une information très sommaire, une grande affiche descriptive de l'ouvrage, et c'est tout. On saura que le pont-canal, avec 662 mètres, est le plus long d'Europe. On retiendra le nom d'Eiffel : à l'entreprise du fameux

ingénieur fut en effet attribué le chantier de maçonnerie. Le travail du métal, remarquable par son étanchéité et sa solidité, est dû à l'entreprise Dayd et Pillé et l'ingénieur s'appelait Mazoyer.

L'administration aime bien son canal, sans doute, mais elle ne s'estime manifestement pas chargée d'assurer aussi sa promotion culturelle : elle n'a même pas les moyens de repeindre correctement les deux maisons éclusières qui se font face à l'entrée du pont.

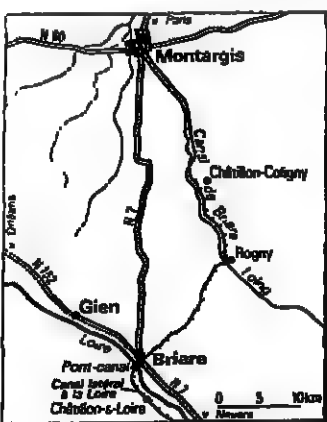
C'est pourtant un monument. Inscrit à l'inventaire des monuments historiques en 1976, couverture et affiche de l'exposition sur les canaux de 1986, bonoré - in fine - d'un timbre-poste à 2,30 F l'été dernier, le pont-canal de Briare, qu'on pouvait voir autrefois sur les images du chocolat Tobler, est encore largement méconnu. « Monument dans le paysage, monument du paysage », disaient Pierre Pinon et Anne Kriegel au terme de la grande enquête qu'ils avaient menée pour la direction des paysages du ministère de l'équipement avant de réaliser cette exposition. S'il est un lieu majeur, c'est bien Briare. « On n'a jamais vu tant d'eau plate dans une ville en pente. C'est unique », affirme François Beaudouin. Briare le sait, qui a ouvert un port de plai-

sance il y a deux ans et constate l'essor du tourisme.

La plus moyenne des villes moyennes - la France avait tendance à voter comme Briare et les sondologues l'avaient prise comme témoin - n'a pas toujours eu cet air dolent. Quand le charbon de Montceau-les-Mines remontait vers Paris, quand les récoltes du Bourbonnais nourrissaient la capitale, elle voyait passer trente péniches par jour et il arrivait que les haleurs aux longs jours, payés au forfait pour un transport, reviennent à pied. Reprenant leur blason « (Concordia crescit, croire en unissant) » et leur petit château pour hôtel de ville, la municipalité s'est faite l'héritière de ces « seigneurs du canal », aristocrates et bourgeois rassemblés dès les années 1600 dans une sorte de société par actions. Son canal, elle le soigne, elle l'a même ajouté à son nom, Briare-le-Canal. Mais la statue sur la place, devant l'église de style romano-byzantin dur et sans nuances, inaugurée à l'époque glorieuse du pont-canal, n'est pas celle du poète local, Camille Delamour ; elle rend hommage à ce Félix Baptesse, qui, en la choisissant pour y créer une manufacture de boutons en porcelaine, fit la prospérité de Briare. Mais c'était le hasard : une roue qui casse, sur la route de Paris à Moulins...

Michèle Champenois

Guide



Livres
• Un canal, des canaux. Ouvrage collectif, très illustré et très bien documenté. Textes d'Anne Kriegel, Pierre Pinon et François Beaudouin notamment. Publié en 1986 à l'occasion de l'exposition du même nom par Picard et la Caisse des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. 415 p., 295 F.
Chemins d'eau, Jean Rolin. J.-C. Lettès.

Hôtels
Briare est à 150 km de Paris, sur la nationale 7, au sud de Montargis. La direction du pont-canal est indiquée en ville. On peut loger à proximité immédiate du monument, à l'entrée du pont, à l'hôtel Le Canal, agréable deux étoiles très calme (chambres de 210 F à 300 F) ; vue sur la gare d'eau depuis le restaurant. Quai du Pont-

Canal, 45250 Briare. Tél : 38-31-22-54. Fermé du 20 décembre au 20 janvier.

A Rogny, Auberge 7 Ecluses, restaurant avec quelques chambres (fermé le mardi). Menus de poissons et crustacés (120 et 180 F). Tél : 86-74-52-90.

Visites
En bateau, des croisières sont organisées dans Briare, sur l'ancien canal et le nouveau, avec passage d'écluses et aller-retour sur le pont-canal, par différentes compagnies.

Le Yoline (jusqu'à 12 personnes), croisière-repas, 170 F, durée quatre heures ; ou location de ce bateau pour le week-end (4 cabines) avec skipper. Tél : 86-74-74-85.

Le Loiret, croisière de trois heures, 178 F par personne avec le repas. Jusqu'au 11 novembre. En été, ou le dimanche, promenades d'une ou trois heures (25 ou 65 F). Tél : 38-37-12-75.

Location de house-boats, port de plaisance, itinéraires de promenade. Pour tous renseignements : Office de tourisme de Briare, place de l'Eglise. Tél : 38-31-24-51.

A pied, randonnée organisée le dimanche 28 octobre sur 7, 15 ou 28 km le long du canal de Briare et des rigoles qui alimentent l'escalier d'écluses de Rogny. Renseignements : Gérard Sermeaux, éclusier, St-Joseph, 89220 Rogny. Tél : 86-74-53-86.

Musées
A Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), Musée de la batellerie, château du Prieuré, 3, place Gévelot. Tél : 39-72-58-05. •

C'est fou la vie qu'on peut mener sans être milliardaire.



Forum Voyages, c'est un concept unique : des circuits en petits groupes de 8 personnes maximum. Découvrir un pays à 8, ce n'est pas le découvrir à 40. Un luxe rare, avec les plus beaux palais du monde, tout est inclus : visites, mini-bus climatisé, chauffeur et guide parlant français. Nota : dans tous les cas, départs quotidiens individuels sur demande.

* Séjours ou circuits au départ de Paris, prix par personne à partir de :

Agence Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél : 427.89.89 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél : 42.89.07 • 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél : 42.81.20.20 • 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél : 45.74.30.38 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél : 45.44.38.61 • 38, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél : 46.33.57.97 • Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél : 35.98.32.59 • Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél : (0)4727.36.37. Minitel 36.15 code FV.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Je vous remercie de m'envoyer, contre 9,90 F en timbres, votre brochure :

☐ L'Asie ☐ La Floride ☐ Les Amériques ☐ La Méditerranée ☐ La Grèce

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

FORUM VOYAGES

INDE
16955 F
15 JOURS RAJASTHAN
DANS LES PALAIS
DES MAHARAJAS.
GROUPE DE 8 PERSONNES MAXIMUM.
FORUM VOYAGES
LE LUXE MONSIEUR

La Perse en pèlerinage

Suite de la page 29

Quant à la louange de l'ivresse par maître Omar, vu le régime islamique... Nous n'avons pas le temps de finir notre phrase qu'un hodjatoleslam (3) des parages nous rassure : «Aucun problème, puisqu'il s'agit de vin mystique!». La même excuse existait déjà il y a dix siècles...

Au cimetière des Martyrs de Nichapour, le climat est moins disert : quatre cents tombes de jeunes gens tués lors de la guerre déclenchée par l'Irak (1980-1988) s'alignent en rangs serrés, chacune surmontée d'une sorte de tabernacle en aluminium et verre. Derrière la vitre, la photo du défunt, souvent un adolescent, entouré de fleurs et fruits en plastique, parfois aussi d'un Coran ou d'un portrait de l'imam Ali, gendre du Prophète et père du chiisme (on estime à trois cent cinquante mille le nombre de Iraniens tombés durant le conflit; quant aux mutilés, on en rencontre partout, sans bras, sans jambe, sans yeux).

Sur la route du retour, escale moins éprouvante à Khadangah, antique pyrée - temple du feu - des zoroastriens. L'imam Reza vint un jour s'y promener. L'endroit lui plut, malgré les vestiges patens. Peut-être y avait-il déjà ici ces platanes d'Asie à feuilles dentelées (les platanes de France proviennent d'un mariage entre cette variété asiatique et celle d'Amérique), ces mûriers, ces eaux fraîches. Pour Livre d'or, Reza choisit un morceau de basalte bien noir et y posa son pied qui s'y imprima nettement pour toujours.

Placé sous un dôme vert et bleu - en cours de restauration aujourd'hui avec apparement autant de soins que quand le français André Godard avait la haute main sur toute l'archéologie persane - la pierre de Khadangah attire les touristes religieux avides d'un avant-goût de Méched. Le sanctuaire ne déçoit pas.

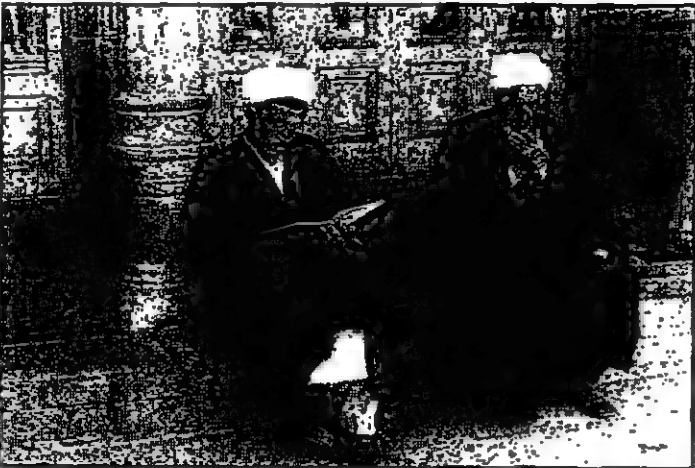
Le Khorasan a encore plus d'un mini-pèlerinage dans son sac, comme pour préparer les nouveaux venus à subir le choc de cette armée de minarets marquant le champ sacré méchedois. Ainsi, au nord de Méched, à Tons, repose Ferdoussi (940-1020), l'auteur du très nationaliste *Chah Nameh* (le Livre des rois), sorte de super-*Chanson de Roland*, exposant en cinquante mille distiques toute l'histoire du vieux Iran, des origines achéménides à la conquête arabo-musulmane. Le millénaire du *Chah Nameh* va être célébré fin 1990 avec la participation de l'UNESCO.

Dans le temple néo-achéménide que les Pahlavi firent élever à Tons, n'ont jamais cessé de défiler les Iraniens désireux de marquer leur attachement à ce chite « victime d'une injustice sunnite » que fut le poète épique. Ferdoussi mourut en effet dans la gêne, car le souverain de l'époque, un sunnite donc, ne lui régla le prix du *Chah Nameh* qu'à

près son décès. On montre encore dans les environs un pont que la fille de l'écrivain fit construire avec les droits d'auteur de son père dont elle n'avait pas voulu profiter elle-même puisqu'ils provenaient d'un roi ingrat.

Dans la maison de thé construite en contrebas du monument de Ferdoussi, il y a toujours quelque apprenti-archéologue du cru pour vous raconter, en français cassé, cette histoire millénaire, exactement comme si elle s'était passée hier, comme si il s'agissait des démentés d'un romancier contemporain avec le pouvoir. Justement, M^{me} Parsipour, auteur d'un texte sur un adultère dans la Perse du dix-neuvième siècle, vient de passer quelques jours au fond d'un cachot pour « offense à la morale », et on vous débite cette nouvelle toute chaude entre un couplet vieux de mille ans sur Ferdoussi et un autre tout aussi ancien sur Ghazali...

Ghazali, le célèbre mystique arabe? « Lui-même, à cela près qu'il était persan bon teint, né à Tons ».



Mollahs dans une école théologique de Qom.

précisément en 1053... Gloire de l'académie théologique de Bagdad, ermite dans un minaret de Damas, pèlerin à La Mecque, le penseur prodigue revint enfin dispenser ses connaissances au pays natal. Ce saint Augustin de l'islam a droit à une chapelle en briques roses, d'une hauteur de trois ou quatre étages, coupole reposant sur quatre trompes, sans ornement aucun, comble de grandeur brute.

Méched a beau de moins en moins cacher ses ambitions de capitale officielle, il faut quand même regarder celle qui l'est officiellement depuis sa création par un eunuque-roi, il y a deux cents ans : Téhéran. La révolution ni la guerre ne l'ont changée. Elle est toujours aussi laide, la pauvre, uniformément grise sur près de 100 kilomètres de long et plus de 40 kilomètres de large, au pied du massif pelé de l'Elbourz. Mais propre, comme bien peu de mégapoles orientales le

sont. Et elle a du mérite, cette ville qui n'a finalement jamais été une ville, étranglée encore jeune par un trafic - ténébreux en persan - qui fait d'elle un entrelacs de routes, autoroutes, ponts, échangeurs et encombrements, le long desquels vivent de dix à douze millions d'habitants.

Là-bas pourtant, dans la plaine, après les faubourgs sud d'où jaillit l'irrépressible révolution en 1978, une énorme boule d'or est aujourd'hui suspendue au-dessus de la poussière ambiante. Là-bas, c'est Rey, avec ses raffineries, ses usines, ses cabanes ouvrières, sa pollution des sols et des ciels.

Et cependant, toute la faramineuse histoire du pays est là : Rey fut répertoriée comme fondation divine dans l'*Avesta*, le livre saint des zoroastriens; y séjourna Alexandre le Grand en 330 avant Jésus-Christ; elle fut la principale étape iranienne - avec Méched - de la Route de la soie; baptisée

Mohamadyeh par les colonisateurs arabes en l'honneur de Mahomet, elle servit de berceau à Haroun El Rachid, etc.

Jusqu'à Reza Chah qu'on y enterra - après sa mort en 1944 dans son exil anglais d'Afrique du Sud - sous un dôme où, un temps, ne manquèrent pas les orants. Après la chute du fils de Reza Chah, le terrible ayatollah Khomeini, Fouquier-Tinville et Attila réunis, fit raser le mausolée en même temps que l'immense « Ville Nouvelle », pudique enceinte dans laquelle les Pahlavi avaient réuni les innombrables prostituées de Téhéran (cinq à six mille, disait-on, sous le règne du dernier chah). A la place de ces « lieux maudits », on a planté des cyprès et rosiers.

Le globe d'or vu de loin, comme en suspension dans les airs est la coupole ovoïde d'une mosquée de 15 000 mètres carrés, pavée de marbre vert laiteux, cœur d'un chantier à perte de vue, nouvelle cité théologique et hospitalo-universitaire, en même temps. C'est le tombeau de Khomeiny. Derrière une grille d'aluminium, un Coran ouvert posé sur un petit lutrin de bois blanc, marque l'emplacement de la dépouille. Tout autour des gens prient, pleurent, parlent : familles au complet, soldats en permission, éclopés de sortie. Beaucoup jettent de l'argent sur la pierre tombée « pour l'entretien de la mosquée ». Un nouveau raf est né.

Oh, les visiteurs sont loin d'être tous des inconditionnels du régime islamique! L'Iran presque entier peste ces jours-ci contre la dégringolade du ryal, le fossé devenu gouffre entre salaires et prix, les mille et inextricables foyers de pouvoirs que la République, sous prétexte de décentralisation, a laissé se créer à travers le territoire et qui ont transformé en très rude épreuve

la moindre démarche administrative.

Mais « l'imam », c'est autre chose. Et il faut se faire une raison : Khomeiny ne nous aimait pas, mais il était et reste aimé en Iran; et par des gens qui ne détestent pas forcément le reste du monde, mais s'en méfient et vont continuer à s'en méfier.

Dehors un panneau illuminé a giorno proclame : « Ne laissez jamais les superpuissances interférer de nouveau dans vos affaires! » Et c'est signé d'un Khomeiny, qui, sous cet angle-là, fut authentiquement gaullien.

La boucle de ce nouvel Iran, souvent assez semblable à l'ancien, mais où flotte comme un apaisement dû à n'en pas douter au nationalisme populaire enfin assouvi, cette boucle, c'est à Qom qu'il faut la boucler : là où Khomeiny se fit un nom comme professeur de théologie islamique, puis comme opposant à un jeune chah qui, un jour de 1961, vint, fort imprudemment et impudiquement, proclamer à la face blême des mollahs que leur conception du monde était périmée à jamais.

A une centaine de kilomètres au sud de Téhéran, au milieu d'une steppe caillouteuse et salée, bien différente des jardins de Méched, c'est pourtant un peu le même cantique qu'on chante, puisque la fortune de la ville s'est bâtie autour des restes de Fatima, sœur de l'imam Reza, morte là par hasard en 816, alors qu'elle allait voir son frère au Khorasan.

Un seul Gardien de la Révolution garde la Fzéh, mchersa (4) séfève où Khomeiny vécut et enseigna. Sa chambre, de plain-pied avec la cour, est vide, comme délaissée. A côté, une cellule du même type, avec sa pièce unique et ses commodités derrière un rideau, est habitée par deux apprentis-mollahs, dont l'un déjà a ceint le turban, l'oursure du chiisme. Entre ses volumes de commentaires coraniques, son chasso-mouches en plastique et sa bouilloire électrique, Ali Mohamed est un des vingt-cinq mille étudiants en théologie de cette ville d'un million d'âmes où tout tourne autour de l'enseignement canonique.

Il a vingt-quatre ans et il est là depuis l'âge de onze ans, à l'exception d'un séjour dans la ville sainte chite de Nadjef, en Irak. Il enseigne, bien sûr, déjà, aux étudiants moins avancés que lui. Désormais mollah, un jour peut-être il sera hodjatoleslam, ayatollah, et si Dieu veut, ayatollah ozma (« suprême signe divin »). Ali Mohamed est d'Ispahan, mais il pourrait venir, comme des milliers d'autres jeunes gens, croisés dans Qom, leurs bouquins sous le bras, d'Afghanistan ou du Pakistan, voire de Taïwan - ou de France : tel Fouad Ali Saleh, étudiant ici de 1980 à 1983, et aujourd'hui dans une prison française à la suite de sa participation présumée aux attentats de 1985-1986 à Paris.

On est très loin ici du climat à la fois islamique et capitaliste régnant

à Méched. Les deux principes n'ont d'ailleurs rien d'antinomique : Mahomet n'a pas chassé les marchands du Temple, et pour cause, puisqu'il fut lui-même l'un des négociants en vue de La Mecque...

Qom cependant se veut acquiescente au seul savoir coranique, d'une austerité quasi luthérienne, malgré les dorures et les turquoises, ici aussi, de la mosquée fatimienne. Le système islamique iranien instauré en 1979 n'a pas encore produit de nouveaux penseurs - mollahs. En attendant, les auteurs anciens font toujours recette. Certains cours récents de l'ayatollah « apolitique » Nasser Makarem Chirazi, traduits en français (5), témoignent du conformisme ambiant, avec de place en place une lueur de nouveauté, par exemple sur « la théorie fataliste », combattue à Qom « car sinon Paradis et Enfer n'ont plus de sens ».

Si l'ijtihad, - la réinterprétation du Coran - attend encore ses mollahs d'envergure, que ce soit à Qom, à Méched ou ailleurs, en Iran la millénaire gaillardise persane n'a pas attendu, elle, pour s'adapter, y compris à l'actualité la plus brûlante.

Au péage autoroutier de Qom, là où sont exposés les portraits de nombreux religieux de la cité tombés sur le front irakien, nous prenons en stop un mollah en turban noir - donc un descendant du Prophète, s'il vous plaît! - qui revient de quelque course avec son couffin. La tension dans le golfe Persique surgit vite dans la conversation et naturellement les deux poids, deux mesures des Américains à l'égard d'Israël, occupant de la Palestine, et de l'Irak, occupant du Koweït.

Et le laintain fils de Mahomet de raconter : « Une belle-mère durant la saison chaude, à l'instar de tous les Iraniens, dormait sur la terrasse de sa maison avec toute sa famille, à sa gauche elle avait sa belle-fille, qu'elle n'aimait pas, et quand elle s'apercevait que sous le drap, celle-ci allait être honorée par son époux, elle s'agitait, disant au couple : « Sur étouffe, ne vous collez pas l'un sur l'autre! »

Mais, à sa droite, dormait la fille adorée de la dame, près d'un mari peu empressé. Et la même dame, se tournant vers eux, chuchotait : « La nuit devient fraîche, rapprochez-vous l'un de l'autre! »

Et ainsi de suite chaque soir, jusqu'à ce que la bru frustrée s'écrie à haute voix : « Merci mon Dieu, de nous montrer votre puissance en faisant en sorte qu'il y ait deux climats en même temps, la même nuit, sur la même terrasse! Eh bien, les Américains font cette même politique de discrimination au Proche-Orient! »

Et d'éclater de rire.

de notre envoyé spécial en Iran
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(3) Dans le clergé chite, grade en dessous d'ayatollah.

(4) De l'arabe mahrasa (boîte) et dans le cas qui nous occupe, école supérieure de théologie.

(5) Diffusés par la Fondation Beethat, B.P. 15.813 - 1361, Téhéran.

Guide

Si la Révolution islamique a suscité des montagnes d'articles, elle n'a pas encore inspiré, du moins en français, de maître livre sur l'Iran présent. Toutefois, la civilisation persane étant éminemment littéraire, on en apprendra sans doute beaucoup sur l'âme des Iraniens en se plongeant ou replongeant dans leurs grands poètes. Justement, Vincent Monteil et Akbar Tadjvidi viennent de nous offrir une nouvelle traduction de cent ballades d'Hafiz, l'*Amour, l'Amant, l'Amé*, co-éd. Sindbad-Unesco, (le Monde du 24 août). Quant aux tout aussi célèbres *Quatrains* d'Omer Khayyam, ils sont disponibles dans la traduction de Charles Grolleau (édition Champ libre).

Le Carpe diem (« cueille le jour! ») et une fascination baudelairienne pour la mort sont

les deux piliers à la fois contradictoires et complémentaires, sur lesquels reposent de toute antiquité la culture et l'art de vivre iraniens. Sadegh Hedayat, mort quadragénaire à Paris en 1951, reste le romancier moderne le plus typique de cette ambivalence. José Corti a diffusé plusieurs de ses œuvres, mais ses textes les plus frappants nous paraissent être ceux contenus dans le recueil édité en 1980 par Phébus : *Nouvelles persanes* (traduites par Gilbert Lazard).

Le récent cahier spécial de la revue *Autrement* sur le « Téhéran des années 80 » (hors série numéro 27), préparé par Bernard Hourcade et Yann Richard, deux de nos meilleurs jeunes iranologues, se laisse lire de bout en bout avec un plaisir soutenu. Idem pour *Voyages en Perse* de Jean

Chardin (Coll. « 10-18 ») et *Voyages en Perse*, de Jean-Baptiste Tavernier (Club des libraires de France), deux regards français aigus du dix-septième siècle sur un Iran dont de larges pans restent debout. Seuls les bouquinistes détiennent encore ces deux précieuses œuvres.

Sur l'éternelle question : y a-t-il une modernisation possible en islam hors de l'occidentalisation? On lira avec profit le travail collectif présenté en 1989 par Yann Richard : *Entre l'Iran et l'Occident* (édition Malsou des sciences de l'homme). Le même auteur publiera dans quelques mois un livre grand public sur le chiisme.

Enfin, à propos de la guerre irako-iranienne, ceux qui savent l'anglais ne perdront pas leur temps en découvrant *Iran and Iraq at war*, de Chah-

ram Chubine et Charles Tripp (Tauris, Londres, 1988).

Quant à se loger en Iran, on trouve à peu près partout des hôtels de niveau international où la Révolution islamique s'est contentée de supprimer les bars, d'éliminer les tapis et de changer les noms. Ainsi, le fameux *Intercontinental* téhéranais est devenu le *Laleh* (« Tulipe ») mais sa *roûsserie* française et même son *restaurant tahitien* n'ont jamais cessé de fonctionner... A Ispahan, le fabuleux *Chah-Abbas*, avec ses falaises, fontaines et rosiers, n'a apparemment pas bronché. A Méched, le Lourdes iranien, un nouvel hôtel de la chaîne locale *Homa* a récemment ouvert ses portes avec Coran et carapettes de prière dans chaque chambre et croissants français au petit déjeuner.

Céline

سکرا من الامری

Céline et Destouches vont en bateau

« Je dois vous dire qu'en plus de voyeur je suis fanatique de tous les mouvements de ports, de tous trafics de l'eau... de tout ce qui vient, vogue, accoste. » Louis-Ferdinand Céline a passé la plus grande partie de sa vie à voyager, à errer, à fuir, à se fuir. En quelques bateaux, en quelques escales, l'itinéraire d'un interminable voyage au bout de sa nuit.

CETTE frénésie de déplacement exprime un mal-être, un besoin perpétuel de se projeter ailleurs, de respirer un autre air que celui que la lourdeur de la vie vous impose. Il existe des moments de repos, presque de sérénité dans cette fuite éperdue, ce sont les ports. Là, le monde cesse d'avoir des limites, la terre, le ciel et l'eau se mélangent comme le font les hommes, de toutes les conditions, de tous les continents. Là, tout paraît possible, ouvert. Dans ces lieux, de grand vent, le couvercle de la boîte semble se soulever et Céline s'autorise à respirer, enfin.

C'est au Havre, à l'Hôtel Frascati, à Saint-Malo, à Marseille qu'il se retire pour terminer ses livres. C'est à Londres, ville liquide, brouillardeuse, où la réalité paraît perdre ses contours, que Louis Destouches, en 1916, essaie d'échapper au souvenir des charniers de la Grande Guerre : « Le ciel... l'eau grise... les rives mauves... et l'un dans l'autre, ne se commande... doucement entraînés à la ronde, à lentes volutes et tourbillons, vous vous charmez toujours plus loin vers d'autres songes... tout à périr à beaux secrets, vers d'autres mondes qui s'apprennent en voiles et brumes à grands dessins pâles et flous, parmi les mousses à la chuchote... me suivez-vous?... » Le plus tragique c'est les filins qui retiennent le navire par les bouts, gros comme il est, énorme en pensée, il est léger, il s'envolerait, c'est un oiseau. Malgré les myriades de caméléons dans son ventre en bois, comble à crever, le vent qui lui chante dans les hunes l'emporterait par la ramure... Il sortirait tout nu des docks par les hauteurs, il lui se promènerait dans les nuages, il s'éleverait au plus haut du ciel, vive harpe aux océans d'azur. Ça serait comme ça le coup d'essor, ça serait l'esprit du voyage, tout indécis, y aurait plus qu'à fermer les yeux, on serait parti pour longtemps, on serait parti dans les espaces de la magie, du sans-souci, passager des rêves du monde » (Guignol's band). Et Céline, comme étonné par son propre lyrisme, par ces accents baudelairiens, par cette joie sans mélange, avoue : « C'est pas autre chose les miracles ! Ah ! Je suis heureux que près des bateaux, c'est ma nature, j'en veux pas d'autres ».

Encore faut-il se méfier : Céline n'est pas précisément un écrivain réaliste. Dans ce qu'il raconte de ses ports, il y a de la vérité sans doute, des faits exacts, des personnages qui ont existé, mais si Céline écrit, si ses livres sont des enchaînements d'histoires fantastiques et fantastiques, c'est qu'il a « horreur des réalités » : « Confusion des lieux, des temps ! Merde ! C'est la fièvre, vous comprenez... »

Ainsi de la première expédition en Afrique que raconte le *Voyage au bout de la nuit*.

En 1916, Louis Destouches a signé un contrat avec la compagnie forestière Shanga-Oubangui - devenue dans le *Voyage* la « Compagnie portuaire du Petit Togo » - qui exploite des forêts au Cameroun, récemment enlevé aux Allemands par un corps expéditionnaire franco-anglais. Le 10 mai, Destouches s'embarque à Liverpool à bord du RMS *Accra*, rebaptisé *Amiral-Brugnot* dans le *Voyage*.

Il voyage seul avec un autre passager (alors que dans le *Voyage* il se paie le portrait de toute une femme coloniale odieuse et ridicule qui ne

manque pas de l'agresser). Voyage pénible, humiliant pour cet homme qui proclame sa vocation de marin : il est malade, écorché par les fièvres. Deux membres de l'équipage périssent pendant la traversée, ce qui incite les autorités à mettre le navire en quarantaine. Le 1^{er} juin, pourtant, l'*Accra* fait escale à Lagos. Destouches n'est pas brillant. Il écrit à une amie : « Votre vieil ami a bien changé, il est devenu encore plus vilain qu'avant, coureur vieux citron, secoué par une fièvre qui paraît m'affectionner, légèrement rendu myope par les doses exorbitantes de quinine absorbées, transpirant ou grelottant selon les heures. » Et avant même d'être arrivé à Douala, il prévoit l'échec de son rêve africain, de sa fuite loin de l'Europe : « Il n'y a ici aucune espèce d'avenir. Non par suite du manque de débouché commercial, mais par suite des conditions climatiques qui sont purement et simplement abominables. » Le style de Destouches est bien loin de celui de Céline.

L'enfer de Bikimbou, dans lequel il va néanmoins vivre jusqu'au 5 avril 1917, s'ouvre parfois sur un paradis : un port, évidemment, celui d'un petit village de Guinée espagnole où il fait un saut en juillet 1916 : « Je jouis égoïstement de la minute présente - je crois que c'est la seule forme de bonheur humain, la seule qui ne trompe pas puisqu'elle ne dépend de personne... Je suis un instant, absolument, exclusivement, parfaitement heureux. » Céline heureux, c'est presque un scoop. On n'en lira rien dans ses livres. Il préférera affirmer que ses clients indigènes, à qui il troquait deux paquets de maringoni pour une défense d'épiphane, étaient anthropophages : « J'ai jamais regardé ces festins, c'était entre eux et puis c'est tout... »

Outre les œuvres de Céline publiées en trois volumes par la « Bibliothèque de la Pléiade » (Gallimard), ce « parcours » doit l'essentiel de ses informations à deux biographies : François Gibault, l'avocat de Lucette Destouches, qui a publié au Mercure de France un *Céline* en trois volumes, parfaitement documenté ; et Frédéric Vitoux, auteur d'une *Vie de Céline* qui cherche à lever les masques que le romancier avait accumulé, entre son existence et le récit qu'il en donnait. (Grasset.)

aimaient la viande humaine mais les autres aussi je suis sûr... chevreuils, phacochères, buffles, pythons... J'ai eu les preuves !... Faut s'occuper de ses affaires !... Discret !... discret !... et pas de mensonges... J'affabule rien... les faits c'est tout !... »

Le 5 avril 1917 donc, Louis Destouches trouve un passage à bord du RMS *Tarquah*, de l'African Steamship Company. Le bateau fait escale à Calabar, Lomé, Freetown et atteint Liverpool le 1^{er} mai. Four tromper son ennui, pendant le voyage, Destouches écrit le premier essai littéraire que nous connaissons de lui : une nouvelle au titre-programme, *Des vagues*. Il retrouve l'Europe, la guerre, la nécessité de choisir un métier, l'exercice du quotidien. Tout ce qu'il a voulu abandonner.

Il est resté sept ans à terre. Devenu médecin, bureaucrate médical à la commission des épidémies de la SDN à Genève. Une organisation internationale, donc une institution apatride, donc un nid à juifs. L'antisémitisme de Destouches est déjà là. Son chef de service et protecteur, le remarquable docteur Ludwig Rajchman, transformé en Yuberlat dans *Ragoties* et en Yuberlat dans *Ragoties* pour un massacre, fera les frais du délire célinien. Mais le 14 février 1925, envoyé par Rajchman à la tête d'une mission médicale aux Etats-Unis, Destouches embarque à Cherbourg à bord du *Minnetonka*. Destination : le Nouveau Monde.

Il découvre New-York, « une ville debout... pas baisante du tout, raide à faire peur ». Heureusement, il y a les femmes : « La vie ici aux Etats-Unis est une aventure démesurée. La beauté des femmes est immense comme le reste. » Elles me paraissent d'autant mieux divines ces apparitions qu'elles ne semblaient pas point du tout s'apprécier que j'existais, moi, là, à côté sur ce banc, tout gâteux, bavant d'admiration érotico-mystique de quinine et aussi de foin, fou l'avouer... Elles pouvaient m'emmener, me sublimiser, ces invraisemblables midinettes, elles n'avaient qu'un geste à faire, un mot à dire, et je passais à l'instant même et tout entier dans le monde du Rêve, mais sans doute avaient-elles d'autres missions. »

La promesse n'est qu'un mensonge, l'immensité, qu'une manière d'étouffer. La découverte de l'Amérique, dont l'écrivain Céline va faire l'un des épisodes infernaux du *Voyage*, la révélation de la géhenne capitaliste, le docteur Destouches l'efface au pas de charge à la tête de son petit troupeau d'hygiénistes internationaux : visites, réceptions, dîners, enquêtes, conférences,



Céline au retour de Leningrad, en 1936 à bord du *Moine*

hôpitaux, laboratoires, services des eaux, maisons de santé, logements ruraux, dispensaires, usines de production de sérum, Cuba, La Nouvelle-Orléans, Mississippi, Alabama, stations d'épuration, mines de sel, New-Iberia, Schreveport, Missouri, Illinois, Indiana, nurseries, abattoirs, casernes, latries modèles, crématoires, New-York, Washington, le poste de quarantaine d'Ellis Island, Bridgeport, New-Haven, Waterbury, Hartford, Detroit, Pittsburgh, puis Toronto, Ottawa, Montréal, Québec. Une photo de famille devant les chutes du Niagara et, le 22 mai, la petite troupe s'embarque sur le *Mont-Royal* vers Liverpool.

Le rythme de cette cavalcade accroît encore la fascination de Destouches. Mais, comme l'écrit Frédéric Vitoux, « on éprouve toujours de la fascination pour cela même qui vous menace et qu'on refuse. Céline s'effraya de l'Amérique comme d'un miroir qui lui présentait l'image de son avenir... Après l'Amérique, il devient un homme du passé. Ou, comme il allait l'écrire dans l'Eglise « un garçon sans importance collective, tout juste un individu ». Sa révolte ultérieure, escortée de tous ses excès, allait sans doute naître de là. »

Passons vite sur le second voyage en Afrique de 1926, effectué encore



« Nous voguons vers l'Afrique, la vraie, la grande. »

tiné à étudier les organisations sanitaires coloniales du Sénégal au Nigéria. La troupe s'embarque le 14 mars à La Rochelle à bord du *Belle-Isle* et arrive à Dakar six jours plus tard. Le séjour durera quatre mois. Destouches ne retrouve rien de son vieux rêve africain : de la poussière, de la fatigue, d'interminables parloties, les rivalités mesquines de l'administration coloniale, la misère, la maladie sans l'espoir de guérir, les mondanités ennuyeuses des coloniaux. Le 26 août, il rentre le 9 juin à La Rochelle sur le steamer *Eubée*.

Lorsqu'il s'embarque, le 12 juin 1934 au Havre, sur le *Champlain*, Louis Destouches n'est plus Destouches, mais Louis-Ferdinand Céline, l'auteur à succès du *Voyage au bout de la nuit*, qui n'a dû qu'à une cabale de manquer le Goncourt. Officiellement, il va suivre le lancement de l'édition américaine de son livre et discuter à Hollywood de son éventuelle adaptation au cinéma. Mais il ne s'agit là que de prétextes, occasions de faire payer à son éditeur Denoël les frais de son voyage et de son séjour. (Céline est d'une âpreté au gain malade et fait des dépôts d'or, en prévision d'une catastrophe, dans des banques des principales villes d'Europe.) En fait, il veut retrouver et relancer à Los Angeles Elisabeth Craig, une des innombrables femmes de sa vie. Elle refuse de reprendre la vie commune. Il écrit à ses amis : « Ce voyage fut atroce. J'ai trouvé Elisabeth dans des conditions de semi-démence qui ne sont ni racontables, ni explicables. Un abominable cauchemar. »

Elle avait simplement épousé un homme d'affaires juif et menait une paisible vie bourgeoise. Mais cela suffit pour que Céline ne voit plus rien de l'Amérique. Il rentre à New-York et s'embarque pour Cherbourg à bord d'un petit navire à classe unique, le *Liberté*. A bord, il fait la connaissance d'une jeune femme, Louise Nevelson, et, selon son habitude, il la demande en mariage. Sans succès, mais il n'espérait rien d'autre : « Pour être un amant sérieux, il faut être LA. Je suis bien plus avec les gens quand je les quitte. »

A peine arrivé, il repart encore : Londres, Bruxelles, Anvers, Salzbourg, Copenhague, Berlin, Munich. Avec lui, toujours une femme. Car, explique-t-il, il lui faut une « amie pour parler français le long du chemin. Je perds ma moultue de phrase à l'étranger tout seul. »

Pierre Lepape
Lire la suite page 36

AU VOL.

Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47.27.89.89 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42.89.07.07 • 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél. : 42.61.20.20 • 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél. : 45.74.39.38 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél. : 45.44.38.61 • 39, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46.33.97.97 • Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.59 - Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.

BON VOL.

Prix discount sur les vols réguliers quotidiens des grandes compagnies

New York 2580 F AR*
Los Angeles 3890 F AR*
Mexico 4735 F AR* - Rio 5110 F AR*
Bangkok 5060 F AR*
Tour du monde 9990 F*

*Vols aller-retour. Prix à partir de, au départ de Paris. Sous réserve d'augmentation du carburant.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres : Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Ville : _____ Code postal : _____

FORUM VOYAGES
A TERRE MOINS CHERE.

SANS • VISA

TABLE

Scrabble

Feu à volonté !

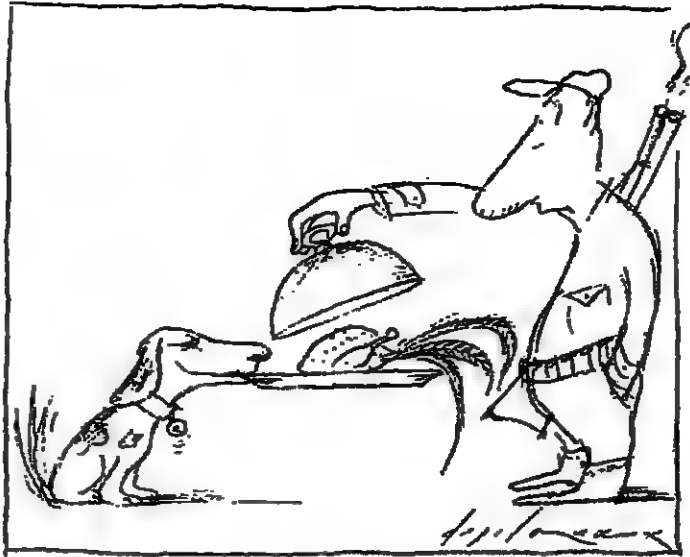
La chasse est ouverte, nos appétits aussi. Seulement, il y a gibier et gibier... D'élevage, congelé, « exotique », les raisons de se méfier sont multiples.

Le gibier, disait Brillat-Savarin, fait « les délices de nos tables ». Il ajoutait : « Sous les ordres d'un chef instruit, il subit un grand nombre de modifications et transformations savantes, et fournit la plupart des mets de haute saveur qui constituent la cuisine transcendante. »

Revoilà le temps du gibier. Il figure certes sur les cartes des grandes et des bonnes maisons, et on s'en régale. Mais attention ! On le rencontre aussi un peu partout : caillots et faisans d'élevage, lièvres

congelés venus d'ailleurs, douteuses provenances et inquiétantes origines : les épices, ici indispensables, faisant passer le poison ! Et dans l'assiette il est facile de faire passer un pouillard pour un perdreau « maillé ».

Il y a aussi la question du faisan. A son propos Montaigne déjà parlait de « l'altération de la saveur » (qu'il prônait), et Caronovsky voulait manger le gibier frais. Mais, de toute façon, il ne faut point confondre faisan et putréfié ! Le docteur de Pomiane l'expliquait fort bien : « Si l'animal a été tué par un ou deux plombs, sans être défilé, son cadavre sera envahi par des microbes provenant de son intestin, dépourvus de toxicité. Ils transforment, différent partiellement les muscles en leur communiquant le parfum du faisan. Si au contraire l'animal a été défilé par le coup de fusil, ses muscles mis à nu sont infectés par des microbes de la putréfaction provenant du carnier du chasseur.



des mains malpropres qui le manipuleront. Ces microbes, eux très toxiques, décomposent les muscles, altèrent le gibier et le rendent dangereux. »

Outre les grandes maisons réputées, l'amateur de gibier bien choisi et bien traité, en ces jours, peut noter ces quelques adresses :

- Chez Gramond (5, rue de Fleury, 75006 Paris ; tél. : 42-22-23-89) où M. Jean-Claude Gramond, depuis des lustres, maitrise une sage cuisine, actuellement axée sur la chasse ;

- Le Petit Marguery (9, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris ; tél. : 43-31-58-59), où les trois frères Cousin préparent, entre autres, un civet de lièvre Vieille France qui vaut le voyage ;

- Le Relais Perrier (27 bis, boulevard Perrier, 75017 Paris ; tél. : 42-27-26-97), où Aline Perrier, se souvenant qu'elle fut longtemps à La Sologne (les clients de la rue de Bellechasse l'appelaient M^{me} de Bartavelle, amicalement !), propose quotidiennement marcsin, chevreuil et sauté de lièvre ;

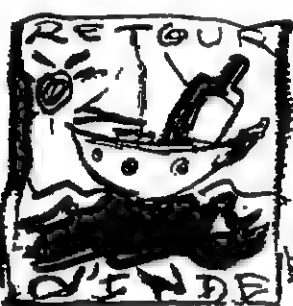
- Le Chambord (17, rue Paul-Chatrouse, Neuilly ; tél. : 47-47-73-17), où Philippe Lempereur est un as de cette giboyeuse cuisine classique. Laissez-vous guider par son choix.

Mais il ne faut aussi parler du menu « spécial chasse » de Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron, 75001 Paris ; tél. : 42-33-14-74), un maître dont la carte est un exemple. Passons. Son « spécial menu de chasse », après une mise en bouche (consommé de faisan au chou vert farci), propose une crème de colvert aux lentilles du Puy et son escalope de foie gras chaud, le pâté chaud aux deux oiseaux (je vous laisse le soin de deviner !), un demi-perdreau à la gousse de kang, un gratin au beaufort (ouf !), avant le lièvre à la royale ou le filet de chevreuil, salade, desserts, café, petits fours (750 F). C'est incontestablement, pour les amateurs, le point chaud, le « plus que parfait » du genre en

ce moment à Paris (et peut-être en France).

Plus modestement, je signalerai que Le Merisier (28, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris ; tél. : 42-25-36-06) excellent petit restaurant (dont j'ai signalé les frites à discrétion) qui fermait le soir, reste ouvert pour la saison de la chasse, du lundi au vendredi inclus, avec un menu où je relève trois terrines de gibier, trois civets (lièvre, marcassin, chevreuil), un steak de biche sauce grand veneur, le canard sauvage, la perdrix rôtie, etc. J'oubliais une ballotine de colvert (98 F) remarquable, que l'on arrosera d'un Madiran (90 F) adéquat. A signaler aussi une trouvaille : une espèce de croquette de pommes frites émincées avec des pâtes fraîches à l'intérieur. La sauce poivrée du canard sauvage lui est accompagnement subtil. Félicitations au chef-patron M. Boyrie.

La Reynière



Entre autres lieux communs, les amateurs de vin, à échéance régulière, évoquent la monstrosité qu'il y aurait à vouloir unir la mer à l'objet de leur passion. Ils ont tort.

Il y a un siècle et demi déjà, Louis-Gaspard d'Estournel, fondateur à Saint-Estèphe (Médoc) d'un château qui devait devenir célèbre, découvrait les mystérieux avantages qu'un long voyage maritime pouvait procurer à ses vins. Une découverte totalement imprévue, fruit chez Estournel d'une volonté acharnée de contourner le blocus qu'exerçaient alors les chartrons. Inaugurant dans le même temps la mise en bouteille au château et le marché des Indes orientales, le noble de Saint-Estèphe connut fort heureusement quelques déboires et dut accepter

Du vin dans le roulis

en « retour de marchandises » des vins qui avaient fait deux fois le voyage Bordeaux-Calcutta, Chandernagor ou Pondichéry.

On découvrit ainsi brutalement mais non sans plaisir, comme put l'écrire Saint-Rieul-Dupuy (*l'Est de Bordeaux*, Bordeaux, 1850), que cette croisière de six mille lieues avait un effet on ne peut plus bénéfique sur les vins de cépage syrah issus du rivage de la Gironde. D'un incident commercial Estournel sut faire une mode. Et quelques privilégiés du dix-neuvième siècle apprirent à goûter les bouteilles gravées « R. » (pour « retour de l'Inde ») de M. d'Estournel. Ce ci-devant passé à la viticulture était-il le premier à faire une telle découverte ? « C'est peu vraisemblable », résume M. Bruno Prats, qui défend aujourd'hui les vins du château devenu « Cos d'Estournel ». On avait à l'évidence fait des observations similaires avec les portos et les madères qui avaient voyagé vers les Indes occidentales. Pour ma part, je rêve de retrouver lors d'un prochain voyage en Inde des bouteilles oubliées dans quelque comptoir ou quelque cave de maharadjah... Je sais qu'elles existent. » On murmure aussi, dans les cénares d'œnologues, que les caves du célèbre Château Montrose (Saint-Estèphe), propriété de M. Jean-

Louis Charmolue, recèlent pour des raisons d'héritage quelques bouteilles gravées du fameux « R. » 1865 et 1869.

Mais les autres, dira-t-on, ceux qui n'auront jamais accès à de telles merveilles endormies ? Il se trouve que les passions grandissantes pour la plaisance et les vins font que le vieil enthousiasme pour le « retour de l'Inde » est aujourd'hui renaissant. C'est particulièrement vrai grâce à M. Jean Dumonet, l'ancien maître du restaurant Chez Josephine, qui a délaissé ses caves de la rue du Cherche-Midi (le Monde du 12 mai 1984) pour rattraper tous les horizons que ses fourneaux lui cachaient. Son catamaran, sponsorisé comme il se doit, est ainsi devenu le plus beau poste d'observation des rapports complexes que peuvent entretenir les vins et les mers. Il fallait ainsi, pour saisir l'ampleur du phénomène, participer à quelques jours à l'amicale dégustation, organisée sur les marges du roulis de la Seine au pont Mirabeau, des vins ayant vécu d'avril à juin la Transat 1989 et les comparer à leurs jumeaux de la terre ferme.

Plus encore qu'un « vieillissement accéléré » (une oxygénation des tanins, disent les œnologues), c'est un véritable bouleversement de l'architecture, une résurgence

précoce des cépages (chablis-fourchame, vieilles vignes, du Domaine Laroche 1987), une évolution olfactive considérable (volnay-champans, Marquis d'Angerville 1985) et, surtout, une sublimation du cépage syrah sans l'extraordinaire héritage La Chapelle (millésime 1986) de Paul Jaboulet Aîné.

D'autres tentatives, encore scellées, ont été menées, comme celle qui a consisté à envoyer quelques-uns des meilleurs vins de Chinon dans un sous-marin atomique sous la calotte glacière. Pour sa part, Jean Dumonet, cinquante-six ans, commence aujourd'hui à remplir ses caves et sa mémoire en vue de son premier tour du monde. Autant d'expériences visant, via la mer et les voyages qu'elle offre, à dépasser le concept de millésime pour tenter, enfin, de se jouer du temps qui passe.

Jean-Yves Nan

► Références dans le monde très hétérogène de l'édition viticole, le dernier millésime du Guide Hachette des vins est paru (1). Si l'on veut bien excuser quelques omissions et quelques erreurs dans la hiérarchie, voilà bien le guide le plus complet dont l'amateur puisse aujourd'hui disposer en France. Le Guide Hachette 1991 des vins, Hachette Guides bleus, 959 pages, 149 F jusqu'au 28 février 1991, 159 F ensuite.

Fuite d'étoiles

BOTTIN GOURMAND 1991 : il paraît cette semaine et annonce un « un bouleversement dans la constellation ». C'est peut-être trop dire, mais on y trouve un nouveau 4 étoiles (Orsi, à Lyon, où par ailleurs on assiste, dans les « bouchons », à une hécatombe !), trois nouveaux 3 étoiles, dont Coutanceau à La Rochelle et L'Ambroisie à Paris ; quinze nouveaux 2 étoiles, de L'Huitrière (Lille) à Drouant et La Couronne à Paris, en passant par l'Auberge du 14-Juillet de La Garenne-Colombes, une cinquantaine d'étoiles dont neuf à Paris (et personnellement je m'en réjouis pour Le Petit Navire de la rue des Fossés-Saint-Bernard, Laudrin du boulevard Perrier, qui la méritaient depuis longtemps). Avec aussi, en banlieue, Les Trois Marmites de Courbevoie, Le Chambord de Neuilly-sur-Seine, Le Van Gogh d'Asnières, petit dernier-né.

Mais si 527 établissements font leur entrée dans le guide de Pauline Didier (nouvelle animatrice venue « renforcer » Jean Didier), on y compte 104 suppressions d'étoiles et 558 radiations. Parmi ces malchanceux, notons le passage de 3 2 étoiles de La Bonne Auberge d'Antibes, ainsi que pour Delphin à Sucé-sur-Erdre ; et Le Club à Cavalière qui perd son étoile. A Paris, on s'explique

mal, en revanche, la perte de la troisième étoile du Bristol, celle de la deuxième étoile du Relais Louis-XIII alors que l'on applaudira à l'étoile... « filante » d'Edgar et du Petit Bedon, tout comme les Genevois se navreront de l'étoile perdue par l'Hôtel des Bergues.

Les conditions d'impression actuelles (c'est ça le progrès !) sont telles que l'on peut difficilement, au dernier moment, changer un texte. D'où la présence, entre autres, du Vieux Berlin disparu. Mais, du côté des Champs-Élysées, on voit avec plaisir figurer au guide La Casita de la rue Washington, vieille maison d'éternité gourmande et modeste, et rue Jean-Mermoz, Le Merisier, ainsi que, rue de Cligny, Le Suquet, petit dernier dont j'ai signalé ici même la naissance. Il en est d'autres que vous découvrirez au fil des 1 458 pages de cette édition 1991.

A noter encore que, désirant honorer une province gourmande, c'est au Périgord (après la Bretagne et la Bresse) que le palmarès du Bottin gourmand va cette année, tandis que le Challenge Cristal-Bottin, ayant pour thème « Evasion en Ile-de-France », a vu le jury couronner Les Trois Marmites de Versailles. Bravo !

L. R.

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
J. LABAT-LABONDETTE, 64110 JURANÇON.
Tél. sur demande.

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre cave en une seule commande (Cognac, Bordeaux, Bourgogne, Val de Loire, Jura).
Demandez les tarifs au :
CLUB DES ÉCOLES,
Lycée viticole, 71960 DAYAIE.
Tél. : 85-35-85-92.

MAROC CONTACT

La liberté à son club

LE MAROC EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA CLUB SANGHO AGADIR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

LE MONDE EN VUE

VOTRE PROCHAIN DÉPART
EN AMÉRIQUE

- Paysages Californiens
22 Décembre 1990 17 jours
- Réveillon Franco-Québécois
29 Décembre 1990 7 jours
- Réveillon à New-York en Concorde
30 Décembre 1990 4 jours
- Aux Caraïbes : Dans le sillage des filibustiers
9 Février 1990 16 jours
et en séjours à Antigua, aux Bahamas, à la Jamaïque, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin.

Renseignements et inscriptions dans votre agence habituelle ou au Tourisme Français, 96, rue de la Victoire 75009 Paris
Tél. (1) 42.60.67.80

LE TOURISME FRANÇAIS
votre exigence est la bienvenue

PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A/R

DECouvrez LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

RIO DE JANEIRO	A/R 2970 A/R 5225	CARACAS	A/R 2725 A/R 4675
LOS ANGELES	A/R 2035 A/R 3965	BUENOS AIRES	A/R 3695 A/R 6480
SAN FRANCISCO	A/R 2035 A/R 3960	SANTIAGO	A/R 3795 A/R 6700
MIAMI	A/R 1890 A/R 3410	NAIROBI	A/R 2290 A/R 4355
MONTREAL	A/R 1140 A/R 1980	ANTILLES	A/R 2990
SÃO PAULO	A/R 3190 A/R 5225	BANGKOK	A/R 3000 A/R 5080
MEXICO	A/R 2180 A/R 4395	SIDNEY	A/R 4780 A/R 8560

ET ÉCOLES D'AUTRES DESTINATIONS DÉCOUVRIREZ LES PLACES EN PLEINE CLASSE DE CLASSE FRANÇAISE. PARTICULIÈREMENT EN LOCATION DE VOYAGES. CHATELAIN ET VOYAGES LA CARTE VOYAGES. EN RÉSERVE ET DÉPARTS VOTRE VOYAGE. AM 41 JOURNÉE VOTRE CHÈQUE BANCAIRE.

ACCESS

PARIS : MÉTRO ET MER CHATELAIN-LES-HALLS.
6, rue Pierre-Lamarque 75001 PARIS. Tél. (1) 40 13 02 02. Fax (1) 45 08 83 35
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. Tél. 78 63 67 77.

Céline et Destouches vont en bateau

Suite de la page 33

Fascination des ports toujours : parti au début de septembre 1936 - il est demeuré très discret et très flou sur les conditions de ce voyage - pour le rituel voyage des intellectuels français en Union soviétique, Céline demeure à Leningrad. A en croire *Bagatelles pour un massacre*, il la découvre avec enchantement : « Imaginez un petit peu... les Champs-Élysées... mais alors, quatre fois plus larges, inondés d'eau pâle... La Neva... Elle s'étend encore... toujours là-bas... vers le large livide... le ciel... la mer... encore plus loin... L'estuaire tout au bout... à l'infini... la mer qui monte vers nous... vers la ville... Elle tient toute la ville dans ses mains la mer... diaphane, fantastique, tendue... à bouts de bras [...] Que voici de majesté !... Quel théâtre pour cyclopes ? Cent décors échelonnés, tous plus grandioses... vers la mer... »

Il y rencontre aussi les fastes de la danse, de cette danse qu'il aime autant que l'écriture : « Le plus beau théâtre du monde ? Mais le Marinski sans conteste !... Aucune rivalité possible [...] Lui seul vaut tout le voyage [...] Dans le genre mammoth... la perfection... léger... on ne peut rien... du mammoth léger... adrien de grâce... décoré tout de bleu ciel, pastel filé d'argent... »

Mais dans le même temps, il envoie une carte postale à ses amis Jean Bonvilliers et Gen Paul. Elle représente le palais

impérial au bord de la Neva : « Merde ! Si c'est cela l'avenir il faut bien jouer de notre crasseuse condition. Quelle horreur ! mes pauvres amis. La vie à Gonesse prend une espèce de charme en comparaison... »

Le moins qu'on puisse dire est que Céline n'a pas, comme Gide, succombé un instant aux charmes de ses hôtes. Il est vrai qu'il a toujours affirmé n'avoir pas été, lui, un invité officiel du régime, mais avoir dépensé une partie de l'argent qui lui venait de la traduction du *Voyage en URSS* : « Ouh !... et à mes frais, j'ajoute... qu'on le sache !... même qu'ils me doivent encore du pognon... malpolis... et malhonnêtes ! j'insiste !... moi qui ne dois rien à personne, ni à Achille (Gaston Gallimard), ni à Hitler, ni à Nobel, ni à Staline, ni au Pape ! j'ai la preuve, je suis en train de crever absolument à mes frais... » (Rigodon).

Retiré au Havre à bord du *Mek-nès* le 25 septembre 1936, Céline écrit quelques jours plus tard à son amie Karen Jensen : « J'ai été à Leningrad pendant un mois. Tout cela est abject, effroyable, inconcevablement infect. Il faut voir pour croire. Une horreur. Sale, pauvre, hideux. Une prison de larves. Toute police, bureaucratie et infect chaos. Tout bluff et tyrannie... »

Le 11 décembre 1939, toujours aussi désireux de fuir l'Europe, Céline trouve l'emploi de ses rêves : il est nommé médecin maritime auprès de la compagnie

de navigation Paquet. Il embarque pour Marseille le 13 sur le paquebot *Chella*, réquisitionné pour le transport de troupes et qui doit effectuer la liaison régulière Marseille-Casablanca. Hélas, après deux traversées, le navire éprouve un avis britannique. Il y aura vingt morts : « *Vaillance et discipline et toujours le premier. Ainsi je voguais fort estimé sur les mers traitresses quand mon paquebot éventa l'autre nuit, en pleine vitesse, un torpilleur anglais qui fit une de ces explosions qui comptent dans la vie et la mort d'un navire, se coula corps et biens en moins d'une minute... Où traîs-je ? Ah ! Le destin se montre féroce en ces jours courants. J'espère que ma vaillance et ma discipline, on me découvrira une autre planque où je finirai bien par gagner la timbale des bonnes vies mouvementées. De toi à moi, jamais je ne me suis tant amusé... »*

Le destin en décida autrement. Le 20 juin 1940, Céline est à La Rochelle, où il se présente comme médecin sanitaire maritime. Mais il renonce finalement à partir pour l'Angleterre. Il préfère Paris à Londres. On ne trahit pas impunément les ports : pour Céline, les derniers voyages seront ceux de la débâcle morale, de la honte intellectuelle et de la détresse physique. Passons donc rapidement sur Baden, vers lequel il s'enfuit, le 17 juin 1944, avec, cousu dans son gilet, 1 million de francs en pièces d'or. Baden et son casino, où des colo-



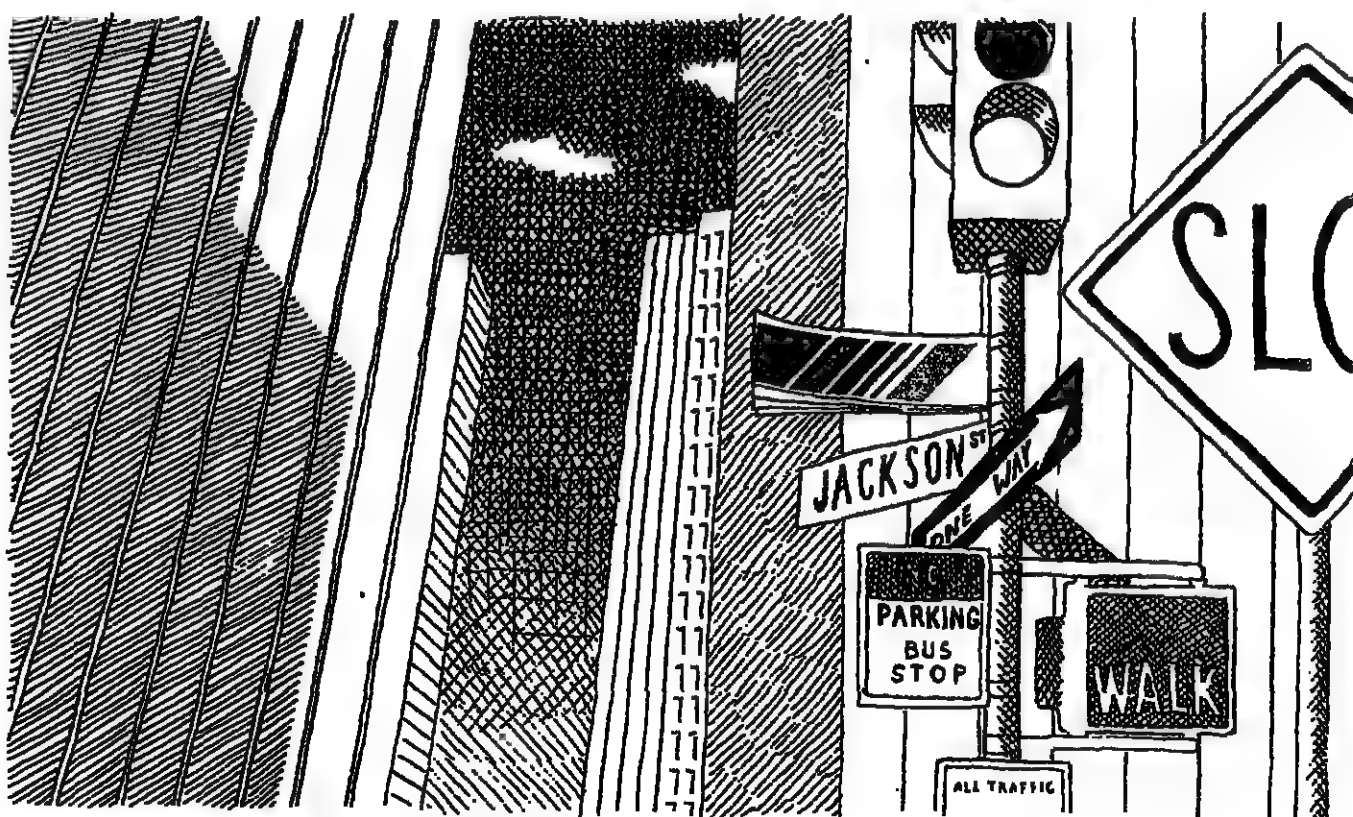
« C'était un bateau comme les autres de la compagnie des Corsaires réunis qui m'a embarqué. »

nels congestionnés jouent leurs derniers jetons. Passons sur Kranzlin, où la tribu Céline - Louis, Lucette et le chat Bébert - débarque le 15 septembre, accompagnée de Le Vigan, ce comédien halluciné. Vie de château, étroitement surveillée. Passons encore sur Sigmaringen, où il séjourne de novembre 1944 à mars 1945, au milieu des derniers débris de la collaboration.

C'est Copenhague, le dernier port de Louis-Ferdinand Céline. Il y arrive le 27 mars 1945 après cinq jours d'un voyage de cauchemar : « Nous avons changé vingt-sept fois de train. Tout perdu et brûlé en route sauf le chat. Nous avons fait des 37 kilomètres à pied, d'une armée à l'autre, sous des feux pires qu'en 1917. » Ils vivent cachés dans la ville. Sans culpabilité, sans remords. Son

Pierre Lepape

Toute l'Amérique sauvage est là,
ses canyons, ses totemas...



offre exceptionnelle au départ de Paris :
NEW YORK 2 900 F. MIAMI 3 600 F. A.R.

HDA

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 15 OCTOBRE ET LE 15 DÉCEMBRE 1990. VOLS AU DÉPART DE PARIS ET DE PROVINCE. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT, PRIX SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGE.

AIR FRANCE Vacances

M. Krasucki se présente
pour une manifestation
contre la contribution sociale

صلى الله عليه وسلم

38 M. Raymond Lévy, manager de l'année.
— Sidérurgie : alliance nippo-allemande.

40 Hachette et le Cinq.
— La télévision allemande en voie d'écroulement.

BILLET

Dépression
sur le front social

La série de rencontres avec les partenaires sociaux qu'entame, vendredi 26 octobre, M. Michel Rocard risque de jeter une lumière particulièrement crue sur le mauvais état des relations entre le gouvernement et la plupart de ses interlocuteurs.

La contribution sociale généralisée (CSG) y est pour beaucoup. Alors qu'ils s'étaient, dans le passé, déclarés à priori favorables à un élargissement de la assiette du financement de la Sécurité sociale, tous les syndicats — à l'exception de la CFTD — ne trouvent pas de mots assez durs pour condamner cette réforme. Il est vrai que son caractère complexe, la méfiance des Français envers tout impôt nouveau et les états d'âme des socialistes facilitent la tâche du front hétérogène des réfractaires au projet gouvernemental.

Ces entretiens de Matignon feront également resurgir le contentieux relatif aux rémunérations des fonctionnaires jusqu'à présent éclipsé par le débat sur la CSG. D'ailleurs, le récent rapport parlementaire sur le budget de la fonction publique apporte de l'eau au moulin des syndicats. Il rappelle que, si la masse salariale progressera de 5,8 % cette année pour une hausse des prix attendue de 3,2 % en moyenne, cette progression tient essentiellement aux mesures catégorielles et fort peu à la seule augmentation générale (1,2 % au 1^{er} avril) intervenue depuis le début de l'année.

Conclusion : un fonctionnaire n'ayant bénéficié d'aucune promotion individuelle ou catégorielle « verrait son pouvoir d'achat amputé de 1,6 % en moyenne ». Soumis à de fortes contraintes budgétaires et déterminés à tenir la cap de la rigueur tant que les incertitudes liées à la crise du Golfe ne seront pas dissipées, les pouvoirs publics se contenteront probablement de prendre acte des récriminations syndicales.

Enfin, ces rencontres — qui s'achèveront le 15 novembre avec le CNFP — devront absolument faire avancer l'inextricable dossier de l'UCANSS, organisme qui gère le personnel de la Sécurité sociale. M. Claude Evin, ministre de la solidarité, vient de demander au patronat et aux syndicats de se mettre impérativement d'accord avant le 19 novembre sur la réforme du conseil d'administration de cette instance.

J.-M. N.

Après la journée d'action de la CGT

M. Krasucki se prononce
pour une manifestation « unitaire »
contre la contribution sociale

Trente mille personnes, selon les organisateurs (sept mille selon la police), ont manifesté jeudi 25 octobre à Paris avec la CGT contre le projet de contribution sociale généralisée (CSG). Les cégétistes n'ont pas fait aussi bien que lors de leurs précédentes initiatives parisiennes pour la défense de la protection sociale de mars 1987 et mars 1990, mais ils affirmèrent avoir aussi mobilisé 50 000 personnes en province.

Considérant que la riposte à la CSG doit être « unitaire » pour s'élargir, M. Henri Krasucki, secré-

taire général de la CGT, a fait savoir que son organisation était disposée à « prendre une part positive » à une éventuelle manifestation regroupant FO et la CFE-CGC.

Pour M. Krasucki, « c'est une hypocrisie de prétendre que la contribution sociale généralisée est un bienfait alors que c'est un mauvais coup dangereux ». « On va faire payer de plus en plus aux salariés, retraités, petites gens et chômeurs », a-t-il affirmé avant de participer au défilé parisien entre la place Denfert-Rochereau et les abords de l'Assemblée nationale.

La crise de l'industrie électronique européenne

Philips va réduire ses effectifs
d'au moins 15 % d'ici à la fin 1991

Announced jeudi 25 octobre, la nouvelle suppression par Philips de 35 000 à 45 000 emplois au niveau mondial d'ici à la fin 1991 signifie que la multinationale va réduire ses effectifs totaux (285 700 personnes actuellement) d'au moins 15 %. L'objectif de cet assainissement sans précédent est « de rétablir la rentabilité » du groupe en ramenant son chiffre d'affaires par salarié à un niveau concurrentiel.

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

Surnommé, entre autres, « le Super-Canon », M. Jan Timmer, président de Philips depuis le 2 juillet dernier, vient de tirer sa seconde salve dans le ciel assombri par la crise de la multinationale néerlandaise. La décision est de taille : les dizaines de milliers d'emplois qui sont appelés à disparaître s'ajoutent aux dix mille dont la suppression a été décidée le 4 septembre et au début de ce mois dans le secteur des composants et des systèmes informatiques. Ce sont donc en tout de 45 000 personnes à 55 000 personnes qui vont devoir quitter Philips : celle-ci s'apprête ainsi à se séparer, au cours des trois prochains mois, d'un peu près autant de salariés qu'en 1987 (333 000 salariés) et aujourd'hui.

Encore ne s'agit-il que de chiffres

minimaux : le numéro un de la firme néerlandaise n'a pas exclu que celle-ci pourrait, à moyen terme, procéder à des désinvestissements. « Nous n'avons pas encore terminé », a tenu à préciser M. Timmer.

La bombe qu'il a lâchée a également une portée plus ample que toutes celles allumées ces dernières années à Eindhoven : tous les domaines d'activités de Philips, y compris ceux épargnés jusqu'à présent par le vent du boulet, tels l'éclairage ou les systèmes médicaux, sont cette fois-ci concernés. La réorganisation se fera également sentir sur l'ensemble de la gamme des produits, à tous les échelons de l'entreprise et dans un grand nombre — sinon la totalité — des pays où elle est implantée : Philips a des unités de production dans quarante-cinq pays et son appareil commercial est quasiment présent partout.

M. Timmer s'est refusé à donner une quelconque idée de la répartition, en termes géographiques ou industriels, des coupes claires afin « de ne pas marcher sur les pieds des managers nationaux ». Ceux-ci sont les fantassins de l'assainissement de la multinationale, dont la palette des activités et les modes d'organisation vont être passés au crible. Le comité de management du groupe espère « voir plus clair » et prendre des mesures concrètes avant la fin de l'année.

« Il ne s'agit pas de se séparer de productions déficitaires comme dans le domaine des circuits intégrés ou des ordinateurs, mais d'arriver à faire dans beaucoup de domaines les

choses mieux, plus simplement et meilleur marché », a expliqué M. Timmer. « Nous avons beaucoup trop de ballast à bord ; s'il a jamais été question de recentrer, le terme s'applique à notre manière de travailler. » Le président de Philips, se référant à son discours d'investiture, a cité dans le même souffle la nécessité pour le groupe « de changer les mentalités, de réduire les coûts, notamment ceux de l'appareil bureaucratique, et d'améliorer le bénéfice ».

Révolution
culturelle

Dire de l'assainissement entreprise qu'il est draconien est sans doute insuffisant. M. Timmer s'impose d'une façon de plus en plus évidente comme le capitaine d'une véritable révolution culturelle : « Philips doit se regarder à travers de nouvelles lunettes », a-t-il dit. La réorganisation tous azimuts qu'il a lancée à des allures d'opération-vérité. Elle est le fruit de « l'auto-examen critique » auquel se sont livrés « les plus hauts responsables » de la multinationale au cours des quatre derniers mois.

Un processus « difficile, douloureux et exigeant du courage », mais qui a débouché sur une conclusion limpide : en termes de chiffre d'affaires par salarié, « Philips fait pâle figure par rapport à la concurrence ; la productivité est insuffisante ». M. Timmer a ensuite formulé de façon simple la nouvelle priorité numéro un de la firme d'Eindhoven : « Retrouver l'efficacité et rétablir la capacité

concurrentielle. » Considérant le dégraissage des effectifs comme « déplaisant mais inévitable », il s'est dit « convaincu que le groupe sortira renforcé de cette période extrêmement difficile ».

En attendant que l'assainissement porte ses fruits, Philips pourrait enregistrer à la fin de l'exercice en cours une perte plus importante que les 2 milliards de florins (6 milliards de francs) initialement prévus : il est en effet « probable » que les restructurations décidées ou en préparation excéderont les 2,7 milliards de florins (8,1 milliards de francs) budgétés pour le second semestre. L'essentiel de cette enveloppe, soit 2,24 milliards de florins (6,72 milliards de francs), a d'ailleurs été mobilisé au cours de la période juillet-septembre, comprimant un peu plus le résultat d'exploitation des neuf premiers mois de l'année, qui, même abstraction faite du coût des restructurations, a baissé de 15 % (à 4,65 milliards de francs) par rapport à la période correspondante de 1989.

Signe des temps de disette : pour la première fois depuis sa constitution en société anonyme en 1912, Philips ne distribuera pas de dividendes cette année. Quant à 1991, M. Jan Timmer a déjà prévenu qu'il s'agissait « d'une année de transition ». Ce n'est qu'au-delà de cette échéance qu'une « amélioration de la situation deviendra visible ». Mais le président de Philips n'a pas parlé d'un retour aux bénéfices.

CHRISTIAN CHARTIER

Les conséquences
de la crise du GolfeNouvelle hausse
des prix du pétrole

Après avoir chuté la semaine dernière de plus de 10 dollars, tombant lundi 22 octobre en dessous de la barre des 30 dollars par baril, les prix du pétrole brut sont repartis à la hausse, les opérateurs craignant d'avoir surestimé les chances de règlement pacifique au Moyen-Orient.

Jeudi 25 octobre, les cours sur les marchés à terme de New-York et de Londres ont grimpé de plus de 3 dollars, accentuant la hausse — de 1,70 dollar — amorcée la veille, sur la foi de rumeurs assurant que le président François Mitterrand croyait la guerre imminente. Le brut de référence américain « WTI » a atteint 34,40 dollars jeudi en clôture, et le « Brent » britannique dépassait 35 dollars par baril, vendredi matin, à l'ouverture du marché.

M. Sadek Boussena, ministre algérien du pétrole et président de l'OPEP, a d'autre part souligné, jeudi à Bruxelles, que l'OPEP, produisant à l'extrême limite de ses capacités, n'a plus les moyens d'agir pour réguler ou influencer le marché, sur lequel, depuis le 8 août, les « anticipations » ont pris le dessus. Rappelant que les prévisions donnaient en plein hiver un déséquilibre de l'offre et de la demande pétrolière de 1 à 1,5 million de barils/jour, il a estimé que les stocks devraient être mobilisés : « Il y a quelque chose à faire sans quoi il y aura des tensions sur l'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Un entretien avec M. Bernard Attali

« Nous devons restructurer notre réseau pour l'optimiser », nous déclare le PDG d'Air France

Le groupe Air France affronte une conjoncture difficile. Un déficit assuré en 1990, une ambiance sociale maussade, des passagers axés par le manque de ponctualité, une querelle de personnes entre les présidents d'Air France et d'Air Inter... Malgré une vraisemblable dotation en capital par le gouvernement, malgré une victoire prévisible sur le commissaire européen à la concurrence, on est loin de l'euphorie du début de l'année, lorsque Air France rachetait UTA et unifiait sous ses ailes UTA et Air Inter. M. Bernard Attali, son président, fait le point sur ces turbulences.

« Le tout jeune groupe Air France n'est pas très en forme si l'on en croit les 263 millions de francs de pertes consolidées que vous venez d'annoncer pour le premier semestre, c'est-à-dire avant la crise du Golfe. A quel attribuez-vous cette contre-performance qui se traduit aussi par une croissance du trafic de 2 ou 3 %, nettement inférieure à celle de vos concurrents européens qui annoncent de 7 à 9 % de croissance ?

— Les compagnies du monde entier ont connu un premier semestre 1990 nettement moins favorable qu'en 1989. La dégradation de la rentabilité s'est généralisée. Nous avons connu, à Air France, un phénomène spécifique en raison de notre présence forte dans certaines parties du monde comme l'Algérie, où la conjoncture n'est pas bonne, et comme les Antilles, où a sévi le cyclone Hugo.

— Deux destinations malades ne peuvent tout de même pas dégrader à ce point les comptes d'une compagnie...

— Quand elles représentent à elles deux 23 % de son trafic, si. Mais un autre phénomène vraisemblable structurel aggrave nos difficultés : la compagnie nationale se trouve à court d'appareils et de pilotes et elle n'a pas pu suivre la

demande. Entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990, notre flotte a augmenté de deux avions, celle de British Airways de seize et celle de Lufthansa de vingt-six.

— Faut-il incriminer une politique d'investissements trop timorée menée au début des années 80 ?

— Je ne sais pas ce que j'aurais fait à la place de mes prédécesseurs, mais on ne conduit pas en regardant uniquement dans son rétroviseur !

— Pour ce qui me concerne, j'ai relancé nos investissements et nous devrions en avoir les fruits d'ici à 1993. Au niveau des hommes, nous formerons six cents pilotes et ingénieurs navigants de A à Z et nous en cotérons 1 million de francs par chacun. En matière de maté-

riel aéronautique, nous recevrons dix-neuf appareils en 1991, et douze en 1992, ce qui constitue un record depuis trente ans.

Embauche
stoppée

— Quand on est déficitaire, la cause ne doit-elle pas être recherchée aussi du côté de dépenses excessives ?

— Depuis le mois de juin, nous mettons en place un plan d'adaptation qui prévoit 175 millions de francs d'économies. A quelques exceptions près, notamment pour le personnel navigant technique, l'embauche est stoppée et les investissements au sol sont gelés ou reportés. Ce plan est encore plus nécessaire avec la crise du Golfe, car nous sommes frappés de plein

fouet par la hausse du prix du carburant qui nous vaudra, en 1990, un surcoût de dépenses de 1 milliard de francs.

— Les hausses de tarifs ne vous permettent-elles pas de le compenser ? Vous avez augmenté vos tarifs de 5 % à 8 %, le 1^{er} octobre, et vous vous apprêtez à récidiver...

— Nous ne pouvons augmenter nos tarifs inconsidérément sous peine de décourager la clientèle. Il ne nous sera possible de compenser notre surcoût de carburant que pour 300 millions de francs. C'est dire l'effort de rigueur qu'il nous faut réaliser.

Propos recueillis
par ALAIN FAUJAS
Lire la suite page 39

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DE L'UAP

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	UAP ALTO.	UAP MOYEN TERME	UAP PRÉFÉRE CATÉGORIE	UAP AUTRE	UAP ACTIONS FRANCE	UAP ACTIONS SELECTIONNÉES	UAP ACTIONS AÉRIENNES	UAP INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations françaises et T.C.N.	Obligations françaises et T.C.N.	Obligations françaises et étrangères	60% minimum actions françaises (CSE & Poney)	Valeurs françaises dominantes	Placements à court terme	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 28/09/90								
Actif net total (en millions de F)	2.257,0	609,7	499,8	1.018,7	1.267,7	1.055,8	3.447,8	1.344,2
réparti comme suit (en %) :								
France - Actions	—	—	—	—	62,7	28,8	61,0	15,7
- Obligations et T.C.N.	90,4	91,2	90,9	62,2	35,5	48,4	31,0	46,5
Etranger : Actions et Obligations	—	—	—	29,4	—	16,1	1,5	30,0
Autres emplois	9,6	8,8	9,1	8,4	1,8	6,7	6,5	7,8
Valeur liquidative de l'action (en F)	156,24	113,69	10.272,86	191,11	499,27	551,51	557,52	398,74
PERFORMANCES AU 28/09/90 (en %) (1) :								
- sur une période de 5 ans (depuis le 30/09/85)	+59,7	—	+48,8	+47,6	+114,6	+76,3	+64,6	+58,2
- sur une période de 10 ans (depuis le 30/09/80)	+216,3	—	—	+227,7	+423,3	+378,1	+350,2	+259,1

(1) En supposant le dividende net réversé lors de son détachement.

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
Tour Voltaire 1 Place des Degrés Cedex 58 92059 Paris La Défense
(Tél. 49.07.50.50) et dans ses diverses agences



© UAP

DU 25 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE
LES GRANDES OCCASIONS



CRÉDIT TOTAL*

Entrez sans hésiter chez votre concessionnaire.
Choisissez sans vous presser la voiture qui vous plaît,
et partez sans verser aucun apport.
Jusqu'au 5 novembre, chez Citroën Eurocasion, choisir
une occasion n'est plus une question d'argent.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN.
* Sous réserve d'acceptation du dossier par Créditpar.

CITROËN EUROCASION

CITROËN prête TOTAL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Réuni le 24 octobre 1990 sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAGARDÈRE, le Conseil d'Administration de MATRA a examiné les comptes consolidés du Groupe relatifs au premier semestre de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires de la période s'élève à 12.504 MF contre 10.160 MF pour le premier semestre de 1989 témoignant d'une progression de 23 % essentiellement due aux activités Espace et Télécommunications. Recalculée à périmètre de consolidation identique, la progression serait de l'ordre de 16 %.

Les risques liés aux événements du Golfe intervenus postérieurement au 30 juin 1990 ont été également pris en compte dans le résultat.

Le résultat d'exploitation et le résultat courant sont en augmentation plus forte que le chiffre d'affaires. Cependant l'augmentation de la charge d'impôt et la part croissante des résultats acquis aux minoritaires expliquent que le résultat net par action du Groupe progresse moins rapidement.

Dans le détail, le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1990
Résultat d'exploitation	572	719
Résultat financier	(25)	(47)
Résultat courant	547	672
Résultat exceptionnel, amortissement des survalues, minoritaires et éléments divers	(104)	(157)
Impôts sur les bénéfices	(199)	(266)
Résultat net consolidé, part du Groupe	244	249

Le Conseil d'Administration a également arrêté les comptes semestriels de la société MATRA qui

compte tenu de la finalisation complète des activités Défense et Espace intervenue le 1^{er} juillet 1989 se traduisent par un bénéfice net de 56 MF et ne sont pas comparables aux résultats du 1^{er} semestre 1989. Le Président a présenté au Conseil la situation des activités du Groupe.

Globalement le chiffre d'affaires consolidé du Groupe croît de 10 % entre 1989 et 1990 pour s'établir aux environs de 24.400 MF en raison notamment de l'intégration des activités spatiales de GEC. A structure comparable la croissance des activités du Groupe serait de l'ordre de + 7 %.

Malgré l'incidence des événements du Golfe, le résultat net consolidé (part du Groupe) pour l'ensemble de l'année 1990 devrait égaler voire légèrement dépasser le résultat atteint en 1989.

Au cours de la même séance, le Conseil d'Administration a décidé de nommer Monsieur Frédéric d'ALLEST Administrateur Directeur Général de MATRA et a pris acte de la désignation de Monsieur Arnaud LAGARDÈRE représentant MMB et de Monsieur Jean-Louis GERGORIN représentant ARJL SA.

Monsieur Jean-Luc LAGARDÈRE tiendra le 13 novembre 1990 une réunion d'information sur MATRA à l'intention des analystes financiers et de la presse.

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - Paris 8^e (Tél. : 47 66 03 06) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (36.16 MATRA).



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Nouvelle alliance nippono-allemande

Le sidérurgiste Kloeckner-Werke et la maison de commerce Itoh resserrent leurs liens

Six mois après l'alliance entre Daimler Benz et Mitsubishi, le sidérurgiste ouest-allemand Kloeckner-Werke s'allie à la puissante maison de commerce japonaise Itoh. Aux termes d'un accord de coopération dont l'existence a été révélée jeudi 25 octobre à Tokyo, le négociant nippon va prendre 5 % du capital de la firme allemande.

L'accord de coopération conclu entre la célèbre maison de commerce japonaise Itoh, déjà présente sur le Vieux Continent, et Kloeckner-Werke, sixième sidérurgiste ouest-allemand, est un événement. Pour la première fois, une firme japonaise entre dans le capital d'un grand nom de la sidérurgie européenne qui - sous tutelle d'Etat (en France, en Italie, en Grande-Bretagne) ou contrôlée par des holdings familiaux non moins solides (en RFA) - semblait jusqu'à présent totalement imperméable à de semblables incursions.

Itoh a en effet acquis 5,1 % du capital de Kloeckner-Werke pour une somme de 100 millions de deutschemarks (331 millions de francs). Les deux partenaires créent également - en association avec le finlandais Rautaruukki - une société mixte qui, installée à Brême (RFA), produira à l'horizon 1993 pas moins de 400 000 tonnes d'acier galvanisé destiné à l'automobile.

Cette alliance permet à Itoh, dont les liens avec Kloeckner-Werke sont anciens, de développer son activité de négociant d'acier au cœur du marché européen. Le sidérurgiste allemand trouve, de son côté, l'appui financier nécessaire pour se lancer dans la fabrication de tôles revêtues, produit à marge élevée et bénéficiant jusqu'à présent d'une demande soutenue. Il s'agit donc d'un accord important pour chacun des deux partenaires.

Une concentration inévitable

Reste que le choix par Kloeckner-Werke d'une société de négociant (et non d'un sidérurgiste) extra-communautaire pour diversifier sa gamme de production illustre bien les difficultés qu'ont les aciéristes allemands pour regrouper leurs productions ou pour composer avec leurs partenaires de la CEE. Il ne fait pas mystère que la

sidérurgie ouest-allemande - écartée entre six producteurs de taille moyenne - ne peut faire l'économie d'une concentration. Toutes les tentatives de fusion (Krupp, Kloeckner-Werke, Krupp-Thyssen, Hoesch-Salzgeber) ont jusqu'à présent fait long feu, les actionnaires familiaux défendant bec et ongles leur indépendance.

Par ailleurs, ces mêmes groupes sidérurgiques se sont montrés jusqu'à présent très réticents à entrer dans la politique d'alliances prônée par British Steel et par Usinor-Sacilor, tant pour rationaliser les productions (exemple des accords Usinor-Arbed dans les produits longs) que pour fédérer en pôles puissants le monde de l'acier européen. CAROLINE MONNOT

La loi sur les « petites privatisations » a été adoptée en Tchécoslovaquie

Le Parlement tchécoslovaque a franchi le premier pas menant à l'économie de marché en adoptant, jeudi 25 octobre, une loi sur la privatisation de quelque 100 000 petites entreprises.

Ces « petites privatisations » - par opposition aux « grandes », plus difficiles, qui concernent les grosses unités de production - toucheront les restaurants, les hôtels, les magasins de détail, les ateliers de réparation, les boulangeries, les

ateliers de confection et les entreprises de sous-traitance du bâtiment. Les sociétés privatisables seront choisies par les autorités locales, qui fixeront également les modalités des enchères, réservées aux citoyens tchécoslovaques.

Adoptée par 202 voix sur 239, la loi prend effet au 1^{er} décembre. Le ministre des finances, Václav Klaus, a estimé qu'elle était le résultat d'un compromis assez peu satisfaisant.

INDUSTRIE

M. Lévy PDG de Renault est élu manager de l'année 1990

M. Michel Rocard a remis, jeudi 25 octobre, le diplôme de manager de l'année décerné par l'hebdomadaire *Le Nouvel Économiste* à M. Raymond Lévy, le PDG de Renault. M. Lévy succède à M. Jean-Louis Boffa, le patron de Saint-Gobain, élu l'an dernier.

Le premier ministre a félicité le PDG : « Dans trois domaines essentiels, vous avez mené une politique à la fois audacieuse et déterminée : l'internationalisation dans la stratégie, l'innovation dans la production et la modernisation dans les relations sociales ». « Vous nous apportez la démonstration éclatante que l'entreprise publique est armée pour affronter avec succès les difficultés de l'internationalisation et nouer des alliances qu'elle nécessite », a poursuivi M. Rocard à propos de l'accord conclu avec Volvo.

La SNCF commande deux cent vingt locomotives à Gec-Alsthom

Gec-Alsthom bénéficie d'une pluie de commandes des entreprises de transport françaises. Après la RATP qui lui a acheté, il y a quelques semaines, pour 3,6 milliards de francs le matériel roulant de son futur métro Meteor, la SNCF a annoncé, le 25 octobre, qu'elle commandait deux cent vingt locomotives SYBIC électriques pour la somme de 4 milliards de francs.

La SNCF avait déjà acquis quatre-vingt-huit locomotives de ce type qui lui sont livrées, avec un retard de dix-huit mois, à la cadence de quatre par mois et qui lui permettront, d'ici deux ans, de remédier à la pénurie de machines de traction.

Les SYBIC, qui ont une puissance de 5.600 kW grâce à des moteurs du même type que ceux du TGV Atlantique, sont à usage multiple et peuvent aussi bien remorquer des trains de voyageurs à 200 km/h que des trains de marchandises lourds de 2 000 tonnes à 90 km/h.

EN BREF

Peugeot : nouvelle réduction de la production. - La production de l'usine Peugeot de Sochaux (23 000 salariés) va être de nouveau réduite jusqu'au 31 décembre, passant de 1 670 à 1 450 voitures par jour, ce qui entraînera le départ de 950 intérimaires. Cette décision est motivée par le « tassement des marchés européens ».

Eurotunnel a obtenu un prêt complémentaire de 21 milliards de francs. - Comme prévu, Eurotunnel et les deux cents dix banques qui financent le tunnel sous la Manche ont signé, le 26 octobre, un accord prévoyant l'attribution de prêts complémentaires pour 21 milliards de francs, afin de terminer l'ouvrage dont le coût a augmenté de 50 % par rapport aux prévisions. Cette somme permettra au consortium de lancer une augmentation de capital de 5,3 milliards de francs au mois de novembre.

Il faut ans de travaux pour l'A 86. - M. Michel Delabarre, ministre des transports, a inauguré, jeudi 25 octobre, le tronçon de l'autoroute A 86 traversant la Seine à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Il a indiqué que cette autoroute serait achevée en 1998.

HORIZON
SICAV DIVERSIFIÉE FRANÇAISE
pour la valorisation de votre capital à long terme

CAPITALISATION DES REVENUS

Lors de sa dernière réunion, le 20 juin 1990, le Conseil d'Administration d'Horizon a décidé d'opter, à compter de l'exercice 1990, pour la capitalisation des revenus. Aucun dividende ne sera donc distribué en 1991.

Cette décision a été prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, le 5 avril 1990.

Horizon, Sicav à dominante actions, vous offre désormais les avantages fiscaux de la capitalisation :

- aucun impôt à payer pendant la durée de votre placement ;
- les plus-values réalisées lors de la vente d'actions sont imposées à un taux réduit ou nul (si le montant de vos cessions de valeurs mobilières est inférieur au plafond annuel fixé par la loi de finances).

Les actionnaires, en désaccord avec cette décision, peuvent demander le rachat de leurs actions sans frais.

**Vous souhaitez des informations complémentaires ?
N'hésitez pas à venir rencontrer nos conseillers financiers.**

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

DU 25 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE
LES GRANDES OCCASIONS



REPRISE 5000 F

Quel que soit l'état de votre véhicule, et pour tout achat d'un véhicule d'occasion d'au moins 30 000 F, Citroën vous le reprend 5000 F TTC minimum ou plus si son état le justifie. Jusqu'au 5 novembre, chez Citroën Eurocasion, choisir une occasion n'est plus une question d'argent.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN.

CITROËN EUROCASION

CITROËN prête TOTAL

سكرا من الامم

CARNET DU Monde

• Le Monde • Samedi 27 octobre 1990 41

Mariages

M. et M^{me} L. GUILLOUET,
le général et la vicomtesse
de JACQUELOT de BOISROUVRAY,
sont heureux de faire part du mariage
de leurs enfants,

Servant GUILLOUET
et Hervé de JACQUELOT
du BOISROUVRAY,
architecte DPLG,

qui a eu lieu dans l'intimité familiale, le
25 août 1990, en l'église de Clères-
Fouesnant.

Décès

La famille,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaby ABRAHAM,
ex-directeur de la BNPI
à Beyrouth,

survenu le 25 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu, le vendredi
26 octobre, au cimetière parisien de
Bagneux.

8, boulevard de la Madeleine,
75009 Paris.

Claude ARPELS

est décédé le 15 octobre 1990, à Crans-
sur-Siège (Suisse).

C'était un homme d'honneur, vision-
naire, d'un profond intellect. Il pou-
vait, avec peu de gestes et encore
moins de paroles, communiquer l'es-
sence de toute chose. Bien qu'il ait eu à
faire face aux défis les plus difficiles de
la vie, son caractère fort et sa genti-
lesse extraordinaire lui ont permis de
maintenir une tranquille dignité et une
perpétuelle loyauté envers tous ceux
qu'il connaissait. Claude ne connaissait
ni l'amertume ni la colère, ce qui lui
permettait de vivre une vie pleine de joie
et de satisfaction.

Né à Paris le 23 juin 1911, il fré-
quentait la Sorbonne où il obtint une
licence en lettres et une licence en
sciences. Homme d'intérêts divers, pro-
fondément intéressé par les sciences, il
étudia les classiques, maîtrisant
diverses langues. De 1930 à 1932, il
étudia à l'université Harvard où il
obtint un MBA. Il rejoignit par la suite
Van Cleef & Arpels, joaillier réputé,
fondée en 1898 par Julien Arpels.
Charles Arpels. Alfred Van Cleef et
plus tard Louis Arpels. Il devint très
rapidement l'un des animateurs de la
maison et apporta au magasin qu'il
ouvrit à New-York en 1939 son savoir,
sa maîtrise et le bénéfice d'une exi-
gence totale en matière de qualité. Plus
tard, il ouvrit les magasins de Palm
Beach et Beverly Hills, ainsi que Deau-
ville, Monaco, Genève et Tokyo. En
quête des bijoux les plus rares et les
plus précieux, il voyagea dans presque
tous les pays du monde.

Claude Arpels était un amateur de
beaux-arts et de musique. Ses peintures
furent exposées à New-York et à Paris
et furent saluées par un large public. Il
collabora avec George Balanchine à la
réalisation du ballet *Bijou*, présenté par
le New York State Ballet.

Son intérêt pour les sciences se ma-
nifesta tout au long de sa vie : en 1966,
il obtint un Master of Science of Bioche-
mistry et collabora avec des chercheurs
scientifiques de renom, tels le Dr Lloyd
Old et le Dr Chester Southam. Il était
curateur et vice-président du conseil
d'administration de l'Institut de
recherche pour la cancer et de la Fondation
pour la maladie de Parkinson.
Curateur et actif dans de nombreuses
autres fondations médicales.

Claude Arpels reçut la médaille de
l'Empire britannique pour services ren-
dus durant les premiers mois du débar-
quement de Normandie. Il reçut égale-
ment la Légion d'honneur du
gouvernement français.

Claude Arpels laisse derrière lui sa
femme bien-aimée Malou, ses enfants
Claude Julien, Ariane Nicole et Marie
Carina, et John-Claude, Anne-Marie
Edwards et Tessa Améz-Droz-Arpels,
enfants issus de ses précédents
mariages.

Une messe a été célébrée en l'église
de Montana (Suisse) le jeudi 18 octo-
bre.

(Le Monde du 19 octobre.)

M^{me} André Bourgeois,
Ses enfants,
Petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André
BOURGEOIS-VOISIN,

officier de la Légion d'honneur,
ancien maire adjoint
de Neuilly-sur-Seine,
ancien secrétaire général
de la Fédération
fondateur du Mouvement national
des élus locaux,
ancien vice-président
du Mouvement européen,

leur époux, père, grand-père et parent,
survenu le 25 octobre 1990, à l'âge de
soixante-dix-huit ans.

Le service religieux sera célébré le
lundi 29 octobre, à 11 heures, en
l'église Saint-Pierre, 90, avenue
Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine.

7, avenue Philippe-Le Boucher,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Robert-Edouard Charlier,
son époux,
Jacques et Alain Charlier,
Françoise Dubois-Charlier,
ses enfants,
Jeanne Hermet,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

Simone CHARLIER,
fontenaisienne,
ancienne directrice d'Ecole normale,
ancien professeur de psychopédagogie,

survenu le 22 octobre 1990.

Ils invitent ses parents, ses amis, et
tous ceux qui le souhaitent, à s'associer
à l'hommage qu'ils lui rendent ici.

M^{me} Raoul Ergmann,
M. et M^{me} Daniel Ergmann,
M. et M^{me} Max Holstein
et leurs enfants,
M. et M^{me} Gaston Amblard
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Raoul ERGMANN,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure
ancien conseiller
à la Cour des comptes,
ancien président
de la Société des amis du Louvre,

survenu le 24 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu le 26 octo-
bre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Pierre Miot,
son épouse,
M. et M^{me} Bernard Duchezau,
M^{me} Catherine Miot,
ses enfants,
Philippe, Bertrand, Christophe
Duchezau,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MIOT,
inspecteur général
des finances honoraire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu, dans sa soixante-dix-huitième
année, le 18 octobre 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu, le 20 octobre, à Saint-
Porchaire (Charente-Maritime).

17250 Saint-Porchaire,
16000 Angoulême,
94300 Vincennes.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communicat. diverses 95 F

Gérard de Ricaud,
son mari,
Jean et Isabelle de Ricaud,
Yves et Marie-Françoise de Ricaud,
Dominique et Claire de Ricaud,
François-Xavier et Bérangère de
Ricaud,
Laurent et Roseline de Ricaud,
Emmanuel de Ricaud,
ses enfants,
Stéphane, Sébastien, Guillaume,
Raphaël, Etienne, Corentin, François,
Benoît, Pauline, Zoé, Jeanne, Louise,
Laetitia, Colombe, Maguelone, Phi-
lippe de Ricaud,
ses petits-enfants,

M^{me} Etienne de Tanouarn,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-fils,
Le docteur et M^{me} Denis Demarque,
Leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Yves Lemaire,
Leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Henri Dutheil de
Lamoignon,

Et leurs enfants,
M^{me} Albert Petit,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,
neveux, petits-neveux et arrière-petit-
neveux,

Les familles Albert Bonnard, Pierre
de Ricaud, Yves Rioche, Henri Dela-
lande, Etienne et Henri Vincens de
Tapot, René Fourault, Roger Guibourg,
Jean Marinneau, Etienne Valentin,
Parents et alliés,
M^{me} Munch et d'Angelo,
ses fidèles servantes,
ont la douleur de faire part du décès de
Dien, dans sa soixante-septième année,

de

la baronne de RICAUD,
née Clotilde, Yvonne,
Marie Bonnard,

décédée à Lafayette, le 25 octobre 1990,
munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église de Gontaud, le samedi 27 octo-
bre, à 15 heures, et sera suivie de l'in-
humation à Saint-Pierre de Nogaret sa,
paroisse.

Selon la volonté de la défunte, ni
fleurs ni couronnes, des prières.

Château de Lafayette,
47400 Gontaud-de-Nogaret.

Sa famille et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Carlos SAB,

survenu le 23 octobre 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le
samedi 27 octobre, à 11 heures, en
l'église Saint-Germain-l'Auxerrois,
2, place du Louvre, Paris 1^{er}.

M. Jean Sangnier,
son époux,
Anicette et Jean-Jacques Wenger,
ses enfants,
Stéphanie, Aurélien, Augustin et
Evangéline Wenger,
ses petits-enfants,
Les familles Hamel, Cozon, Jamont,
Charlat et Wenger,
ses parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean SANGNIER,
née Marie-Pierre Jamont,

pleinement décédée à l'âge de soixante-
dix ans.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée, le samedi 27 octobre 1990, à
10 h 30, en l'église Saint-Sulpice,
Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse.

36, boulevard Raspail,
75007 Paris,
77, rue du Général-Condé,
67000 Strasbourg.

Duncan Youngerman,
son fils,
Samy Frei, Nelly Seyrig, Coralie Sey-
rig, Fabien Seyrig et Sylvain Seyrig
ont la très grande douleur de faire part
du décès de

Déphine SEYRIG,

survenu le 13 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité de la famille au cimetière du
Montparnasse.

M^{me} Emilie Roche,
née Arlette Déros,
M^{me} Claude Roche,
M. et M^{me} Claude E. Roche,
M^{me} Catherine Mouglin,
M. et M^{me} Xavier de Lagarrigue,
M^{me} Armand Roche,
M. et M^{me} Nicolas Roche,
M. Bruno Roger,
M. Cyril Roger-Lacan,
M. et M^{me} Fabrice Roger-Lacan,
M^{me} Marcelle Rougier,
M^{me} Monique Beaudouin,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Emilie ROCHE,
président d'honneur
du Conseil économique et social,
grand croix de la Légion d'honneur,
grand croix de l'Ordre souverain
de Malte,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Paris, le 25 octobre 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Louis des Invalides, le
lundi 29 octobre, à 14 heures.

M. Jean Maitoli,
président du Conseil économique et
social,

Les membres du bureau du Conseil
économique et social,

Les membres du Conseil économique
et social,

Les membres de section du Conseil
économique et social,

L'Assemblée du Conseil économique et
social,

Le secrétaire général du Conseil éco-
nomique et social,

Les membres du cabinet du prési-
dent du Conseil économique et social,

Et l'ensemble du personnel du
Conseil économique et social,

ont le très grand regret de faire part du
décès de

M. Emilie ROCHE,
président d'honneur
du Conseil économique et social,
grand croix de la Légion d'honneur,
grand croix de l'Ordre souverain
de Malte,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Paris, le 25 octobre 1990.

Le corps du président Emilie Roche
sera exposé au Palais d'Iéna, 9, place
d'Iéna, Paris-16^e, le lundi 29 octobre,
de 10 heures à 13 heures.

La cérémonie religieuse accompa-
gnée des honneurs militaires sera célé-
brée en l'église Saint-Louis des Inva-
lides, le lundi 29 octobre, à 14 heures.

(Lire page 44.)

Anniversaires

Le 27 octobre 1987

Marie-Rose MAMELET

sous quitait.

Ses amis se souviennent.

Communications diverses

La Fondation l'Arche de la Frater-
nité organise, dans le cadre de l'Expo-
sition « France des libertés, France des
étrangers », une conférence-débat, le
14 novembre prochain, à 18 heures, sur
le thème : « L'histoire des Algériens en
France » avec la participation de l'his-
torien, Benjamin Stora (L'Arche de la
Fraternité, 1, Parvis de la Défense,
92040 Paris La Défense).

LOTTO MERCIER 24 OCTOBRE 1990

19855

3 29 30 41 48 49 36

6 20335

6 10 17 23 33 40 25

6 1086 135 F

6 50 530 F

6 5 740 F

6 118 F

6 9 F

RENAULT

Clio

21 versions

Une Gamme Complète

Essence

3 Portes :

8 Versions

5 Portes :

8 Versions

Diesel

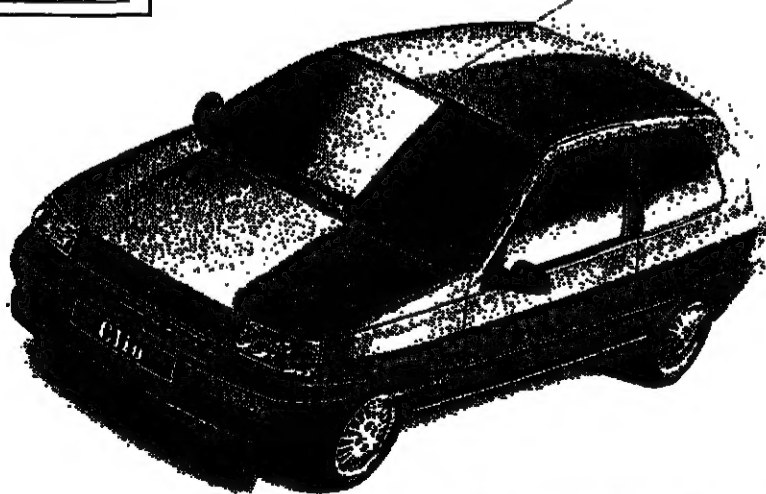
3 Portes :

2 Versions

5 Portes :

3 Versions

A partir de 51 800 F TTC
RENAULT CLIO RL 1,1 L
3 portes
(Année modèle 1991
Prix tarif au 13.9.1990)



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Clio à l'essai.
Elle vous en met
plein la vie.

Dans tout le Réseau Renault
Paris Ile-de-France.

© PUBLI A.S. Paris - Ile-de-France

MARCHÉS FINANCIERS

Objet d'une enquête du Bureau des fraudes

Polly Peck est placé sous administration judiciaire

Les déboires du conglomérat britannique Polly Peck International et de son président, l'homme d'affaires chypriote turc M. Asil Nadir, se sont accrus jeudi 25 octobre avec la confirmation du Bureau des fraudes sur les agissements du groupe, et la demande par le courtier Barclays de Zoot Wood (BZW) de la mise en faillite personnelle de M. Nadir, ce dernier lui devant 3,6 millions de livres (36 millions de francs) pour l'achat de titres de sa société.

Ces nouvelles ont été annoncées, jeudi 26 octobre, au moment même où les magistrats londoniens de la High Court ont placé ce groupe sous administration judiciaire et nommé trois administrateurs chargés de gérer PPI et de concevoir un plan de remboursement des dettes.

Polly Peck, dont l'activité s'étend du commerce des fruits à l'électronique en passant par les

loisirs, était depuis le début des années 80 un enfant chéri de la Bourse de Londres. Sa capitalisation boursière atteignait les 20 milliards de francs voici trois mois, jusqu'à l'effondrement de ses cours.

A la surprise générale, les investisseurs apprenaient durant l'été que PPI avait une dette de 1 milliard de livres (10 milliards de francs) et que son président souhaitait racheter tous les titres. Mais l'opération ne se concrétisait pas (le Monde du 22 septembre). Depuis l'affaire est en surêté et suscite de nombreuses interrogations.

Sa faillite serait l'une des plus importantes jamais vues en Grande-Bretagne. A telle enseigne qu'un membre du Parlement britannique, M. Anthony Beaumont Dark, a demandé jeudi 25 octobre une enquête du ministère du commerce et de l'industrie pour comprendre la raison d'un tel « désastre ».

Cinquième groupe informatique mondial

Unisys poursuit sa cure d'austérité

Unisys, cinquième groupe informatique mondial d'après la revue spécialisée *Datamation* et troisième américain, qui connaît des difficultés depuis deux ans, poursuit sa cure d'austérité. Jeudi 25 octobre, il a annoncé la suppression de 5 000 emplois nouveaux (sur un total de 82 300 en 1989) ainsi que le départ de son ex-président, M. Michael Blumenthal, des dernières fonctions qu'il occupait dans le groupe (en tant que « chairman »). En outre, les ventes d'actifs vont être intensifiées.

Contrairement à ce qu'espéraient

les observateurs, le groupe informaticien - né de la fusion difficile de Sperry et Burroughs - a précisé qu'il ne renouera pas avec les profits du dernier trimestre de 1990. Au troisième trimestre, il a annoncé une perte de 356 millions de dollars (1,8 milliard de francs) alourdie par 181 millions de dollars (940 millions de francs) de provisions pour couvrir les coûts des suppressions d'emplois. Le chiffre d'affaires (2,4 milliards de dollars, soit 12,5 milliards de francs) a stagné au cours des trois mois sous

NEW-YORK, 25 octobre ↓

Recul

Wall Street a viré à la baisse jeudi après un début de séance soutenu, sur un marché calme. L'indice Dow Jones est retombé sous la barre des 2 500 points, à 2 484,40, en baisse de 18,81 points (0,75 %). Les acheteurs ont attribué la baisse sur le marché depuis plusieurs semaines, soulevée par l'annonce d'un accord avait été mis au point par plusieurs membres du congrès. Bien que le taux des bons du Trésor à 30 ans ait baissé à 8,73 % contre 8,77 % en fin d'après-midi mercredi, de nouvelles rumeurs, démenties par la suite, selon lesquelles le président Bush aurait donné quinze jours à l'Irak pour évacuer le Koweït, ont entraîné une forte hausse des prix du pétrole. Cette évolution a fait avorter la reprise boursière car elle a ravivé les craintes d'une nouvelle poussée inflationniste, avec pour conséquence une hausse des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours du 24 octobre	Cours du 25 octobre
Alcoa	55 5/8	55 5/8
AT&T	33 3/8	33 3/8
Boeing	117 1/2	117 1/2
Chrysler	34 3/4	34 3/4
General Motors	48 1/2	47 3/4
IBM	108 5/8	108 1/8
Intel	44 5/8	43 7/8
Microsoft	67 1/4	67 1/4
Oracle	78	77 3/8
Schlumberger	58 1/2	58 1/2
Unisys	108 5/8	108 1/8
US Steel	30 1/2	31 1/8
Westinghouse	25 7/8	26 3/4
Xerox Corp.	30 1/2	30 1/2

LONDRES, 25 octobre ↓

Nette baisse

Les cours des valeurs ont terminé en forte baisse jeudi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent principales valeurs a cédé 21,8 points, à 2 088,7, soit un repli de 1 % par rapport à mercredi. Les investisseurs ont craint, en outre, la poursuite de la baisse des titres de la construction, les magasins, les brasseries et les compagnies d'eau. En revanche, les pétroliers se sont renforcés dans le sillage de la hausse des cours du pétrole brut.

Le géant de la chimie britannique ICI a été repêché, après l'annonce d'une baisse de 4,9 % de son bénéfice au troisième trimestre et après que son président ait indiqué que les difficiles conditions commerciales ne devraient pas empêcher la poursuite de l'achat de la firme lyonnaise pour le troisième trimestre. M. Didier Floquet, qui remplace M. Sylvie Girardet, la direction générale est, quant à elle, confiée à M. Jérôme Costes, responsable de l'analyse financière chez Dupont-Denat, autre intermédiaire contrôlé par le Crédit national. De son côté, la BNP, en prenant 33 % de Bosch (le Monde du 26 octobre), a décidé de nommer à la présidence de cette société de Bourse M. Pierre Bailly, soixante et onze ans, ancien directeur de la banque qu'il a quittée en 1986, ancien membre du Comité des opérations de Bourse (COB) et actuel président de l'ASFFI, Association des sociétés et fonds français d'investissements. Il succède à M. Alain Boscher, dont il est l'un des proches.

7 Serres Trent abandonne son OPA sur Caird. - Severn Trent Water, deuxième société britannique de distribution d'eau et d'assainissement, vient d'abandonner son OPA sur Caird, troisième société britannique de collecte et de stockage de déchets (le Monde du 26 octobre), en raison de la baisse des bénéfices prévus pour l'exercice actuel. Alors que l'OPA était acceptée pour 36,2 % des actions ordinaires, Severn Trent n'en avait offert 100 pence). Mais Severn Trent accuse Caird d'avoir dissimulé sa situation financière réelle.

FAITS ET RÉSULTATS

ICI a baissé de 4,9 % de bénéfice trimestriel. - Les analystes de la City ne s'étaient pas trompés. Les résultats de géant britannique ICI, numéro deux mondial de la chimie, pour le troisième trimestre sont mauvais. Son bénéfice impossible enregistrer une baisse de 4,9 %, retombant ainsi à 160 millions de livres (306 millions en 1989 à parité de change). Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice du groupe retombe ainsi à 493 millions de livres (- 27,4 %). Sir Denis Henderson, président du groupe, impute cette baisse à la baisse de la rentabilité à la faiblesse de la demande, particulièrement aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie, combinée à un phénomène de sous-emploi dans certaines divisions, à la trop grande lenteur de la livre (un handicap à l'exportation), enfin, à la crise du Golfe.

EDF signe un accord sur la participation des européens à la privatisation de l'électricité de l'ex-RDA. - EDF a signé, jeudi 25 octobre, avec trois entreprises européennes un accord permettant leur participation à ses côtés à la privatisation de l'électricité de l'ex-RDA (le Monde du 24 octobre). Il s'agit du belge Tractebel, de l'espagnol Enxeta et du suisse EOS (Energie de l'Ouest suisse). Contrairement aux espoirs des Français, le britannique Powergen ne sera pas dans le montage. Ces européens, unis aux français qui seront majoritaires dans le consortium, détiendront ensemble 15 % du capital de la nouvelle société en charge de la production et du transport de l'électricité en ex-RDA.

Changement à la tête des Sociétés de Bourse Girardet et Boscher. - Une

PARIS, 26 octobre ↓

Nette baisse

Les intervenants manifestaient leurs inquiétudes vendredi, après diverses déclarations concernant la crise du Golfe et les difficultés que rencontre l'administration américaine à faire adopter le budget fédéral. Dans un marché très calme, l'indice CAC 40, en repli de 1,2 % à l'ouverture, abandonnait 2,06 % en début d'après-midi, peu avant le début des transactions à Wall Street. Après une reprise de l'ordre de 14 % sur le plus haut niveau atteint voici un mois, les investisseurs, qui avaient cru en début de semaine à une solution diplomatique à la crise, étaient à nouveau pessimistes. Les prix du pétrole sont remontés en fin de journée, franchissant à nouveau la barre des 35 dollars le baril à cause de diverses rumeurs alarmistes et des déclarations officielles américaines. Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a indiqué que les États-Unis allaient poursuivre le renforcement de leurs troupes dans le Golfe. Et déjà les marchés anticipent l'envoi de cent mille hommes supplémentaires au Proche-Orient. Par ailleurs, les milieux financiers restent très préoccupés par la situation économique américaine, et aussi financière, les redoutant notamment de sévères défaillances du système bancaire américain.

Dans ce climat, les acheteurs qui avaient amorcé un timide intérêt pour la place se sont retirés prestement. Les quelques hausses s'effectuaient avec peu de titres négociés (Hutchinson, Mérieux, Nouvelles Galeries, Desautel). Parmi les baisses, l'un des titres les plus étagués était Hachette, après l'annonce d'une provision d'un cassement de 30 % de son résultat net en 1990, hors plus-value.

TOKYO, 26 octobre ↓

Reviement à la baisse

Le marché a terminé en baisse vendredi à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a terminé en repli de 348,99 points, soit 1,37 %, à 25 035,64 dans un volume de 500 millions de titres.

La faiblesse du yen et les rumeurs sur l'aggravation de la situation dans le Golfe, qui ont entraîné la hausse des cours du pétrole, ont pesé sur la tendance. Des prises de bénéfices et des ajustements de positions ont en outre contribué à faire reculer les cours. Bien que des achats de titres pharmaceutiques et de valeurs spéculatives aient quelque peu limité la baisse.

VALEURS	Cours du 25 octobre	Cours du 26 octobre
Alstom	817	812
Boiseries	1 170	1 170
Canon	1 410	1 390
Fujitsu	2 200	2 130
Honda Motor	1 810	1 790
Mitsubishi Electric	1 810	1 790
Sony Corp.	770	760
Toshiba	8 200	8 040
Yamaha Motor	1 880	1 860

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis Associés	398	394 90	IDA	308	308
Ayrol	105	105	Idemex	132	132
B.A.C.	190	190	Idemex	984	980
BICM	820	840	Idemex	335	335
Bolton (Ly)	422	411	Idemex	107	107
Bolton (Ly)	210	207	Idemex	313	313
Classe de Lyon	3200	3120	Idemex	82 80	82 80
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1020	985	Idemex	131 90	130
Calsonic	370	365	Idemex	180	180
Carif	482	448 60	Idemex	350	350
C.E.S.F.	182	186 30	Idemex	376	394 80
C.F.P.	250	255	Idemex	90	90
Comex d'Orsay	515	515	Idemex	642	681
C.N.I.M.	980	975	Idemex	304	304
Codisat	288	282	Idemex	203	198 50
Coverag	293	281 30	Idemex	90	90
Cofinor	805	810	Idemex	194	190
Covis	234	225	Idemex	175	174 80
Daplog	425	420	Idemex	134 90	131
Delaunay	625	620	Idemex	245	245
Delaunay Worme Co.	541	541	Idemex	189	184 30
Desparis et Giral	238	232 80	Idemex	365	360
Dowling	787	785	Idemex	117	121 70
Dreile	430	430	Idemex	825	820
Dubois	105	105			
Edison Bulland	240	240			
Euro. Population	410	400			
Finacor	123 40	125			
Fininvest	165 80	162 10			
GF Group (Fin.)	388	379 90			
Grand Linc.	420	428			
Groupag	178	175			
Guinot	940	920			
I.C.C.	225 80	220			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 25 oct. 1990

Nombre de contrats : 20 401

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	520	66	7,50
CGE	680	12	54
Enxeta	90	9,70	1
Enxeta	90	9,50	2
Enxeta	560	40	1
Enxeta	380	12	25
Enxeta	70	6,10	7,50
Enxeta	940	22	16
Enxeta	480	32	1
Enxeta	880	44	16,50
Enxeta	520	44	25
Enxeta	320	16,50	28
Enxeta	1 100	40	64
Enxeta	440	8	40
Enxeta	280	44	7,80
Enxeta	110	2,50	1

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 oct. 1990

Nombre de contrats : 52 544

COURS	ÉCHÉANCES
Décembre 90	Mars 91
98,56	98,46
98,46	98,38
98,46	98,26

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

BOURSE DU 26 OCT

COMPTON

Actions

Cote des Changes

سكدا من الاموال

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Samedi 27 octobre 1990 43

BOURSE DU 26 OCTOBRE

Règlement mensuel										Cours relevés à 15 h 50													
COMPAGNIES	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
3758	CAISSE	3775	3780	-5	-0.13	3758	CAISSE	3775	3780	-5	-0.13	3758	CAISSE	3775	3780	-5	-0.13	3758	CAISSE	3775	3780	-5	-0.13
1130	CAISSE	1130	1140	-10	-0.88	1130	CAISSE	1130	1140	-10	-0.88	1130	CAISSE	1130	1140	-10	-0.88	1130	CAISSE	1130	1140	-10	-0.88
884	CAISSE	884	884	0	0.00	884	CAISSE	884	884	0	0.00	884	CAISSE	884	884	0	0.00	884	CAISSE	884	884	0	0.00
1402	CAISSE	1402	1402	0	0.00	1402	CAISSE	1402	1402	0	0.00	1402	CAISSE	1402	1402	0	0.00	1402	CAISSE	1402	1402	0	0.00
1101	CAISSE	1101	1101	0	0.00	1101	CAISSE	1101	1101	0	0.00	1101	CAISSE	1101	1101	0	0.00	1101	CAISSE	1101	1101	0	0.00
780	CAISSE	780	780	0	0.00	780	CAISSE	780	780	0	0.00	780	CAISSE	780	780	0	0.00	780	CAISSE	780	780	0	0.00
675	CAISSE	675	675	0	0.00	675	CAISSE	675	675	0	0.00	675	CAISSE	675	675	0	0.00	675	CAISSE	675	675	0	0.00
1000	CAISSE	1000	1000	0	0.00	1000	CAISSE	1000	1000	0	0.00	1000	CAISSE	1000	1000	0	0.00	1000	CAISSE	1000	1000	0	0.00
345	CAISSE	345	345	0	0.00	345	CAISSE	345	345	0	0.00	345	CAISSE	345	345	0	0.00	345	CAISSE	345	345	0	0.00
1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00
945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00
830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00
210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00
230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00
184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00
440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00
740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00
600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00
730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00
1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00
880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00
320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00
730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00
2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00
605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00
105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00
80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00
3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00
130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00
100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00
80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00
485	CAISSE	485	485	0	0.00	485	CAISSE	485	485	0	0.00	485	CAISSE	485	485	0	0.00	485	CAISSE	485	485	0	0.00
230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00
151	CAISSE	151	151	0	0.00	151	CAISSE	151	151	0	0.00	151	CAISSE	151	151	0	0.00	151	CAISSE	151	151	0	0.00
425	CAISSE	425	425	0	0.00	425	CAISSE	425	425	0	0.00	425	CAISSE	425	425	0	0.00	425	CAISSE	425	425	0	0.00
380	CAISSE	380	380	0	0.00	380	CAISSE	380	380	0	0.00	380	CAISSE	380	380	0	0.00	380	CAISSE	380	380	0	0.00
365	CAISSE	365	365	0	0.00	365	CAISSE	365	365	0	0.00	365	CAISSE	365	365	0	0.00	365	CAISSE	365	365	0	0.00
670	CAISSE	670	670	0	0.00	670	CAISSE	670	670	0	0.00	670	CAISSE	670	670	0	0.00	670	CAISSE	670	670	0	0.00
800	CAISSE	800	800	0	0.00	800	CAISSE	800	800	0	0.00	800	CAISSE	800	800	0	0.00	800	CAISSE	800	800	0	0.00
785	CAISSE	785	785	0	0.00	785	CAISSE	785	785	0	0.00	785	CAISSE	785	785	0	0.00	785	CAISSE	785	785	0	0.00
1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00	1020	CAISSE	1020	1020	0	0.00
945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00	945	CAISSE	945	945	0	0.00
830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00	830	CAISSE	830	830	0	0.00
210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00	210	CAISSE	210	210	0	0.00
230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00	230	CAISSE	230	230	0	0.00
184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00	184	CAISSE	184	184	0	0.00
440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00	440	CAISSE	440	440	0	0.00
740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00	740	CAISSE	740	740	0	0.00
600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00	600	CAISSE	600	600	0	0.00
730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00
1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00	1120	CAISSE	1120	1120	0	0.00
880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00	880	CAISSE	880	880	0	0.00
320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00	320	CAISSE	320	320	0	0.00
730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00	730	CAISSE	730	730	0	0.00
2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00	2300	CAISSE	2300	2300	0	0.00
605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00	605	CAISSE	605	605	0	0.00
105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00	105	CAISSE	105	105	0	0.00
80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00
3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00	3640	CAISSE	3640	3640	0	0.00
130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00	130	CAISSE	130	130	0	0.00
100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00	100	CAISSE	100	100	0	0.00
80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00	80	CAISSE	80	80	0	0.00
485	CAISSE	485	485	0	0.00	485	CAISSE	485	485	0	0.00	485	CAISSE	485	485	0	0.00	48					

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du coupon	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
Obligations		Obligations					Obligations				
1131	3.78	1131	380	380	0	0.00	1131	380	380	0	0.00
1130	3.78	1130	380	380	0	0.00	1130	380	380	0	0.00
884	3.78	884	380	380	0	0.00	884	380	380	0	0.00
1402	3.78	1402	380	380	0	0.00	1402	380	380	0	0.00
1101	3.78	1101	380	380	0	0.00	1101	380	380	0	0.00
780	3.78	780	380	380	0	0.00	780	380	380	0	0.00
675	3.78	675	380	380	0	0.00	675	380	380	0	0.00
1000	3.78	1000	380	380	0	0.00	1000	380	380	0	0.00
345	3.78	345	380	380	0	0.00	345	380	380	0	0.00
1020	3.78	1020	380	380	0	0.00	1020	380	380	0	0.00
945	3.78	945	380	380	0	0.00	945	380	380	0	0.00
830	3.78	830	380	380	0	0.00	830	380	380	0	0.00
210	3.78	210	380	380	0	0.00	210	380	380	0	0.00
230	3.78	230	380	380	0	0.00	230	380	380	0	0.00
184	3.78	184	380	380	0	0.00	184	380	380	0	0.00
440	3.78	440	380	380	0	0.00	440	380	380	0	0.00
740	3.78	740	380	380	0	0.00	740	380	380	0	0.00
600	3.78	600	380	380	0	0.00	600	380	380	0	0.00
730	3.78	730	380	380	0	0.00	730	380	380	0	0.00
1120	3.78	1120	380	380	0	0.00	1120	380	380	0	0.00
880	3.78	880	380	380	0	0.00	880	380	380	0	0.00
320	3.78	320	380	380	0	0.00	320	380	380	0	0.00
730	3.78	730	380	380	0	0.00	730	380	380	0	0.00
2300	3.78	2300	380	380	0	0.00	2300	380	380	0	0.00
605	3.78	605	380	380	0	0.00	605	380	380	0	0.00
105	3.78	105	380	380	0	0.00	105	380	380	0	0.00
80	3.78	80	380	380	0	0.00	80	380	380	0	0.00
3640	3.78	3640	380	380	0	0.00	3640	380	380	0	0.00
130	3.78	130	380	380	0	0.00	130	380	380	0	0.00</

Avec l'envoi de nouvelles pièces d'artillerie

M. Chevènement n'exclut pas de renforcer le dispositif « Daguet »

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense au Sénat, M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas exclu, jeudi 25 octobre, l'envoi par la France en Arabie saoudite d'un renfort d'artillerie au sein du dispositif « Daguet ».

Cette éventualité, comme celle de l'envoi de chars AMX 30, est à l'étude (le Monde du 19 octobre). Le ministre de la défense a cependant ajouté que l'adaptation des moyens actuels à la situation de la menace devait être appréciée en fonction de l'« inter-opérabilité » des forces alliées déjà engagées. Ce qui signifie que la possession par les forces saoudiennes de pièces d'artillerie de 155 GCT et de chars AMX 30 achetés à la France pouvait dispenser d'en affecter au dispositif « Daguet ».

M. Chevènement a, d'autre part, précisé que la mission principale

du groupe aérien basé dans la région de Yufuf est l'appui rapproché des troupes au sol (ce qui peut remplacer partiellement l'artillerie, selon l'état-major), sa mission secondaire étant de participer à la défense aérienne de l'Arabie saoudite aux côtés des forces alliées déjà sur place.

Le ministre de la défense a rappelé qu'il n'était pas question de renoncer au renfort qui vient d'être décidé, à savoir (le Monde du 25 octobre) l'envoi de 500 hommes supplémentaires avec vingt-deux autres hélicoptères anti-chars et vingt-quatre nouveaux blindés légers à roues AMX 10 RC. Selon M. Chevènement, la relève des forces est envisagée pour janvier ou février de l'an prochain. Les volontaires du service long (il s'agit d'appelés volontaires pour un service supérieur à douze mois mais inférieur à vingt-quatre) pourront « bien évidemment » être utilisés : « Même les appelés du contingent, dès lors qu'ils sont volontaires, peuvent être utilisés en vertu de l'article 70 de la loi sur le service national ».

Le ministre de la défense a tenu à préciser, à cette occasion, que la marine, par exemple, avait trois fois plus de candidats que de postes sur ses bateaux pour les missions de contrôle de l'embargo de l'ONU dans le Golfe.

URSS

L'état d'urgence est proclamé dans le sud de la Moldavie

Le Parlement moldave a proclamé vendredi 26 octobre l'état d'urgence dans trois régions du sud de la Moldavie où les Gagaouzes, un peuple turc de religion chrétienne orthodoxe, ont commencé jeudi à dire leur propre mot, malgré l'interdiction du gouvernement moldave, a annoncé l'agence soviétique Interfax.

Selon celle-ci, les députés moldaves, réunis pour la deuxième journée en session extraordinaire, ont eu recours à cette mesure, contre laquelle seuls 9 des 254 parlementaires se sont prononcés lors du vote, « après le refus des dirigeants gagaouzes de mener des négociations ».

Une soixantaine d'autobus transportant quelque 3 000 « volontaires » appartenant à des détachements formés à l'appel du Front populaire moldave (nationaliste), étaient partis jeudi vers les régions du sud de la Moldavie pour tenter d'empêcher le déroulement des élections en Gagaouzie. — (AFP)

Exode roumain d'après-match

MONTPELLIER

de notre correspondant

Soixante-dix des cent huit supporters roumains venus assister mercredi 24 octobre à la rencontre de coupe d'Europe de football Montpellier-Steaua Bucarest n'ont pas regagné la Roumanie après le match. La plupart d'entre eux se sont engouffrés dans des trains à destination de Lyon, Paris et Bordeaux. Dix-sept ont passé la nuit au commissariat de Montpellier avant d'être conduits le matin à la préfecture de l'Hérault où ils ont demandé l'asile politique.

Artisans, ouvriers, télégraphistes, ingénieurs ou étudiants, âgés de vingt-deux à quarante-huit ans, sans un sou en poche, les Roumains ont expliqué que « rien n'a changé depuis la mort de Ceausescu » et affirmé vouloir surtout l'arrivée de l'hiver pendant lequel il n'y a ni chauffage ni eau chaude. Au fil des heures, d'autres réfugiés se sont présentés, portant le nombre des demandes à vingt-cinq. Les dossiers ont été envoyés en urgence à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Logés dans un foyer de la DDASS, les Roumains ont obtenu une carte de séjour et ils seront pris en charge par l'Etat.

J. M.

Dans son rapport annuel

Le Comité de décentralisation regrette le poids grandissant de l'Ile-de-France

Le président du Comité de décentralisation, M. Jacques Voisard, vient de remettre au premier ministre son rapport pour l'année 1989, qui souligne que les grandes métropoles européennes se livrent à une concurrence toujours plus âpre pour attirer les entreprises et services de haut niveau.

M. Voisard note, comme chaque année, la crise que traverse la politique d'aménagement du territoire et le poids économique, démographique et financier grandissant de la région-capitale. « Si l'on prend en compte la population satellite par l'Ile-de-France dans les départements limitrophes, écrit-il notamment, cette « plus grande Ile-de-France » a absorbé de 1982 à 1990 35 % de la croissance démographique nationale ».

A l'intérieur même de l'Ile-de-France, quand on prend en compte les surfaces de bureaux autorisées,

la part des Hauts-de-Seine s'est renforcée passant de 28 % du total régional sur la période 1970-1979 à 37 % pour la décennie 1980-1989.

Parmi les mesures proposées par M. Voisard, on retiendra un renforcement, par voie réglementaire, de la procédure d'agrément, la création d'une taxe sur les surfaces de stockage et les établissements de grande distribution, et l'obligation pour les administrations publiques d'établir des plans de localisation et de décentralisation de certains de leurs services.

M. Voisard montre du doigt certains ministères « qui n'ont toujours pas fait l'effort de présenter des plans de localisation », (Travail et emploi, santé, recherche, environnement, équipement). En revanche la politique immobilière du ministère de l'Intérieur est jugée « positive et rationnelle ».

Ancien président du Conseil économique et social

Emile Roche est décédé

Emile Roche, ancien président du Conseil économique et social, est décédé, jeudi 25 octobre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

La silhouette d'Emile Roche était familière des milieux politiques et du monde des affaires sous les trois Républiques. François Mauriac n'écrivait-il pas dans son *Bloc-Notes* que la biographie de celui qui fut, de 1954 à 1974, président du Conseil économique et social, pouvait s'inscrire « dans une histoire générale des rapports de la politique, des activités professionnelles et des fortunes privées » ? Il a conduit, en effet, une longue carrière qui ne l'a jamais placé au premier rang du monde politique mais qui lui permit de jouer parfois un rôle important d'intermédiaire, d'intercesseur et de « Monsieur bons offices » entre des milieux divers.

Fils d'épicier, né à Estaires, un bourg près d'Armentières dans le Nord, le 24 septembre 1893, Emile Roche collabora après la guerre de 1914-1918 avec Joseph Caillaux, dont il devint le directeur de cabinet au ministère des Finances et dont il sera l'exécutif testamentaire. Tout en étant président de la fédération du Nord du Parti radical, il développe ses activités dans le monde des affaires. Après avoir été arrêté pendant trois mois, à la Libération en 1945, pour avoir administré une entreprise appartenant à une famille juive, il est libéré et devient, au Parti radical, l'intime d'Edouard Herriot et d'Edouard Daladier, il deviendra d'ailleurs, en 1956, président

d'honneur du Parti radical, après avoir codirigé le Rassemblement des gauches républicaines fondé en 1948.

Emile Roche, qui avait lancé quelques petits journaux dans sa région, s'est alors intéressé à la presse économique nationale. Mais il occupe dans le même temps de nombreux postes dans les conseils d'administration et les directions d'entreprises diverses concernant le matériel agricole, le téléphone, le verre, les taxis, les travaux publics, la banque, les assurances. Homme eclectique tenant des chroniques dans des journaux de tendances diverses, radical influent mais entretenant de bonnes relations avec les milieux cléricaux et tout en étant proche de certains cercles maçonniques, partisan de l'Algérie française et favorable à Israël, Emile Roche a cependant ménagé également ses amitiés gaullistes qui lui ont permis de demeurer président du Conseil économique et social jusqu'à la mort de Georges Pompidou. Il s'était cependant opposé à l'élargissement du Marché commun européen en 1972 et il avait voté « non » en 1969 lors du référendum proposé par de Gaulle sur la réforme des régions et du Sénat, préférant œuvrer pour le renforcement du rôle du Conseil économique et social.

Le front largement dégagé, portant des lunettes rondes en écaille et arborant un noué papillon, affable et conciliant, Emile Roche, qui avait été deux fois veuf, avait épousé, à quatre-vingt-un ans, M^{me} Arlette Deros. En 1976, M. Valéry Giscard d'Estaing l'avait élevé à la dignité de grand croix de la Légion d'honneur.

ANDRÉ PASSERON

EN BREF

□ Manifestation après le non-lien en faveur de l'un des meurtriers présumés de Céline Jourdan. — La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence statuera mercredi 31 octobre sur l'appel interjeté par le parquet général et l'ensemble des parties civiles contre l'ordonnance de non-lieu rendue le 22 octobre en faveur de Richard Roman (le Monde du 24 octobre), l'un des deux meur-

triers présumés de la petite Céline Jourdan. Quatre cents personnes ont manifesté leur soutien à la famille jeudi 25 octobre devant le palais de justice de Digne. — (Corresp.)

□ Église de scientologie de Lyon : sept nouvelles incriminations. — Dans le cours de l'instruction sur le suicide, en mars 1988, d'un adepte lyonnais de l'Église de scientologie, sept personnes, membres ou anciens membres de cette secte, ont été inculpées mercredi 24 octobre à Lyon de « complicité d'exercice illégal de la médecine et de complicité d'escroquerie ».

□ Inculpation d'un instituteur soupçonné d'avoir violé huit de ses élèves. — Un instituteur de Malakoff (Hauts-de-Seine), soupçonné d'avoir violé huit de ses élèves, tous âgés de six ans, entre 1984 et 1986, a été inculpé jeudi 25 octobre de « viol » par mineurs de moins de quinze ans par personne ayant autorité » par M^{me} Florence Soulmagnon, juge d'instruction à Nanterre. Agé d'une cinquantaine d'années, l'homme avait été arrêté mardi par les gendarmes, après qu'une victime eut révélé l'affaire, quatre ans après les faits.

□ FOOTBALL : Marseille battu en Pologne. — L'Olympique de Marseille s'est incliné (3-2), jeudi 25 octobre, face au Lech Poznan (Pologne), à l'occasion du match aller des huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

MODE :
ELLES NE PENSENT QUE « TISSUS ».
ELLES NE JURENT QUE PAR « RODIN ».

Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! »

Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le « numéro 1 ».

Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

France folle

Je suis consterné. Complètement déconsidérés dans ce pays, nos princes n'en gardent pas moins une formidable réputation question chose du machin. Ils passaient pour de chauds lapins, qualifiés très appréciés des Français dont les enfants doivent apprendre à donner, dans le désordre, au tableau noir, le quart gagnant des favoris de nos rois.

Laurs innombrables conquêtes — seul nom jamais cité, celui du père Barre — faisaient la joie complice et coquine des salles de rédaction. La presse ne se gênait d'ailleurs pas, rappelez-vous les révélations à la « une » du Monde sur les fuites de Giscard à l'heure du laitier, pour en informer l'opinion. Une opinion rétive au pouvoir et soumise à la puissance... de séduction.

Les chauffeurs de taxi, ses porte-parole auprès des journalistes, se gaussaient avec une dédaigneuse commisération du puritanisme anglo-saxon. Une maîtresse enceinte ? Une croisière avec un mannequin ? Une petite gâterie à sa secrétaire ? Et c'est pour ça qu'on renvoie le coupable dans ses foyers se faire copieuse-

ment engueuler par sa légitième ? Ils sont complètement givrés, ces gens-là, avouez !

Et puis là, ce matin, changement de disque. Prise sous la pluie à trois cents mètres de ma station de métro, j'en ai hélé un. Tout juste s'il a pu s'arrêter tellement il était emporté par la méprisante indignation que lui inspiraient les remous de l'affaire Douc :

— Ma parole, ils sont tous pèdes, en plus, les politiciens ! Vous avez vu un peu, sur la Cinq, ce mec à la tête d'une association d'homosexuels ? Il dit que c'est un coup des services secrets iraniens qui comptait sur les petits amis du bon pasteur pour compromettre des personnalités en vue.

— Pourquoi faire ?

— Faire libérer Naccache.

— Ah ! ben, c'est du propre ! Déjà que l'inspecteur Dufourg accuse les RG de vouloir abattre Arpaillange et Guillaume en leur balançant des mignons dans les parcs, si, par-dessus le marché, les ayatollahs en ont inscrit d'autres sur leur liste de linge sale, où on va ?

— Pas aux urnes, en tout cas. Voter pour une folle, non mais, faut être fou !

La mort du poète Norge

Le poète d'origine belge Norge est mort jeudi 25 octobre dans sa maison de Mougins (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

« Et je dis que la vie est bonne. » Ainsi que le souligne Lorand Gaspar dans la préface de l'anthologie des *Poésies*, récemment publiées dans la collection « Poésie-Gallimard », l'œuvre de Norge est tout entière placée sous le signe d'une « grande joie », coulée « dans une langue formidablement vivante et vivifiante ».

Né à Bruxelles le 2 juin 1898, Georges Mogin, qui prit le pseudonyme de Geo Norge, puis simplement de Norge, fonda en 1925, avec Raymond Rouleau et Tania Balachova, le Théâtre du Groupe libre, qui monta sa pièce *Tam-Tam*. En 1931, il crée le *Journal des poètes*, auquel participe notamment son ami André Salmon. Marié au peintre Denise Ferrier, il s'installe, à partir de 1934, à Saint-Paul-de-Vence avant de prendre, il y a une vingtaine d'années, la nationalité française. Norge publie son premier recueil, *vingt-sept Poèmes incertains*, en 1923. Viendront ensuite la *Belle Endormie* (1935), *Joie aux âmes* (1941), les

Oignons (1953), *la Langue verte* (1954), *la Chanson du concierge* (1969) ... En 1978, Seghers réunira ses *Œuvres poétiques*.

L'humour, la malice, le jeu avec les mots et les sonorités, la volonté de se faire simplement entendre, qui caractérisent la poésie de Norge, sont sous-tendus par une vision optimiste de l'existence. Mais cette vision n'exclut pas la lucidité face à la sottise ou à la cruauté. Le bonheur d'être, la joie devant le monde et la création, dominent cependant dans cette poésie dont la vitalité parvient à se faire communicative : « Joie aux âmes ! Les vœux nous sont donnés : le monde existe et nous avons des yeux pour le voir. »

P. K.

Un grand civilisé

L'allée du poète à Mougins est en deuil. Et avec elle tout un univers de délicatesse, de bon sens et d'humour. Norge le poète est mort, lui qui avait foi en l'homme et disait : « Nous sommes d'une grande légende. »

Les habitants du quartier Saint-Basile ne verront plus sa haute silhouette coiffée d'un immense chapeau, l'été quand le soleil se fait intense. C'était un homme en majesté, un grand civilisé, de cette « aristocratie qui veut des mœurs et de l'âme ». Cette disposition qu'il a d'aimer ne fait pas du poète une dupe. Il a écrit : « Tout mon vertige se penche / sur le même néant / et sur le même néant / Mais j'apprends à me pousser / à se muer en lumière. »

LOUIS NUCERA

M. François Bayrou invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Bayrou, député UDC des Pyrénées-Atlantiques, délégué général de l'UDF, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » du dimanche 28 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Bayrou, agrégé de lettres, président du groupe permanent de lutte contre l'illettrisme et auteur d'un ouvrage sur la crise de l'enseignement, la *Décennie des mal-appris* (Flammarion), répondra aux questions d'André Passeron et de Pierre Servant du *Monde* et de Paul-Jacques Truffaut et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

C'EST VRAI...

que nous sommes installés en fond de cour, que notre décoration n'est pas « terrible », qu'il faut quelques fois attendre un peu et même parfois se servir seul. Oui.

C'EST VRAI MAIS... nos prix sont uniques à Paris sur le prêt-à-porter masculin des grands couturiers et de notre fabrication de luxe.

STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE

Ouvrant du sam. au dim., de 12 h à 19 h 30.

5, rue Washington, M^o George-V 130, bd St-Germain, M^o Odéon

FÉLICITÉ : par la presse nationale et le Ministère du Commerce.

RECOMMANDÉ par le code diplomatique et consulaire.

سكرا من الامم